

Après le discours de M. Gorbatchev à Strasbourg

Quatorze morts, vingt-six blessés

M. Bush reste opposé à des négociations sur les armes nucléaires tactiques

La « maison » de l'Est

Après avoir exhorté les Français et les autres membres du Conseil de l'Europe à édifier la « maison commune européenne », M. Gorbatchev s'efforce, au cours du sommet du pacte de Varsovie réuni pour deux jours à Bucarest, de replacer les inquiétantes lézardes apparues dans ce qui était depuis quarante ans une maison commune un peu trop exemplaire : l'alliance des pays de l'Est.

Pour le dirigeant soviétique, ce sommet s'annonce plus difficile que l'aimable rencontre de Paris, et pas seulement parce que l'hôte en est le plus sinistre dictateur du vieux continent. La perestroïka s'est traduite en Europe de l'Est par une évolution de plus en plus divergente, certains pays, comme la Hongrie et la Pologne, s'orientant vers la démocratie parlementaire, tous les autres s'accrochant, à des degrés divers, à des structures plus ou moins mal acceptées par les populations, mais qui paraissent de toute manière perimées face au vent moscovite. A cela s'ajoutent les différends nationaux et frontaliers qui réappa- raissent au grand jour.

Face à cette évolution, M. Gorbatchev a une double attitude. En dénonçant à Strasbourg tout recours à la force non seulement entre les deux alliances européennes, mais aussi à l'intérieur de chacune d'entre elles, il vient de repousser la « doctrine Brejnev » par laquelle ses prédécesseurs avaient justifié l'écrasement du « printemps » de Prague en 1968.

L'engagement vaut ce qu'il vaut (il n'y aura jamais garantie absolue en cette matière), mais il confirme le « profil bas » adopté depuis quelques années par Moscou à l'égard de toutes les évolutions dans le monde communiste, les bonnes comme les mauvaises : la bienveillance manifestée à l'égard de la Hongrie et de la Pologne - y compris de M. Walensa - a pour corollaire la tolérance manifestée envers le conservatisme est-allemand ou tchécoslovaque, et même envers les tragédies roumaine ou chinoise.

Parallèlement, les risques de déstabilisation de l'empire soviétique et le rôle que pourrait jouer dans cette évolution le monde extérieur figurent très officiellement maintenant dans les préoccupations. M. Gorbatchev s'en est ouvert à plusieurs reprises à ses interlocuteurs français, moins à leur intention qu'à celle des Etats-Unis, à la veille du voyage de M. Bush en Pologne et en Hongrie.

L'appel lancé par le président américain à une évacuation totale de la Pologne par les troupes soviétiques a été d'autant plus vivement critiqué à Moscou que c'est dans ce pays que les réductions unilatérales annoncées sont les plus faibles : 300 chars seulement, contre 5 000 qui seront retirés de RDA, de Tchécoslovaquie et de Hongrie.

Tolérance mais vigilance, perestroïka mais diplomatie, c'est à une autre partie de corde raide que se livre M. Gorbatchev dans son empire est-européen. Celle-là non plus n'est pas gagnée d'avance.

M. Gorbatchev a quitté Strasbourg pour Bucarest, où se tient une réunion du pacte de Varsovie, jeudi 6 juillet, après s'être efforcé devant le Conseil de l'Europe de préciser sa métaphore de « maison commune européenne ». Il a aussi renouvelé sa demande aux Occidentaux de négociations sur les armes nucléaires tactiques. Une proposition que le président Bush a écartée dans le discours qu'il a prononcé jeudi, à la veille d'un voyage en Europe qui le conduira d'abord en Pologne et en Hongrie.

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

M. Gorbatchev avait dans sa besace une nouvelle proposition relative au désarmement, qu'il lui eût été difficile de rendre publique à Paris, car elle relance un débat dans lequel la France est bien mal à l'aise : celui des armes nucléaires à courte portée. Le Conseil de l'Europe n'a certes pas de compétences en matière de défense, la tribune était de choix, puisqu'elle rassemblait tous les pays de l'Europe non communiste, et c'est là que M. Gorbatchev a répondu le 6 juillet aux positions arrêtées par l'OTAN lors de son dernier sommet. On attendait du numéro un soviétique, dans cette occasion, des précisions sur son idée de « maison commune européenne ».

CLAIRE TRÉAN.

(Lire page 3 les articles d'ALAIN FRACHON.)

Les harcèlements de la CGT



Lire page 30 l'article d'OLIVIER BIFFAUD et nos informations

Passation des pouvoirs en Argentine

Carlos Menem, l'«esperanza» du désespoir

C'est une Argentine confrontée à la pire crise économique de son histoire que le président radical Raul Alfonsín laisse samedi 8 juillet à son successeur péroniste Carlos Menem, cinq mois avant le terme constitutionnellement fixé. Mais pourquoi Carlos Menem, dont on avait surnoté, jusqu'ici, remarqué les traits les plus « folkloriques », a-t-il été choisi par ses compatriotes ?

par Eduardo Febbro
journaliste argentin

Pour beaucoup d'Européens, l'Argentine vient de se donner un président qui ne correspond plus à cette image d'une « Europe lointaine et australe » que l'on s'est faite de ce pays d'Amérique du Sud : Carlos Menem, le péroniste, choque et provoque des réactions épidémiques dans le monde occidental. Il est pourtant le nouveau président des Argentins ! Il est aussi l'expression

d'une Argentine plus sombre, longtemps cachée par le mirage d'une « européisation » qui l'avait rendue célèbre et fière d'elle-même. Sa capitale, Buenos-Aires, est comme « une Europe où le temps se serait arrêté », disait récemment un journaliste français.

Ainsi, Carlos Menem ne semble plus tenir sa place dans cette « Europe d'outre-mer », dans cette capitale où, au hasard des rues, on peut se croire à Paris ou à Londres.

(Lire la suite page 6.)

L'affaire de la « mémoire de l'eau »

Le Dr Benveniste menacé de sanction

Le conseil scientifique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) s'est prononcé, mercredi 5 juillet, en faveur du « non-renouvellement temporaire » du docteur Jacques Benveniste dans ses fonctions de directeur de l'unité de recherche 200 de l'INSERM. Le conseil scientifique entend ainsi faire abandonner au docteur Benveniste ses travaux sur les effets biologiques des hautes dilutions, travaux dont la publication l'an dernier dans la revue scientifique britannique *Nature*

avait provoqué une vive polémique. C'est en définitive à M. Philippe Lezar, directeur général de l'INSERM, qu'il reviendra, lundi 10 juillet, de faire connaître sa décision quant au renouvellement ou non du docteur Benveniste dans ses fonctions. Cette décision, quelle qu'elle soit, ne mettra pas pour autant un terme à la polémique scientifique autour de la « mémoire de l'eau ».

(Lire page 9 l'article de J.-Y. NAU et F. NOUCHET.)

Face au marché unique européen

L'offensive de charme des Japonais

Le Japon ne craint plus la « forteresse » Europe. Conscient de l'importance qu'aura le marché unique de 1993, il entend y prendre sa place. Mais il souhaite avant tout se mieux faire connaître.

TOKYO
de notre envoyé spécial

« Nous avons, certes, d'importants excédents commerciaux mais nous avons aussi un grand déficit de communication. » M. Tamotsu Shinotsuka, responsable de l'information au ministère japonais des affaires étrangères, connaît bien son métier. La fonction publique n'est pas l'élément le plus prospère de ce pays, si l'on en juge par la vétusté des bureaux où les casiers métalliques surchargés tiennent lieu de cloisons. M. Shinotsuka n'en a cure. Son seul souci est de bien faire passer le message avant le sommet des chefs d'Etat à Paris le 14 juillet. « La communication,

explique-t-il, passe bien entre les Etats-Unis et le Japon, entre les Etats-Unis et l'Europe, mais pas entre le Japon et l'Europe. »

Dans les sphères officielles, l'objectif est clairement défini : expliquer ce que sont les intentions du Japon à l'égard du marché unique européen, réclamer de la part des habitants du Vieux Continent une meilleure, une bien meilleure compréhension de ce pays. Réduire le Japon à une armée de « bosseurs » sans jaugeotte menés par des industriels sûrs d'eux-mêmes et dominateurs paraît une vision aussi injuste que celle du Français à la baguette de pain et au bœuf...

« La connaissance du peuple japonais reste superficielle », déplore M. Tadashi Fujita, directeur pour l'Europe de l'Ouest au ministère des affaires étrangères. Il aimerait que ses interlocuteurs sachent découvrir l'« autre Japon ». « Apprenez à nous connaître dans notre vie quotidienne », supplie-t-il, sans mesurer, semble-t-il, l'énormité de la

tâche. La culture asiatique est, pour la plupart des Occidentaux, un continent inconnu. Le Français, en particulier, a vite fait de tourner le dos au mode de vie japonais en affirmant d'emblée qu'il ne saurait vivre de la sorte. Ce qui peut s'expliquer.

La simple question des vacances que l'ouvrier japonais s'obstine à ne pas prendre, alors qu'il a droit à un minimum de quinze jours par an, laisse perplexe le visiteur.

FRANÇOIS SIMON.
(Lire la suite page 26.)

Le Monde SANS VISA

Les naufrageurs de Karachi

La table. Les jeux
Pages 15 à 18

M 0147-0708 0- 4,50 F



3790147004500 07080

Débats

La copie du lauréat du Concours général de français

L'homme et son théâtre

par ERIC AVOCAT

Eric Avocat, élève de premier au lycée du Parc, à Lyon, vient d'obtenir le premier prix du concours général de français. Il avait en sa possession le sujet suivant :

« Je vais au théâtre afin de me voir sur la scène, tel que je ne suis pas — ou n'oserai pas — me voir en moi-même, tel que je ne suis pas. Vous direz, en vous appuyant sur votre expérience personnelle, quelles réflexions vous inspire cette remarque de Jean Genet. »

Nous publions la copie que a vaincu son prix à Eric Avocat. (Le titre et les intertitres sont de la rédaction du Monde.)

DEPUIS qu'il s'est émané des rituels dionysiaques qui avaient servi de cadre à son épanouissement primitif pour se constituer en art profane et à vocation universelle, le théâtre a prospéré tranquillement en dépit des vicissitudes de l'Histoire ou des réticences ambigües des autorités. Même ses détracteurs — et, parmi les plus illustres, Nietzsche, qui y flétrissait l'art du mensonge, — sentant obscurément qu'ils épousaient leurs forces à vouloir le combattre, se sont inclinés devant sa dynamique irrésistible.

La cité continue de tisser sa cohésion et son unité autour de son théâtre, lieu d'une communion qui élève les spectateurs de la religion. Par son ampleur et sa continuité, le phénomène suscite l'interrogation. Jean Genet, recourant à une formulation modeste puisqu'il se garde bien de forger un système — « Je vais au théâtre afin de me voir », vous, vos motivations vous appartenant, et vous seuls pouvez les divulguer, suggère-t-il — enrichit de sa contribution le débat ainsi ouvert. L'écho qu'il fait retentir comme-t-il juste ? La dialectique qu'il construit entre le monde du théâtre et le monde du réel est-elle fondée ? Peut-on mettre à nu d'autres ressorts de l'engagement pour le théâtre ? Telles sont les questions qui agitent l'esprit à la lecture de cette phrase.

Théâtre : thématique-regarder. L'étymologie est un précieux allié pour l'observateur épris de vérité, à l'air de l'authenticité des origines sous l'infatigable des exégèses, des subversions multiples qui ont pu remodeler le concept. Ici, elle nous indique clairement une opération des sens, plus précisément de la vue. En ce sens, l'opinion de Genet s'accorde à un postulat indiscutable du théâtre. Le spectacle est conçu pour l'assouvissement d'une pulsion irréductible de la nature humaine, le voyeurisme, il est l'extériorité d'une curiosité souvent malsaine, parfois cruelle.

La structure caractéristique de certains genres dramatiques correspond exactement à ce rôle : qui n'a pas retiré de l'anticipation des péripéties d'une comédie à l'italienne une espèce de jubilation, une exaltation quasi physique ? Le spectateur jouit ici d'une position prestigieuse, privilégiée : aucun des méandres de la duplicité d'Arlequin ou de ses avatars ne lui est inconnu. Invité à ratifier par son approbation les combinaisons que les protagonistes s'appre-

sent à former, sollicités pour une relation complice, il est en même temps tenu scrupuleusement écarté du jeu de dupes qui se déploie devant lui.

Osons une comparaison fantastique : il ne paraît pas exagéré par le terme d'ubiquité : le spectateur se trouve à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, plongé dans les entrailles d'une trame obscure, absorbé par les forces dont le fracas emplît la scène, et appliquant un œil détaché, mais pénétrant, sur les écueils qui s'y produisent. Dans cette distorsion qui se creuse, commençant à se dévoiler les prémices d'un dédoublement de la personnalité propice à l'audace du jeu de miroirs évoqué par Genet.

Liturgie codifiée

Le phénomène dont on vient d'établir les principes s'enracine dans une liturgie très précisément codifiée : la représentation d'une pièce, comme l'accomplissement d'un rite religieux, peut se décomposer en actes figés, immuablement reproduits : établissement de l'obscurité, murmure imperceptible qui parcourt la salle au lever du rideau, cérémonial solennel des trois coups. On peut sourire de cette attention un peu maniaque à préserver les signes extérieurs du théâtre. Il n'en reste pas moins que cette succession de conventions qui lui sont séculairement attachées a pour effet assuré d'arracher presque miraculeusement le spectateur à l'imprégnation du réel, de le préparer implicitement au sortilège qui va s'exercer sur lui.

Ainsi, naturellement rétif à voir démentir les mécanismes de sa personnalité — tendance qu'on peut discerner, notamment, dans la répugnance que chacun manifeste à se prêter aux introspections, que ce soit par la psychanalyse ou la confession, — le spectateur est susceptible d'en accueillir plus volontiers la divulgation, dès lors qu'elle porte le sceau d'un monde imaginaire, clos, qui obéit à ses propres règles.

Ainsi, un brûlot aussi corrodé que l'Ubu d'Alfred Jarry est probablement suscité un scandale infiniment plus grand que celui qui a entouré la représentation de la pièce, si l'auteur n'avait, à dessein, multiplié les travestissements et les anachronismes — encore l'inclination de Jarry pour les tumultes publics n'est-elle pas étrangère aux réactions qui se sont produites : la volonté d'exhiber les turpitudes de la nature humaine avait été proclamée *urbi et orbi*.

L'insidieuse hypocrisie du théâtre ne fait donc aucun doute ; inéluctablement, il tire sa force de son caractère spécifique : paré des apparences du rêve, de l'irréalité par des méthodes qu'on a commencé à identifier et que l'on approfondit, il développe une démythification souveraine du réel, sans que le spectateur s'en aperçoive à temps pour s'y déro-

ber. Parmi les pièces qui ont recouru à ce stratagème, qui a consisté à s'effubler d'un masque innocent, irréprochable, pour accroître leur emprise sur les hommes et leur rémanence dans la conscience universelle, on distingue d'ailleurs une intéressante unité thématique. La *Résistible Ascension d'Arcturion* de Bertolt Brecht, le *Rhinocéros* de Ionesco, voire la réactualisation d'*Antigone* par Anouilh, procèdent à un réquisitoire implicite contre les idéologies funestes de leur époque, incarnées et cristallisées par des personnages tristement réels.

Dans *Hamlet*, sans doute sa pièce la plus achevée, par l'unité d'impression et la subtilité d'un climat tragique épuré, Shakespeare aménage une prodigieuse mise en abyme qui étaye parfaitement cette thèse : pour affirmer les soupçons qu'il nourrit sur la culpabilité de son oncle, Hamlet le convie à une représentation d'une pièce de théâtre où est retracé, dans ses moindres circonstances, le meurtre de son père. Le résultat escompté au début de l'acte III est de « prendre au piège la conscience du Roi ». La formule paraît judicieuse : le théâtre est un piège, et l'attitude qui consiste à s'y enfermer délibérément — qui semble inspirer Genet — se rattache à une incertitude passionnée, une rage de faire éclater la vérité, de dissoudre les tranquilles et fallacieuses certitudes dont notre personnage social est tissé.

Alors qu'on est accoutumé à associer au théâtre une notion de plaisir, à voir dans ses manifestations une forme d'épicurisme, le raisonnement qui précède hasarde un paradoxe inusité : aller au théâtre serait presque une forme de dévotion, une prière, une ascèse. Cette conception assez iconoclaste est certes en accord avec l'univers spirituel de Genet, fait de violence et de souffrances sourdes. Mais elle s'inscrit aussi dans la quête d'une sagesse fondée sur le refus des complaisances, des compromis avec soi-même, qui seule peut procurer un bonheur authentique et durable.

Ambiguïté de la chair

A ce titre, la prétention du théâtre à ce qu'une place digne lui soit réservée dans le vaste édifice, bienveillant et hospitalier de la culture est parfaitement légitime.

A ce niveau de la réflexion, une objection s'offre à nous, qu'il ne faut pas écarter distraitement avant d'aborder un autre aspect de la contradiction saisissante qui agit dans la formule de Genet : « Je ne saurais me voir/je me suis été. » Cette objection mérite en effet quelque considération. La voici : toutes les vertus que vous venez d'exalter n'existent-elles pas hors de la spécificité théâtrale, n'ont-elles pas été cultivées de tout temps par la littérature, et maintenant par le cinéma, qui s'empare des cœurs à tel point que le théâtre est désormais un aérolithe mort ?

Je ne veux pas trancher de façon péremptoire. Mais on a déjà

évoqué la liturgie irremplaçable du théâtre, il convient maintenant de consacrer quelques lignes à l'ambiguïté de la chair : le théâtre repose sur un simulacre, c'est indéniable, les corps ne sont soumis qu'à des transformations, à des mutilations factices. Et pourtant, ils sont là, consistants, presque palpables. C'est cette dichotomie qui engendre ce sentiment d'incertitude mêlée d'intérêt où se noue la fonction cathartique du théâtre portée à son apogée par la tragédie classique. Nulle autre forme de culture ne pourrait produire une relation semblable.

C'est en cela que le théâtre est immortel, à l'abri de toutes contrefaçons : le cinéma, même quand il produit des films se déroulant dans un cadre intimiste, un huis clos tragique, ne lui est pas comparable.

L'identification du spectateur aux personnages n'a pas pour seule conséquence de le plonger dans une sorte de contrition, de remords, de jeter une clarté édifiante sur l'étendue de sa misérable condition. Elle lui propose aussi une rémission. Les personnages de théâtre brillent tous en effet d'un indiscutable prestige, même quand l'auteur leur a prêté des aspects repoussants. Les archétypes possèdent une indiscutable perfection, ils accomplissent un destin exemplaire, émissent leur être jusqu'à un terme ultime de sa logique. Qui n'a jamais rêvé d'un déroulement aussi impeccable ?

Il est certes aisé d'en apercevoir l'effet dans les pièces de Molière, dont les titres témoignent d'un souci de simplification des caractères : *L'Avare*, *Le Malade imaginaire*, héros presque réduits à une abstraction, un symbole univoque. De même, la technique revendiquée par Brecht, effet de distanciation, *Verfremdungseffekt*, y contribue fortement. Mais cette force invincible s'accompagne aussi bien de la complexité des figures. Si Shakespeare a intitulé ses pièces *Othello* ou *Richard III*, au lieu de « l'Ambitieux » et du « Jaloux », c'est que ses personnages, riches d'une substance compliquée — velléités, scrupules, tentations, fantasmes s'interpénètrent, — n'étaient pas réductibles à cette unique facette. Mais la démesure de leurs actes, l'emphasis de leurs destins ne manquent pas d'exercer un ébranlement profond, un attrait irrésistible sur le spectateur.

Par sa formule, Genet touche donc d'un trait infallible aux principes fondateurs du théâtre, à sa raison d'être. Au-delà de la limite magique de la scène se concentre un microcosme, un monde en miniature vers lequel convergent nos aspirations divergentes ou contradictoires, qu'on fasse partie de « la foule, des femmes ou des penseurs » pour reprendre l'astucieuse distinction établie par Victor Hugo dans la préface de *Ruy Blas*. Chacun y passera l'âme de son débat intérieur, en extraits des modèles ou des repoussoirs. Plus que jamais, le théâtre est un indispensable exercice de ressourcement de l'esprit.

BONHEURS

Le prochain immédiat

par ALBERT MEMMI

QUEL bonheur que les femmes existent ! Comme les croyants pour le lever du soleil, nous devrions, chaque matin, en remercier le ciel. Je parle en homme ; j'espère que les femmes se réjouissent autant que nous. Elles nous procurent tendresse et plaisir ; elles trouvent en nous tendresse et plaisir : y a-t-il meilleur contrat ?

Mieux, ce contrat est en notre faveur. La tendresse qu'elles nous prodiguent est plus profonde, à cause de l'enfant qu'elles cherchent en nous. Le plaisir qu'elles nous offrent est plus raffiné. Marguerite Yourcenar, qui connaît doublement les femmes, célèbre leur charme indissociable des sens, des parfums et des couleurs.

J'en ai fini avec les femmes ! s'écrie un auteur. Comme je le plains ! Quel resserrement sur soi ! Toute femme est un don et une promesse. Les femmes ensoufflent nos jours et alimentent nos rêves. La littérature universelle, la peinture, la musique, sont des chants d'amour. Tant qu'il y aura des femmes, le désespoir n'est pas sûr.

Ces privilèges ne nous ont pas suffi ; nous y avons ajouté leur domestication. C'était trop tard. Périodiquement affaiblies, désemparées à l'époque des petites, nous en avons usé et

abusé ; jusqu'à exiger leur fidélité sans les assurer de la nôtre. Nous devrions leur demander pardon de ce qu'elles ont subi.

Il n'est même pas sûr que nous ayons fait si bon marché. Ce prochain trop immédiat nous connaît mieux que nous-mêmes. Dans cette longue histoire de violence et de sang, où nous devons nous éprouver, les femmes sont nos partenaires et nos juges.

A faire leur meilleur nous faisons le nôtre. Le couple est une merveille de la nature, ne le gâchons pas par un excès d'avidité.

Rendons-leur la liberté. Respectons ce que nous appelons leurs manières, lesquelles sont leurs rythmes propres et leur manière d'être.

Ma femme et moi, nous sommes transparents l'un à l'autre ! annonce-t-on fièrement. Illusion bien exigeante, à supposer qu'elle soit sincère. La transparence absolue n'existe pas. La générosité véritable ménage la relative opacité de l'autre.

Pose ta main sur la sienne, conseillait-il, il y a trente-trois siècles, le sage égyptien, elle te le rendra si corporel. Ah, quelle sottise masculine de ne pas rendre une femme heureuse !

Au courrier du Monde

DÉCLIN

L'enseignement du russe en France

Qui ne se réjouirait en France de ce qui se passe à l'Est ? Renouveau de la démocratie, liberté de parole, liberté de conscience, liberté dans l'art, débats, réformes économiques qui s'annoncent, reconstruction... Nul doute que la France, au sein de l'Europe, a un rôle privilégié à jouer dans ce processus. Encore faut-il qu'elle ne gâche pas les chances de ses ingénieurs, de ses industriels, de ses intellectuels, de ses réseaux commerciaux !

La France a encore quelques atouts en main : vingt-cinq mille élèves apprennent le russe dans l'enseignement secondaire ; beaucoup se retrouvent dans une vingtaine d'universités, ou dans les grandes écoles, qui, presque toutes, enseignent le russe : Polytechnique, Centrale, HEC, ESSEC, ESCP, instituts d'études politiques...

Et pourtant, toute la politique actuelle des langues au ministère de l'Éducation nationale tend à gâcher ces chances. La mode y est au programme « Lingua », aux langues de la Communauté européenne, entendez presque exclusivement l'anglais. Conséquence pour le russe et toutes les langues « secondaires » : fermeture et suppression d'enseignements. En 1988-1989 : suppression à Marly-Le-Roi, à Malakoff, au Havre, à Poitiers, à Tours, à Caen, à Valenciennes, à Wazier, à Lille, à Dijon, à Thiais, à Fontainebleau, à Clermont-Ferrand, à Nancy-Case, à Besançon. En échange, quelques ouvertures

d'enseignement, généralement « provisoires » : deux postes de spécialistes et trois postes de bivalents.

À la rentrée 1989-1990, ce sont encore vingt postes d'enseignement qui seront supprimés. D'ici à 1992, on prévoit la fermeture de la moitié des postes de Paris !

La raison de tout cela ? Rationalisation, économies à court terme. Conséquences : la perte d'un investissement à long terme, une diminution acceptée de la position internationale, culturelle, commerciale et industrielle de la France.

La situation s'aggrave encore lorsque l'enseignement des langues vivantes sera généralisé à l'école élémentaire : presque partout où il commence, c'est l'anglais qui est enseigné. Les élèves sont ainsi prématurément mis sur les rails.

On ne peut que dire oui à l'Europe, oui à l'enseignement des langues européennes ; mais aussi oui à l'ouverture et à la diversification. On connaît les dangers de la monoculture, que serait une Europe refermée sur elle-même, n'ayant d'ouverture que sur le seul monde anglo-saxon ? Investir de façon diversifiée dans le domaine des langues suppose une vision qui ne soit plus à court terme, un effort, une politique volontariste. Il est urgent que nos dirigeants veuillent bien en prendre conscience.

C. BERTHON-CHAFFAL, membre du comité de la Société des professeurs de russe.

LE MONDE diplomatique

Juillet 1989

LE CHOIX DE L'ÉCOLOGIE

L'écologie est bien au-delà de la question, certes essentielle, de l'environnement. Il est urgent de renforcer les bases d'une écologie scientifique, d'une écologie scientifique assurant un développement respectueux des écosystèmes naturels, écrit Jacques Robin dans le premier article d'une série sur l'un des débats majeurs de notre temps.

LE DÉSORDRE FINANCIER INTERNATIONAL

Alors que se réunissent à Paris les dirigeants des sept pays les plus riches, Frédéric Clairmonte décrit la fragilité d'un système reposant sur un équilibre de dettes. Vient à l'ordre du jour le désordre mondial, les inégalités, les concurrence néfastes.

Également au sommaire :

- DÉVELOPPEMENT : Le printemps des associations Sud-Sud, par Gabriel Maré.
- SOUDAN : Drame de la guerre et de la faim, par Claire Brinet.
- MINORITÉS : Un rapportage chez les Inuit du nord-canadien, par Ignace Hamant.
- DÉFENSE : Quelle politique pour l'atlantique ? par Peter Schmidt.
- PROCHE-ORIENT : Une enquête sur les effets palestiniens victimes de la répression, par Christian de Biré.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des sections du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woult.

Rédacteur en chef : Daniel Vernot.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Impression de « Le Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

Reconnu d'intérêt public par le décret n° 1142-87 du 20-01-87.

ISSN : 0395-2037

Reconnu d'intérêt public par le décret n° 1142-87 du 20-01-87.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmaison, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-87-27

Téléc : MONDPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE

3 mois 365 F

6 mois 720 F

9 mois 1 080 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

1 an 1 360 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en préavis : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire vos lettres en français et en capitales d'imprimerie.

هكمان الأصيل

ISRAËL : près de Jérusalem

L'agression contre un bus a fait quatorze morts et vingt-six blessés

JÉRUSALEM de notre correspondant

La quasi-simultanéité des événements est évidemment fortuite, mais elle ajoute à l'atmosphère de crise. L'agression commise par un Palestinien contre un chauffeur d'autobus qui a provoqué, jeudi 6 juillet, la chute du véhicule dans un ravin à 15 kilomètres au sud de Jérusalem (nos dernières éditions) est intervenue au moment où la coalition d'union nationale Likoud-travailleurs est menacée d'écroulement par suite d'un différend sur l'expansion du plan de paix du gouvernement.

Isolément, les deux affaires n'ont rien à voir. Si ce n'est que le climat de choc et d'indignation créé par l'attaque contre le bus peut influencer sur les décisions que doivent prendre les travailleurs — au moins momentanément. C'est bien ainsi que l'ont compris les dirigeants du parti. Expliquant que « l'heure était plus au deuil et au recueillement qu'au débat politique », ils ont décidé de reporter à la semaine prochaine la réunion de leur bureau, initialement prévue pour jeudi soir. Elle devait examiner s'il était opportun de rester au pouvoir après que le chef du Likoud et premier ministre, M. Itzhak Shamir, ait prononcé la veille un discours restreignant la portée de l'initiative de paix récemment adoptée par le

gouvernement (Le Monde du 7 juillet).

Peut-on s'en aller dans une période de troubles sans risquer l'insécurité et la désaffection de la part de l'opinion ? Officiellement, la question est à peine évoquée. Mais la presse la pose franchement aux responsables travaillistes, leur demandant dans quelle mesure l'attentat de jeudi pourrait influencer leur décision. Prudent, le chef travailliste et ministre des finances, M. Shimon Peres, répondit : « une énorme tragédie, dont il fallait savoir tirer les leçons adéquates ».

Alors qu'un des chefs de file du Likoud, le ministre des affaires étrangères Moshe Arens, évoquait immédiatement « les difficultés qu'une pareille attaque allait causer au processus de paix », les partis de gauche et de centre gauche, Mapam, Ratz et Shinoui, tous peu ou prou partisans d'un dialogue avec l'O.L.P., se voyaient pressés d'exhorter l'organisation palestinienne à condamner sans réserve l'attentat — qui, jeudi soir, n'avait pas été revendiqué. En somme, même si M. Shamir se bornait à déclarer « un crime ne pouvant être que le fruit d'un cerveau malade et dévot par la haine », dans la classe politique, et surtout à droite, chacun pouvait difficilement s'empêcher de commenter l'attaque contre le bus dans un sens renforçant ses positions dans le débat en cours.

Il était un peu plus de 11 heures lorsque le bus 405 aborda un plateau

sinué à une quinzaine de kilomètres de Jérusalem, bordé, au sud, par un ravin de plus d'une centaine de mètres de profondeur, et au nord, à flanc de colline, par un village arabe, Abou Gosh. Le 405 assure la liaison Tel Aviv-Jérusalem. C'est, sur l'autoroute reliant les deux villes, une des lignes les plus fréquentées de la compagnie nationale Egged. Il y avait quarante-deux passagers à bord.

Telle que l'a décrite le porte-parole de la police, qui rapportait les récits du chauffeur et de plusieurs autres passagers, la séquence des événements a été la suivante. Un voyageur palestinien s'est approché du chauffeur, s'est emparé du volant et l'a tourné à droite, en direction du ravin, provoquant la chute du bus. Le rail de protection métallique longeant la chaussée a été aplati ; le véhicule a effectué plusieurs tonneaux et a pris feu avant de s'écraser sur le toit dans la rocaïlle, une centaine de mètres plus bas. Des passagers ont été déshabillés, d'autres blessés, d'autres encore brûlés ou écrasés sous le choc.

Il a fallu plusieurs heures aux sauveteurs pour dégager certains cadavres des débris du bus. Les premiers à venir au secours des rescapés — vingt-six blessés, dont sept sont dans un état très grave — furent les étudiants d'une école religieuse juive, les yeshiva de Telsheville, situés au bord de l'autoroute. En milliers d'après-midi, militaires, policiers, ambulanciers étaient toujours occupés à liser à bout de cordes des débris de fortune ; des hélicoptères descendaient dans le ravin pour aller chercher des blessés puis se posaient sur l'autoroute où attendaient les ambulances.

Certains passagers ont affirmé que l'agresseur s'était précipité sur le chauffeur en hurlant « Allah Akbar » (Dieu est grand). L'homme a été légèrement blessé et conduit dans un hôpital de Jérusalem. La police a indiqué qu'il s'agit d'un Palestinien originaire de Cisjordanie, âgé d'une trentaine d'années, « connu des services de sécurité ». Il aurait « planifié » cette attaque en compagnie d'un autre Palestinien, et la police a annoncé dans la soirée qu'elle avait arrêté une deuxième personne.

« Violence incontrôlée »

Une personnalité nationaliste palestinienne de Jérusalem condamnait « de tels actes de violence incontrôlée », mais redoutait qu'ils ne se multiplient en marge de l'intifada « compte tenu du climat de frustration dans la population » (palestinienne). L'attaque contre le bus est intervenue quelques jours après l'assassinat en pleine rue d'un professeur de l'université de Jérusalem, Menachem Stern (soixante-quatre ans) — agression que la police a qualifiée de « crime nationaliste » — et quelques semaines après le meurtre, à coups de couteau, de deux autres Israéliens attaqués par un Palestinien devant la poste centrale.

Entre-temps, des colons israéliens se sont livrés à des opérations de représailles, ouvrant le feu au hasard, à deux reprises, contre des Palestiniens, tuant deux d'entre eux et en blessant plusieurs autres. Les autorités redoutent que ne s'amorce un cycle de représailles et contre-représailles. Dès jeudi soir, des tracts du mouvement extrémiste Kach du rabbin Meir Kahane appelaient à la vengeance, et la police avait renforcé ses effectifs à Jérusalem.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Médiation arabe sous les tirs de canon

BEYROUTH de notre correspondant

L'arrivée à Beyrouth de l'émis-saire du Comité tripartite de la Ligne arabe, M. Lakhdar Ibrahim (Le Monde du 7 juillet), a été saluée par de nouveaux bombardements, qui ont fait, jeudi, quatre morts en secteur musulman et se sont poursuivis vendredi matin 7 juillet. Ces tirs ont paralysé toute activité dans les deux secteurs de la capitale, excepté au point de passage dit du Musée, où une foule compacte s'était précipitée dès qu'il avait été ouvert, mardi.

M. Ibrahim, qui a rencontré les deux premiers ministres rivaux, M. Salim el Hoss (soutenu par la Syrie) et le général Michel Aoun, chef du cabinet militaire en secteur chrétien, s'efforce d'obtenir l'accord de toutes les parties à une solution globale portant sur l'arrêt des hostilités et le règlement des problèmes politiques.

Bien qu'il ne faille pas en attendre d'effets immédiats, la déclaration commune franco-soviétique (Le Monde du 7 juillet) et l'annonce par M. Roland Dumas de possibles actions communes (URSS et la France) « réfléchissent à des actions communes » dans le domaine diplomatique, a dit le ministre français au lendemain de la visite à Paris de M. Mikhail Gorbachev) suscitent le plus grand intérêt. Et nombre de Libanais estiment que cette coopération franco-soviétique finira par peser sur la crise.

L. G.

Remerciements et silence

Dans une entree publiée vendredi par le Figaro, le général Aoun a qualifié de « positive » la déclaration franco-soviétique, tandis que les Eglises catholiques du Liban, dont l'influence Eglise maronite, ont « remercié » MM. Gorbachev et Mitterrand pour « l'intérêt qu'ils ont manifesté face à la crise libanaise ». La presse de Damas a, quant à elle, estimé que l'initiative franco-soviétique était « en accord avec le point de vue syrien ».

De son côté, la Ligue arabe a observé jeudi le silence total sur la déclaration commune qui provoque pourtant le soutien de Faria et de Moscou à la mission du Comité tripartite (Algérie, Arabie saoudite et Maroc) sur le Liban.

ALGÉRIE : le multipartisme à l'épreuve

Tribune politique sur les ondes

ALGER de notre correspondant

Le président de la République, M. Chadli Bendjedid, a signé mercredi 5 juillet, jour du vingt-septième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la loi sur les associations à caractère politique que l'Assemblée populaire nationale (APN) avait adoptée trois jours auparavant (Le Monde du 4 juillet). « Si le 5 juillet 1962 était la restauration de l'Etat, la libération du peuple, nous sommes aujourd'hui dans une autre phase de l'histoire algérienne : l'approfondissement de la démocratie », a estimé le ministre de l'Information et de la Culture, M. Mohamed Ali-Ammar, dernier invité d'une émission de la radio nationale au cours de laquelle les représentants de plusieurs partis se sont exprimés en direct.

Deux heures durant, la Chaîne 3, émettant en français, a, en effet, ouvert son antenne successivement à M. Mustapha Touni, porte-parole d'un rassemblement de cinq partis (UFD, PSD, MDA, UFP, PNA) qui ont choisi de s'exprimer collectivement depuis le 24 mai dernier, M. Abdelhamid Benzine, dirigeant du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, émanation du Parti communiste algérien), M. Abbassi Madani du Front islamique de salut (FIS), M. Kamel Souid, membre de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, section algérienne de la IV^e Internationale trotskiste), M. Bachir Rezoug, un journaliste engagé dans le Mouvement des journalistes autonomes (MJA) et l'écrivain Kateb Yacine.

C'est de façon presque improvisée que l'animateur de l'émission Transparences, M. Youcef Tahar, a invité les responsables de « tous les partis, les intellectuels » et « les représentants des deux Lignes des droits de l'homme, M^{me} Miloud Brahimi et Abdelouahab All-Yahia », à intervenir par téléphone. (1), au terme d'un entretien de trois quarts d'heure avec le ministre de l'Intérieur et de l'Environnement, M. Aboubakar Belkaid.

« Je suis sans réserve pour la démocratie. Et la démocratie engendre inévitablement le multipartisme », a répondu au ministre M. Belkaid à Youcef Tahar, qui lui faisait remarquer qu'il était « le premier ministre de l'intérieur du multipartisme ». M. Belkaid, après avoir rapidement rappelé quelle était la marche à suivre pour la création ou la légalisation d'une association à caractère politique, a indiqué que « son ministère s'organise en

conséquence » et qu'il avait prévu « dans l'organigramme une direction des libertés publiques ». Interrogé sur la manifestation des mouvements féministes devant l'APN (Le Monde du 4 juillet), le ministre s'est déclaré « très agréablement surpris de voir que des citoyennes se sont rassemblées pour dénoncer l'intolérance ». Il a estimé que « des manifestations de ce genre, surtout lorsqu'elles s'inscrivent dans le respect de la loi et de l'esprit de la Constitution, sont tout à fait positives ».

« L'intolérance est la pire des violences (...) Ce n'était pas seulement les actes physiques, mais aussi les paroles et la manière de conditionner les esprits, refuser d'écouter l'autre, imposer une façon de se conduire. C'est certainement le risque le plus grave qui puisse peser sur une société de progrès. Elle doit être combattue par tous les citoyens qui aspirent à une société moderne », a affirmé M. Belkaid.

Le retour des exilés

Interrogé sur un possible retour d'exilés politiques, sans qu'à aucun moment les noms de MM. Ahmed Ben Bella, Hocine Ali Ahmed ou Mohamed Boudiaf soient prononcés, le ministre de l'Intérieur a rappelé que « la liberté de circulation, d'organisation, d'association, les libertés individuelles sont garanties par la Constitution ». « Les Algériens qui sont à l'étranger et qui veulent rentrer dans leur pays peuvent le faire », a-t-il souligné avant d'ajouter avec insistance : « Tous les Algériens sans exception ; il n'y a aucune restriction à ce sujet. Il n'y aura pas de délits d'opinion en Algérie ».

L'émission de M. Youcef Tahar, Transparences, n'a que quelques semaines d'existence. Mais elle est déjà une tribune attendue avec impatience par les observateurs de la vie politique algérienne. Ayant le ministre de l'Intérieur en ligne, le journaliste de la Chaîne 3 lui a demandé de confirmer publiquement s'il avait la liberté d'inviter « tous le monde à cette émission ». M. Ali-Ammar n'a pas hésité une seconde : « Oui, tout le monde pourra venir », a-t-il répondu, précisant simplement que, « dans le cadre du pluralisme, il est impératif de respecter l'opinion d'autrui ».

FREDERIC FRITSCHER.

(1) M. Miloud Brahimi et M. Abdelouahab All-Yahia ont répondu l'un et l'autre à l'invitation du journaliste de la Chaîne 3.

Les travaillistes s'interrogent sur leur participation au gouvernement

JÉRUSALEM de notre correspondant

Sur la scène politique israélienne, où l'on pratique volontiers le mélodrame, c'est un « classique » : le gouvernement de coalition menacé d'écroulement, une de ses composantes estimant le contrat de mariage trahi mais s'interrogeant néanmoins sur la manière dont l'électorat sanctionnerait un divorce. La querelle porte aujourd'hui sur le projet gouvernemental d'extension dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Les travaillistes accusent le chef du Likoud et premier ministre, M. Itzhak Shamir, de s'être aligné sur l'aile dure de son parti et d'avoir testé le projet de conditions si lourdes et restrictives qu'elles le rendent définitivement inacceptable pour les plus modérés des Palestiniens. Le projet était le ciment de l'union nationale ; il représentait le consensus minimal entre les deux grandes formations et la seule réponse politique israélienne au soulèvement palestinien.

Déjà partisans réticents d'un gouvernement dont ils n'assurent pas la direction, les travaillistes se disent déçus par M. Shamir. Leur bureau politique doit se réunir lundi pour débattre de l'opportunité de maintenir la coalition formée au lendemain des indécises élections de novembre dernier. En tout état de cause, une décision définitive ne pourrait être prise que par le conseil central du parti — c'est à dire vraisemblablement pas avant plusieurs semaines.

L'humeur générale est à la colère, et le sentiment dominant est qu'il faut quitter le gouvernement, toute la question étant de savoir quand exactement », disent-on dans les milieux officiels à Jérusalem. Plusieurs ministres travaillistes affirment que la coalition n'avait plus de raison d'être et appellent

aux élections. Dix-sept députés travaillistes (sur trente-neuf) pensent de même, et le chef du groupe parlementaire, M. Haim Ramon, est un des plus chauds partisans du départ : « Le comité central du Likoud [réuni mercredi] a voté l'initiative de paix ; toutes les illusions sur la prétendue existence d'un courant Likoud modéré et pragmatique que dirigeait Shamir ont été dissipées ».

Le numéro un du parti, M. Shimon Peres, ministre des finances, serait du même avis : « Le Likoud a décidé de sensiblement modifier le plan de paix, a-t-il dit ; il bloque la voie [à la négociation], et lundi nous devons en tirer les pleines conclusions ». Le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, joue un rôle déterminant. Pour l'heure, il a conseillé la prudence et l'expectative. Premier artisan du plan de paix, on le disait meurtri et se sentant personnellement offensé par les positions prises par M. Shamir.

Le premier ministre affirme que « rien n'est changé », que l'initiative n'a « aucunement été modifiée », qu'elle représente toujours la politique du gouvernement, et que celui-ci attend une réponse de la partie arabe avant de se prononcer sur les modalités définitives du projet d'élections.

C'est aussi la position adoptée par les Etats-Unis dans une réaction officielle encore prudente et modérée où Washington assure vouloir continuer ses efforts en faveur de l'initiative israélienne. Bien qu'ils n'aient jamais osé publiquement avouer qu'ils prenaient en considération le projet israélien, les nations Unies des territoires, tout comme les porte-parole de l'O.L.P. à Tunis, estiment que le Likoud a définitivement fermé la porte à toute possibilité de négociation.

AL. FR.

Entre 1969 et 1971

L'armée soviétique a participé à des combats aériens contre Israël reconnaît un hebdomadaire de Moscou

Des unités de l'armée de l'air et de la défense antiaérienne soviétique ont participé à la guerre d'usure entre Israël et l'Egypte de 1969 à 1971, au cours de laquelle elles ont abattu plusieurs avions israéliens, a révélé, jeudi 6 juillet, un hebdomadaire soviétique. En dépit des affirmations israéliennes et occidentales, l'Union soviétique a toujours déclaré jusqu'à présent que sa présence militaire en Egypte pendant cette période avait été limitée à des conseillers.

Dans sa dernière édition, le magazine d'actualité et d'histoire Ekho Planety écrit qu'une division commandée par le général Pujarsky a été envoyée au Caire en 1957 pour entraîner et équiper l'armée égyptienne. La division est restée en Egypte pendant la guerre de six jours en juin 1967, apparemment sans prendre part aux hostilités.

Mais, selon l'hebdomadaire, « la période qui va du début de l'année 1970 aux premiers mois de 1971 a vu une intensification des hostilités sur le terrain dans la zone du canal de Suez et la participation active de nos unités aériennes et antiaériennes contre l'aviation israélienne ».

« C'était la guerre ouverte. Et il n'y a pas eu une seule ligne à-dessus dans la presse soviétique de l'époque », poursuit le magazine. Il ajoute que les Soviétiques ont abattu plusieurs Skyhawk, Mirage et Phantom israéliens, mais que les Soviétiques ont subi de lourdes pertes lors des raids israéliens.

Il y a trois mois, un autre journal soviétique avait révélé au public soviétique que des pilotes et des unités antiaériennes de leur pays avaient pris part aux combats contre les forces américaines au Vietnam. — (Reuter.)

QUAI VOLTAIRE
Roger Stéphane
TOUT
EST BIEN

Des mots, des roseries, des histoires drôles, des anecdotes à en pincer, il y en a tant qu'on veut dans ce gros livre plein de légèreté.

Ce livre devrait être l'un des best-sellers de la saison.

Un livre qu'on ne peut pas commencer sans le terminer.

Angelo Rinaldi/L'Express

Jacques Chancel/Radioscopie

A TRAVERS LE MONDE

Pérou

Vingt-deux morts en une journée

Plusieurs graves incidents ont fait du jeudi 6 juillet une journée particulièrement sanglante au Pérou. Un affrontement entre des membres du groupe maoïste Sendero lumbino et la police a fait quatorze morts dans la province d'Azangaro, près de la frontière bolivienne ; six représentants des forces de l'ordre, sept guérilleros et un civil ont péri.

Sept paysans, dont trois enfants, ont été assassinés, probablement par des « sandinistes » dans un village du département d'Ayacucho, au centre-sud du pays ; les victimes adultes étaient membres d'une brigade d'autodéfense. Enfin, un ouvrier a été tué et trois autres ont été blessés lors d'affrontements survenus à Lima entre grévistes et forces antérieures ; quelque deux

Soudan

L'ancien premier ministre a été arrêté

M. Sadek El Mahdi, l'ex-premier ministre soudanais renversé le 30 juin par un coup d'Etat militaire, a été arrêté, jeudi 6 juillet, dans une maison d'un quartier résidentiel de Khartoum où il se cachait, ont annoncé les forces armées soudanaises. Au moment de son arrestation — alors qu'il tentait de fuir — M. Mahdi était porteur d'une lettre pour la junte au pouvoir. Le communiqué militaire annonçant cette arrestation ne donne aucun détail sur la teneur de ce message.

Soudan

L'ancien premier ministre a été arrêté

Le chef de la junte, le général Osman Hassan Ahmed El Bechir, a, de son côté, annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi un décret qui prévoit la formation de commissions chargées d'enquêter sur les « irrégularités financières et administratives » commises par les anciens dirigeants du pays. Des tribunaux « spéciaux » composés de trois militaires vont également être mis en place et pourront condamner les personnes reconnues coupables de violations des lois à la peine de mort.

De plus, dans un entretien accordé au quotidien égyptien El Akhbar et publié vendredi, le général Bechir indique que l'ancien premier ministre sera puni sévèrement, comme toute autre personne coupable de corruption. « Ses pratiques de corruption ont ruiné l'ensemble des services du pays. Tous ceux qui sont responsables de cette destruction seront sévèrement punis », a souligné le chef de la junte. — (AP.)

● SUÈDE : résolution à vie requise contre l'assassin présumé d'Olof Palme. — Le procureur Anders Hagin a demandé jeudi 6 juillet à Stockholm la résolution à vie pour Christer Pettersson, accusé du meurtre du premier ministre Olof Palme. En l'absence de preuves matérielles, c'est principalement autour du témoignage de M^{me} Lisbet Palme que le procureur a articulé son argumentation. Le verdict devrait être annoncé dans les deux semaines à venir. — (Corresp.)

Diplomatie

Les réactions après les nouvelles propositions de M. Gorbatchev à Strasbourg

Du discours prononcé jeudi 6 juillet à Strasbourg par M. Gorbatchev, certains, au vu des premières réactions, ne retiennent que la volonté du leader soviétique de contribuer au processus de rapprochement des deux Europe — c'est le cas notamment de M. Genscher et Dumas, — tandis que d'autres réagissent d'abord, et négativement, à ses propositions sur les armes nucléaires à courte portée.

Ainsi, le porte-parole de l'OTAN a rappelé, jeudi à Bruxelles, que l'alliance avait décidé, lors de son sommet des 29 et 30 mai, de donner la priorité aux négociations sur le désarmement conventionnel. Il s'est félicité que M. Gorbatchev reconnaisse l'avantage mutuel que de l'URSS dans le domaine des armes nucléaires tactiques, mais en ajoutant que Mos-

cou n'avait, de ce fait, « aucune raison d'attendre » pour procéder à une réduction unilatérale de ces armes.

Le président Bush a, pour sa part, affirmé, à la veille de son départ pour la Pologne et la Hongrie, que les États-Unis n'entendaient pas « rouvrir » le dossier des armes nucléaires tactiques (SNF).

Le discours de Strasbourg est « une impressionnante déclaration de foi en l'Europe », a pour sa part estimé le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, tandis que M. Roland Dumas affirmait qu'il « représentait un grand pas en direction de l'Europe occidentale ». M. Dumas n'a pas commenté la proposition soviétique sur les armes nucléaires tactiques.

M. Bush met en parallèle ses voyages en Pologne et en Hongrie avec ceux de M. Gorbatchev en RFA et en France

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Bush a-t-il fini par prendre la mesure de M. Gorbatchev ? C'est en tout cas sans la moindre hésitation qu'il a balayé la dernière demande formulée par M. Gorbatchev concernant l'ouverture à brève échéance de négociations sur les missiles à courte portée en Europe, et sans complexe qu'il a expliqué que l'étonnante popularité du numéro un soviétique en Europe ne lui faisait ni chaud ni froid.

Le président américain s'est appuyé sur les récentes décisions de l'OTAN — qui représentent en fait son propre plan — pour rejeter fermement la demande réitérée à Strasbourg par M. Gorbatchev. Le « paquet » sur lequel l'OTAN s'est mis d'accord en mai à Bruxelles est « bon », il a le soutien de l'Allemagne fédérale, et il n'est donc pas question de se laisser « dériver du bon chemin » : négociations sur les armes conventionnelles d'abord. Cela dit, a ajouté M. Bush avec un brin d'ironie, si la question est de savoir si les États-Unis accueilleraient avec plaisir des réductions unilatérales des armements nucléaires tactiques soviétiques, « la réponse est oui ».

M. Bush, qui répondait jeudi 6 juillet aux questions de la presse étrangère trois jours avant son départ pour Varsovie et Budapest, a, une fois de plus, été pris de donner son sentiment sur la popularité de M. Gorbatchev, largement supérieure à la sienne en Europe, et tout spécialement en Allemagne. La réaction a été particulièrement nette. Un peu d'irritation d'abord : « Cela m'est égal », « cela ne m'intéresse pas », a commencé M. Bush, avant de changer de ton : « Je suis enchanté de sa popularité en Europe, je suis enchanté quand il va en Allemagne, en France... et j'espère qu'il est enchanté quand je vais en Pologne et en Hongrie ».

C'est un peu la réponse du berger à la bergère, mais M. Bush ne va pas au-delà, et cherche plutôt, à arrondir les angles. Dans une interview à des journaux polonais, il avait évoqué l'idée d'un retrait des troupes soviétiques de Pologne, et M. Gorbatchev avait, depuis Paris, rétorqué que ce n'était là que « propagande ». Mais M. Bush fait mine de croire que le numéro un soviétique n'a nullement rejeté l'idée, mais seulement laissé paraître « un certain manque d'enthousiasme ». Après tout, rap-

pelle M. Bush, M. Gorbatchev a bien commencé à retirer des troupes de Hongrie, et lui, George Bush, ne cherche pas à faire de la « politique » à ce sujet. Il exprime seulement « son sentiment viscéral », et il suppose que les Polonais le partagent.

Mais, ajoute le président américain, « je ne veux pas exacerber les problèmes [de M. Gorbatchev] en Pologne », et, en allant en Europe de l'Est, « je ne veux pas rendre les choses plus difficiles pour lui, et je ne pense pas qu'il veuille rendre les choses plus difficiles pour nous quand il va en Allemagne et en France ».

C'est dit avec la plus grande douceur, mais, de toute évidence, M. Bush n'est pas fâché de rétablir l'équilibre, de laisser comprendre que M. Gorbatchev n'est pas le seul maître du jeu.

« Moment historique »

M. Bush a profité de l'occasion pour rappeler dans quel esprit il se rendait en Pologne et en Hongrie, « deux pays qui accomplissent des efforts sans précédent pour des réformes économiques et politiques ». Il s'agit d'« aider ces pays » dans leur cheminement vers la démocratie : les États-Unis ont « allégué l'intention d'appeler, lors du sommet de l'Atlantique, les pays industrialisés à « encourager la réforme » pour qu'une « aide réelle » puisse être apportée, à ce « moment historique », pour permettre à ces deux pays de « réintégrer l'économie globale ». Quant aux efforts que les États-Unis eux-mêmes sont disposés à consentir, M. Bush n'a pas apporté de précision, indiquant que les dernières décisions n'avaient pas encore été prises.

Le président américain a préféré insister sur une nécessité fondamentale : il faut proclamer certains principes, dire ce que l'on pense, et aider ceux qui s'engagent sur la bonne voie — c'est pourquoi M. Bush attendra pour aller en RDA, en Tchécoslovaquie ou en Roumanie, que ces pays acceptent « un petit plus de liberté, un petit plus de démocratie ».

Mais, insiste M. Bush, tout en « disant ce qui nous semble bien, il faut en même temps se garder de paraître dicter à ces pays leur politique intérieure ». C'est pourquoi il ne voit pas de raison de retarder son voyage en Pologne sous prétexte que les futures fonctions du général Jaruzelski ne sont pas définies. Cela « complique un peu les choses », mais « nous parlerons avec les dirigeants », quels qu'ils soient.

Rarement M. Bush avait paru aussi à l'aise que pour parler de ce voyage en Europe de l'Est, auquel il accorde visiblement une très grande importance. Il ne passera qu'un peu moins de quarante-huit heures en Pologne, et encore un peu moins en Hongrie, mais il part visiblement avec le plus grand enthousiasme.

JAN KRAUZE.

Candidat possible à la présidence polonaise
Le général Kiszczak accompagne le général Jaruzelski au sommet du pacte de Varsovie

Venant de Strasbourg, M. Gorbatchev est arrivé jeudi 6 juillet en fin d'après-midi à Bucarest, où il participe vendredi et samedi à la réunion au sommet du pacte de Varsovie. L'accueil à l'aéroport, M. Causseu, chef du parti et de l'État roumain, a embrassé par trois fois son homologue soviétique, comme il l'a fait avec tous les autres chefs de délégation des six pays membres, à l'exception de M. Nyers, président (réformateur) du parti hongrois et nouvel homme fort à Budapest, auquel il s'est contenté de serrer la main. M. Grosz, secrétaire général du parti hongrois, qui devait être du voyage, est finalement resté à Budapest pour s'occuper des obsèques de János Kádár.

La délégation polonaise est dirigée par le général Jaruzelski, mais elle comprend aussi le général Kiszczak, l'actuel ministre de l'Intérieur et possible candidat du Parti ouvrier unifié polonais à la présidence de la République. Le chef du gouvernement, M. Rakowski, ainsi que le ministre de la Défense, le général Siewicki, font également partie de la délégation.

Quelque cent vingt-cinq journalistes occidentaux s'étaient annoncés pour ce sommet, mais trois d'entre eux, un britannique et deux néerlandais, se sont vu refuser un visa d'entrée. — (AFP.)

Le président américain reste opposé à des négociations sur les armes nucléaires tactiques

(Suite de la première page.)

Il ne s'est pas dérobé, au contraire, mais autant il paraît pressé sur le désarmement nucléaire, de cette maison, autant il recommande pour la construction de l'édifice commun une approche méthodique et prudente.

Grâce à l'offensive des Allemands, l'OTAN avait admis, le 30 mai à Bruxelles, le principe de négociations sur les armes nucléaires tactiques, mais à deux conditions : qu'un accord soit déjà conclu en cours d'application sur le désarmement conventionnel ; que ces négociations visent seulement à une réduction du nombre d'armes nucléaires à courte portée, non à leur élimination totale. Cette position paraissait incompatible avec celle des Soviétiques, qui proposent l'élimination totale dès 1991. « Ne dramatisons pas les divergences », a dit jeudi à Strasbourg M. Gorbatchev. Recherchons, propose-t-il en substance, un accord sur une réduction des armes tactiques, puisque l'OTAN en admet le principe, même si l'URSS ne le considère que comme une « étape ». Mais recherchons-le dès maintenant et réunissons sans attendre des experts qui définiront le montant souhaitable de cette réduction.

A cette proposition, M. Gorbatchev ajoute une promesse : si les Occidentaux entrent dans cette négociation, l'URSS, qui possède en matière d'armes tactiques une supériorité écrasante, procédera à des réductions unilatérales. Même si les premières réactions occidentales sont plutôt négatives et renvoient au calendrier fixé en mai à Bruxelles en liaison avec le désarmement conventionnel, ces propositions ont

des chances de relancer dans l'OTAN une polémique que le compromis de Bruxelles n'avait pas réglée sur le fond.

D'autant qu'elles se sont accompagnées d'une vibrante profession de foi en l'Europe de la part de M. Gorbatchev, qui aura multiplié à Strasbourg les expressions relatives à l'« indivisibilité » du continent et à sa marche vers l'« union ». M. Gorbatchev, c'est clair, veut en être. Il a fort heureusement épargné à son auditoire strasbourgeois de nouvelles variations métaphoriques sur les murs, les clés, les baux de copropriété, les papiers points, la cave ou le grenier, et s'est attaché au contraire à dissiper le flou qui entourait cette image dont il est l'auteur.

L'hégémonie soviétique à vécue

En premier lieu, cette maison commune n'est pas une Europe débarrassée du socialisme. Il avait déjà insisté sur ce thème à la Sorbonne, au point de davantage paraître s'adresser à Moscou que vouloir séduire un auditoire d'intellectuels parisiens en leur disant ce qu'ils souhaitent entendre. Il y est revenu en introduction de son discours de Strasbourg. Pouvaient-ils attendre de lui qu'il proclame la mort du communisme ? Pouvaient-ils s'attendre ainsi le flanc chez lui aux procès d'intention ? Le président soviétique, au demeurant, s'est attaché à Strasbourg à nuancer ce propos. Grâce à la perestroïka, a-t-il dit aux vingt-trois pays présents, vous serez prochainement affaire à un Etat socialiste « totalement différent de

ce qu'il était jusqu'à présent ». Autrement dit, c'est la perestroïka qui — même si elle n'est pas la mort du socialisme, mais un contraire son renouveau — légitime la revendication de l'URSS de faire partie intégrante du processus d'unification de l'Europe.

Seconde clarification d'importance : l'idée de la « maison commune » ne s'occupe pas le désir caché de bouter les Américains hors d'Europe. Qu'on cesse, dit M. Gorbatchev, de nous soupçonner « d'avoir des plans hégémoniques, de vouloir dissocier les États-Unis de l'Europe » ; mais qu'on cesse aussi, ajoute-t-il, de penser que l'URSS est trop grande pour l'Europe ou qu'elle lui est étrangère, et de vouloir rester entre soi dans une maison qui trait « de Brest à Brest », c'est-à-dire de l'Atlantique à la frontière orientale de la Pologne. A qui parlait M. Gorbatchev ? A certains courants occidentaux sans doute, mais aussi à certains courants de l'opposition dans ces deux pays sans doute aussi.

L'hégémonie soviétique a vécu, dit M. Gorbatchev, et, même s'il ne le précise pas explicitement, la « doctrine Brejnev » est bel et bien enterrée. C'est la troisième clarification majeure du discours de Strasbourg : l'ordre de paix européen auquel l'URSS veut s'intégrer n'est pas seulement la paix Est-Ouest, pas seulement ce que certains appellent autrefois « la paix des climats » et qui ne serait aujourd'hui qu'un aménagement du statu quo entre des alliances. C'est, M. Gorbatchev l'a précisé, le renoncement par l'URSS au recours à la force ou à la menace de la force à l'intérieur

de son propre camp, contre ses propres alliés. Voilà qui méritait d'être dit.

Pour le reste, M. Gorbatchev ne prétend pas « avoir dans sa poche » les plans détaillés de la maison commune, même s'il remarque avoir eu à son sujet des conversations « fructueuses et d'urgence » avec M. Mitterrand, qu'il cite à plusieurs reprises au cours de son discours. Il énonce cependant la méthode : les fondations d'abord, c'est-à-dire, selon lui, le désarmement ; et puis, à partir de là, « une coopération multiforme », c'est-à-dire des contacts, des accords à conclure entre États, entre groupes ou associations d'États, dans différents domaines.

Poli, M. Gorbatchev a naturellement remercié pour le statut d'invité que le Conseil de l'Europe vient d'accorder à l'URSS, et exprimé son désir d'adhérer à certaines conventions du Conseil « dans le domaine de l'écologie, de la culture, de l'enseignement, de la télédiffusion ». Il s'est gardé cependant d'évoquer ce que, dans cet hémicycle, on attendait surtout : une intention d'adhérer — fût-ce à terme — à la grande convention produite par le Conseil de l'Europe, celle qui porte sur les droits de l'homme et qui constitue aux yeux des Occidentaux le vrai label de démocratie. Il a fait, en outre, sur le chapitre des droits de l'homme, une restriction qui n'est pas passée inaperçue. « Etant donnée la différence des systèmes sociaux, il est peu probable », a-t-il dit, que nous arrivions à faire totalement coïncider nos points de vue ».

Mais M. Gorbatchev n'est pas que négatif : il admet « l'universalité » de certains principes humani-

taires et souligne les efforts en cours dans son pays en vue de l'avènement d'un Etat de droit. Il propose qu'on mette en chantier une étude comparative des législations et se félicite de la proposition faite conjointement dans ce sens par la France et par l'URSS, lors de la récente conférence de Paris sur les droits de l'homme, par laquelle les deux pays entendaient contribuer à la création d'un « espace juridique européen ».

M. Gorbatchev s'en remet pour ce qui concerne les droits de l'homme au processus d'Helsinki, dans lequel chacun a son mot à dire. Mais, et c'est la première fois, il reprend à son compte l'approche occidentale de ce processus, en déclarant que la sécurité en Europe ne peut être totalement assurée ni par les armes ni par le désarmement, et que le respect des droits de l'homme en est un élément constitutif.

Attaques contre le COCOM

Le chapitre de la coopération économique n'a pas été oublié. M. Gorbatchev a salué au passage les représentants des milieux économiques occidentaux qui savent regarder vers l'avant et faire preuve d'audace, « ceux qui ne dramatisent pas nos difficultés et tiennent compte des particularités du moment, où la réforme détruit des mécanismes obsoletés plus vite qu'elle n'en construit de nouveaux ». Investisseurs venez en URSS sans crainte, la perestroïka vous en rendra grâces. Il s'est attaqué aussi à ce qu'il tient pour un vestige de la guerre froide : le COCOM et les limitations qu'il impose aux transferts de technologies. Il demande

de nous la concevons, la maison européenne commune est une communauté de droit. Et nous avons déjà pris, quant à nous, cette direction. (...)

Il serait probablement utile de comparer les législations dans le domaine des droits de l'homme en instaurant à cette fin soit un groupe de travail ad hoc, soit un institut européen de droit humanitaire comparatif. Etant donnée la différence des systèmes sociaux, il est peu probable que nous arrivions à faire totalement coïncider nos points de vue. Toutefois, la rencontre de Vienne et les récentes conférences de Londres et de Paris ont montré qu'il existait des opinions et des approches communes et qu'il était possible de les multiplier.

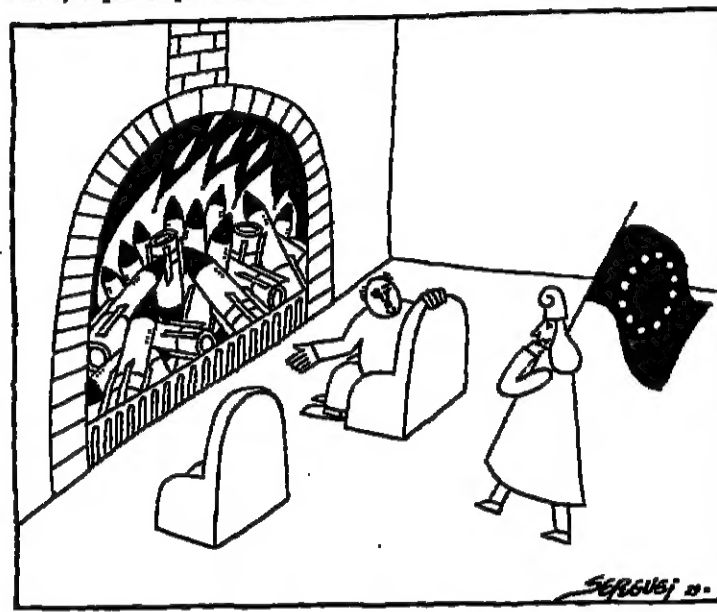
Ceci nous autorise à évoquer l'éventualité de la création d'un espace juridique européen. L'Union soviétique et la France ont avancé au forum humanitaire de Paris une initiative à cet effet (...).

La maison commune doit aussi être « propre », et, comme pour chaque sujet abordé, M. Gorbatchev s'est efforcé de formuler des propositions concrètes. Il avance l'idée d'un institut européen de recherche sur l'environnement et, allant même plus loin, propose à terme la création d'un organisme européen dont les décisions seraient « exécutoires ».

Enfin, le numéro un soviétique, réclamant l'intensification de la coopération culturelle, a mis en garde contre « l'invasion par une pseudo-culture étrangère à l'Europe ». M. Mitterrand trouvera à un motif d'être satisfait des propos de M. Gorbatchev.

Cette longue intervention du chef de l'Etat soviétique était en tout cas une apologie du processus d'Helsinki, meilleure chaperonne à ses yeux de la « maison commune », à la fois parce qu'il englobe tous les sujets — désarmement, coopération économique et culturelle, droits de l'homme — et parce qu'il est un processus de négociation dans lequel chacun peut faire valoir son point de vue. M. Gorbatchev a d'ailleurs souligné la convocation « dans un an et demi ou deux ans » d'un sommet des dirigeants des pays participant à ce processus. « Il est temps », a-t-il dit, qu'ils examinent le problème concernant leur conception des progrès dans les domaines de la coopération vers une communauté européenne du XXI^e siècle ».

CLAIRE TRÉAN.



de la quelle le potentiel de riposte nucléaire se transforme en potentiel offensif. Dans ce domaine les ambiguïtés ne manquent pas, et tout ce qui n'est pas explicite ne peut que générer la méfiance.

Alors pourquoi ne pas réunir entre experts de l'URSS, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi que des États qui ont sur leur territoire des armes nucléaires, et ne pas procéder à un examen approfondi de ces problèmes ? (...)

Si l'on devait appeler que les pays de l'OTAN sont disposés à entrer avec nous en négociations sur les armes nucléaires tactiques, nous pourrions procéder sans retard à la poursuite des réductions unilatérales de nos missiles nucléaires tactiques en Europe.

Une communauté de droit.

Le contenu humanitaire du processus européen est un des éléments primordiaux.

هكذا من الأهل

... Le Monde • Samedi 8 juillet 1989 5

nmune
de la force

actiques



R O M A N S F R A N Ç A I S

Europe

GRANDE-BRETAGNE

Durcissement du conflit dans les chemins de fer

LONDRES
de notre correspondant

Pour la première fois depuis « l'hiver du mécontentement », en 1978-1979, qui scella la chute du dernier gouvernement travailliste, les Britanniques sont gênés dans leur vie quotidienne par un conflit social. Les conducteurs de train ont en effet décidé, jeudi 6 juillet, à une immense majorité, de ne plus effectuer d'heures supplémentaires tant que leurs revendications salariales ne seront pas acceptées. Cela signifie en pratique qu'un train sur trois du réseau sud-est, de loin le plus fréquenté, sera immobilisé à partir du 10 juillet.

Cette perturbation s'ajoute à la quatrième grève totale des employés des chemins de fer (affectant également le métro londonien) prévue le 12 juillet. Les cheminots, désormais solidaires, refusent l'augmentation de 7 % que leur propose British Rail. Ils font valoir que leurs salaires augmentent depuis trois ans moins vite

que l'inflation. Celle-ci atteint actuellement 8,3 %.

Les cheminots britanniques sont parmi les plus mal payés d'Europe. Le salaire d'embauche des employés est inférieur, à 4 700 francs, au SMIC français. British Rail, de son côté, a annoncé, mercredi, un bénéfice annuel de 304 millions de livres (3,3 milliards de francs). Ce résultat, très supérieur à celui des années précédentes, a incité les grévistes à durcir leur mouvement.

Le gouvernement, qui a la tutelle des chemins de fer nationalisés en 1948, n'a pas hésité à se faire menaçant. Le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, a déclaré que la vague de grèves pourrait l'inciter à différer les investissements prévus, les chemins de fer constituant désormais une « industrie à risque ».

Mme Thatcher, qui s'était gardée jusqu'ici d'intervenir, a affirmé devant les Communes qu'« il s'agit d'une tragédie, car les cheminots risquent de perdre leur emploi s'ils continuent à agir ainsi ».

Le cabinet conservateur est toujours décidé à privatiser les chemins

de fer après les prochaines élections. L'opinion n'est cependant pas convaincue du bien-fondé de cette mesure. L'appareil de plus en plus, dans les nombreux débats consacrés à ce dossier, que le métro londonien et les tram de banlieue ne pourront jamais être rentables. Seules quelques grandes lignes pourraient être reprises par des entreprises privées.

Si on est encore loin de cet « état d'esprit », prêté par certains, le durcissement de ce conflit traduit la détérioration du climat social. Le gouvernement s'efforce partout de contenir les hausses de salaire autour de 7 % dans les services publics. Mais la différence s'accroît avec le secteur privé, où les augmentations supérieures à 10 % sont la règle.

Les dockers devraient se mettre en grève à leur tour le 11 juillet. Les employés municipaux, qui avaient cessé le travail le 4 juillet, ont décidé de recommencer pendant une journée la semaine prochaine, et quarante-huit heures la semaine suivante.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ITALIE : une coalition introuvable

La deuxième mort du gouvernement De Mita

ROME
de notre correspondant

Conforme en tous points au très riche répertoire de la commedia dell'arte, le deuxième acte de la quarante-huitième crise gouvernementale italienne en quarante-quatre ans s'est achevé, jeudi 6 juillet, à Rome, par la seconde mort du gouvernement De Mita. Introuvable le 18 avril 1988, démissionnaire le 19 mai dernier, à moitié remis en selle vingt-quatre jours plus tard, M. Ciriaco De Mita a déclaré forfait et il a rendu au président de la République le mandat que celui-ci lui avait confié, le 13 juin, pour reconstruire un gouvernement.

Après une journée de relâche « pour réflexion », vendredi, puis une rapide consultation de toutes les « stars » de la « partitocrazia » italienne, samedi, le M. Loyal qui tient les rênes de l'État devrait annoncer, dimanche ou lundi, le nom de celui qui tentera à son tour de former une équipe. On en sera alors au cinquième ou sixième ou septième jour de crise (le record, qui date de 1979, s'établit à cent vingt-six jours...).

Le scénario est connu, les premiers rôles susceptibles d'obtenir la vedette aussi. On parle aujourd'hui

de M. Arnaldo Forlani, élu il y a quelques mois — contre son « ami » Ciriaco De Mita — secrétaire général de la démocratie chrétienne (DC). On parle aussi de M. Amintore Fanfani, Giovanni Gorla et, bien sûr, de l'inséparable Giulio Andreotti, soixante-dix ans, toujours bon pied bon œil à la tête de la diplomatie transalpine.

Tous ces hommes ont deux points communs : ils appartiennent à la DC qui, avec sa majorité relative (33 %), demeure, et de loin, le premier parti d'Italie et ils ont tous déjà occupé le siège de premier ministre. M. Andreotti, le plus populaire, est le grand favori actuel. Il a même été, cinq fois locataire du Palazzo Chigi. Rien de nouveau donc sous le soleil de la Ville éternelle. Quarante-huit jours de tractations et de conciliabules, de rencontres secrètes et de tergiversations byzantines n'ont rien donné.

Officiellement, M. De Mita a échoué dans sa tentative parce qu'il voulait absolument reconstruire une coalition à cinq (1) et que le chef des socialistes, M. Bettino Craxi, n'a plus confiance en deux des protagonistes. Les républicains et les libéraux, qui pèsent ensemble moins de 4,5 % de l'électorat, sont coupables à ses yeux de s'être alliés pour

les élections européennes avec les radicaux de Marco Pannella. Bref, si tant est qu'il existe ailleurs que dans des considérations purement politiques, les raisons profondes qui privent la sixième puissance économique mondiale d'un gouvernement digne de ce nom depuis bientôt deux mois sont obscures.

D'ailleurs, la démocratie chrétienne, qui ne tient pas à voir ses petits alliés rejoindre l'opposition, exige toujours la reconstitution de la coalition à cinq et il n'est donc pas du tout exclu que le prochain gouvernement soit exactement formé des mêmes partis. Alors ? La crise n'aura servi à rien sinon à affaiblir encore un peu le crédit international d'un pays qui mérite mieux. Certes, comme le remarquait cette semaine M. Gianni Agnelli, le patron de la Fiat, « les crises n'ont jamais empêché l'Italie de faire des prouesses dans le domaine économique ». Reste que dans la perspective de 1993, si la crise s'étire encore, ce ne sont pas les prouesses des entreprises qui sauveront la réputation de l'Italie. Il y faudra un miracle.

PATRICE CLAUDE.

(1) DC, PSI, républicains (PRI), libéraux (PLI) et sociaux-démocrates (PSDI).

URSS : l'accident du Mig-23

Les Soviétiques avouent une série de négligences

Le chef d'état-major de l'armée française, le général Maurice Schmitt, « ne croit sincèrement pas » que les radars du pacte de Varsovie s'étaient pas « repêchés » le Mig-23 soviétique qui s'est abattu, mardi, en Belgique. « Je ne soupçonne jamais les gens qui peuvent constituer une menace, et par conséquent, a-t-il dit, jeudi 6 juillet, à Paris, je suis convaincu qu'il y a eu une négligence. Mais je ne saurais pas la détecter antérieurement de Varsovie d'incapacité ou de ce genre de qualificatif ».

« Si j'avais pu prévoir ce qui s'est produit, je ne me serais pas dit, l'aurait-elle jusqu'à nos yeux de radars », a déclaré le colonel Nikolai Skouridine, présenté jeudi aux journalistes soviétiques et à la presse occidentale à Moscou pour expliquer lui-même les circonstances de l'accident. Le colonel, qui a estimé n'avoir commis « aucune infraction aux règles de vol », a présenté ses

« condoléances les plus profondes à la famille de la victime ».

Les informations communiquées par les divers responsables militaires participant à cette conférence de presse font apparaître une succession de négligences à tous les niveaux. Les responsables des exercices qui avaient lieu au départ de la base polonaise de Kolbrazeg, près de la mer Baltique, ont brièvement fait rechercher l'avion par des chasseurs et des hélicoptères, avant d'annoncer à Moscou, sans en avoir eu la preuve, que l'avion s'était abîmé en mer... Ensuite, ni les opérateurs chargés de surveiller les radars des forces soviétiques du groupe du Nord ni ceux du groupe de l'Ouest (stationnés en RDA) « ne se sont aperçus que l'appareil n'était pas contrôlé », a déclaré le général Chetep, un responsable de la défense antiaérienne à l'état-major.

Les opérateurs ne se seraient réellement inquiétés du sort de l'avion que lorsqu'il a pénétré dans la zone

de sécurité, à 25 kilomètres du réseau de fer. « Ils ont alors fait preuve d'inefficacité dans les opérations d'identification intensive, alors que l'avion en était à sa quarante-deuxième minute de vol », a poursuivi le responsable de la défense aérienne. Selon le général Chasopoukov, chef adjoint des forces aériennes, c'est par les médias occidentaux que le ministère de la défense a été informé de l'accident près de Courtrai. — (A.F., A.F.P.)

● **Expérience soviéto-américaine en mer Noire.** — Une expérience soviéto-américaine destinée à mettre au point des techniques de détection, à distance, d'armes nucléaires à bord de navires de surface s'est déroulée le 5 juillet en mer Noire, a annoncé l'agence Tass. L'agence soviétique souligne qu'il ne s'agit pas d'une expérience « entre États », mais qu'elle a été organisée conjointement par l'Académie des sciences de l'URSS et le Conseil américain pour la défense des ressources naturelles en vertu d'un accord passé entre les deux institutions en 1988. — (A.F.P.)

HONGRIE : la réhabilitation de Nagy et la mort de Kadar

Coïncidence

Le comité central du PC, l'Assemblée nationale et le gouvernement hongrois ont rendu hommage, jeudi 6 juillet, à János Kadar, l'ancien numéro 1 hongrois, dont la vie entière, on l'a indiqué dans le communiqué officiel, « a servi les efforts du peuple hongrois en vue d'aider le pays, par une politique de réforme, à trouver le chemin vers la prospérité sur la base du consensus social ».

« La tragédie de M. Kadar était que son œuvre a été totalement dérangée lorsqu'il était encore en

vie, parce qu'elle reposait sur des erreurs et un concept historique mal interprété », a estimé, en revanche, Radio-Budapest.

Par une étonnante coïncidence, János Kadar est mort le jour même où le Cour suprême réhabilitait officiellement Imre Nagy, l'ancien président du Conseil, que Kadar avait fait condamner à mort en 1958 après l'échec de l'insurrection de 1956 par l'Armée rouge.

« C'est comme une tragédie grecque, Sophocle n'aurait pas

fait mieux », s'est exclamé Andreas Hegedus, secrétaire du Comité pour la justice historique, qui a organisé le mois dernier les cérémonies au cours desquelles Imre Nagy et trois de ses collaborateurs ont été à nouveau enterrés en présence de 250 000 personnes.

Dans son arrêt, la Cour suprême a déclaré « nuls et non avenue » les condamnations à mort prononcées à l'époque, dénonçant leur caractère « illégal ».

POLOGNE

Varsovie dénonce la montée du « révisionnisme antipolonais » en RFA

Commentant les récents propos tenus par le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, à propos de la question des anciens territoires allemands de Pologne, l'organe du Parti communiste polonais, *Trybuna Ludu*, a lancé, jeudi 6 juillet, une violente attaque contre la RFA. « Le révisionnisme antipolonais », grandit en République fédérale, dénonce le journal, en rappelant que « la seule base possible et existante pour la normalisation des relations entre la Pologne et la

RFA est le traité du 7 décembre 1970 et la décision de la RFA d'abandonner dorénavant toute revendication territoriale ».

Le quotidien communiste critique au passage la décision du chancelier Kohl de reporter la visite qu'il devait effectuer ce mois-ci en Pologne. Ce report est officiellement justifié à Bonn par des désaccords sur l'aide économique que la RFA pourrait apporter au gouvernement polonais. Une délégation de Solidarité,

conduite par le chef de son groupe parlementaire à la Diète, M. Gernik, se trouve actuellement à Bonn plaider ce dossier.

Le leader de Solidarité, M. Lech Walesa, saisissant au vol les propos conciliants tenus à son égard, à Paris, par Mikhail Gorbatchev, a déclaré jeudi dans une interview publiée par le quotidien de Solidarité *Gazeta* qu'il était prêt à se rendre « immédiatement » en Union soviétique. — (Reuter.)

Amériques

Carlos Menem, l'« esperanza » du désespoir pour les Argentins

(Suite de la première page.)

Carlos Menem est, effectivement, la voix d'une autre Argentine, plus pauvre, plus sèche et plus seule. C'est l'Argentine mise à l'écart. La nuit de l'élection du 14 mai, l'écrivain argentin Osvaldo Soriano disait : « Alfonso, c'est le pays que nous aurions voulu être ; Menem, c'est le pays que nous sommes ».

On pourrait ramener l'élection de Carlos Menem à cette question : quel pays est réellement l'Argentine ? Celui qui voit depuis Buenos-Aires, un pays bûni par les libéraux et aligné sur le monde européen ? Ou bien celui qui voit depuis une province comme La Rioja, pauvre et aride, dont Menem était le gouverneur ? Il y a là comme une différence d'essence. Borges le savait bien lorsque, se moquant d'une certaine catégorie d'Argentins, il disait : « ils croient que l'Argentine est un pays essentiel, alors que nous savons tous que c'est un pays tardif ». Et c'est précisément ce pays « tardif » qui est devenu, soudain, réel et tangible.

Le projet de transformation nationale établi vers 1880 visait à insérer dans le pays la civilisation européenne, avec tout ce que cela comporte de valeurs « transplantées ». L'immigration d'origine européenne — appelée « immigration constructive » — a joué un grand rôle dans cette conversion du Nouveau Monde. L'Argentine prospère, le pays en plein essor, est issu de ce projet conduit par les élites civilisatrices d'alors.

Mais le libéralisme de jadis qui s'est opposé à la « barbarie andésine » des caudillos provinciaux (1) — son démon présumé — n'a pas su se pencher à temps sur un pays resté en arrière-plan. Il y a eu, entre-temps, trop de désillusions et de desseins manqués. Eh ! bien, le candidat péroniste est venu récupérer ce fond de regret suspendu sur la

nation. Menem est donc bien plus que l'héritier de Peron : il a hérité le désespoir et la frustration de ce pays longtemps promis au statut de puissance régionale et qui regarde aujourd'hui la faillite miner ses certitudes. Menem incarne l'un des axes de ce conflit. Quelle que soit la valeur qu'on donne à sa victoire, elle est en train de marquer, peut-être, le temps de la vérité.

Choisir dans le noir

Aux yeux des Occidentaux, l'élection de Carlos Menem ressemble à un suicide collectif. Le pays a ouvert lui-même le gouffre où il va sombrer. Le nouveau président apparaît comme un « démagogue de bourgeoisie », un « macho frivole et anachronique », un « populiste ringard », bref, un homme indigne d'être à la tête d'une nation aussi extrêmement occidentale. Mais, par-delà les portraits abusifs, ridiculisants et monotones qui ont été brochés ici et là, il convient de sonder la société qui l'a porté au pouvoir.

On l'a vu dans bien d'autres pays, et non des moindres : les frustrations réveillent le nationalisme à outrance et le désespoir ; et un instinct électoral n'est pas nécessairement assis sur un quelconque idéal. Le péronisme peut bien être ce que le journaliste Jacobo Timerman appelle une « aventure hystérique ». Pourtant, après que, durant le gouvernement de Raúl Alfonsín, l'économie eut, une fois de plus, retrouvé ses vieux fantômes (inflation, spéculation sauvage), que pouvait faire un peuple malade depuis ? Carlos Menem est l'« élu d'une culture en dette dans une politique de dette (2) », d'une société qui a pris tout à coup conscience que sa modernité est périphérique.

Le pays qui s'est exprimé le 14 mai avait écouté le président

Alfonsín parler d'une Argentine moderne et puissante presque au moment où elle était plongée dans l'obscurité, en raison d'une crise énergétique sans précédent ! De jamaïs dans un pays où on est habitué à avoir des illusions et aux pameaux rythmant les nuits de leur messages de néon. Qui aurait pu imaginer Buenos-Aires sans lumière ? Et cette « allée du Tango », l'avenue Corrientes, toute sombre, étincelante ! L'électeur ne pouvait plus que choisir... dans le noir ce qui lui offrait ses dirigeants.

Bon nombre d'observateurs argentins ont souligné ce phénomène : pendant ces six années de démocratie, aucun homme politique n'est apparu qui ait l'envergure nécessaire pour présider le pays. A ce jour, certes, Raúl Alfonsín reste le seul qui ait fait, depuis cinquante ans, un essai cohérent d'organisation d'une société débousoyée. Pour le reste, la classe politique n'a pas suivi les impératifs de la transformation. Parfois, ce sont les électeurs eux-mêmes qui en ont découragé le gouverneur de Buenos-Aires, le péroniste Antonio Cafiero, homme plus rigoureux et plus crédible que Menem, a perdu les élections internes, et par là la voie à l'investiture présidentielle.

Les biographes de Carlos Menem ont remarqué que les candidats « sont également indifférents de la dévaluation politique reçue pendant la transition démocratique (3) ».

La droite classique (républicains) de ce retard idéologique, qui la caillonne dans une sphère classiste, teintée d'obscurantisme. La gauche, en se cloîtrant dans des postures antiques et rétrogrades, n'a fait qu'accroître son isolement. Enfin, malgré l'important taux de participation aux élections (85 %) et l'ampleur de la victoire péroniste, certaines couches de la population continuent de ne pas se sentir représentées. C'est dans ce climat qu'est sorti Carlos Menem, « un politicien



atypique, passionnel, contradictoire, source d'amours irréparables et de haines sans retour, entre Dieu et le diable (4) ».

Des pouvoirs surarmés

« Comment peut-on faire de la politique sans contact affectif ? », se demandait Carlos Menem. Et c'est bien là où il a réussi le mieux. Il a capté les illusions d'une nation déçue. L'imaginaire populaire lui a accordé des pouvoirs surarmés, et il consent à cette image lorsqu'il dit : « Gouverner, c'est faire passer ce qui existe et faire naître ce qui n'existe pas ». Il est allé à la rencontre des gens : il a saisi l'immense frustration populaire — et son contraire, l'enthousiasme virtuel.

L'impasse du discours politique, l'inefficacité de la politique à résoudre les problèmes d'une société, l'ont projeté en avant. Il a reconnecté la

politique et la vie par son aptitude à flatter le désespoir d'une Argentine cachée qu'il a parcourue de la capitale à la moindre bourgade dans sa « Menem-mobile » — en disant tout et son contraire. Au fil des voyages et des discours, Carlos Menem s'est « transformé en un symbole du pays réel (5) » : ni moderne ni promoteur, mais frappé par la tiermondisation des appareils de production, le chômage, la spéculation, la dépendance, le gouffre creusé par la dette et les horizons qu'elle abolit.

En votant pour Menem, les Argentins n'ont pas tout à fait choisi une alternative, un modèle de changement social ou de restriction. Ils ont plutôt élu le visage d'un autre espoir. Menem c'est l'espoir du désespoir. C'est vers lui qu'ont convergé les pulsions d'une Argentine orpheline et sans héritage.

Presque toutes les élections présidentielles sont survenues, depuis plus de trente ans, dans un contexte de brutale discontinuité constitutionnelle. A tour de rôle, militaires et civils, défendant les intérêts des uns ou des autres, ont incarné un nouvel espoir. En 1983, avec la démocratie, est arrivé un homme qui avait laissé entrevoir la possibilité d'un pays différent, après une nuit si noire. Raúl Alfonsín, c'était le retour à l'ordre constitutionnel qui ouvrait, à lui seul, les portes du futur. Avec lui, c'était, comme l'écrivait Osvaldo Soriano, « l'espoir que plus rien jamais ne serait seulement espoir ». Le bilan, aujourd'hui, est négatif. Les « cent ans de paix et de prospérité » promis par M. Alfonsín n'ont pas commencé. Seule la démocratie paraît s'être enracinée dans l'esprit des gens : ce qui est déjà beaucoup pour une transition aussi courte, dans une histoire à ce point jalonnée de coups d'État, d'autoritarisme et d'horreur. Cette démocratie qui vient d'être Carlos Menem est la même qui a reçu les coups des pichistes hantés par la

morale de l'épée. C'est la même qui a vu s'accroître sa dette. C'est la même qui, d'espoirs en illusions, sent maintenant se fermer sur elle les tentacules du déclin.

Vue de l'extérieur, cette société peut sembler figée dans ses contradictions, empêtrée dans ses crises militaires. Or rien n'est plus faux. C'est une société extrêmement mobile, qui cherche des réponses, tente de bousculer ses limites qu'elle se découvre. Vu l'ampleur de la crise, l'opposition entre « civilisation et barbarie », dépassée par l'urgence, peut ouvrir des chemins nouveaux.

Il faudra un long, très long et difficile apprentissage de l'espoir. Ce mot, qui en français sonne si réel et un peu sec, est, en espagnol, plus long et comme enveloppé d'une douceur mélancolique : *caranza*. Carlos Menem, qui a si bien réussi à sentir les humeurs de son peuple, ne peut qu'avoir peur de cette énorme *esperanza* qu'il a réveillée. Et s'il échoue ? Il en sera alors comme de cette jeune femme française qui, ensorcelée par la description passionnée que lui faisait de la Pampa son ami argentin, lui répondait : « La Pampa, c'est encore un autre de tes mensonges ». Ce serait fatal.

EDUARDO FERRERO.

(1) Domingo Faustino Sarmiento (1811-1888), président de l'Argentine (1868-1874), défendit dans un ouvrage célèbre, *Panorama*, l'opposition à la « civilisation » d'origine européenne à la « barbarie » américaine des « caudillos ».

(2) Osvaldo Soriano, *Revelados. Sonadores y fugitivos*, Ed. Pagina 12.

(3) Alfredo Lenco et José Antonio Díaz (El Heredero de Perón-L'Héritier de Perón), Ed. Planeta.

(4) Idem.
(5) Idem.

Asie

CHINE : le rapport du maire de Pékin sur les événements de mai

Le régime se cherche une légitimité

Le gouvernement chinois a procédé, jeudi 6 juillet, à un mini-renouveau ministériel, proposé par le premier ministre Li Peng : M. Luo Gan remplace M. Ruan Guangwu à la tête du ministère du Travail tandis que M. Gu Xiaohu, première femme gouverneur d'une province, est nommée ministre de l'Industrie chimique à la place de Qin Zhongda. Selon l'agence Chine nouvelle, citant une récente circulaire, les vacances des membres du Parti communiste et du gouvernement seront respectées par « un dur travail et une vie saine » afin de « rattraper les pertes causées par les récents troubles et la rébellion contre-révolutionnaire ».

Cinq personnes se disant étudiants ont été condamnées par des tribunaux de Pékin à des peines de prison pour des « crimes

sociaux » commis en mai dernier lors des manifestations en faveur de la démocratie. En outre, la Chine a confirmé l'arrestation d'un journaliste de Taiwan qui aurait « entrepris des contacts secrets avec le chef d'une organisation illégale [il s'agit de Wang Dan, dirigeant étudiant de 1989 et un an] recherché par la police et qui est soupçonné de l'avoir aidé à quitter le pays ».

De son côté, M. Wang Baolin, chef adjoint de la délégation chinoise au Conseil économique et social de l'ONU, a affirmé, jeudi 6 juillet, à Genève, qu'après « évaluation des expériences » son pays mettra en œuvre les réformes « avec plus de vigueur, mieux et même plus rapidement ».

M. Deng Xiaoping, père du régime, a déclaré à des députés japonais en visite à Pékin que « la loi

maritale qui a été imposée est très différente de l'idée que certains étrangers s'en font et ne signifie pas la situation critique ou effroyable qu'ils imaginent ».

Dans un éditorial, le Quotidien du peuple a critiqué la Chambre des représentants américaine pour les nouvelles sanctions qu'elle a adoptées contre Pékin, le 29 juin, sous la forme d'amendements à la loi sur l'aide à l'étranger. « La Chine ne s'est jamais inclinée et ne s'inclinera jamais devant les pressions extérieures », a ajouté l'organe du Parti communiste. La télévision chinoise a annoncé la nomination d'un nouveau ambassadeur à Washington. Il s'agit de M. Zhu Qizhen, 60 ans, ancien vice-ministre des affaires étrangères et spécialiste des questions américaines et océaniques.

Réquisitoire contre les vaincus

PÉKIN
de notre correspondant

Sur deux pages du Quotidien du peuple en petits caractères - il a fallu une heure et demie à la présentation de la télévision pour en donner lecture - le rapport-fleuve du maire de Pékin, M. Chen Xitong, sur « la répression des troubles et l'écrasement de la rébellion contre-révolutionnaire » du printemps, adopté jeudi 6 juillet par l'Assemblée nationale populaire, confirme avec un luxe de détails ce qu'on savait sans en avoir eu encore les preuves absolues : le régime chinois est en morceaux, sa tendance dure qui a pris le pouvoir par une stratégie de la tension ayant abouti à l'insurrection n'a pas de légitimité propre hormis l'assentiment de M. Deng Xiaoping, et la Chine fait face désormais à une situation d'affrontement politique qui débordait ses frontières avec une opposition en exil dont les ramifications s'étendent à une large proportion de l'énorme diaspora.

M. Chen, dont le rapport peut être provisoirement considéré comme la version « définitive » de la crise, a fait remonter l'écroulement du régime au troisième plénum du comité central qui avait décidé de l'abandon de mettre en train les réformes économiques et politiques. A partir de ce moment, il y eut, selon lui, divorce entre deux factions : celle du premier ministre, M. Li Peng, qui rêvait sur une situation sociale « fondamentalement stable », et celle de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti qui vivait d'être déchu, s'appuyant

sur une collusion de forces « réactionnaires » en Chine comme à l'étranger pour renverser le régime.

Sur la composition de cette collusion, le rapport du maire de Pékin met directement en cause un pan entier de l'intelligentsia renaisante formant le soutien libéral dont M. Zhao s'était entouré. Une vingtaine de noms d'intellectuels et de contestataires sont cités, y compris certains de ceux qui ont fui à l'étranger : des milieux libéraux de Hongkong, qualifiés de « réactionnaires » ; le régime de Taiwan, explicitement dénoncé ; des « forces politiques réactionnaires (...) aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux » ; et la presse occidentale, qui « a fait preuve d'un rôle inhabituel » en vue de « jeter l'huile sur le feu ».

Face à « cette agitation politique planifiée, organisée et préméditée visant à abolir la direction du Parti communiste et le système socialiste », poursuit le maire « si nous n'avions pas fait une analyse permettant de discerner le problème dans son essence, nous aurions commis de graves erreurs et nous nous serions retrouvés dans une position extrêmement passive dans la lutte ».

M. Zhao est accusé d'avoir trahi la cause en jouant double jeu lorsque M. Deng ordonna qu'on fasse cesser l'agitation universitaire fin avril. Puis, alors qu'il était « évident qu'avec un peu plus de travail, les troubles (...) étaient vraisemblablement en passe de se calmer », en avait plutôt l'impression du contraire dans la rue - de les avoir utilisés à son profit. Le tournant est clairement fixé au 4 mai lorsque

M. Zhao prononça son fameux discours devant les étudiants de la Banque asiatique de développement en préisant la « transparence ». Ce discours a provoqué « une confusion idéologique sérieuse » à travers tout l'appareil du parti comme dans le peuple et « gonfla l'arrogance des organisateurs et conspirateurs ».

Manœuvres en sous-main

Suit un récit à couper le souffle sur les manœuvres en sous-main attribuées aux vaincus : complot de police sur les conversations entre responsables, tentatives de sabotage, utilisation de faux documents, escalade de la tension dont M. Zhao et ses adjoints sont entièrement rendus responsables dans la gestion de la grève de la faim des étudiants sur la place Tiananmen, jusqu'à un récit des mesures adoptées par M. Li Peng, la municipalité de Pékin et le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, pour faire entrer la troupe dans la capitale afin d'éliminer M. Zhao et rétablir l'autorité gouvernementale.

Ce récit fournit une preuve définitive de ce que la loi martiale n'a, jusqu'à ce moment, été que le résultat d'une série de contre-mesures. Au contraire, même l'annonce faite en fin d'après-midi le 3 juin selon laquelle les troubles allaient céder dans le centre de la ville ne comportait qu'un simple appel à la population à rester chez elle. Le premier ordre équivalait à un couvre-feu authentique « émis diffusé par haut-parleurs alors que l'armée était parvenue aux abords immédiats de la place Tiananmen. Entre-temps,

l'insurrection avait largement en le temps de faire des dizaines de morts ».

Ce récit énumère tant d'agissements montrant que M. Zhao bénéficiait d'un soutien populaire réel auprès de gens « trompés par la corruption » qu'on est en droit d'y voir un complot très provisoire et volontairement ambigu auquel sont parvenus les « réactionnaires hostiles du régime dans l'impossibilité de régler plus avant leurs comptes tant que M. Deng est encore en vie. Le caractère outrancier des attaques contre ce dernier qui sont relevées dans la description des manifestations et lui demandant de démissionner ne rend évidemment pas compte de la mesure du respect qui demeurait malgré tout la règle générale.

Les exagérations sont nombreuses dans le récit des journaux de loi martiale inappliquée précédant l'insurrection, en particulier dans l'usage des armes qui avaient été recueillis en Chine comme à l'étranger : il s'agissait pour les « conspirateurs », assure le rapport, d'acheter des armes afin de constituer une force armée, et de payer les « malfrats » recrutés pour semer le chaos. Ces affirmations font penser que les hommes qui se sont rassemblés derrière le vieux patriarcat sont toujours à la recherche d'un assemblage de l'ancien régime et de la bureaucratie qui n'est assésimée ni à l'une ni à l'autre des deux factions hostiles, une sorte de « marais centriste » encore indéfini.

L'homme du recours

Le résultat de ce compromis n'est évidemment pas brillant : faite de pouvoir s'étendre entre eux, les hommes qui se posent en gouvernants de la Chine montrent d'une part qu'ils ne font que gérer les derniers temps de la carrière de M. Deng, au prix de l'ensemble des relations extérieures de la Chine, y compris celles qui tenaient le plus à cœur au vieux réformateur autoritaire : les relations avec les classes moyennes chinoises de Hongkong, de Taiwan et de la diaspora.

Depuis, ce texte a l'avantage pour le régime de présenter une analyse de la situation relativement ouverte. Les actions de M. Zhao sont décrites en des termes qui ne font que conforter sa stature d'homme du recours potentiel. C'est en particulier le cas dans l'apologie de la liberté de la presse que le rapport lui prête.

Le pouvoir confirme aussi pour la première fois que parmi les victimes civiles de la nuit du 3 au 4 juin figurent un nombre indéterminé de « réactions et autres gens qui se livraient à diverses occupations sur le terrain ». Le gouvernement s'engage à dédommager leur famille. Le caractère décisif de ces concessions n'est pas en cause : le pouvoir donne par là des petits signes montrant qu'il a collectivement compris que les méthodes de M. Li Peng avaient donné lieu à une rupture tragique entre le peuple et lui-même. Et il ne veut en conséquence pas fermer la porte à un retournement de situation où les vaincus d'aujourd'hui se trouveraient les vaincus de demain.

FRANCIS DERON.

(Publié)
Le numéro 154 de
FRANCE PAYS ARABES
vient de paraître
Au sommaire :
- La Nouvelle Ismaïlie et le monde arabe
- LIBAN :
- Le dialogue des Nationalistes.
- Le levait de 1993.
- Le Pacte de 1943.
La Chronologie, les rubriques
culturelles, économiques.
22 PAGES - 15 F
Spécialisme sur demande
FPA 14, rue Auguste
75007 Paris. Tél. : 45-55-27-52

CAMBODGE : une déclaration du secrétaire d'Etat américain

Les Etats-Unis sont favorables à un partage du pouvoir entre M. Hun Sen et le prince Sihanouk

Les Etats-Unis seraient prêts à admettre un règlement de la question cambodgienne qui permettrait au gouvernement prôviennamien de M. Hun Sen de demeurer en place, à condition, toutefois, que le prince Norodom Sihanouk dispose d'un « pouvoir réel » à la tête de l'Etat. C'est ce qu'a laissé entendre M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, jeudi 6 juillet à Brunei, lors de la conférence annuelle de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Pour l'administration américaine, le maintien du gouvernement de M. Hun Sen apparaît, en effet, comme le meilleur rempart contre un retour au pouvoir des Khmers rouges qui dirigèrent le pays de 1975 à 1979 et furent responsables de la mort de plus d'un million de Cambodgiens. « Les efforts du prince Sihanouk pour mettre au point un accord sur le

partage du pouvoir avec le régime prôviennamien sont essentiels pour arriver à une solution politique viable », a reconnu M. Baker. « Nous devrions accroître, et non pas diminuer, l'influence de ceux qui sont les mieux placés pour tenir en échec les agents de la brutalité », a-t-il ajouté.

Jusqu'à maintenant, l'administration américaine s'était alignée sur la position de la Chine, alliée des Khmers rouges, selon laquelle le gouvernement de M. Hun Sen était illégitime et devait disparaître. Aujourd'hui, M. Baker invite les membres de l'ASEAN à « renforcer la position du prince Sihanouk afin de hâter le processus de réconciliation nationale ».

L'ancien souverain cambodgien et le chef du gouvernement prôviennamien doivent se rencontrer, le 24 juillet en France, pour la cinquième fois.

HONGKONG

La visite de Sir Geoffrey Howe n'a pas rassuré la population

De retour d'une visite mouvementée à Hongkong, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a annoncé mercredi 5 juillet à Londres que la colonie britannique allait adopter « une loi spéciale garantissant les libertés essentielles » avant son transfert à la Chine en 1997. Le même jour on apprenait, selon le Financial Times, qu'un tiers du personnel technique de l'aéroport de Hongkong avait manifesté son intérêt à émigrer en Australie, où la compagnie aérienne Qantas lui a proposé du travail assorti d'une promesse de permis de résidence.

Transmutés par les récents événements en Chine, Hongkong espérait être rassuré par la visite de Sir Geoffrey Howe. C'est plutôt le contraire qui s'est produit.

Dans cette période difficile qui a vu chuter dramatiquement la Bourse de Hongkong et le prix de l'immobilier baisser de 15 %, la population vit un véritable traumatisme. Les demandes de visas d'émigration auraient été multipliées par dix et les consulats manquent de formulaires. Si les pays les plus demandés sont le Canada, l'Australie et les Etats-Unis, des petits Etats d'Amérique ou du Pacifique - comme le royaume de Tonga - offrent également des passeports à ceux qui en ont les moyens. Paris, pour sa part, naturalise quelque quatre-vingts Hongkongais travaillant pour des sociétés françaises.

La Grande-Bretagne, garante du territoire jusqu'à la date fatidique, a toujours refusé et refuse plus que jamais d'accorder un droit de séjour aux 3,2 millions de résidents d'un territoire britannique ; ce document ne leur permet pas en effet de résider en Angleterre. Londres avait promis de faire des exceptions à l'égard des serveurs de la couronne ou d'investisseurs potentiels. Lors de sa visite, Sir Geoffrey n'a pu donner de détails précis. Quelques dizaines de milliers de personnes au maximum bénéficieraient de cette possibilité.

Les habitants du territoire ont mal apprécié cette mesure, qualifiée de « semence de discordes ». Pour la première fois, toutes tendances confondues, ils s'abstiennent d'applaudir la promesse qu'ils ne seraient pas abandonnés en cas de crise.

Ils ont seulement acquis de Sir Geoffrey que Londres chercherait à obtenir un soutien international, que le processus de démocratisation des institutions serait accéléré et qu'il serait demandé à Pékin des garanties.

● VIETNAM : visite du cardinal Etchegaray. - L'envoyé spécial du pape Jean-Paul II, le cardinal français Etchegaray, en visite au Vietnam, a été reçu, jeudi 6 juillet, par le premier ministre vietnamien, M. Do Muoi, qui a réaffirmé « la politique sur la liberté de croyance » adoptée par l'Etat vietnamien, a indiqué l'Agence vietnamienne d'information. Mgr Etchegaray, qui est président du Conseil pontifical Justice et Paix, a, pour sa part, remercié le premier ministre pour les « facilités accordées à sa visite », la première du genre d'un officiel du Vatican depuis 1975. Par ailleurs, dans un message adressé au conseil épiscopal vietnamien et remis par Mgr Etchegaray à l'archevêque de Hanoi, Mgr Joseph-Marie Trinh Van Can, Jean-Paul II se félicite des changements « positifs » que traduit cette visite dans les relations entre le Vatican et Hanoi. - (AFP.)

Amériques

CHILI : l'élection présidentielle du 14 décembre

Le démocrate-chrétien Patricio Aylwin sera le candidat unique de l'opposition

SANTIAGO
de notre correspondant

« Ça se sent, Aylwin sera président ». Rassemblés, jeudi 6 juillet en soirée, devant le siège de la Concertación pour la démocratie, qui regroupe dix-sept partis d'opposition, des milliers de militants démocrate-chrétiens laissent éclater leur joie : le chef de leur parti, M. Patricio Aylwin, vient d'être désigné candidat unique à l'élection présidentielle du 14 décembre par une coalition très ample allant des socialistes « marxistes » jusqu'à la droite modérée.

Après des mois de négociations difficiles, et de multiples menaces de rupture, les forces démocratiques peuvent légitimement afficher leur satisfaction. L'accord est presque parfait, puisque la concertación est également parvenue à former une liste commune aux élections parlementaires et à arrêter les grandes lignes d'un programme de gouvernement dont la rédaction définitive est prévue pour la fin de l'année. « Il s'agit d'un programme modéré, précise M. Aylwin, car j'entends être le président de tous les Chiliens et assurer, en premier lieu, en faveur de la réconciliation nationale ».

De son côté, le Parti communiste, qui ne fait pas partie de la Concertación, a décidé de soutenir aussi la candidature du leader démocrate-chrétien. C'est donc tout l'ensemble politique formé l'an dernier par le « non » au plébiscite du 5 octobre qui est reconnu, et l'événement justifie que le candidat de l'opposition convoque de grandes espérances : les sondages le créditent d'ailleurs d'une avance confortable sur ses éventuels rivaux.

Certes, à gauche, certains militants traitent les pieds, car M. Aylwin, avocat affable, souriant, qui incarne à soixante-dix ans la volonté de changement des adversaires du régime du général Pinochet, a été l'un des dirigeants démocrate-chrétiens les plus favorables au coup d'Etat de 1973. De la présidence du Sénat, qui a présidé pendant le gouvernement de l'Unité populaire, il a mené la vie dure à Salvador Allende. C'est bien ce qui fait dire aujourd'hui à M. Jorge Arrate, dirigeant socialiste des plus modérés : « La décision d'appuyer Patricio Aylwin n'a pas été facile ».

Mais une fois élu président de son parti en 1987, M. Aylwin, lui, considéré comme « l'homme de droite » de la DC, patronne le rapprochement avec les socialistes. Il ira même jusqu'à leur proposer de faire partie de son « éventuel gouvernement ». Et lorsque, l'an dernier, les opposants s'unissent pour former la Concertación pour le « non » au général Pinochet, c'est bien naturellement M. Aylwin qui en devient le porte-parole. Il acquiesce après le plébiscite, une stature de présidentiel surélevé par la victoire.

La droite divisée

Est-ce là « le bloc pour le changement » cher aux socialistes qui est en train de prendre corps grâce à l'alliance du centre et de la gauche non communiste ? Pour le moment, en tout cas, les partenaires n'ont guère le choix : ils doivent préserver leur union pour surmonter les embûches de la transition - surtout si le général Pinochet, comme la Constitution l'y autorise et comme il en a bien l'intention, reste, après la passa-

tion des pouvoirs, le 11 mars 1990, commandant en chef de l'armée.

Mais sans préjuger de l'avenir, M. Aylwin peut certainement considérer avec une certaine sérénité l'échéance de décembre. Car les partis de droite se livrent à une guerre d'insultes et de croix-en-jambe dont ils sortent inévitablement affaiblis. Premier motif de discord : l'intention prêtée à l'ancien ministre des finances, M. Hernan Buchi, qui s'est retiré il y a deux mois (« par manque de vocation ») de la course à la présidence, de revenir sur sa décision. Une campagne en ce sens s'étale sur les murs des villes et dans les pages des journaux : « Buchi revient », proclament les placards publicitaires, alors que l'intéressé observe le silence.

Cette agitation ne fait évidemment pas l'affaire de M. Sergio Onofre Jarpa, leader de la principale formation conservatrice. Réconcilié national, et artisant, avec M. Aylwin et le ministre de l'Intérieur, M. Cáceres, du projet de réforme constitutionnelle qui sera soumis à référendum le 30 juillet, M. Jarpa était entré en lice après le forfait de M. Buchi, sans toutefois rallier sur son nom la totalité de la droite. Que ferait-il, d'ailleurs, représenter l'ancien grand argentier ? En attendant, M. Jarpa tourne contre « ceux qui ont profité du régime militaire pour s'enrichir », allusion peu flatteuse aux chefs d'entreprise et aux hauts fonctionnaires qui souhaitent le retour de M. Buchi. « Que la guerre éclate au sein de la droite, écrit joliment le quotidien démocrate-chrétien La Epoca, et il suffira à Patricio Aylwin, pour toute campagne, de prendre le frais sur le pas de sa porte ».

GILLES BAUDIN.

AFGHANISTAN

Les forces gouvernementales reprennent des positions près de Jalalabad

Au moins onze roquettes tirées par les moudjahidins ont explosé, jeudi 6 juillet, en plein centre de Kaboul. Elles ont atteint des zones proches de plusieurs bâtiments officiels et de l'immeuble désaffecté de l'ambassade de RFA, selon des témoins. Aucun bilan des victimes n'a été rendu public.

Un porte-parole de la présidence afghane a, d'autre part, déclaré que les forces régulières avaient repris aux moudjahidins la base de Samarkhel (sud-est de Jalalabad) au cours d'une contre-attaque, soutenue par des bombardements massifs, et qui a permis à l'armée de progresser jusqu'à environ 4 ou 5 kilomètres de Torkham, à la frontière du Pakistan.

Deux cent cinquante-dix moudjahidins auraient été tués et deux cent dix autres blessés. Deux soldats gouvernementaux seraient morts et deux seraient blessés, a affirmé le porte-parole du gouvernement. Le but de la contre-attaque est de repousser les rebelles au-delà des frontières du Pakistan, le point de départ de leur offensive de mars contre Jalalabad, au lendemain du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, a-t-il ajouté. - (AFP.)

POINT DE VUE

Relectures électorales

par Gérard Le Gall
secrétaire national adjoint
aux élections et aux études
politiques du PS

OUTRE le temps des alternances, les historiens retiennent de la période la montée de l'incivisme électoral. Prenons garde à l'installation d'une démocratie élitiste et à une hiérarchisation excessive des consultations.

Lors des dernières législatives, des cantonales, du référendum et des européennes, un véritable « tamis culturel » a fonctionné. En effet, une fraction importante des jeunes, des femmes, des ouvriers et des employés et, plus précisément, nos compatriotes les moins diplômés — de fait les moins intéressés à la chose publique — ont pratiqué la grève du vote.

Avec les difficultés du système politique à convertir les demandes traditionnelles, comme l'emploi, ou, plus récemment, la protection de l'environnement, l'hégémonie du discours technocratique relayée par l'idéologie consensuelle a engendré un relativisme, lui-même générateur d'abstention.

Au terme d'un cycle électoral court (1988-1989) mais intense, et lors de la phase préparatoire du congrès socialiste, quelle relecture peut-on opérer des résultats de la gauche électorale ?

Le PCF, en opérant, en 1984, un retour aux sources, espérait un essor électoral. En dépit de la présidentielle (6,8 %), ou des européennes (7,7 %), on n'observe pas de nouveau piler dans son déclin historique. Y a-t-il pour autant vérification de la thèse officielle d'une « remontée de son influence » ? On assiste bien plutôt, selon nos calculs, à l'aune des dernières législatives,

des cantonales générales ou partielles et des municipales, à une stabilisation autour de 10 %.

La décennie 1980 a illustré l'élasticité du vote socialiste. Souvenons-nous des 20,8 % en juin 1984, suivis des 32 % en mars 1986. En ce sens, faudrait-il se rassurer des 23,6 % du 18 juin ? En vérité, tout dépend du diagnostic et de la portion politique à administrer dans les trois années à venir, exceptionnellement sans turbulence électorale. Versant interprétatif, nos concitoyens méritent mieux que la thèse linéaire de la faiblesse endémique du vote socialiste aux européennes. Sans invoquer les résultats étrangers, rappelons que François Mitterrand réalisa, en 1979, un bon score (23,7 %), proche de celui de 1978 (25 %), comme de sa performance de 1981 (25,8 %). A l'évidence, 1984 se comprend par l'impopularité du pouvoir. Et 1989 ? Toute focalisation autour d'une cause unique, la tête de liste, le gouvernement, le PS, ou l'écart par rapport aux derniers sondages (1 point) ! serait aussi indégante qu'intellectuellement infondée !

Versant remède, il faudra affirmer clairement notre stratégie, le rassemblement à gauche, qui implique l'ouverture — pourtant peu productive électoralement — et orienter plus nettement la pratique gouvernementale vers les aspirations populaires. Dès lors, les socialistes et le PS, qui conservent une excellente image, ont, à terme, la capacité de rebondir électoralement.

Et la gauche ? Lors des cantonales de septembre 1988, nous soulevâmes, au milieu d'un certain scepticisme, au milieu d'un certain rapport de forces égalitaire gauche-droite des législatives du printemps (— 2,5 points). Lors des municipales,

ce recul s'est accentué (43,5 %). Moins qu'en mars 1983, en période de basses eaux ! Et ce, notamment, à cause de la présence accrue des écologistes et, partiellement, de l'abstention. Cette fois, lors des européennes, la gauche n'a rassemblé qu'un Français sur trois. C'est l'échec depuis la présidentielle de 1989, en raison d'une abstention record, aggravée par son caractère sélectif. Sans oublier la présence généralisée et la nouvelle percée écologiste, y compris dans les villes où les Verts étaient déjà candidats en mars (+ 2 points). Tout cela est d'autant plus préoccupant que nous sommes, un an après la victoire de 88, et que 1979 montre que la faiblesse de la gauche aux européennes n'est pas une fatalité. A l'époque, la gauche ne cotait-elle pas 47,3 %, puis se rassembla-t-elle pas 47,5 % au premier tour de la présidentielle de 1981, condition nécessaire à la victoire de François Mitterrand au second tour ?

Désormais, le PS risque de trouver dans les Verts une force concurrente durable qui aspire une part de son électeur jeune, féminin et instruit et qui remplit, à sa manière, la fonction protestataire jadis dévolue au PCF et, voici peu, au PS. Il affronte aussi une droite électoralement majoritaire, et un front national stable autour de 11 %, mais pour qui environ un électeur sur quatre a voté au moins une fois depuis juin 1984.

Les socialistes ne sauraient se contenter ni de la mobilité électorale ni des divisions de l'adversaire ou de l'excellence des sondages pour espérer pérenniser leur pouvoir gouvernemental.

Après la culture de l'éphémère, n'est-il pas urgent de revivifier le débat d'idées et de redonner force et substance au concept de « projet » ?

BIBLIOGRAPHIE

« 1789-1989 : l'Assemblée nationale »

Visite au cœur de la démocratie

« Assemblée légitime des représentants de la majeure partie de la nation, agissant en l'absence de la majeure partie » : si le juriste l'avait emporté sur le symbolique, en juin 1789, c'est ainsi que se serait appelé le groupe de députés du Tiers Etat et de ses alliés qui venaient d'inventer la souveraineté nationale. Le terme d'Assemblée nationale n'est heureusement tout le monde d'accord. « Ce décret était la révolution elle-même », rappelle, en citant M. de Staël, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, dans sa préface au très beau livre qui vient de paraître à l'occasion du bicentenaire de cette Assemblée (1).

Jusqu'à présent, seules des plaquettes, de qualité diverse, retraçaient les évolutions successives du palais de la duchesse de Bourbon et des débats qu'il devait abriter. Cet ouvrage, très complet, compile un vide en faisant couler autour de photos, de gravures et de caricatures trois récits précis et alertes : la Vie au Palais, De l'hôtel particulier à la Chambre parlementaire, Au cœur de la démocratie. Chacun d'entre eux permet de restituer l'une des facettes du Palais-Bourbon. Cité dans la cité — dont on peut suivre, cartes et gravures à l'appui, les évolutions successives depuis le dix-huitième siècle — il rassemble près de 3000 personnes dévouées aux 577 députés. On chemine, au fil des premières pages, avec le nouveau député encore émerveillé de son élévation. Après avoir reçu la précieuse mallette de sa nouvelle fonction (il y trouvera notamment cocarde et « baromètre » attestant sa qualité d'élu de la nation), il découvre la majesté des lieux, les

détails, lourdement encadrés d'or, des plafonds du salon Delacroix, la superbe bibliothèque (700 000 volumes), qui recèle des trésors comme le célèbre Codex Bezae Cantabrigie (calendrier astrologique aztèque), ou des lettres touchantes, écrites entre deux combats parlementaires, par Gambetta à sa compagne. Dans l'hémicycle, le hasard le fera peut-être s'asseoir à une place dont une plaque de cuivre rappelle qu'elle fut occupée par un illustre prédécesseur (Jaurès, Clemenceau, Mandel, etc.).

De superbes tableaux retraçant la grande débâcle, comme celui de Rousseau-Delelle (1907), montrant un Jaurès flamboyant à la tribune, apostrophant le président du conseil Clemenceau, debout au banc du gouvernement, une main dans la poche, l'autre posée sur le pupitre comme pour mieux résister à l'assaut. Morceau d'époque parlementaire que le peintre parvient à rendre vivant. Ce tableau, les députés socialistes le contemplant chaque semaine quand ils sont réunis en groupe salle Colbert, hémicycle de taille réduite.

Permanences et différences

En multipliant, grâce à une importante iconographie, les aller-retour entre le passé et le présent, cet ouvrage permet de suggérer les permanences et de détailler les différences. L'électronique a tué le tribun parlementaire : rares sont aujourd'hui ceux qui respectent la règle du discours sans note. Et, malgré les efforts, répétés, de l'Académie

française, les députés de l'Assemblée nationale, ministres et députés se trouvent trop souvent incapables de décoller d'un texte préparé par leurs services. Il est vrai que les grands débats généraux et généraux ne sont plus de mise ; leur ont été substitués des textes de plus en plus techniques conditionnant les députés à se spécialiser pour pouvoir, dans le maquis des lois, tracer une nouvelle voie.

Cet ouvrage permet également au « citoyen » de découvrir la vie du député par le menu, sa façon de travailler, ses relations avec les journalistes parlementaires, les subtilités de la procédure. Le lecteur pourra se mettre à la place du parlementaire, contempler le clavier de vote électronique, le tableau d'affichage des scrutins publics, s'imaginer dans l'hémicycle écoutant Jacques Chirac ou Michel Rocard un mercredi après-midi lors des questions d'actualité. Les plus ambitieux pourront se prendre, l'espace de quelques pages, pour le président de l'Assemblée nationale, arpenter les somptueux couloirs de l'hôtel de Lassay et passant entre les deux haies de la garde d'honneur avant de pénétrer dans l'hémicycle précédé d'un tonitruant : « Monsieur le Président... »

PIERRE SERVENT.

(1) 1789-1989. L'Assemblée nationale, par Michel Ameller (secrétaire général de l'Assemblée nationale) ; notre collaborateur André Passeron (président de l'Association des journalistes parlementaires) ; Marie Renault (historienne de l'art) ; préface de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Hachette (300 F). En vente au kiosque de l'Assemblée nationale.

PROPOS ET DÉBATS

M. Jospin

Parti de pouvoir

M. Lionel Jospin a souhaité, jeudi 6 juillet, que « dans les milieux populaires » les socialistes ne soient pas, « comme le parti d'un haut, le parti des privilégiés ». Devant une sobriété de responsables locaux du PS réunis en stage de formation à Publier (Haute-Savoie), le ministre d'Etat a affirmé : « Nous sommes devenus un parti de pouvoir, et nous devons plutôt nous en rendre compte. Les militants à se saisir du débat et à interpeller ceux qui le mènent pour le prochain congrès de Rennes de mars 1990, l'ancien premier secrétaire du PS a souhaité qu'à cette occasion soit posée la question du « juste milieu entre la nécessité de la croissance, la nécessité du partage des richesses et le respect des fameux grands équilibres » économiques.

M. Debarge

Mitterrandisme

Pour M. Marcel Debarge, interrogé par Libération le vendredi 7 juillet, l'unité du courant majoritaire au PS « est à vérifier », mais, dit-il, « l'axe qui doit continuer à gérer le parti, c'est le mitterrandisme ». Membre du secrétariat national, M. Debarge ajoute : « La méthode de François Mitterrand — débattre et rassembler — doit rester pour nous une référence. Moi je suis un anarchiste syndicaliste, je viens de la CGT et du PSU. Je suis arrivé au PS d'Epinay avec Alain Savary, donc pas dans la mouvance mitterrandiste. Mais François Mitterrand a su faire les démarches opportunes pour rassembler autour de lui. Qui nourrit des ambitions présidentielles doit savoir cela. »

M. Mermaz

L'égalité

Dans un interview publiée par Libération le 7 juillet, M. Louis Mer-

maz précise que l'axe principal de la contribution qu'il a l'intention de déposer en vue du congrès de Rennes du PS peut se résumer par le mot « égalité ». « Les gens doivent être égaux en droit, mais ils doivent aussi bénéficier d'un minimum au niveau du salaire, du logement, du droit à l'éducation, des loisirs », explique-t-il. La président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale considère que pour ce congrès « il faut tout faire » pour le « maintien de l'axe AB (courant majoritaire mitterrandiste-neurotiste) », il ajoute : « Au cas où cela ne serait pas possible, il y aura forcément dans le parti une majorité et une minorité, avec un versant en pente douce qui tirera vers plus de pragmatisme et un versant plus abrupt qui insistera davantage sur les réformes de structures pour la remobilisation de notre électeur. »

M. Poperen

Transformation sociale

Pour M. Jean Poperen, le gouvernement et sa majorité ont « le sentiment d'avoir joué leur rôle de transformation sociale » au cours de la session parlementaire. Le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement a affirmé, jeudi 6 juillet : « Nous sommes incontestablement une majorité et un gouvernement de transformation sociale en même temps qu'un gouvernement et une majorité de gestion, ce qui n'est pas incompatible. » Notant qu'« à l'évidence [les centristes] se sont un peu éloignés des rives de l'hésitation [pour] se réorienter dans l'opposition de droite », il en déduit que cette attitude « peut laisser présager une opposition plus cohérente et plus résolue lors des débats budgétaires ». Du côté communiste, M. Poperen a repéré des spéculations « sur les incidences politiques et parlementaires des mouvements sociaux éventuels ». Il a précisé : « Le gouvernement n'est pas indifférent aux problèmes, et pour la session d'automne un certain nombre de réponses sont déjà préparées. »

M. Rocard va consulter M. Chirac sur l'aménagement de l'Ile-de-France

Pour la première fois depuis qu'il a transmis les clefs de l'hôtel Matignon à M. Michel Rocard, M. Jacques Chirac va franchir les portes de la résidence du premier ministre le mardi 11 juillet. Quand l'an dernier le chef du gouvernement avait souhaité s'entretenir avec les responsables des partis sur la réforme de l'organisation de contrôle de l'audiovisuel, c'est M. Alain Juppé qui avait représenté le RPR. Mais cette fois, ce n'est pas le président d'une formation politique qui a été invité, mais le maire de Paris.

Fidèle à sa méthode, M. Michel Rocard a, en effet, décidé, comme il l'avait annoncé à l'Assemblée nationale (le Monde du 30 juin) de recevoir « les responsables des diverses forces politiques de l'agglomération parisienne », pour prendre connaissance de leur vision de l'avenir de l'Ile-de-France, avant de présenter une communication sur ce sujet au conseil des ministres du 26 juillet.

Le premier ministre sait qu'il ouvre là un « chantier » indispensable, mais particulièrement délicat à mener à bien, tant les réalités économiques et sociales sont complexes et les considérations politiques considérables. Il ne veut surtout pas donner l'impression que le gouvernement tente de rééditer l'opération de la loi PLM pour tenter de réduire les pouvoirs du maire de Paris. Pour corriger certaines déclarations des dirigeants socialistes régionaux, il lui faut donc mettre en avant sa volonté de dialogue avec tous. Aussi à l'hôtel Matignon, on assure qu'il n'y a pas de « plan Rocard » tout prêt, quoiqu'il en soit des ministres de la fin du mois, il s'agira simplement de déterminer les grands axes du débat qui doit s'ouvrir, mais qu'il est simplement déjà acquis que le règle-

ment de ce dossier ne commencera pas par une réforme institutionnelle, celle-ci pouvant venir à terme comme la conséquence du reste.

Pour ces contacts préliminaires, le premier ministre ne s'enferme pas dans des rigidités formelles. Ainsi, voulant recevoir les responsables des forces politiques, il a invité le président du groupe socialiste au conseil régional, M. Yannick Bodin, celui du groupe communiste M. Guy Schmaus ; mais pour le RPR, il a convié M. Chirac et M. Pierre-Charles Krieg, président de l'Assemblée régionale, et pour l'UDF, M. Jean-Pierre Fourcade, premier vice-président de celle-ci, qui n'est pas, loin s'en faut, sur la même ligne que le RPR en la matière. Il est vrai que, sur ce sujet, la coupure entre les différentes analyses ne passent pas tant entre les partis, qu'entre les Parisiens, les hommes de la poche banlieue et ceux de la grande couronne. Aussi, en dehors des rendez-vous officiels, d'autres contacts, plus discrets, se multiplient.

Le chef du gouvernement doit aussi arbitrer entre ses différents ministres. Aussi, il a décidé de traiter lui-même ce dossier, même si M. Pierre Joxe a entrepris une tournée approfondie des départements de l'Ile-de-France pour rencontrer les responsables administratifs sur leur terrain, et tous les élus.

Th. B.

■ M. Giscard d'Estaing à l'Elysée. — M. Valéry Giscard d'Estaing sera reçu mardi 11 juillet à l'Elysée par M. François Mitterrand. Une rencontre souhaitée par le président de l'UDF pour à la fois tirer le bilan de la visite en France de M. Mikhail Gorbachev et examiner les dossiers de l'Europe.

M. Juppé dénonce la « mégalomanie » de M. Mitterrand

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, au cours de son point de presse du jeudi 6 juillet évoquant le Bicentenaire de la Révolution a déclaré : « Nous nous associons pleinement à cette célébration car 1789 est, à l'évidence, un des actes fondateurs et constitutifs de la France moderne. » Il a toutefois exprimé « deux regrets » en disant : « Nous assistons à un accès de mégalomanie qui conduit à jeter l'argent par les fenêtres. Le goût du luxe est une constante de la République. Mais comme on l'a vu avec la rocambolesque réception de Versailles au début de son premier septennat. La folie des grandeurs aboutit à transformer aujourd'hui Paris en camp retranché, en une espèce de Camp du Drap d'or. On peut se demander si le président de la République n'a pas un peu perdu le sens de la mesure. »

L'autre regret de M. Juppé réside dans « la tentative de copiation de l'héritage de 1789 faite par les socialistes. C'est parce que le socialisme a perdu ses références, y compris celle de la révolution de 1917 que les socialistes essaient de se rattraper à quelques choses. Or 1789 n'est pas la source idéologique du socialisme. En réalité 1789 est le produit de la philosophie des

Lumières, c'est-à-dire d'une conception humaniste et libérale de la société qui est notre référence à nous et non celle du socialisme. »

Un climat de confiance

A propos de la visite de M. Gorbachev, M. Juppé en a relevé les aspects positifs et s'est félicité que les Français « n'aient pas cédé à la gorbomania. Ils sont bien conscients qu'il faut aider à la réussite de M. Gorbachev mais qu'il ne faut pas pour autant nous endormir, réduire notre défense, ou relâcher notre intransigence, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme. »

Enfin M. Juppé a jugé que « le premier semestre se termine au RPR dans un climat de confiance. Notre électeur a le sentiment d'avoir retrouvé une opposition. Le RPR a conforté les principes d'unité, d'identité et de pluralisme en son sein. L'union de l'opposition progresse. Enfin, le parti socialiste se durcit et exclut toute alliance avec le centre. Le paysage politique est donc clarifié. »

M. Lamassoure envisage une deuxième cohabitation

Dans un entretien au Figaro du 7 juillet, M. Alain Lamassoure envisage une deuxième période de cohabitation au lendemain des prochaines élections législatives. « Il faut penser à l'ordre des grandes élections qui vont suivre, explique le porte-parole de l'UDF. Tout le monde est d'accord pour organiser des primaires pour la présidentielle. Mais auparavant (sauf événement imprévisible) nous allons avoir des élections législatives. Donc ce dont nous allons avoir besoin, ce n'est

pas de désigner d'abord un candidat à l'élection présidentielle, c'est de désigner d'abord nos candidats aux élections législatives, le leader pour ces élections et notre candidat à l'hôtel Matignon ». M. Lamassoure estime par conséquent que « le problème va se poser dans les mêmes termes qu'en 1986. Et comme en 1986, conclut-il, celui qui aura été choisi pour occuper l'hôtel Matignon aura une vocation naturelle à être candidat à l'élection présidentielle. »

RSCG Campus



Première université de communication européenne

Formation en 3 ans après le Baccalauréat. Quatre options de troisième année :

POLITIQUE (Communication d'intérêt public),

MANAGEMENT (Communication interne des entreprises),

MEDIA (Presse écrite et audio-visuelle),

COMMUNICATION (Publicité, Marketing direct, Promotion et Relations Publiques).

Inscription au concours d'entrée (session de septembre 1989) avant le 31 Juillet 1989

RSCG Campus, 147, Quai de Stalingrad - 92130 Issy-les-Moulineaux - Tél. : 45 54 72 73

Etablissement Privé d'Enseignement Technique Supérieur

Groupe Roux, Séguéla, Cozyzac et Goudard.

RSCG Campus



DEMANDE DE DOCUMENTATION

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Je souhaite recevoir la documentation RSCG Campus et le dossier d'inscription à la session de septembre du concours d'entrée 89 (Epreuves écrites le jeudi 7 septembre 1989).

Vous pouvez aussi demander notre documentation sur Minitel : 3615 code RSCGCAMPUS.

Bulletin à retourner à :

RSCG Campus, 147, Quai de Stalingrad - 92130 Issy-les-Moulineaux

مكتبة الأمل

Le scan d'une célé

Société

ENVIRONNEMENT

Le chantier du tunnel sous la Manche

Dix pyramides de déblais

Le plus grand chantier d'Europe a un avantage pour l'environnement : il se déploie à une quarantaine de mètres en sous-sol. Mais le creusement de 150 kilomètres de tunnel sous la Manche produit des déblais qu'il faut bien entreposer quelque part. Et l'implantation de deux terminaux géants, au carrefour de deux autoroutes et d'une ligne de TGV, bouleversera complètement le paisible comté de Kent et la côte d'Opale.

SANGATTE (Pas-de-Calais)
de notre envoyé spécial

Eurotunnel, tout le monde l'admet, est le projet le moins nuisible à l'environnement parmi les quatre qui étaient en compétition pour la traversée du Pas-de-Calais (pont sur la Manche, tunnel routier, tunnels artificiels et tunnel ferroviaire). Mais on ne creuse pas impunément trois tunnels de 50 kilomètres. Le total des déblais, selon le calcul des ingénieurs, sera de 9 millions de mètres cubes, soit l'équivalent d'une dizaine de pyramides égyptiennes !

Encore si l'on pouvait utiliser le matériau déblayé ! Mais ce n'est pas simple. La roche extraite du sous-sol de la Manche est ce qu'on appelle de la « craie bleue », un mélange de craie et d'argile grise très commune pour le creusement d'un tunnel. Elle est donc utilisable comme matériau de construction. On ne peut donc l'intégrer au béton qui montera les tunnels.

Côté français, on compte utiliser une partie des déblais pour consolider la plate-forme du futur terminal de Coquelles. Ce terminal, grand comme un aéroport international, dispose d'une emprise de 350 hectares, auxquels il

faudra ajouter 200 hectares réservés au « développement », c'est-à-dire aux activités économiques que souhaitent flouer à la fois régionaux. La plate-forme, est un polder, une sorte de tourbière qui s'enfonçait de deux mètres sous la charge des constructions si l'on ne consolidait pas le terrain avec un apport extérieur.

Voilà donc une partie des déblais économiquement rentables, s'il n'y avait deux obstacles majeurs. Côté français, la couche de craie bleue est fracturée pendant les premiers kilomètres sous-marins, de sorte que l'on extrait non pas de la roche, mais une boue crayeuse tout à fait liquide, inutilisable en l'état. Les tunnels n'atteindront la craie « saine » que beaucoup plus tard (1990), à un moment où les aménagements auront déjà jeté les fondations du terminal, qui doit être fin prêt pour 1993, à l'ouverture du marché unique européen.

Le résultat, c'est qu'il faut ouvrir de nouvelles carrières pour extraire du sable et du gravier du béton, et même pour la plate-forme du terminal de Coquelles. « On nous avait promis qu'il n'y aurait pas de carrière supplémentaire », dit M. Dominique Duplet, député (PS) de la circonscription. Mais les carrières n'avaient rien promis, qui doivent fournir à la demande non seulement d'Eurotunnel, mais aussi de toutes les constructions en cours dans la région. On creuse donc à Sangatte une immense carrière de 3 millions de mètres cubes dont on ne sait aujourd'hui si elle deviendra un plan d'eau pour plaisance à voile, une déchèterie à ciel ouvert ou un parc de loisirs après « réhabilitation du site », comme dit l'administration.

Comble de malchance, il a fallu pratiquer une échouerie dans la dune littorale pour serrer la drague à pied d'œuvre. Or cette dune vient d'être acquise par le Conservatoire du littoral et replantée en oyats pour fixer le sable.

L'Etat a donc dû autoriser la destruction « temporaire » de son patrimoine pour permettre à un entrepreneur privé (le carter) d'acquiescer un engagement à travailler pour le compte d'une autre entreprise privée (Eurotunnel)...

Un barrage en pleine terre

Le plus délicat, cependant, reste l'entreposage des déblais (4,5 millions de mètres cubes en France et autant en Angleterre). Les Anglais, à leur habitude, ont choisi de rejeter en mer. Ils n'ont pas besoin de stabiliser le terrain de leur terminal de Folkestone, bien campé sur le plateau craieux, et aussi beaucoup plus petit que le terminal français, car ils n'envisagent pas d'activités économiques annexes. Mais le Nature Conservancy Council — organisme financé par le ministère britannique de l'environnement — veille à ce que les déblais ne soient pas rejetés à l'importe comment. Le Conseil a donc détaché un « officier de liaison », M. Tim Bines, qui surveille de près le chantier installé au pied de la falaise Shalkepeare. Les ingénieurs anglais prévoient de réutiliser seulement 1 million de mètres cubes de déblais sur le chantier du terminal. Le reste est entassé au pied de la falaise Shalkepeare, dans un « envas » de 90 hectares où les boues crayeuses décaissent. Lorsque la craie repose au fond du bassin, l'eau de surface est pompée et rejetée en mer. « Après décaissement », explique M. Bines, l'eau est beaucoup moins chargée en craie que l'eau qui ruisselle naturellement des falaises. Il n'y a donc pas de pollution de la mer induite par le chantier.

Mais le site, lui, sera modifié. Au lieu de plonger directement dans la mer, la falaise Shalkepeare va être épaissie par une plate-forme artificielle qui, au terme des travaux, dépassera le niveau de la mer de 16 mètres, sur une surface de 60 hectares ! La plate-forme sera en principe « remodelée » pour mieux s'intégrer dans le site.

Côté français, on a choisi d'entreposer à terre. Les 4,5 millions de mètres cubes de boues crayeuses vont être stockés à l'aplomb de la falaise, au lieu dit « Forêt de pignon », à portée de vue du site classé du cap Blanc-Nez. Les boues sont si liquides que la décaissement est très lent, et que le niveau monte plus vite que prévu. A la digue de craie construite pour retenir ces boues, il va donc falloir ajouter une hauteur de 10 mètres de remblai supplémentaire, ce qui transforme en véritable barrage (35 mètres de haut à la plus grande hauteur) le mur de retenue du bassin de décaissement. L'ouverture, écoulement de blancheur, va déborder le site tant que la craie n'aura pas ruisselé. « On étudie la flore des pelouses calciques pour sélectionner les meilleures espèces de reverdissement », expliquent les responsables de l'Espace naturel régional Nord-Pas-de-Calais, associé aux travaux.

Un pôle d'attraction économique

« Ce qui se prépare autour du tunnel est beaucoup plus préjudiciable à l'environnement que les travaux du tunnel lui-même », affirme M. Denis Guyot-Sionnest, ingénieur chargé des relations extérieures d'Eurotunnel. De fait, les élus locaux ne cachent pas qu'ils veulent faire du terminal de

Coquelles un pôle d'attraction économique, où l'on trouvera à la fois des commerces et des équipements de loisir pour « épargner les devises des touristes anglais de retour au pays » et des bureaux ou ateliers d'entreprises britanniques à la recherche de terrains pas chers. « La vraie pollution, c'est 20 % de la population au chômage », réplique le député socialiste du Pas-de-Calais, qui se réjouit de voir s'implanter des ZAC autour du terminal.

Les militants de Nord-Nature, l'association écologiste, ne sont pas de cet avis. Pour eux, Eurotunnel va drainer dans une zone fragile des millions de voyageurs et entraîner le bécasse d'une côte que l'Etat a déjà du mal à protéger de la pression touristique actuelle. « On oublie qu'Eurotunnel induit de multiples travaux annexes », disent-ils. L'autoroute A-16 (Amiens-Boulogne) va couper deux massifs forestiers (bois de Saint-Josse et Forêt d'Heudicourt) et le TGV-Nord va écouler les forêts de Guines et d'Espelecques. « Raser des arbres dans une région qui n'a que 7 % de surface boisée, c'est déjà une atteinte grave, disent-ils. Mais c'est aussi un choix stupide lorsque, à côté de ça, on gèle les terres agricoles à cause des surplus laitiers ! »

Les promoteurs d'Eurotunnel, par qui arrive le bouleversement, ne veulent pas assumer la responsabilité des dégâts annexes. « Nous sommes les premiers à exiger un environnement impeccable pour l'exploitation du tunnel », affirme M. Guyot-Sionnest. Mais le moyen d'empêcher une région en pleine dépression d'exploiter à son tour le tunnel, quitte à sacrifier quelques aspects de nature ?

ROGER CANS.

Le maire de Moscou se plaint de la pollution

« Certains disent que les appareils-chiks mangent mieux que les autres. Mais l'air et l'eau sont les mêmes pour tous, camarades. En écrivant cela dans un quotidien moscovite M. Valery Salniko, maire de Moscou, entend attirer l'attention des habitants de la capitale et des autorités soviétiques sur la pollution qui sévit dans sa ville. Fondries, usines chimiques et autres industries lâchent dans l'atmosphère et déversent dans les égouts des masses de déchets toxiques. Bientôt s'y ajoutent les gaz d'échappement de la circulation automobile de plus en plus dense.

L'intervention de M. Salniko illustre la préoccupation croissante des Soviétiques à l'égard de leur environnement depuis la catastrophe de Tchernobyl.

Aux Etats-Unis

Nouvelles restrictions à l'utilisation de l'amiant

Le gouvernement américain a décidé, jeudi 6 juillet, d'interdire dans les sept ans à venir la plupart des utilisations de l'amiant, en raison des risques de cancer du poumon que présente cette substance. Jusqu'à présent, les autorités américaines conseillaient une réduction de l'emploi de l'amiant, dont la consommation était passée de 700 000 tonnes en 1973 à 85 000 tonnes en 1987.

Les nouvelles mesures, qui se mettront en place à partir d'août 1990, devraient faire tomber la consommation à 6 % de ce tonnage. — (AFP.)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 22 février 1989, M. SALAS Jean-Claude, né le 31 août 1948 à Orléans (Alger), demeurant 21, avenue de Versailles à Paris (16^e) a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende (C.P.C. art. 749 et suivants C.F. 172, livre Procédure pénale) pour complicité frauduleuse à l'établissement et au paiement de l'impôt sur le revenu d'un tiers des années 80-81.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait dans le *Journal Officiel*, le *Monde* et *France-Soir*. L'affichage de cet arrêt par extrait, pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris (16^e).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 22 février 1989, M. SALAS Jean-Claude, né le 31 août 1948 à Orléans (Alger), demeurant 21, avenue de Versailles à Paris (16^e), a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende — Ordonne la confusion de ces deux peines avec celles prononcées en 1987 contre SALAS pour le crime de abus de confiance et des pénalités fiscales et afférentes.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait dans le *Journal Officiel*, le *Monde* et *France-Soir*. L'affichage de cet arrêt, par extrait pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris (16^e).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement (contradictoire) en date du 1^{er} mars 1989, la 11^e chambre, 2^e section du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale — à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve pendant 5 ans et à 15 000 F d'amende, — ALET Georges, né le 20 août 1945 à Caillac (Lot), agent commercial, demeurant 10, quai de la Marne à Paris.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal Officiel*, le *Monde* et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement (contradictoire) en date du 1^{er} mars 1989, la 11^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale,

— ALET Georges, né le 20 août 1945 à CAJARC (Lot), agent commercial, demeurant 10, quai de la Marne à Paris, à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve pendant 5 ans et 15 000 F d'amende.

— HUSSON épouse ESTRADA Ginette, née le 17 mai 1927 à Paris (6^e), secrétaire, demeurant 72, bd Beaumarchais à Paris, à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal Officiel*, le *Monde*, et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 26 mai 1987, M. VANNIER Etienne, né le 14 décembre 1923 à Paris (18^e), demeurant à Paris (11^e), 97, rue Saint-Ambroise, a été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis pour infraction à la réglementation des relations financières avec l'étranger.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait dans le *Journal Officiel*, le *Monde*, et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Par jugement (contradictoire) — sur opposition jugement du 28 juin 1985 en date du 24 février 1989, la 11^e chambre, 2^e section du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale — à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende, —

— ROGER Jean-Yves, né le 14 avril 1952 à Auzerres (Yonne), sans profession, demeurant 741, résidence Aquitaine à Deuil-la-Croix (77).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal Officiel*, le *Monde* et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

CHAQUE MERCREDI DANS LE DATÉ JEU

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du Monde

C'est + de choix d'affaires en vente et en location

C'est une exclusivité du Monde : « La Sélection des Institutions »

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

P OUR avoir ici même entonné un couplet poujado-franchoillard sur les embarras de Paris, mais n'en éprouver nulle honte ; pour s'être, ainsi, joint à un concert dont les arrière-pensées n'étaient, chez d'autres, pas toujours absentes ; pour avoir, de la sorte, bûlé avec les loups contre des restrictions qui devraient n'être que momentanées, puisque aucun précédent ne vient, bien sûr, témoigner du contraire ; il n'en est que plus permis de s'étonner que les projets, autrement pénibles, des services de police en matière d'information de leurs multiples fichiers soient passés sans faire la moindre vague.

Avec plus ou moins d'exemples réels, mais avec assurément le soul de ne pas causer de tort à un louable désir d'amélioration du service public, la presse écrite, la radio, la télévision ont rendu compte avec mesure de ces réalisations et de ces projets.

S'il s'était trouvé des parlementaires rigoureux et des édualistes de caractère pour fustiger des restrictions à la circulation d'un universel détestable ou la libre circulation de princes étrangers, il ne s'est pas levé un seul de ces purs défenseurs de la liberté et de l'égalité pour s'inquiéter des menaces qui pèsent sur un droit essentiel des citoyens, encore qu'absent des déclarations solennelles, y compris des plus récentes ; le droit à l'anonymat ou à (pardon, pour le néologisme) l'irapérabilité : c'est-à-dire le droit d'être un citoyen respectueux des lois sans être pour autant répertorié dans d'innombrables fichiers dont l'innocence reste à démontrer.

Alors que, dès maintenant ou dans un avenir prévisible, il sera possible et banal, à partir d'un simple véhicule, pour un ordinaire gardien, en usant de vingt cinq mille terminaux d'ordinateurs installés d'ici à 1993, d'apprendre qu'un automobiliste (1) dont le véhicule est mal garé n'a pas payé sa pension d'entretien, nulle voix ne se fait entendre pour demander des explications approfondies sur une entreprise policière à côté de laquelle le système SAFARI (dont la finalité de quadrillage national avait à ce point ému le président Pompidou qu'il en avait fait suspendre les travaux) fait rétrospectivement figure de bluette.

D'AUTANT plus étrange, ce silence des élus, si prompts d'habitude à faire connaître leur opinion, que les fichiers de police ne sont guère connus, pas plus que leurs modes de fonctionnement, pas davantage les règles juridiques qui leur sont applicables ; quand elles ne sont pas tout bonnement inexistantes.

Ainsi en est-il, par exemple — et quel exemple ! — des fichiers des renseignements généraux, dont la vocation d'espionnage politique est une religion, mais qui sont, depuis onze années qu'elle existe, en situation irrégulière vis-à-vis de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

Aux termes de la loi de 1978 qui l'a créée, il est interdit (article 31) de recueillir des informations de caractère racial, religieux ou politique. A cette interdiction, deux exceptions. La première va de soi et concerne précisément les partis et les associations confessionnelles ou ethniques, du moment que leurs adhérents en sont d'accord.

La seconde exception vise notamment certains fichiers publics. Il est prévu sur ce point des décrets de dérogation autorisant de

parallèles collectes. Le 7 mars 1986, de tels décrets ont été signés au bénéfice de la DST, de la DGSE et de la DPSS, l'ancienne sécurité militaire.

Même si ces textes réglementaires doivent recueillir l'avis conforme du Conseil d'Etat et de la CNIL, la contrainte n'est pas bien forte puisqu'ils ne sont (légalement ?) pas publiés au *Journal Officiel* lequel se borne à signaler qu'ils existent. Ainsi en fut-il en mars 1986. Cette bien curieuse forme de « publication » est plus fréquente qu'on ne croit. Mais son étendue est sans doute un secret d'Etat, qui, comme tel, est à l'abri des curiosités mal placées sur l'usage qui en est fait.

Cette procédure pourtant bien légère, les RG s'y soustraient depuis si longtemps qu'ils finiront par faire, de leur manquement, une coutume. En tout cas, l'obstination de la CNIL s'y rompt les dents.

Les RG peuvent donc en toute quiétude enregistrer sur leurs précieux appareils les sautoires petites et grandes qu'ils collectent ou inventent sur tel ou tel qui se croirait assez osé pour ne pas craindre qu'on s'intéresse à lui.

Fichiers

Mais qui ne risque pas de susciter, parce qu'il est candidat à une élection, ou à un concours, parce qu'il a participé à une manifestation pour le retour des cendres de Charles X, l'attention, nécessaire d'une direction départementale des RG ? Toutes ensemble, elles ont rassemblé 440 000 « références » sur leurs contemporains. C'est déjà un joli chiffre.

Le fichier des personnes recherchées (FPR), qui a connu l'expansion à partir de 1982-1983, a inscrit sur ses tablettes 370 000 individus, répartis en vingt catégories, dont les mineurs fugueurs, les amnésiques (ou prétendus tels) et les aliénés (ou ceux que leur famille baptise ainsi).

Parmi eux aussi, les déseurteurs, les inconnus, les auteurs de crimes et de délits militaires ou contre la sûreté de l'Etat. On en aurait compté vingt mille de cette espèce. Bizarre ! La France n'est pas si sûre.

Plus récemment autorisé par la CNIL, le fichier national des détenus ressemble, comme son nom l'indique, les citoyens de cette catégorie. On voudrait être certain de sa mise à jour systématique au profit de ceux qui ont été libérés, tout particulièrement s'il s'agit de prisonniers dont la peine est accomplie.

Popularisés par les romans de Georges Simenon et les recherches extrajudiciaires que Maignet y fait faire, les « sommiers » de police technique logent dans les combles de la place Beauvau, célèbre pour son minuscule.

Ils reçoivent, à la diligence des greffes des juridictions pénales, la copie des condamnations transmises au service du casier judiciaire. Ce dernier, du moins en principe, en expurge les dossiers individuels en cas d'amnistie ou de réhabilitation. Le « casier »

redonne ce qu'il était à la naissance de l'intéressé : vierge.

En est-il de même pour les fameux « sommiers » ? Le policier est aussi un archiviste à la vocation contrariée. A-t-on jamais vu un archiviste détruire sa pièce ? Et quelle pièce lorsqu'elle tendra sur un point décisif que l'on fera tourner et parler de tous les coins de France et bientôt de l'Europe ! Ça va recruter dans les commissariats. Leurs écrivains vont devenir beaucoup plus amusants que ceux de la cinquième chaîne et, pour ceux-là, il n'y aura pas de problèmes d'antenne et de réception de l'image.

Ce goût de la mémoire est si ardent chez les policiers qu'ils disposent au Chesnay, dans la banlieue de Versailles, d'un service qui abrite tous les documents jugés périmés. Mais les policiers se réservent la faculté d'aller les rechercher. Pas moins de quarante millions de dossiers sont ainsi pieusement conservés. Une certaine vision de la France.

S'arrêtera-t-on en si bon chemin ? Si la gauche ordonne ou laisse faire une telle entreprise, on ne voit pas pourquoi la droite, le moment venu, ferait montre de plus de pudeur. Son silence est un gage. A cela devrait s'ajouter, sinon, à quoi bon ? Une condamnation de tous ces beaux fichiers. Une vraie merveille pour 1993 et l'Europe, qui donnera sa revanche à SAFARI, en pis.

B IEN entendu, ce maillage du pays se bâtit en effaçant les meilleures intentions. Arrêter les délinquants présumés, appréhender les suspects (dépourvus, eux, de la présomption d'innocence), et pour cela recourir aux techniques les plus avancées, qui voudrait le critiquer sans courir le risque d'être soi-même tenu pour suspect ? D'ailleurs, à la manière du docteur Knock et de ses malades bien portants, un homme de loi n'est-il pas un suspect qui ignore ?

L'affaire mérite davantage que des plaisanteries plus ou moins douteuses d'avant-ventures. Elle met une fois de plus aux prises liberté et efficacité, c'est-à-dire la pitié que devraient payer les citoyens pour leur sécurité.

Dans de telles hypothèses, la liberté n'a pas le beau rôle puisque l'invoquer c'est être accusé de vouloir empêcher la police de faire son métier, si ce n'est d'être le complice des malfaçons. C'est une manière de chantage qui s'exerce.

Un chantage d'autant plus habile qu'il est indolore. Autant un embouteillage (surtout s'il est programmé...) suscite la fureur des conducteurs, autant un grignotage informatif de leur liberté d'être les laïcs insensibles lorsqu'ils sont descendus de leur automobile. Ou importe alors qu'à une société de liberté se substitue une société de surveillance.

PS. — Le RPR peut dire merci à M. Quilès, s'il est toujours en charge de la poste. Le 2 juin, le tampon de ladite poste faisait fol, une lettre-circulaire de ce parti a été envoyée de Créteil (Val-de-Marne). Il s'agissait d'une proclamation de M. Alain Juppé (et accessoirement d'un appel de fonds) pour les élections européennes du 18 juin. L'envoi est parvenu le 2 juillet à son destinataire de Paris. Heureusement, il n'était pas RPR, il n'y a donc que demi-mal.

(1) On retombe décidément toujours sur ce type de contemporains.

Société

ENVIRONNEMENT

Déluge

dans le Sud-Ouest

Un violent incendie s'est déclaré le 6 juillet en milieu de journée dans la forêt de Montclar, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Cahors (Lot). 3 000 hectares ont été détruits sans que les pompiers du Lot, de l'Aveyron, de la Corrèze puis du Tarn-et-Garonne et les avions bombardiers d'eau puissent arrêter la progression des flammes attisées par un très fort vent. Il a fallu évacuer des campings et quelques résidences secondaires. Dans les premières heures de la matinée vendredi, la direction de la sécurité civile envoyait en renfort dans le Lot une unité militaire et deux avions bombardiers d'eau.

Dans la soirée de jeudi, de très violents orages ont éclaté dans tout le Sud-ouest. Les vents très forts et les pluies brèves mais très abondantes ont fait deux morts — Michel de Cayeux et Frédéric Bonafant, passagers, d'un petit avion de tourisme déséquilibré et plié au sol — et des dégâts importants.

Dans le sud de la Dordogne, dans quarante communes, les toitures arrachées ou endommagées se comptent par centaines; des routes ont été coupées par des chutes d'arbres et de poteaux électriques ou téléphoniques; des campings ont dû être évacués.

D'autres orages, très violents, eux aussi, ont frappé la Gironde, les Pyrénées-Atlantiques, les Landes et le Lot-et-Garonne. Dans ce dernier département, à Savignac-de-Duras, deux personnes ont été blessées lors de la chute d'un arbre sur une maison. Dans de nombreuses localités, arbres et poteaux ont obstrué routes et voies ferrées. Des chutes de grêlons ont endommagé des cultures, notamment le vignoble de Monbazillac (Dordogne) et la fondrie alluviale dans la forêt des Landes. Quelques incendies qui ont été rapidement maîtrisés.

Les dégâts affectant les Landes, les Pyrénées-Atlantiques, la Gironde, la Dordogne, le Lot-et-Garonne pourraient être de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de francs.

JUSTICE

A la cour d'appel de Versailles

La guérilla publicitaire des œufs frais

« Et le fraîcheur bordel ! » En plaçant cette mention inscrite du titre d'un film de Patrick Schumann sur un œuf dont la photographie s'étalait sur une pleine page du Monde du 14 mars 1989, le groupement économique APPRO Lussac lançait sa croisée « fraîcheur ». Il est vrai que vendre des œufs n'est pas chose facile. Rien n'est plus semblable que deux œufs, et il n'est pas possible d'affirmer qu'une marque est meilleure qu'une autre. Dire que le « fraîcheur » a mis plus de cent ans à être de ce côté, est à la fois vrai et faux. Et les producteurs ne peuvent pas encore vendre l'œuf sans mentions grasses ou précieuses qu'il a été « enrichi ».

Un œuf restant un œuf, la guerre entre producteurs se déroule sur le terrain de la fraîcheur. Il s'agit d'y penser, et dans sa publicité Lussac invitait les consommateurs à signer un « bulletin de vote » qui serait transmis au Parlement européen afin de faire changer la réglementation communautaire interdisant l'indication de la date de ponte.

Poudre une loi

Aussitôt, quatre syndicats professionnels de producteurs et de distributeurs répliquaient en adressant à la justice. Car pour eux il ne s'agit pas de question de place, une autre indication sur les œufs que celle relative à la date d'embellissement. Ils s'appuient notamment sur cinq textes de la loi française et sur un règlement des Communautés européennes du 29 octobre 1975 qui dispose dans son article 18 : « Les œufs ne peuvent porter aucune autre marque que celle prévue dans le présent règlement. » Et l'article 11 n'autorise que la mention de la date d'embellissement.

« Qui a poncé cette loi ? », protestait Lussac dans sa publi-

cité, alors que deux instances en référé étaient engagées contre des sociétés de production pour faire ordonner qu'elles renonceraient à inscrire la date de ponte sur leurs œufs. Pour les syndicats de producteurs représentés par le Comité français de l'œuf, la date de ponte serait illusoire car difficilement contrôlable. L'information donnée ne serait pas « fiable » et constituerait donc une sorte de concurrence déloyale avec des aspects « faussement protecteurs ».

De son côté, le SIAL, conseil du GIE APPRO et de la Ferme du Vieux Pays, soutenait que la date de ponte était la seule indication souhaitée par les consommateurs et que les techniques modernes permettaient de faire figurer cette mention avec toutes les garanties nécessaires.

Le 9 mai, le président du tribunal de grande instance de Nanterre, M. Germain Le Foyer de Costil, rendait une ordonnance dans laquelle il notait : « Il n'est pas évident que la pratique critiquée par les demandeurs soit de nature à créer dans l'esprit de l'acheteur la confusion sur la durabilité et la conservation du produit (...). Il est encore moins certain que cette pratique et la publicité qui l'accompagne soient de nature à induire le consommateur en erreur quant à la garantie de fraîcheur qu'on lui promet. » Toutefois, le magistrat se voyait contraint de constater que la mention litigieuse était contraire aux directives européennes. Mais il estimait qu'il n'y avait pas lieu à en ordonner l'interdiction.

Le 12 mai, M^{me} Jacqueline Cochard, présidente du tribunal de grande instance de Versailles, se bornait à relever dans son ordonnance que le texte européen, « clair, précis, sans ambiguïté », est « directement applicable dans tous les Etats membres de la Communauté » et interdisait au GIE OPA et à la Ferme du Pré de commercialiser des œufs por-

tant la date de ponte. Ces décisions ont été soumises à la cour d'appel de Versailles qui rendra sa décision le 24 juillet.

« Nous voilà frais », ironisait Lussac sur son œuf publicitaire. Tant il est vrai que la querelle n'est, elle, pas de première fraîcheur. Dès le 13 mars 1985, la Commission des Communautés européennes avait confirmé que l'indication de la date de ponte était contraire aux règlements communautaires, et le 17 juillet 1985 elle expliquait : « L'insertion d'une telle date est inacceptable, excepté dans des cas très particuliers. » Le 10 mai 1988, le tribunal de Rethel (Ardennes), saisi d'une affaire similaire, décida d'interdire la Cour de justice de Luxembourg, qui a examiné le litige le 14 juin 1989. La Haute Juridiction européenne rendra sa décision dans plusieurs mois, alors qu'il n'est pas impossible que, parallèlement, on s'oriente vers un changement de la réglementation. Le Secrétariat d'Etat à la consommation y est favorable, et les décisions pourraient être accélérées par le fait que la présidence des Communautés européennes est assurée par la France depuis le 1^{er} juillet.

Dernière en date se profilait un contentieux plus large que celui présenté aux magistrats français. Il opposait les producteurs-emballeurs aux seuls emballeurs, qui reprennent des œufs de toutes provenances, notamment des Pays-Bas, l'un des plus gros exportateurs. En outre, en période de pénurie, les producteurs d'œufs sont eux-mêmes contraints de s'approvisionner sur le marché européen. L'opposition de la date de ponte pourrait donc révéler la lenteur de certains circuits et, par là même, modifier des habitudes économiques bien installées. Mais l'intérêt du consommateur vaut bien que l'on cesse quelques œufs.

MAURICE PEYROT.

Après un an de procédure judiciaire

La cour d'appel de Paris autorise la diffusion « colorisée » d'un film de John Huston

La version « colorisée » du film *Apocalypse Now*, réalisé en noir et blanc en 1979 par John Huston et intitulé en français *Quand la ville dort*, pourra être diffusée par la cinquième chaîne de télévision. Un arrêt rendu jeudi 6 juillet par la 4^e chambre de la cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du tribunal de Paris du 23 novembre 1988 qui interdisait cette diffusion en s'appuyant sur le droit moral des héritiers de John Huston selon lequel l'œuvre avait subi une « dénaturation ».

Les héritiers du cinéaste, dont sa fille Angelica, soutenaient que celui-ci s'était toujours opposé à la « colorisation » et qu'il avait élevé les plus vives protestations lorsqu'un traitement similaire avait été appliqué à son film *Le Faucon maltais*.

Aux Etats-Unis, ces protestations n'ont eu aucune forme, car rien n'empêche une société ayant acquis les droits du film d'en faire ce qu'elle veut, et la Turner invoquait un copyright cédé par la Goldwyn Meyer, qui l'avait elle-même obtenu le 2 mai 1950. En outre, les producteurs des films réalisés à Hollywood, de 1928 à 1960, sont considérés aux Etats-Unis comme des « auteurs » dans la mesure où l'ensemble des personnes qui participent à la réalisation des films étaient considérées comme des salariés.

Ces notions juridiques sont parfaitement inconnues en France, où la loi du 11 mars 1957 consacre d'une manière absolue le droit moral d'un auteur sur son œuvre et le tribunal rappelait dans son jugement ses caractéristiques « perpétuelles, inaliénables et imprescriptibles ».

L'arrêt rendu par la 4^e chambre de la cour d'appel, présidée par M. Antoine Bonafant, s'appuie à la fois sur la loi américaine, les conventions internationales et les textes français pour affirmer que John Huston, par la voix de ses héritiers, ne peut revendiquer la qualité d'auteur. Les juges relèvent : « La prérogative première de l'auteur, celle qui conditionne toutes les autres, est le droit de divulgation ». Pour constater que M. Huston n'a jamais lui-même divulgué le film en noir et blanc, car c'est le producteur qui a pris cette initiative.

Il ajoute qu'« à aucun moment » M. Huston n'a eu « le moindre droit sur le film en voie d'élaboration dont le volonte, libre caprice, du producteur pouvait l'exclure à cho-

que instant en lui substituant quelqu'un d'autre ».

Ainsi, les magistrats estiment que en se référant à la loi française pour revendiquer en France le droit moral, les héritiers « tentent d'échapper aux engagements pris en Californie, mettant ainsi en péril la sécurité juridique attendue des contrats ».

Un régal pour les juristes

L'arrêt, dont les vingt-cinq pages contiennent un régal pour les juristes, ne se borne pas au droit pur. Il remarque notamment : « Ce n'est pas sans flatterie pour les réalités françaises que les adversaires de Turner opposent en une vision manichéenne les Etats-Unis, où le droit exclusif du profit entraînerait les producteurs à des actes de vandalisme sur des films en noir et blanc, et la France, présentée comme la gardienne par excellence des droits des créateurs malgré la prolifération de la négritude littéraire et, s'agissant du cinéma, des abus censurables généraux d'une pesante autocensure et, par suite, d'une fâcheuse inhibition dans le choix des sujets. »

Selon les juges, « un contrepoint au droit moral réside dans la nécessité de garantir au public l'accès aux progrès accomplis dans la communication audiovisuelle ». La cour souligne que « en principe », la version « colorisée » « doit être télédiffusée et non projetée dans un circuit commercial » et observe que la société Turner n'a « ni détruit ni altéré l'œuvre en noir et blanc qu'elle pourrait commercialiser à nouveau dans les salles si elle y était incitée par une demande du public ».

Toutefois, les magistrats admettent que les héritiers de John Huston sont « les gardiens de sa mémoire » et déclarent à propos de la « colorisation » : « Il est convenable de leur accorder le droit de faire connaître au public qu'ils la réprouvent. » Ainsi deux avertissements d'ailleurs proposés par la 5^e devant accompagner la diffusion. L'un informera les téléspectateurs de la réprobation des héritiers de John Huston. L'autre leur indiquera qu'ils ont la faculté de regarder le film en noir et blanc en utilisant les réglages de leur récepteur.

M. P.

Respect des engagements sociaux et rénovation des bâtiments

M. Arpaillange définit ses priorités pour 1990

Les arbitrages budgétaires ne sont pas terminés, mais le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a annoncé à la presse, le jeudi 6 juillet, les priorités qu'il souhaite voir respectées dans son prochain budget : respect des protocoles signés il y a quelques mois avec les personnels, mise en œuvre « correcte » du programme pluriannuel de trois mille places, et, surtout, rénovation du parc judiciaire.

Le garde des sceaux souhaite une « mise à niveau » des équipements de la justice. Il a ainsi annoncé la construction, dès l'année 1990, d'une cité judiciaire à Lyon. Une opération dont le coût, estimé à 400 millions de francs, sera étalé sur deux ans. La chancellerie espère désormais pouvoir lancer tous les ans la construction d'une cité judiciaire en France.

L'enveloppe de l'aide légale et des commissions d'office : qui se monte aujourd'hui à 400 millions de francs, sera-t-elle augmentée, comme le demandent les avocats ? M. Arpaillange a, certes, admis qu'il y avait là « un retard important », mais pour ajouter aussitôt que cette aide, qui constituait un « véritable gouffre », ne pouvait être modifiée « du jour au lendemain ». Le Conseil d'Etat se penchera donc bientôt sur le dossier afin d'envisager les réformes possibles de l'aide légale.

A l'approche du 14 juillet, le garde des sceaux a ensuite annoncé que certains détenus de droit commun condamnés à perpétuité bénéficieraient, à cette date, de commutations de peine (le Monde du 7 juillet). Des « propositions » ont ainsi été transmises au président de la République, à qui appartient le droit de grâce, mais M. Arpaillange

a refusé de préciser les noms des détenus qui pourraient être concernés par une telle mesure.

Le garde des sceaux a également profité de cette réunion avec la presse pour dresser le bilan de la session parlementaire au cours de laquelle sept projets et propositions de loi concernant la justice ont été définitivement adoptés et trois autres examinés. Quant à la réforme de l'instruction, elle fera, dès la rentrée prochaine, l'objet d'un rapport préparatoire qui sera suivi d'un débat public.

Enfin, M. Arpaillange a justifié une nouvelle fois le refus de communiquer le dossier de grâce de Paul Touvier, gracié par Georges Pompidou en 1971, au juge d'instruction chargé de l'affaire. « Il s'agit d'un dossier préparatoire qui est soumis au secret », a-t-il déclaré, et, dans ce domaine, le président de la République n'a pas à justifier son point de vue. »

A. C.

● Baisse sensible du nombre des détenus. — Au 1^{er} juillet, la population carcérale en métropole était de 46 582 détenus (44 802 hommes et 2 080 femmes), contre 48 101 un mois plus tôt, soit une baisse de 2,5 %. Parmi eux, on dénombrait 26 746 condamnés (contre 27 488 précédemment) et 20 137 prévenus (contre 20 613).

Cette baisse sensible en un mois s'explique partiellement par l'effet de la grâce collective présidentielle du 14 juillet, entrée en vigueur le 26 juin. De fait, 1 275 détenus ont déjà été libérés, indique le ministère de la justice.

(Publicité)

COMMUNIQUE IMPORTANT AUX UTILISATEURS DE PILES XL POUR APPAREIL PHOTO.

Si vous avez acheté des piles lithium type DL 123 A ou DL 223 A portant la mention « made in USA » ou un appareil photo compact automatique 35 mm qui a pu être équipé de ce type de piles, nous vous remercions d'appeler le plus rapidement possible le n° vert gratuit suivant :

N°VERT 05 124 124

Duracell a détecté sur échantillon un défaut affectant un très petit nombre de piles et pouvant entraîner une surchauffe de ces piles. Duracell estime que seule une pile DL 123 A ou DL 223 A sur un million, peut être affectée. Toutefois, et par mesure de précaution, nous remplacerons gratuitement toutes les piles DL 123 A ou DL 223 A en votre possession. Merci d'appeler notre n° vert ou de remplir le coupon ci-dessous afin de faire remplacer les piles DL 123 A et DL 223 A et d'être informé de la bonne marche à suivre. Ce défaut est aujourd'hui corrigé et vous pouvez être assuré de la performance et de la longue durée des piles lithium DL 123 A et DL 223 A.

Duracell précise que ce communiqué ne concerne pas les piles alcalines noires et cuivre, ou les autres piles de la marque Duracell.

Nom :

Adresse :

Code Postal :

Lieu d'achat de la pile :

Marque appareil photo :

Téléphone :

Type :

Prière de renvoyer ce bon à : Duracell, B.P. n° 470 92809 Puteaux Cedex



TAILLE RÉELLE
DURACELL XL LITHIUM
DL 123 A 3 VOLTS
MADE IN USA



TAILLE RÉELLE
DURACELL XL LITHIUM
DL 223 A 6 VOLTS
MADE IN USA

Les deux policiers de Satory placés sous mandat de dépôt

ILS AVIANT L'AIR HONNÊTE
ALORS ON A PANIQUÉ !



Les deux policiers appartenant à la brigade de mit de Satory et responsables de la « bavure » de Satory au cours de laquelle un jeune automobiliste, Rodolphe Migon, avait été blessé par balles à l'épaule, samedi 1^{er} juillet (le Monde du 4 juillet) ont été placés, jeudi 6 juillet, sous mandat de dépôt par M^{me} Michèle Cattaui, juge d'instruction à Toulouse. Les deux policiers, dont les identités n'ont pas été révélées, et qui, primitivement, étaient sous le coup d'une ordonnance d'incarcération provisoire après leur incrimination pour « coups et blessures volontaires par agents de la force publique donnés dans l'exercice de leurs fonctions », devraient par conséquent être placés sous mandat de dépôt « bavure » à une reconstitution organisée, probablement mardi 11 juillet, à Satory, par le magistrat instructeur.

● Remise en liberté d'un militant présumé de l'ex-FLNC. — Lucien Bretons, militant présumé de l'ex-FLNC interpellé le 1^{er} avril 1988 à Bastia (Haute-Corse) après la découverte de ses empreintes sur des documents saisis dans une cache d'armes et détenu depuis, a été remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire sur décision de M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris. Inculpé d'infraction sur la législation sur les armes, les munitions et les explosifs, de tentative de destruction par explosif, d'association de malfaiteurs et de reconstitution de liège dissoute, Lucien Bretons était sous le coup d'un mandat de dépôt qui expirait le 10 juillet. Après sa libération, six militants nationalistes corse, dont trois condamnés pour des crimes de sang, restent encore détenus.

Sports

CYCLISME : le Tour de France

LeMond à la conquête de l'Ouest

En gagnant, jeudi 6 juillet, la cinquième étape contre la montre, Dinard-Rennes, à 44,602 kilomètres heure de moyenne, l'Américain Greg LeMond a pris la tête du Tour de France avec cinq secondes d'avance sur Fignon, auteur d'une remarquable performance. Delgado s'est classé deuxième, mais son retard reste relativement important au classement général.

RENNES
de notre envoyé spécial

La course contre la montre est sans doute la discipline la plus subtile, la plus complexe de la compétition cycliste. Elle s'adresse aux rouleurs spécifiques ou aux hommes forts, mais, paradoxalement, les spécialistes des longues échappées solitaires qui affectionnent l'effort individuel ne sont jamais assurés de réaliser

les meilleurs temps dans les « spéciales » chronométrées. L'ancien champion de France Henri Anglade, aujourd'hui conseiller technique du groupe RMO, donc de Charly Mottet, en parle en ces termes : « Quand je parlais deux minutes avant Anquetil, il me rejoignait inévitablement, et ensuite il ne me lâchait plus. Autrement dit, je pouvais le suivre alors que j'étais incapable d'éviter son retour. C'est un phénomène que je ne m'explique toujours pas. »

Ce genre d'exercice destiné aux athlètes du vélo souples et puissants sollicite au plus haut point la volonté. Il exige des motivations profondes, une répartition des efforts méthodiquement dosés, et son secret est probablement là.

Entre Dinard et Rennes, la première étape contre la montre du Tour, longue de 73 kilomètres, a privilégié les hommes forts au

détriment des authentiques spécialistes. Greg LeMond et Laurent Fignon, les deux principaux bénéficiaires de la journée, étaient les plus motivés, les plus courageux, les mieux organisés, et ils offraient du surcroît le meilleur rapport puissance-souplesse. La réapparition du coureur américain a cependant causé une certaine surprise. Blessé dans un accident de chasse il y a un peu plus de deux ans, le vainqueur du Tour de France 1986 a longtemps donné l'impression qu'il était perdu pour le sport, d'autant que, depuis lors, il souffrait d'une insuffisance rénale. Pourtant, il n'a jamais voulu croire ni à sa retraite ni à son déclin. De toute évidence, son retour au premier plan représente un miracle du travail et de la persévérance.

L'indice de sa résurrection avait été fourni par le récent Tour d'Italie. Lors de la dernière étape contre la montre, LeMond, deuxième derrière le Polonais

Lech Piasecki, devança en effet Fignon de plus d'une minute. Ce résultat était de nature à le conforter, et, de fait, il réalisa un très bon prologue dans les rues de Luxembourg. Il abordait par conséquent le « test breton » avec l'espoir, sinon la certitude, d'accomplir une brillante performance. Néanmoins, il ne s'attendait certainement pas à faire coup double en ajoutant le maillot jaune à la victoire d'étape.

Etrange Delgado

Utilisant un vélo plongeur équipé de roues lenticulaires et d'un curieux guidon retourné à deux positions, comme les pratiquants du triathlon, le routier californien effectua un parcours sans faute. Il prit un départ rapide, ralentit ensuite son allure avant de trouver le second souffle pour terminer très fort, et appliqua en la circonstance la tactique

préconisée par Jacques Anquetil. Fignon devait procéder d'une manière analogue. Rien d'étonnant à cela puisque les deux hommes ont été formés à la même école, celle de Cyrille Guimard.

Ils ont balayé les parangons du chronomètre. Mottet, recordman du Grand Prix des Nations, a perdu 3 min 43 s. Il a cependant limité les dégâts par rapport à Kelly, Vandererden ou Nidjam. Quant au Portugais Da Silva, leader le matin, il a concédé 6 min 30 s, soit presque 6 secondes par kilomètre, et rétrogradé de six places. Les étapes contre la montre sont des épreuves de vérité. La vérité, en l'occurrence, a éclaté au grand jour, bien qu'un ait assisté à deux courses en une étant donné que les arrivées s'échelonnaient sur plus de six heures.

Le matin, les coureurs ont roulé sur une route sèche alors que, l'après-midi, ils ont affronté la pluie. Il est impossible d'éviter ce genre d'injustice, où parfois les

plus forts sont aussi les plus défavorisés, à l'exception de Delgado. L'Espagnol appartenait à la première vague. Il a réussi le deuxième temps, comportement qui le rassure et relance en partie l'intérêt du Tour. Mais il a failli raté à nouveau le départ. Des étourderies motivées par une hyperconcentration.

JACQUES AUGENRE.

LES CLASSEMENTS CINQUIÈME ÉTAPE

Dinard-Rennes contre la montre
1. Greg LeMond (E-U, ADR), 73 kilomètres en 1 h 38 min 12 s (moyenne : 44,602 km/h) ; 2. Pedro Delgado (Esp.), à 24 s ; 3. Laurent Fignon (Fra.), à 56 s ; 4. Thierry Marie (Fra.), à 1 min 51 s ; 5. Sean Yates (G-B), à 2 min 6 s.
Classement général. — 1. Greg LeMond (E-U, ADR), à 38 min 17 s ; 2. Laurent Fignon (Fra.), 5 s ; 3. Thierry Marie (Fra.), à 20 s ; 4. Eric Bickink (P-B), à 1 min 51 s ; 5. Sean Yates (G-B), à 2 min 18 s.

Guidon à accouder

Les coureurs des épreuves contre la montre éternisent toujours les modifications qu'ils apportent à leurs engins pour mettre le maximum d'avantages de leur côté. Après les roues lenticulaires et les cadres plongeurs, qui transforment la physiologie des vélos des champions, une nouvelle innovation a vu le jour jeudi 6 juillet lors de l'étape Dinard-Rennes, le guidon à accouder.

Les triathlètes américains, les premiers, ont utilisé ces guidons qui permettent au sort de l'essai de récupérer de l'effort. Greg LeMond s'était renseigné auprès des commissaires du Tour sur la possibilité d'équiper son vélo de cet accessoire. Les juges ayant donné leur accord, LeMond, mais aussi quelques coureurs de l'équipe américaine, 7-Eleven, ont participé à la cinquième étape avec ce matériel.

A l'arrivée Greg LeMond a expliqué : « C'est un guidon en aluminium qui permet d'être plus près de la bicyclette et qui procure des avantages. Je m'entraîne parfois avec, mais c'est la première fois que je l'utilise en course. »

RENNES
de notre envoyé spécial

Depuis plusieurs années, le Tour de France ignore la Bretagne, ou, du moins, la Bretagne a éprouvé un tel sentiment. Il n'avait pas installé son chapiteau à Rennes depuis 1977. Son dernier passage, à Saint-Malo, remontait à 1980. On l'avait cependant vu fugacement à Vitré et à Fougères en 1985, en lisière de la région. Il y avait bien eu une arrivée d'étape à Nantes, en 1984, et un départ encore depuis la Loire-Atlantique. Mais la Loire-Atlantique est-elle vraiment bretonne, avec une appartenance administrative à la région des Pays de la Loire ? Éternel sujet de discussion et même de divisions.

En tout cas, la Bretagne profonde se languissait et finissait par en vouloir à un Tour de France dont elle se sentait orpheline. Après s'en être cru l'enfant privilégié, Achille Joinard, qui fut président de la Fédération française de cyclisme, n'avait-il pas proclamé un jour que « la bicyclette est fille de Bretagne » ?

Il a suffi d'un jeudi 8 juillet 1989 pour que tout ressentiment soit oublié, abol, pardonné. Car, en ce jour, la faute, si l'on

Dans la roue des grands Bretons

peut dire, du Tour de France s'est trouvée subitement réparée. En offrant aux Bretons une épreuve contre la montre de 73 kilomètres entre Dinard et Rennes, en faisant cette traversée des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine, les organisateurs ont comblé d'aide un peuple déjà prédisposé à cette liesse.

On savait la Bretagne foie de cyclisme. On la connaissait fière d'avoir été la terre d'origine de champions qui, pour n'en citer que quelques-uns demeurés dans la mémoire vélocipédique nationale, se nomment ou se nomment encore Jean Robic, Louis Bobet, Bernard Hinault, soit un total de neuf victoires dans le Tour de France entre 1948 et 1986. Elle n'en avait pas, pour autant, oublié un sprinter de l'après-guerre nommé René La Grève, ni un grimpeur de la trampoline de Jean-Marie Goasmat.

Une telle passion du vélo, parce qu'elle est vraie, profonde, finit par s'apparenter à un élément de culture. Chaque dimanche, dans les villages comme dans les villes d'ouest en est et de sud en nord, minimes et cadets se bousculent pour en découvrir, dans des compétitions locales qui débordent d'espoir leurs vainqueurs. Aussi bien,

comme il sied à de véritables connaisseurs, le chauvinisme n'est pas de mise. Pour être enfants du pays, il est bien possible que, jadis, Gérard Rué — qui est un équipier de Laurent Fignon — et Ronan Pensec — valeur sûre du groupe Z-Pugeot — aient entendu monter vers eux une clameur particulière, propre à mieux les soutenir dans un effort dont on savait pourtant qu'il ne pourrait être celui d'un vainqueur. Car le Breton, en ces matières, ne se laisse point aveugler. Il juge à l'heure exacte de ses qualités et de ses possibilités le rouleur qui passe.

La foule exceptionnelle, signée quasiment sans discontinuer de Dinard à Rennes, pour former de part et d'autre de la route une double haie palpante et bariolée, l'a fait entendre sous le soleil, puis sous la pluie, saluer les plus grands et encourager les plus petits. Entre 14 h 30 et 14 h 45, il lui fut donné, entre autres sensations, de voir le n° 66, Philippe Louviot, petit-fils de Raymond Louviot qui, à la fin des années 30, fut un coureur de bonne renommée, rattrapé puis inexorablement dépassé par l'Espagnol Federico Echavé, parti deux minutes après lui.

Pour mieux apprécier pareil événement et tout autre de nature comparable, à Evran, devant sa maison baptisée « Les Farfadets »

et toute pomponnée de zinnias et de roses, un homme avait installé une table. Sur cette table se trouvaient disposés un chronomètre et une liste des concurrents dans l'ordre de leur départ à Dinard. Consciencieusement, inlassablement, ce passionné pointait, alignait les temps de passage pour le plaisir et se montrait au comble du bonheur.

La route, en ce lieu, est à proximité de deux sites bretons, fort différents l'est vrai. L'un, à moins de vingt kilomètres, est le château de Combourg, terre ancestrale de Chateaubriand, immortalisée par les Mémoires d'outre-tombe, dont s'imprègnent plusieurs générations de lycéens, au temps de leurs humanités.

L'autre site, à un peu plus de 5 kilomètres en direction opposée, est une ferme de cinquante hectares, domaine de Bernard Hinault. Pouva-t-il être vraiment surpris qu'un tel jour où la Bretagne allait courir à l'Américain Greg LeMond, pour en faire le nouveau maillot jaune de ce Tour 1989, notre chronomètreur amateur ait été plus porté à faire connaître à son hôte de passage l'existence de la ferme du Blaireau plutôt que celle de la moyennageuse demeure du vicomte ?

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Chris Evert tire sa révérence

C'est la première fois depuis 1921 que la finale dame, des Internationaux de Wimbledon sera disputée, samedi 8 juillet, pour la troisième année consécutive par les mêmes joueuses, en l'occurrence Steffi Graf, championne en titre, et Martina Navratilova, championne pour la huitième fois en 1987. En dépit de la canicule, l'Allemande de l'Ouest et l'Américaine se sont qualifiées jeudi 6 juillet en battant aisément en deux sets respectivement l'Américaine Chris Evert et la Suédoise Catarina Lindqvist. Les finalistes se sont précédemment rencontrées onze fois, Navratilova l'ayant emporté sept fois.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Tournoi de tradition, Wimbledon impose aux joueuses qui quittent le court central de s'incliner devant la

loge royale. Comme il se doit, Chris Evert a donc tiré sa révérence jeudi après-midi pendant que les spectateurs tous debout lui faisaient une ovation. Une courbette en guise d'adieu, en place de point final : battue par Steffi Graf, celle que tout le monde avait surnommée « Chrissie » et auquel le All England Lawn Tennis Club faisait donner de « médiane » par les arbitres, ne reviendra plus fouler le gazon de Church Road.

A trente-quatre ans, après dix-huit ans de carrière, elle a convenu qu'il était temps de tourner la page. Sans amertume. Avec lucidité : « J'ai eu deux ou trois occasions de break contre Steffi Graf mais elle a mieux joué les points importants que moi. J'ai vraiment pu mesurer sa vitesse et sa puissance. C'est pour cela qu'elle est première mondiale. C'est pour cela que j'étais à bout de souffle après les longs rallies. Je me suis vraiment senti les tripes. Et le résultat est là. Alors ne comptez pas trop sur moi l'an prochain. Je me suis entraînée comme jamais. Je

ne vois pas comment je pourrais progresser. Or toutes les jeunes sont de plus en plus fortes. Non ! pour que je sois là l'an prochain, il faudrait qu'on me fasse des greffes. »

L'heure de vérité aura duré en fait soixante-huit minutes, le temps qu'il a fallu à Steffi Graf pour s'imposer une huitième fois consécutivement contre l'ancienne championne du monde. Ce n'était pas tout à fait l'heure de la retraite : « Je suis engagée dans deux tournois et j'ai fait sans doute les disputes avec l'Open des États-Unis et la Coupe de la fédération. Et même après cela, elle n'en aura pas vraiment terminé avec le tennis puisque'elle fera encore d'elle-même quand une gazonne, bouillotte, mûrie, décevra à dix-sept ans les championnats. Elle était comme une héroïne des feuilletons télévisés racontant la vie des bonnes familles de Milwaukee, adolescente idéale, bien élevée, jolie, travaillieuse. Les États-Unis l'ont toujours pas trouvé d'idéal de rechange quand cette femme, musclée, directe, fait ses adieux à trente-quatre ans à ce même tournoi. Elle est comme les stars des séries se passant à Dallas ou Santa-Monica

vedette sensuelle, calculatrice, déterminée.

Des « sixties » aux « eighties », Chris Evert a évolué avec son temps. La jeune femme qui renouait à s'unir avec Jimmy Connors, le premier compagnon décidément trop dissipé, divorcé après neuf années au côté de l'ancien champion britannique John Lloyd pour se marier deux ans plus tard avec un ancien champion de ski américain, Andy Mill. Mais elle a aussi fait évoluer son temps : sa course de ses six années de présidence de l'Association des joueuses professionnelles (WTA), elle a largement contribué au renforcement financier du circuit féminin qui offre désormais des prix équivalents à ceux des hommes.

Du décès de Billie Jean-King à l'avènement de Steffi Graf, Chris Evert a été en tout cas le personnage central de l'histoire du tennis féminin. Elle détient le record absolu de victoires avec cent cinquante-sept titres inscrits à son palmarès, cela représente plus de mille deux cents matches gagnés. Elle a remporté au moins un titre de grand chelem par an pendant treize ans (1974-1986) cela encore étant unique. Sa rivalité avec Martina Navratilova a été un grand classique pendant dix ans : trente-sept victoires pour quatre-vingt rencontres, dont 95 % au stade ultime des tournois. Mais Evert a gagné moins d'argent que Navratilova : quelque 9 millions de dollars contre plus de 14, et moins de titres majeurs (18) que Margaret Court-Smith (26) et Helen Wills-Moody (19). Autres records : le plus grand nombre de victoires consécutives sur terre battue : 125 ; et son tout dernier, le plus grand nombre de matches gagnés à Wimbledon : 96.

Toutes ces statistiques ne m'intéressent pas trop », a dit Chris Evert. Elle peut simplement mesurer la somme d'efforts que cela a représenté pour arriver à ces résultats : « Ma plus grande rivale a été Martina Navratilova. C'est elle qui m'a posé le plus grand défi physique. Pour la force de caractère, c'est

sûrement Billie Jean-King qui a été la plus difficile à affronter. Quant à Steffi Graf, qui est la meilleure en ce moment, je pense qu'avec sa vitesse et sa force qui ne cessent de progresser elle n'a pas encore montré tout ce dont elle est capable. »

Or Chris Evert a tenu plus que sa place dans ce concert. Au moment de le quitter elle est donc satisfaite d'être allée au bout de ses possibilités : « Je n'ai jamais compris pourquoi certaines ont arrêté la compétition après avoir gagné Wimbledon ou être arrivées à la première place mondiale. Personnellement j'ai toujours voulu savoir si je pouvais faire mieux. Maintenant je me fais battre par des filles qui ne m'auraient jamais battues il y a dix ans ; je sais que mon temps est passé. Et je serai probablement fatiguée jusqu'à la fin de ma vie d'avoir fait cette carrière. Mais je peux passer à autre chose l'esprit tranquille. »

Pourquoi en serait-il autrement ? Il y avait jeudi une fillette de treize ans qui faisait un malheur dans le tournoi junior. Elle est américaine, d'origine italienne, elle s'appelle Jennifer Capriati. Aux États-Unis il n'y a plus une fille de dix-huit ans qui la batte sur terre battue ou sur ciment. Elle joue comme Chris Evert, avec une incroyable autorité du fond du court. Et elle a été formée par un certain Jimmy Evert, père et unique entraîneur de Chris. Le temps de l'Allemande Graf est venu, celui de la Yougoslave Stokic vientra peut-être. Mais il y a déjà cette Américaine format Evert qui est prête à prendre la relève.

ALAIN GIROUD.

LES RÉSULTATS SIMPLE DAMES

● Demi-finales. — S. Graf (RFA), 1) b. C. Evert (E-U), 4, 6-2, 6-1 ; M. Navratilova (E-U), 2) b. C. Lindqvist (Sué), 25, 7-6 (7-5), 6-2.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Réunion internationale du Nikala. — A Nice, lundi 10 juillet.

Automobilisme

Grand Prix de France de 1. — Au Castellet (Var), dimanche 9 juillet (TF 1, en direct, à partir de 14 h 10).

Boxe

Championnat du monde des super-welters (WBC). — Le Français René Jacquot est opposé à l'Ougandais John Mugabi, à Mirapolis, à Cergy-Pontoise, samedi 8 juillet (Canal +, en direct, à 21 h 50).

Cyclisme

Tour de France. — Jusqu'au dimanche 23 juillet (A 2, chaque jour à partir de 15 h 30, résumé à 19 h 30).

Escrime

Championnats du monde. — A Danvers (États-Unis), jusqu'au dimanche 16 juillet.

Omnisports

Jeux de la francophonie. — A Casablanca (Maroc), jusqu'au dimanche 23 juillet.

Tennis

Internationaux de Grande-Bretagne. — A Wimbledon jusqu'au dimanche 9 juillet, (La Cinq, samedi 8, finale dames à 15 h, dimanche 9, finale messieurs à 15 h).

Le Monde BICENTENAIRE



Le libéralisme, héritier de 1789?

par Jean-Marie Benoist (*)



1^{er} août 1789, abolition de la question préalable et projet de réforme de la procédure pénale : « Un accusé, s'il est condamné en première instance, est toujours réputé comme innocent aux yeux de la loi, jusqu'à ce qu'il ait été condamné en appel. » C'est déjà l'article 9 de la Déclaration des droits de l'homme. Et l'on peut continuer l'énumération : édit de tolérance du 26 novembre 1787 qui redonne aux protestants l'exercice légal de leur culte ; la loi de 1791, la commission Malesherbes étendant cette tolérance aux juifs, qui participent à la rédaction des cahiers de doléances et seront, sur la guillotine en 1793, victimes, aux côtés de la campagne antirégime.

C'est qu'il faut cependant l'originalité de la Déclaration française et sa portée universelle. La Déclaration de 1789 n'est pas seulement la codification des valeurs héritées du sol judéo-chrétien de notre culture, elle est aussi, et c'est là son originalité, une déclaration de principes qui, au-delà de la monarchie de Louis XVI, son

bornes foulant aux pieds méthodiquement les idéaux et les valeurs de la Déclaration même. Kant, qui avait vu dans la Déclaration, « un fait de la Raison », Hegel qui y saluait « une splendide aurore », Goethe qui célébrait « les rayons de ce nouveau soleil qui vient briller sur nous », constatent lors du régime du 21 janvier 1793 que le crépuscule s'est abattu sur la France et que la Déclaration est en quelque sorte révoquée.

La permanence de ce grand texte libéral ne vient donc pas de la Révolution qui, dans la suite de son cours, n'a fait que le bafouer, terme à terme, mais au contraire de sa capacité à transformer en une charte universelle des libertés et des droits les éléments qui l'ont précédé, et à lui donner du mouvement pour aller plus loin, contre les héritiers du jacobinisme meurtrier, contre les fils de Robespierre, de Marat, de Saint-Just, de Thureau et autres Carrier, qui hantèrent de leur férocité le vingtième siècle nazi et totalitaire. Plus tard, donc, que de célébrer la Révolution « comme un bloc dont on ne peut rien distraire », selon le mot absurde de Clemenceau, attachons-nous à reconnaître la force des intuitions libérales qui pénétrèrent le texte du 26 août 1789.

La première de ces intuitions provient de l'énoncé de principes évidents par eux-mêmes : ces droits et ces libertés ne sont pas à constituer sur le mode d'un « devoir-être », ils sont à reconnaître et à déclarer. En cela, la Déclaration s'inscrit dans la filiation des jurisprudences du droit naturel, de Grotius à Pufendorf, auteur du *Droit de la nature et des gens*. Alors que la visée générale du socialisme consiste à « changer la vie, changer l'homme », le libéralisme prend acte de droits et de devoirs qui sont dans l'être et y demeurent. Nous sommes loin, ici, de toute théorie constructiviste de la cité et du droit, et l'ordre choisi par les constituants est bien celui de l'« exposition » des droits inaliénables et sacrés de l'homme. Cette liberté, cette égalité, le droit inviolable et sacré de propriété et la résistance à l'oppression sont présents dans les écrits du fondateur du libéralisme que fut John Locke, manifestement lu par ces juristes et ces idéologues féroces de Voltaire.

Le libéralisme les droits de l'homme

Libéral également est sans doute le geste qui consiste pour les constituants, tout en demeurant fidèles à la genèse judéo-chrétienne du respect de la figure humaine créée à l'image de Dieu (« Il n'y a plus ni Juifs ni Grecs : il n'y a plus ni hommes libres ni esclaves, nous ne faisons qu'un dans le Christ », écrit saint Paul, épître aux Galates, III, 28), à lacerer, en quelque sorte, la reconnaissance des droits de l'homme. Certes, cette proclamation se fait « en présence et sous les auspices de l'Être suprême » (préambule de la Déclaration), mais nous sommes ici dans un espace différent de celui de la Constitution américaine, qui invoque beaucoup plus personnellement le « Créateur des droits inaliénables ». Toute une tradition catholique a sans doute raison de s'émouvoir de ce transfert au concept d'une nature humaine de droits et de devoirs qui constituaient les attributs de l'homme créé par Dieu et aimé de Lui. Mais cette « sécularisation » de la notion des droits de l'homme, par référence à une nature de l'homme, a permis l'universalisation du recours à la Déclaration, quel que soit le lieu, quel que soit le temps, quelle que soit l'origine socioculturelle, la confession ou l'absence de croyance de la personne persécutée, elle a pu brandir la lettre de ce texte contre l'oppression.

Une fois fait, en effet, pas confondre l'inspiration philosophique et le recours au droit. Là où la Déclaration manifeste qu'elle est un texte profondément libéral, c'est dans le recours à la garantie juridique. Fille d'une lecture libérale du *Contrat social* de Rousseau, elle ajoute aux principes du droit naturel, empruntés à Locke et aux jurisconsultes, l'idée profonde que les droits ne sont convenablement préservés que dans un espace où le droit vaut : toutes les références à la loi, aux cas déterminés par la loi, ne doivent pas être lues comme des germes de dirigisme ou d'étatisme croissant qui menaceraient les libertés. Ces recours au droit et à la loi sont la proclamation solennelle d'une équivalence fondamentale entre la cité libre, l'Etat de droit et le consentement libre des citoyens à cet Etat de droit : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme : ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. » Ici se trouve nouée, dans la fidélité à l'intuition géniale de Rousseau dans le *Contrat social*, la relation profonde entre l'Etat de droit et la garantie des droits fondamentaux : c'est l'espace de la cité comme Etat où le droit vaut qui préserve mieux les droits « naturels » que l'Etat de nature ne le ferait, état de violence et de précarité.

Un libéral responsable, affranchi des malvetés positivistes et du fétichisme du marché « naturel », y voit la source légitime de toute institution médiatrice, servure nécessaire de la société civile. Non seulement, grâce au droit, l'homme n'est plus un loup pour l'homme, mais *homo homini homo*. De plus, toute institution se trouve fondée en droit, dans sa légitimité qui repose sur la matrice contractuelle de la cité conçue comme Etat de droit, c'est-à-dire une réciprocité fondée sur le consentement libre de chacun. Mieux encore : la Déclaration des droits ouvre explicitement le champ d'une société civile exempte de tout empiètement de l'Etat et reconduit celui-ci à sa juste fonction d'Etat garant, en vertu d'un principe de subsidiarité qui, s'il n'est guère encore formulé, travaille l'esprit de la Déclaration : « Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché ; et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas. »

Certains ont cependant cru au risque d'une dérive antilibérale dont le texte de la Déclaration aurait, en quelque sorte, précipité la possibilité, dans la mesure où une souveraineté nationale, c'est-à-dire communautaire, aurait, par la loi, l'expression immanente de la volonté générale, pris le pas sur la souveraineté de l'individu. Cette menace n'est pas absente du texte, non plus que le risque d'une lecture dictatoriale du *Contrat social* de Rousseau n'est à exclure : Marat l'a démontré par ses discours et sa pratique. Mais, s'il est vrai que certains articles de la Déclaration comportent cette possibilité de glissement, ces occurrences de la loi ne sont pas là pour susciter le mal, mais pour introduire subrepticement la dictature des majorités. Elles sont là pour rappeler le principe même du droit comme recours.

Et ce sera la dernière forme, c'est-à-dire la plus récente, de la capacité libérale de cette Déclaration. Depuis qu'en 1974 la saisine du Conseil constitutionnel a pu être faite au nom d'un « bloc de constitutionnalité » fait à la fois de la Déclaration des droits et du texte de la Constitution lui-même, par des parlementaires d'opposition, un véritable contre-pouvoir a été instauré, permettant de relativiser, grâce au recours au texte des Lois fondamentales, l'expression indiscrète de la volonté générale sous les espèces de lois qui ne seraient pas conformes à ces règles et à ces normes. Que le droit positif et l'immanence à soi-même de la volonté générale se trouvent ainsi censurables au nom des droits de l'homme est le gage d'une garantie supplémentaire qui achève de consolider le fonctionnement libéral de nos institutions : face aux excès du pouvoir exécutif, face aux abus du pouvoir législatif ou à la tyrannie des majorités se trouve établi le tranchant d'un contre-pouvoir.

L'alliance du droit naturel et du contrat social, la rencontre féconde entre Montesquieu et Rousseau, l'énoncé de la liberté de la personne rebelle à toute détermination dans des catégories sociales, qu'elles soient ordres ou classes, d'Ancien Régime ou de marxisme, montrent que 1789 reste l'outil de la liberté contre les terreurs brunes ou rouges issues du modèle pervers que nous avons offert au monde en 1793. Il y va de notre dignité de pratiquer un clivage dans l'héritage révolutionnaire et non de tout célébrer en bloc.

(*) Jean-Marie Benoist, philosophe, maître de conférences au Collège de France. Derniers livres parus : *Le Droit d'opposition* (1982), *Les Outils de la liberté* (1985).

Symboles 1789

Le calendrier républicain

par Mona Ozouf (*)

DES toutes les créations révolutionnaires, le calendrier est celui qui parle le mieux à l'imaginaire. C'est en 1793, qui surgit le 5 octobre 1793, date à laquelle la Convention adopte le rapport qui fait désormais commencer l'année républicaine au 22 septembre de l'année précédente ; ce dimanche banni au profit du décalé, ces semaines changées en décades ; ces années devenues égales — plus d'années bissextiles, — ces mois devenus égaux — plus de mois de trente et un jours ; — ce réservoir de prénoms incongrus, Chêne, Tulipe, Gerfreuil ; ce temps scandé par des fêtes où on n'honore plus les vieilles figures de connaissance des saints chrétiens, mais l'amitié, la vertu filiale, le désarmement... Tout ici était fait pour surprendre. Aujourd'hui encore, les noms des mois révolutionnaires (thermidor, germinal, brumaire) suffisent à suggérer l'étrangeté de l'époque.

Il n'avait pas été simple de produire ce chef-d'œuvre : l'idée d'un temps nouveau où inscrire des sections inédites avait germé dès les lendemains du 14 juillet, mais les difficultés d'un calendrier spécifique pour les Français avaient longtemps paru insurmontables.

Pour les vaincre, les révolutionnaires avaient dû s'entendre sur le date : à laquelle commencer leur an tout neuf — et en le fixant au 22 septembre 1792 et non au 14 juillet 1793, ils avaient évidemment coupé en deux leur propre révolution — ; d'ailleurs des noms les plus propres à illustrer les mois et les jours — et ils avaient non seulement éliminé les saints, mais finalement préféré à leurs propres héros les innocentes vignettes de la nature, l'arrosier, la bêche, le salinif, l'asperge, le lilas.

Jusqu'au bout, ils devaient affronter les résistances des Français : nombreux qui continuèrent à signer leurs almanachs selon « l'ère ancienne », villageois qui s'obstinaient à tenir leurs foires aux dates coutumières, paysannes qui se font belles le dimanche, sans parler de la messe et des vêpres, qui ne s'acclimatèrent pas au décalé.

Pourquoi ce projet de changer la découpe et jusqu'à l'écriture même du temps ? Quelques historiens ont soutenu que le nouveau calendrier satisfaisait à la simplicité rationnelle que promettaient ses créateurs et comblait l'attente des masses paysannes. Beaucoup d'autres n'ont retenu du calendrier que l'aspect soit involontairement burlesque (la terrible loi des suspects votée le jour de la Canonisation, soit volontairement absurde : la création calendaire s'inscrit dans cet automne de l'an II où flambe le mouvement déchristianisateur. Ses partisans, du reste, ne cachent nullement leur volonté de déraciner les croyances charnelles par le calendrier catholique.

L'agressivité anticléricalisme ne rend pourtant pas compte de l'essentiel : il s'agit d'un projet global, insurmontable de la compréhension que la révolution avait d'elle-même comme commencement absolu, événement qui « ouvre un nouveau cours à l'Histoire » : le calendrier devait permettre aux citoyens de mesurer et de vivre la discontinuité que la Révolution avait mise dans le cours du temps.

Le projet, d'autre part, était emblématique d'une ambition centrale, la production d'un homme nouveau : le but de la réforme calendaire, dit Fabre d'Églantine, est de « se saisir de l'imaginaire des hommes et de le gouverner ». Les hommes de la Révolution voulaient opposer au « talisman » catholique un autre talisman, en espérant égaler l'efficacité pédagogique de l'ancien : fournir assez d'images échantillons, un cadre de vie assez contraignant et un réseau de fêtes assez dense pour forger un esprit républicain.

C'est, du reste, parce qu'il est lié à cette ambition que le calendrier, fruit d'une époque de terreur, survit à la Terreur. Lent à naître, il est aussi lent à mourir. Le premier coup lui est porté par l'abolition, en l'an VIII, du système des fêtes républicaines ; le deuxième, en germinal an X, par la réhabilitation du dimanche ; le troisième, mortel cette fois, est la dissolution du système métrique et du calendrier, le 15 fructidor an XIII.

A cette date, la Révolution, réintégré dans le cours normal du temps, sort de l'extraordinaire. Quant au calendrier, désormais objet de réminiscence nostalgique ou de référence poétique, il entre dans la survie de la légende.

(*) Mona Ozouf est l'auteur notamment de *La Fête révolutionnaire*, Gallimard, 1989, et coauteur avec François Furet du *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Flammarion, 1988.

TF 1-LE MONDE : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

« Promouvoir le message de liberté »

Lord Plumb, président du Parlement européen

En collaboration avec TF1, le Monde publie les réponses à trois questions posées à un chef d'Etat ou de gouvernement. Aujourd'hui, Lord Plumb, président du Parlement européen.

« Quel message la Révolution française a-t-elle apporté au monde ? »

— Je pense que la Révolution a surtout apporté au monde la Déclaration des droits de l'homme, qui est bien entendu un facteur très important de paix et de sécurité. Elle est universelle ! Elle a aussi apporté l'égalité des hommes et est en train d'apporter l'égalité des femmes. La société lui doit la liberté et donc la démocratie, ce qui selon moi est très important. Et c'est la base sur laquelle ont été édifiées progressivement toutes les autres libertés avec l'évolution de la société. Le droit de se réunir publiquement, la possibilité de s'exprimer au travail, de créer des syndicats représentant différentes catégories de personnes. Voilà ce que la Révolution a apporté à la société.

— Et qu'est-ce que la Révolution a apporté à votre pays, la Grande-Bretagne ?

— Mon pays n'a pas eu à connaître de révolution comme la Révolution française. Au lieu de cela, nous avons inventé le parlementarisme. Il se trouve que j'appartiens à la fois au plus ancien et au plus jeune Parlement du monde ; à la Chambre des lords dans mon pays, une des plus anciennes institutions ainsi que la cité de vote de notre démocratie. A présent, si je considère que mon pays c'est l'Europe, ou bon Européen, je peux dire alors que les principes de liberté, de démocratie et des droits de l'homme sont un héritage commun à tous les Etats membres.

— A l'issue de l'an 2000, quel est le message que vous souhaitez apporter au monde ?

— Il faut toujours promouvoir ce même message de liberté et de démocratie à travers le monde. Je pense que l'Europe est unique en son genre, c'est peut-être dû à la Révolution, c'est un domaine où le reste du monde peut tirer des enseignements.

Soyons donc un exemple pour le reste du monde ; grâce à notre propre apprentissage en matière de vie privée, de protection du consommateur, de l'environnement. Et aussi, le droit élémentaire de vivre et de développer pour les pays du tiers-monde. Là aussi, à mon avis, l'Europe apporte plus au tiers-monde que tous les autres pays. C'est donc pour nous une grande occasion à saisir en donnant l'exemple.

Propos recueillis par BERNARD VOLKER.

Il y a deux cents ans « La défiance du peuple est plus grande que jamais »

John Frederick Sackville, trente et unième duc de Dorset (1745-1796), arrive à Paris le 13 janvier 1784 et séjourne jusqu'au 8 août 1789. Très proche des milieux contre-révolutionnaires, il fut un témoin direct des journées de juillet 1789. Sa situation devint si critique qu'il se crut en danger et demanda à son gouvernement son rappel.

Le duc de Dorset au duc de Leeds. Paris, le 16 juillet 1789.

« My Lord,
Aucun événement important ne se produisant dans la matinée d'hier (mercredi 15) ; mais, sur les trois heures de l'après-midi, une députation arriva de Versailles au Palais-Royal pour annoncer que le roi s'était présenté aux Etats généraux, où il avait fait ce discours, qui fut communiqué à l'Hôtel-de-Ville et que j'ai l'honneur d'envoyer à Votre Grâce. La députation retourna le soir même à Versailles. Le froid avec laquelle cette nouvelle fut reçue semble avoir fait retomber tout le monde dans la dernière consternation. A en juger par ce qui se passe, la défiance du peuple est plus grande que jamais : aux barrières les gardes sont doublées. »

(Documentation établie par Corinne WICHARD)



Agenda

Paris
Ile-de-France

EXPOSITION

● « Les canons de Valmy ». — Les modèles réduits de pièces d'artillerie mises au point vers 1770, matériel qui joua un rôle décisif dans la première victoire républicaine, le 20 septembre 1792. « Les canons de Valmy », à partir du 20 juillet, tous les jours de 10 heures à 18 heures. Musée de l'armée, Hôtel national des Invalides, 75007 Paris. Tél. 45-55-30-11 poste 5476.

VISITE

● La Révolution au Père-Lachaise. — Le grand cimetière parisien est un lieu de promenade républicaine. L'éclairage de la Révolution offre une visite éducative autour des tombes des hommes — grands et petits — de l'époque. Une activité originale pour profiter de l'histoire et du soleil. Les 9 et 15 juillet et les 1^{er} et 29 août, à 14 h 45. Rendez-vous, entrée principale, boulevard de Ménilmontant, 75020 Paris. Tél. 43-87-30-41.

DANSE

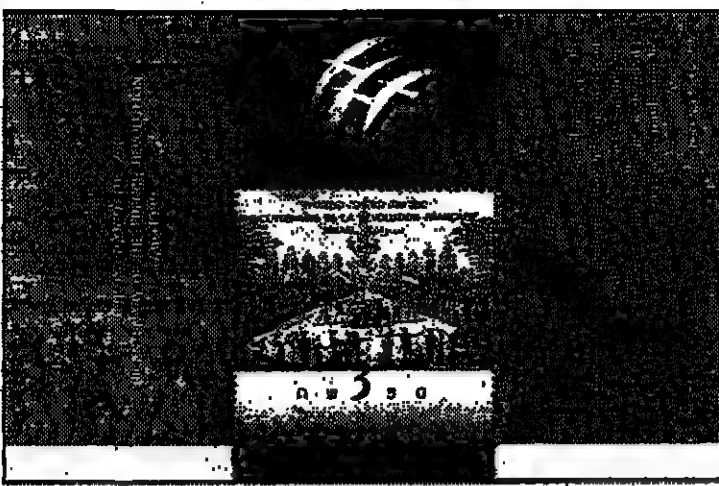
● « Insurrection », chorégraphie d'Odile Duboc. — Un ballet moderne qui entraîne le public au cœur du mouvement de la foule en action. Le phénomène insurrectionnel, son élan, son souffle dans un spectacle impressionnant. Le 14 juillet, à 22 h 30, rue de la Harpe-Coc, 93300 Aubervilliers. Tél. 49-39-52-48.

CINEMA

● « 89 sur grand écran ». — La mairie de Paris et la Vidéotheque ont lancé une opération qui se poursuit jusqu'au 19 juillet. Quatre films sur la Révolution sont présentés chaque jour et parmi eux de nombreux chefs-d'œuvre : du « Napoléon » d'Abel Gance à « La Marcellaise » de Jean Renoir... Un régal. Vidéotheque de Paris, Forêt Saint-Eustache, nouveau Forum des Halles, 75001 Paris. Tél. 40-26-30-60.

THEATRE

● « De la monarchie à la Terreur », mise en scène de Judith Steward. — Trois pièces écrites et jouées pendant la Révolution sont présentées en deux soirées. A travers les textes de l'époque : « Nicodème dans la Lune ou la révolution pacifique », « Le jugement dernier des lois » et « L'intérieur des comités révolutionnaires ou les Aristides modernes », toute l'évolution politique entre 1790 et 1795. Un regard de l'intérieur sur les événements. Une traduction simultanée en anglais est offerte. Du lundi au samedi à 21 heures, le dimanche à 15 heures, au Bataclan, 50, bd Voltaire, 75011 Paris. Tél. 47-00-30-12.

Bicentenaire
La manne philatélique au rendez-vous de la porte de Versailles

Israël : la loi relative aux juifs



France : les oiseaux de Folon



Etats-Unis : rouge, blanc, bleu...



Jersey : vive la contre-révolution !

PHILEXFRANCE 89, le mondial de la philatélie, qui se déroule du 7 au 17 juillet à Paris, à la porte de Versailles (le Monde du 1^{er} juillet), rassemble des collections de timbres prestigieuses et accueille des stands de négociants et des administrations postales du monde entier. Ces dernières n'ont jamais été aussi nombreuses à participer à une exposition philatélique, peut-être non pas tant sensibilisées par l'événement en soi que par le Bicentenaire de la Révolution française.

Les postes étrangères, au-delà des considérations historiques ou politiques, ont fait la bonne affaire. Tous les ans, elles recherchent le thème à succès dans lequel leurs timbres pourront s'illustrer car, dans certains pays, la manne philatélique est loin d'être négligeable : les ventes des timbres-poste représentent, par exemple, 20 % du budget de la principauté de Liechtenstein. Parmi les thèmes à succès de ces dernières années : le centenaire de la statue de la Liberté, le 125^e anniversaire de la Croix-Rouge... En 1989, il faut donc compter avec le Bicentenaire de la Révolution française, rudement concurrencé par le 20^e anniversaire du premier pas de l'homme sur la Lune.

Plus de quarante administrations postales ont déjà inscrit la Révolution à leur programme. Pour certaines, plus pudiquement, il s'agit de célébrer la Déclaration des droits de

l'homme et du citoyen, la version « propre » et présentable de la Révolution.

Au timbre soviétique représentant Danton, Marat et Robespierre, les Etats-Unis répondent par Liberté, Egalité et Fraternité... sur fond tricolore, rouge, blanc, bleu ; l'ordre est inversé par rapport aux couleurs hexagonales afin de bien marquer le caractère américain du timbre. La Chine, que le centenaire de la Commune de Paris émut en 1971 au point de lui faire émettre une série de quatre valeurs, semble devoir rester insensible à 1789.

Gros succès pour la Liberté guidant le peuple, de Delacroix, qui servit de modèle à Pierre Gandon

pour notre timbre courant actuel. Cette Liberté est reprise par l'Argentine, la Grèce et le Mozambique, reproduit également sur un bloc, qui reproduit également la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

La Polynésie française fait d'un timbre deux coups en associant deux bicentenaires, celui de la Révolution et celui de la mutinerie du Bounty. Le Paraguay reste français avec la Révolution et les prochains Jeux olympiques d'hiver d'Albertville, symbolisés par Frank Piccard.

A l'évidence, aucun régime politique ne néglige cet événement : l'Espagne choisit une représentation tricolore symbolique comme toute assez neutre ; le Burkina donne dans

la reproduction de toiles de maîtres — David, Thévenin et Pils ; la Hongrie reprend les oiseaux de Folon ; Israël se réfère à la loi relative aux juifs du 13 novembre 1791 ; le Portugal évoque le tambour Joseph Barn, mort en 1793 au cri de : « Vive la République ! »

A Jersey, revient sans doute la palme... L'île anglo-normande a en effet choisi d'honorer la contre-révolution à travers l'un de ses habitants, Philippe d'Anvergne (1754-1816), royaliste à tout crin, qui protégea Jersey contre l'invasion française. Jouant les espions, il diffusa de faux assignats français, arma et subventionna les chouans, accueillit les réfugiés royalistes. L'un de ces valeurs reproduit une rencontre entre Louis XVI et Philippe d'Anvergne. Notons, à ce propos, que les apparitions de Louis XVI sur timbre sont très rares (Fajers en 1972, Etats-Unis en 1978, mais jamais en France).

Les amateurs d'histoire de France révolutionnaire pourront enfin, en déambulant dans les travées de Philéxfrance, rechercher les timbres émis spécialement pour cette occasion par la Belgique, Cuba, la Balearie, le Niger, le Mali, le Gabon, Saint-Christophe et Nevis... sans oublier les productions des territoires français d'outre-mer. Et la liste est loin d'être exhaustive.

PIERRE JULIEN.

Les timbres français

3 et 4 F se tenant : Assemblée des trois ordres à Vizille et Journée des tuiles à Grenoble.

2,20 F : Oiseaux de Folon.

2,20 F + 0,50 F (six timbres) : Personnes célèbres de la Révolution, Sieyès, Mirabeau, vicomte de Noailles, La Fayette, Barnave et Drouet.

2,20 F : Liberté.

2,20 F + 0,60 F : Diligence Paris-Lyon.

2,20 F : Egalité.

2,20 F : Fraternité.

5 F : Serment du Jeu de paume, de David.

2,20 F (quatre timbres) : Personnes de la Révolution, M^{rs} Roland, Kellermann, Camille Desmoulins et Condorcet.

50 F : Bloc de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

2,20 F (trois timbres) : Bande de trois, Liberté, Egalité, Fraternité.

2,50 F (quatre timbres) : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (à paraître le 28 août).

« Oh ! Tuileries »

A l'heure du caleçon révolutionnaire

ON ne pourra pas dire qu'on ne se met pas en quatre pour conquérir les Américains. De crainte, sans doute, qu'ils ne trouvent en manque de Disneyworld et de bon goût made in U.S.A., ou à moitié, en quelques mois, aux Tuileries, un mini-parc de loisirs, pour lequel on a trouvé un mode de lancement original : la rumeur publique ayant, dès l'ouverture, crié l'échec, chacun vient voir si « Oh ! Tuileries » a mérité tant d'infamie.

Du coup, on ne s'écrase pas encore — loin de là — mais on endure tout de même une attente honorable, devant un guichet où une jeune femme en tenue révolutionnaire détaille à chaque visiteur la différence entre les tarifs à 5 F (entrée simple), à 35 F (animations) et à 45 F (concerts).

Entons. Evidemment, cela commence par des boutiques. Egalité oblige, il y en a pour toutes les bourses. Cela va du bricquet du Bicentenaire (10 F) à une clé gravée « clé de la Bastille » (440 F) en passant par une guillotine miniature portant l'inscription « Ne perdez pas la tête » (39 F), le testament de Louis XVI, avec en prime la dernière lettre de Marie-

Antoinette et la prière de M^{rs} Elisabeth (50 F).

A lui seul, le stand des « caleçons révolutionnaires » semble s'être fixé pour mission d'informer l'univers que deux siècles après, le génie créateur français reste indigénable. Pour la modique somme de 90 F, on peut donc se procurer l'un de ces caleçons, revêtus, à côté d'une reproduction de la Bastille, de l'un des slogans suivants : « A l'assaut, citoyens », ou encore : « A prendre ou à laisser ». Le « caleçon du sans-culotte », lui, coûte légèrement plus cher (99 F), mais il est tricolore. Enfin, sans que l'on sache s'il s'agit d'une excuse ou d'une promesse, un autre caleçon arbore cette énigmatique consécration : « La nuit de Varennes aussi a été longue ».

On s'en voudrait d'oublier la « véritable prise de la Bastille » (0,5 watt, fonctionnant sur toute alimentation de 220 volts, 89 F) ou la charlotte de la citoyenne Corday (c'est un chapeau, 99 F).

Côté culture, un théâtre de plein air propose en continu des saynètes sur les Etats généraux, la Nuit du 4 août ou l'expédition des femmes à Versailles. Juchées sur de petites estrades près des bassins, Lucille Desmoulins ou Thérèse de Mé-

court prennent à témoin de leurs malheurs conjugués ou du sexisme de Robespierre des parents épatés et des enfants qui lorgnent plutôt vers les manèges.

Plus loin, une exposition détaille les acquis de la Révolution dans tous les domaines de la société, ou en retrace les grands moments. Les spécialistes noteront sans nul doute que le martyre du jeune Barna (fusillé par les chouans pour avoir refusé de crier « Vive la royauté ! ») a droit aux caractères gras, tandis que les quatre-cent cinquante huit morts « blancs » des Lucs de Vendée sont condamnés aux petits caractères.

Il y a encore un spectacle d'endroits, genre musée Grévin, qui met en vedette l'abbé Grégoire. Thérèse de Mércourt (encore elle !) et Fouquier-Tinville perché sur une guillotine, le tout dans un grand concours de crépuscules et d'aurores boréales, sans nul doute hautement symboliques.

Pour prendre de la hauteur sur l'événement, on peut aussi gravir deux tours, une « tour de l'égalité » (momentanément fermée) et une « tour de la liberté », au sommet de laquelle par les fenêtres d'un studio — vide — de Radio-France, on peut admirer les majestueuses frondaisons des Tuileries, qui valent à elles seules le prix d'entrée.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

● Les hôteliers parisiens n'affichent pas complet. — Le Syndicat national des restaurateurs et hôteliers dément les rumeurs de pénurie de chambres d'hôtels dans la capitale au moment des fêtes du Bicentenaire. Après avoir effectué un sondage parmi ses adhérents, il affirme que, même au cours du week-end du 14 juillet, considéré comme bondé par les pouvoirs publics, il sera possible de trouver des chambres.

A La Villette

La prise de la Bastille (bis)

Le peuple n'a pas eu la patience. Il y a deux cents ans qu'il attendait ce moment. Il a pris la Bastille, sans souci de l'éthique, débordant gentiment l'ordonnement de la cérémonie prévue à 19 heures précises, jeudi 6 juillet, à la Cité des sciences et des techniques de La Villette. A peine M^{rs} Danielle Mitterrand était-elle sortie de sa voiture que la foule s'emparait des premières pierres. Des premières briques d'argile, plus exactement, puisque c'est dans cette matière que le plasticien Harris Dimitropoulos a conçu une œuvre architecturale voulant rappeler l'immonde prison.

La commémoration du Bicentenaire ne pouvait échapper à ce rappel. En s'associant à cette manifestation, la Fondation France-Liberté, dirigée par M^{rs} Mitterrand, et plusieurs organisations humanitaires qui luttent pour les droits de l'homme ont voulu témoigner qu'il reste encore bien des Bastilles à prendre.

Celle de Harris Dimitropoulos, dressée à deux pas de la Gécé, se laisse envahir sans aucune résistance. Le plasticien américain, d'origine grecque, lauréat du concours « Inventer 89 », organisé par la Mission du Bicentenaire, a puisé dans l'imagerie populaire qui colle à la forteresse. Pour évoquer les tours, il avait composé une figure de 28 cylindres, élevés avec 180 000 briques non scellées. Ce fut un jeu d'enfant que de monter à l'abandon, et il n'y a pas que les enfants qui y prirent goût. Par tous les moyens, courts échelles et sacs plastiques, chacun emporta une brique-symbole de 1 kilo et demi. Des inconditionnels en prirent plusieurs, bien lourdes au bout de leurs

bras. En peu de temps, les tours furent édentées. Un gamin un rien provocateur en cette circonstance entreprit même de se construire sur place un château fort avec ces briques estampillées « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Certes, la foule n'était pas si nombreuse à célébrer cette destruction : un millier de personnes. Mais un certain 14 juillet, il ne furent guère plus ceux qui descendirent du faubourg Saint-Antoine pour se découder avec la garde : seulement quelques centaines officiellement reconnues comme ayant participé à l'assaut historique.

La prise de la Bastille 1989 sera « ouverte » jusqu'au 16 juillet. Les collectionneurs qui, par malchance ou distraction, ont laissé filer les pierres de 1789 ou les pavés de 1968 ont donc quelques jours encore pour s'offrir, gratuitement, un lot de commémoration.

BRUNO CAUSSÉ.

Agenda

Bretagne
Pays de la Loire

EXPOSITIONS

● « Chouans et Bleus, le Morbihan dans la Révolution ». — Documents et objets provenant du fonds de la Société polymathique du Morbihan, dont un rarissime drapeau chouan aux armes royales, avec une devise en français et en breton, un « bon de paiement » à l'effigie de Louis XVI, entre autres. Jusqu'au 15 septembre, du lundi au samedi, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Hôtel de Roscarvec, 19, rue des Halles, 56000 Vannes. Tél. : 97-47-24-34.

● « Retz pendant les guerres de Vendée et la Révolution ». — Exposition de documents et d'objets d'époque. Animations audiovisuelles. Tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Musée d'art populaire, rue des Moines, 44580 Bourgneuf-en-Retz. Tél. : 40-21-40-83.

MANIFESTATIONS

● « Morlaix, la Révolution ». — Fresque historique avec plus de cent personnages, chanteurs et figurants en costume d'époque. Le 16 juillet et le 4 août, à 22 heures. Place Allende, 29210 Morlaix. Tél. : 98-88-09-94.

● « Guégon 89 ». — Un spectacle « son et lumière » organisé par les habitants de la commune et mettant face à face les bleus et les chouans. Spectacle suivi d'un feu d'artifice et d'un bal populaire. Le 15 juillet, à 22 heures. Place du Général-de-Gaulle, 56120 Guégon. Tél. : 97-22-20-64.

● Bicentenaire à Noyal-Muzillac. — Grande journée organisée pour le 14 juillet avec lâcher de ballons, arbores de la Liberté, inauguration de l'exposition « Noyal-Muzillac : Bicentenaire », repas campagnard, animations, et, en fin de journée, « son et lumière », feu d'artifice et bal populaire. L'association Noyal d'hier et d'aujourd'hui lance pour l'occasion un souvenir philatélique. Le 14 juillet, à partir de 10 heures. Le Bourg, 56190 Noyal-Muzillac. Tél. : 97-41-65-05.

● « La Révolution a commencé en Bretagne, la Contre-Révolution aussi ». — La ville de Vannes propose un grand nombre de manifestations pour la journée du 13 juillet : 17 heures, Musique, chant, danse de la Révolution ; sur le port et dans le centre-ville, place Henri-IV, jeu de l'oie géant ; 21 h 30, concert par les élèves de l'Ecole nationale de musique ; à 22 heures, la Révolution à travers la danse, par les écoles de danse de la ville ; 23 heures, mur d'images ; 23 h 30, Marcellaise et feu d'artifice, puis bal populaire. Le 13 juillet, Vannes 56000. Tél. : 97-47-47-30.

● « Fête blablausienne du Bicentenaire ». — Défilé de rue avec cent cinquante figurants en costumes d'époque, repas révolutionnaire, concert, défilé pyrotechnique de bâteaux et feu d'artifice. Le 8 juillet, dès 10 heures. Centre-ville, 72170 Beaumont-sur-Sarthe. Tél. : 43-97-11-84.

SON ET LUMIERE

● « Les tambours du Val de Sèvres ». — Spectacle historique regroupant cinq cents personnages, une cavalerie et des cascadeurs. Le tout accompagné d'effets pyrotechniques. Les 13, 14, 15, 28 et 29 juillet, à 22 h 30 ; les 11, 12, 13 et 14 août, à 22 heures. Château de Clisson, 44180. Tél. : 40-54-02-85 ou 40-54-02-22.

● « Saint-Malo, république de la mer ». — Un comédien dialogue avec les voix d'hommes illustres originaires de Saint-Malo. L'échange donne la trame au spectacle et à ses effets de lumière et de son. Les 8, 22, 29 juillet, et les 5 et 12 août, à 21 heures, dans la cour du château de Saint-Malo, 35400. Tél. : 99-40-18-30.

★ « MINITEL-INFORMATIONS ». — La Mission du Bicentenaire propose des informations sur Minitel (taper 3615 puis 889) : six mille résolutions et manifestations répertoriées dans toute la France.

Avec Le Monde sur Minitel.

ESTP - FESIC -
Sup de Co Paris

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Le Monde
la
Révolution française

Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.

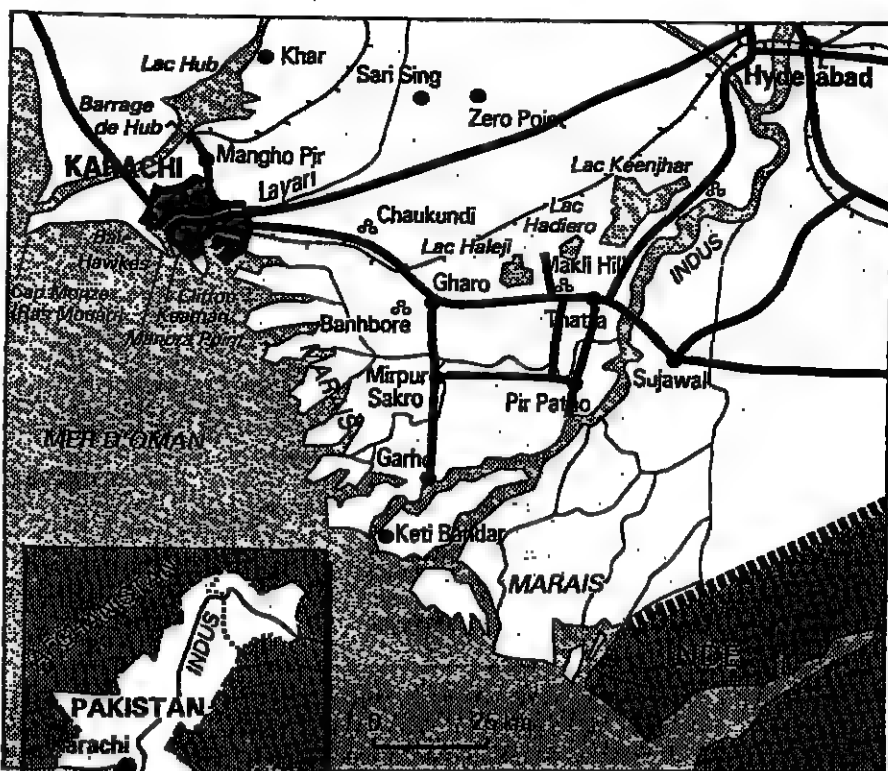
MENSUEL : 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأنجلو

Le Monde SANS VISA

Chaos urbain, mégapole livrée à elle-même, le grand port du Pakistan espère encore en la plus célèbre de ses enfants, Benazir Bhutto, pour le guérir de maux ayant nom soif, drogue, ignorance... La France s'apprête à recevoir le chef du gouvernement pakistanais.



Les naufrageurs de Karachi

par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

TOUT de suite vous êtes dans le bain, à Karachi. Si j'ose dire, quand le premier contact avec les plaies de la ville a lieu entre l'aéroport et le centre, sous forme d'une manifestation de bandits réclamant de l'eau aux autorités. Respectueusement d'ailleurs : « Prière à Son Excel-

leurs réservoirs personnels. De là à penser que la pénurie est accentuée encore par certains hauts fonctionnaires confisquant l'air conditionné, afin d'arrondir leur fin de mois, de même avec les propriétaires de camions-citernes, il n'y a qu'un pas que toute la ville a franchi, depuis les cahutes longeant le Layari, fleuve pourri, jusqu'aux jardins touffus de Clifton qu'on doit bien arroser, que voulez-vous ? »

Les parages du Layari, justement, il faut les voir pour le croire, avec leurs égouts à ciel ouvert, larges comme les ruis-
sins.

bateaux de bois, y rapportent chaque jour de la féconde mer d'Oman des montagnes de thons, requins et autres gros calmars, déversés, ouverts, égarés, saïs, vendus, grillés dans la plus pesante odeur de poisson qui se puisse imaginer. Les vents marins la rabattent vers le Layari, couvrant ainsi la bien pire émanation des sentines bouchées.

Sur sa langue de terre, séparé du large par le canal Baba, Fish Harbour est organisé comme une vraie cité, ou plutôt comme une

celle, les Karachiites se sont jetés les premiers dans l'affaire Rushdie ! Le feu mondial aux poudres islamiques a été mis par la traduction — approximative — en ourdou d'extraits des *Versets sataniques*, au début de l'année, dans l'hebdomadaire prosoviétique et pro-américain de Karachi, *Takbir*.

Des lectures collectives eurent lieu, pratique courante, parfois sur le trottoir même, dans ce pays d'illettrés. D'abord les larmes coulant silencieusement chez ces hommes dont le seul bien que nul ne peut leur arracher, le seul espace jamais saisi est la foi en Mahomet : « perfection humaine, message divin ».

Personne n'a eu l'idée de leur expliquer, bien au contraire, que Mahomet le devin mécréant inventé par Salman Rushdie ne recouvrait le Prophète qu'à travers quelques coïncidences historiques minuscules. Le crescendo, après la peine mnette, a donc été une bombe au British Council de Karachi, tuant un pauvre bougre de gardien, musulman victime des diens, puis d'autres innocents ont défilé, hurlant à la mort devant les glaces aveugles des grandes banques et des hôtels internatio-

naux de Karachi. Sans parler du désastreux effet médiatique en Occident des Pakistanais de Paris, sortis, tels des diables de leur boîte, des ateliers clandestins du Marais pour prendre à témoin cette vieille l'acarde de République de l'insulte faite à l'islam. Après l'embrasement Rushdie, éclatante illustration des conséquences tragiques de l'ignorance agissante (Goethe), Karachi avait-elle atteint le fond de son malheur ? Eh bien, non ! puisque les maux précités risquent à brève échéance de paraître bénins à côté du nouveau fléau qui menace la porte du Pakistan : la drogue, la drogue dure.

Les pavots d'Afghanistan

Ce n'est pas pour rien que depuis deux ou trois ans la France entretient à Karachi et à Islamabad (comme de longue date à Bangkok) deux agents spécialement chargés de surveiller *in situ* le trafic vers l'Hexagone de l'héroïne fabriquée au Pakistan à partir d'opium ou de morphine-basse, venues surtout d'Iran et d'Afghanistan. La résistance afghane, toute sainte qu'elle soit,

reste tributaire du *Papaver somniferum*. Juste derrière le Triangle d'or de la péninsule siamoise et loin devant les sources turques, syro-libanaises ou indiennes, Karachi, place hier exempte de narcotiques, est probablement devenue le deuxième diffuseur mondial d'héroïne, et un consommateur local grandissant à vue d'œil.

Les Pakistanais introduits en France ne sont pas pour autant impliqués dans les filières approvisionnant, pour 1 000 francs le gramme de drogue (quatre prises), les cinquante mille héroïnomanes recensés chez nous. Ce serait trop facile. Les « mules » — les passeurs — sont lancés sur des chemins moins voyants, quelquefois par hasard comme ces marchands nigériens qui, un jour à Karachi, acceptèrent de se charger d'un petit paquet pour un ami à Lagos.

D'où la fièvre africaine, entretiens éventuels mais encore debout, malgré la saisie aux entrées en France de plusieurs dizaines de kilos de ce médicament perverti en « poison exquis » dans les États-Unis de l'après-1945 et qui s'est ensuite propagé mondialement.

(Lire la suite page 17.)



lance le gouverneur de rétablir l'eau manquant depuis trois mois dans les lotissements Bihar, Piracha, Osmabad, Taymour, Casbah, Aligahr, etc. », supplient les calicots en ourdou, dévidant les beaux noms persans, turcs, arabes, hindous formant le collier de mystère de Karachi.

Mais la poésie toponymique n'a pas d'effet rafraîchissant dans le taxi où vous êtes en train de friser comme un beignet, au milieu d'un océan figé de voitures incandescentes. C'est là que les manifestants devraient fourrer les bureaucrates anglicisés, pour l'heure bien à l'abri dans leurs bureaux climatisés. Eux aussi manquent d'eau, les pauvres, dans leurs demeures neuves des quartiers aux noms britanniques : Clifton, Defence-Society, etc. Car tout le système d'adduction est à revoir dans une mégapole que les urbanistes continuent surréalistement de classer parmi les « villes-flaques ».

Seulement les riches peuvent s'offrir des camions d'eau pour

chez nous, engorgés en permanence par un magma aqueux, vert-bleu-noir ; des maisons, des boutiques, des ateliers donnent à longueur d'année sur cette moisissure géante, symbole d'un des plus sélénitiques ratages urbains de la planète.

Le marbre et l'onyx

En un quart de siècle Karachi a grimpé d'un million à, croit-on — mais même Dieu doit s'y perdre — dix millions d'habitants, sans que jamais personne ait le courage de s'attaquer à son terrifiant dossier urbanistique. Les politiques ont préféré s'écarter vers les collines vertes du Septentrion, à 1 000 kilomètres du littoral, y bâtir une capitale nouvelle, Islamabad (« le Monde sans visa » du 9 juillet 1988).

La chance des riverains du Layari, c'est encore de se trouver pas très loin du port de pêche, l'un des plus actifs d'Asie : Sindis et Baloutiches, sur des milliers de

casernes, puisque les femmes en sont absentes, avec ses industries poissonnières, ses restaurants, ses logeurs, ses barbiers, ses marchés, ses mécaniciens, ses mosquées et également sa mafia. Malgré leur terreur des mafieux, les pêcheurs ne changeraient pas de condition pour un empire, plaçant leurs perruques qui bossent dans la pulvérisation des manufactures de marbre et d'onyx, ou les vapeurs chimiques des fabriques de tapis (ceux-là mêmes qui sont vendus ensuite en Europe avec le label « tissé main », certes exact, mais sans préciser que les couleurs sont artificielles et les dessins mécaniques...).

Comme s'il ne suffisait pas des calamités chroniques ayant pour nom pénurie d'eau, encombrements humains, bidonvilles galopants, industries insalubres, caniveaux fermentés, mafia maritime, bref tout ce qui fait de Karachi un cataclysme municipal pire que Le Caire et presque égal à Calcutta, comme s'il ne suffisait pas de tout

Benazir au miroir

BENAZIR BHUTTO, premier ministre du Pakistan, n'arrive pas à Paris précédée seulement d'un charme fait autant de sa ténacité que de sa beauté : récemment publiée, son *Autobiographie* s'est déjà vendue en France à quelque 25 000 exemplaires, ce qui dépasse la diffusion habituelle d'un ouvrage d'homme d'État étranger.

Naturellement, les esprits forts se sont dit qu'il doit s'agir encore d'un *plaidoyer pro domo* synthétisé par quelque nègre dans un bureau londonien. Pour ma part, je ne me prononcerais évidemment pas sur le rôle exact de Mme Bhutto dans la rédaction de ce livre, si ce n'est qu'elle est bien capable avec la force de travail et de conviction qu'on lui connaît de l'avoir rédigé tout entier elle-même ; si ce n'est encore que ces pages recèlent une présence humaine, un ton général de vérité, sans parler d'une foule de notations vécues.

Cette tonalité personnelle peut même parfois être agaçante lorsque « Benazir » — comme l'appellent, ainsi qu'une reine, tant ses fidèles que ses adversaires — donne dans la fille-à-papa, à grand-papa, etc. Cela tourne parfois au « le Pakistan

c'est nous », voire « c'est moi » ! Les Bhutto continuent de figurer parmi les principaux letfinclaires du Sind, mais ce n'est pas une raison...

On aura compris en tout cas que le ressort essentiel de la fille d'Ali Bhutto est un prodigieux amour filial, une soif antique de venger la mémoire du père. Ce père dont Benazir a hérité le flegme et l'intelligence mais aussi, c'est à craindre, l'autoritarisme. Et également les ennemis féroces, plus quelques autres, nouveaux, ces théologues et assésimés, par exemple, qui, à longueur de journaux, à Karachi, Lahore ou Islamabad, répètent, selon les propos prêtés au prophète Mahomet, qu'un pays gouverné par une femme court à sa perte...

Si cet autoportrait reflète largement le passé : l'assassinat « légal » d'Ali, les prisons de sa fille, le mariage de celle-ci avec un époux de l'Indus, l'assassinat mystérieux à Cannes d'un frère de Benazir, la reconquête quasi miraculeuse du pouvoir, le débordement bouleversant des espoirs populaires, etc., il ne pouvait pas décrire la situation actuelle, dont il ne faut pas se

cacher qu'elle n'est pas, pour la « reine Benazir », idyllique : les centres de pouvoir sourdement opposés à Mme Bhutto n'ont pas défilé, notamment dans l'armée et parmi les islamistes soutenus par Ryad et au-delà par Washington. Il est symptomatique que le premier déplacement à l'étranger du successeur du général Zia ait eu lieu en Arabie saoudite...

L'impression générale de cette *Autobiographie* est que, si Benazir sait où elle veut aller — développement économique et culturel, puissance militaire accrue, jeu démocratique « contrôlé », — elle agit avec un maximum de prudence, contrairement à son père, qui fut souvent « provocateur ». L'ennui, c'est qu'aux yeux d'une partie de l'élite pakistanaise Benazir Bhutto est à elle seule, de par son sexe, une provocation vivante.

J.-P. P.-H.

★ Benazir Bhutto. Une autobiographie, traduite de l'anglais par Simone Lambin. Stock, 406 p. avec 33 photos inédites — dont la moins étonnante n'est pas celle de l'auteur en compagnie de l'écrivain français Jean-Edem Haïler, 120 F.

ESCALES

Le Monde sans visa • Samedi 8 juillet 1989 17

L'eau des Impressionnistes

La maison de Monet à Giverny est dans toutes les rétrospectives. Le peintre habita la longue demeure bleue et jaune de 1883 à 1926. Il eut donc tout le temps de composer ce qui était, disaient ses contemporains, son plus beau tableau : le jardin.

En dépit des foules qui s'y pressent d'avril à octobre, Giverny reste le moment le plus heureux du circuit « L'impressionnisme au fil de l'eau » réalisé par l'office de tourisme de Saint-Germain-en-Laye (téléphone : 34-51-05-12). Il comporte également une visite à Auvers-sur-Oise, où Van Gogh éprouva les derniers jours de son existence tourmentée. A Auvers, on compare la petite église telle que l'a fixée sur la toile l'artiste avec le modèle. Les champs de blé aussi sont là, coupés par le chemin noir.

Giverny-Auvers : court trajet en car, puis trois heures au fil de l'eau sur la *Belle Vallée*, un bateau à aubes — le seul en France — qui glisse entre les rives de l'Oise. Trois heures autour de tables rondes conviviales pour un déjeuner gastronomique suivi d'une conférence avec projection de diapositives. Ce circuit coûte 480 F par personne, tout compris. Au départ de Saint-Germain-en-Laye.

Le tour de l'Inde

« Cet été, l'Inde à tout prix ». Jouant sur le double sens de sa formule, l'Office national indien du tourisme (8, boulevard de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-65-83-86 et 42-65-77-06) diffuse gratuitement deux brochures complémentaires : *Inde ou pourquoi y aller*, *Vacances en Inde 1988-1990* ou comment s'y rendre.

Inde est une présentation de ce continent superbe et déconcertant : plus de 3 millions de kilomètres carrés en 36 pages et une carte. Le texte est dense ; la carte, très lisible, met en relief les États. Au fil des pages, notre esprit cartésien ordonne cette diversité : l'Inde, quatre régions, quatre villes et des points forts. L'Inde du Nord, Delhi, le Gange, les Himalayas ; l'Inde du Sud, Madras, les temples, les danses sacrées ; l'Inde occidentale, Bombay, les plages ; l'Inde orientale, Calcutta.

On est informé sur les types d'hébergement, les activités en harmonie avec la topographie des lieux, le calendrier des fêtes et festivals de musique, la cuisine, la faune, une pièce à part étant réservée au tigre royal du Bengale et à l'éléphant asiatique. Des cartes situent

les réserves d'animaux, les stations balnéaires et de montagne. La section « voyages » couvre les liaisons aériennes, maritimes et terrestres et, très en détail, le chemin de fer. Des tableaux donnent les durées des voyages à partir des quatre grandes villes. Pour finir, graphiques des températures et pourcentages d'humidité.

Quant à *Vacances en Inde 1988-1990*, il recense tous les tours opérateurs qui ont inscrit l'Inde à leur catalogue. Pour chacun, tableaux avec circuits, thèmes, itinéraires, durées, saisons des départs, tarifs.

Concerts au Mont

Dans le cadre des « Nocturnes » qui illumineront cet été, le Mont-Saint-Michel sera le lieu privilégié de trois concerts. En l'église abbatiale d'une part, le 12 juillet à 21 heures le Groupe vocal de France dans un programme Palestrina, Brahms, Ravel, Debussy, Poulenc et, le 8 août, l'Ensemble Organum (musique polyphonique du XII^e siècle) ; à la salle des Chevaliers d'autre part, le 19 août à 21 heures, l'Orchestre de chambre Tokyo (Mozart, Mendelssohn, Ravel). Le prix des places est de 70 F (30 F, étudiants et JMF). Réservations auprès du syndicat

d'initiative d'Avranches (tél. : 33-68-00-22).

Voyage en Moyen Age

C'est comme si, soudain, le Moyen Age sortait de la nuit pour s'installer au pied du clocher flamboyant de la cathédrale de Rodez. Les tableaux se succèdent, et l'on pense aux scènes paysannes de Bruegel, aux foules grouillantes de Bosch ou à ces « mystères » qui, jadis, alliaient ferveur mystique et bouffées paléennes. Il y a de la magie dans l'air, presque de la sorcellerie. Quand l'incendie fait rage, par exemple, ou quand la peste s'abat sur la ville. Beaucoup de poésie, également. Par grandes vagues, grâce aux images géantes projetées sur les murs de la cathédrale. La bande sonore est superbe, l'acoustique parfaite et le cadre plus majestueux encore que celui de la Cour du Palais des papes, à Avignon.

Présenté pour la première fois l'an dernier, « Antoine Coffin, compagnon bâtisseur » a été révisé, d'embellie, comme l'un des plus beaux spectacles de l'été français. Pour le plus grand plaisir des vingt mille personnes qui y avaient assisté et la grande déception des victimes d'une programmation trop timide. Cette année, il y aura seize représentations, du 23 au 30 juillet et du 3 au 10 août. Prix des places : 70 F à 100 F. Renseignements et location à la Maison de l'Avoyron (46, rue Berger, 75001 Paris, tél. : 42-72-50-38). Le circuit de ce spécialiste du voyage insolite et culturel s'annonce très complet : à partir de la plaine côtière, il se déploie au nord (Sana'a, Saada), au sud (Ta'iz), au centre, (Ibb, Jibla), à l'est (Mascab) et prend pour fil conducteur l'architecture. Celle des paysages — montagnes en terrasses, hauteurs, plateaux, pics et promontoires — et celle de l'habitat — maisons de pierre, nids d'aigle fortifiés, maisons-tours paysannes, village de pie, huttes de paille.

Pour faire connaître et apprécier l'hospitalité des Yéménites, le voyageur, qui tient à cette dimension humaine, amène le voyageur dans les villages traditionnels et le fait même, parfois, dormir dans les fondouks, auberges locales. Quinze jours, à un rythme lent, pour sentir le poids des éthers et des choses, en



route de Rignac, à 4 kilomètres du centre ville et à 10 minutes de l'aéroport. Avec une cuisine aussi raffinée que l'architecture intérieure (352 F la chambre double avec petit déjeuner).

Yémen et Ladakh

Un relief accusé, une architecture diversifiée, un peuple accueillant : le Yémen vu par Peuples du monde (10, rue de Montmorency, 75003 Paris, tél. : 42-72-50-38). Le circuit de ce spécialiste du voyage insolite et culturel s'annonce très complet : à partir de la plaine côtière, il se déploie au nord (Sana'a, Saada), au sud (Ta'iz), au centre, (Ibb, Jibla), à l'est (Mascab) et prend pour fil conducteur l'architecture. Celle des paysages — montagnes en terrasses, hauteurs, plateaux, pics et promontoires — et celle de l'habitat — maisons de pierre, nids d'aigle fortifiés, maisons-tours paysannes, village de pie, huttes de paille.

Pour faire connaître et apprécier l'hospitalité des Yéménites, le voyageur, qui tient à cette dimension humaine, amène le voyageur dans les villages traditionnels et le fait même, parfois, dormir dans les fondouks, auberges locales. Quinze jours, à un rythme lent, pour sentir le poids des éthers et des choses, en

4 x 4 et voiture de tourisme, 12 650 F tout compris. Un ou deux départs par mois (31 juillet, 14 août, 1^{er} et 29 septembre, 13 et 27 octobre). Notons que Peuples du monde édite et diffuse le Yémen, l'un des rares guides existant actuellement sur ce pays (304 p., 190 F).

Le Ladakh, qui s'ouvre davantage aux étrangers, est une autre destination privilégiée de Peuples du monde. Le circuit prévu du 5 au 28 août et du 12 août au 2 septembre ira à Srinagar, capitale du Cachemire, et de Leh, capitale du Ladakh à Manali, longeant le lac Pangong, point de contact entre la Chine et l'Inde, à 4 000 mètres d'altitude. Pour 8 à 12 personnes, 23 500 F tout compris. Un voyage qui ne quittera pas les hauteurs.

Chez Giono

La Haute-Provence, « le pays de Giono », on ne la découvre bien qu'à pied. A saisir d'urgence (15 et 18 juillet) une marche à travers la vallée du Jabron, entre montagnes de Lure et des Ubacs. En deux jours d'itinérance décontractée par des sentiers parfumés aux « herbes de Provence » un archéologue, un géologue, un historien vous montreront du doigt, en marchant, la géographie et l'histoire tourmentées de ce pays.

De plus longue haleine (du 2 au 6 août), ce sera la rencontre pas à pas avec le Haut-Vendron, en partant du chaos rocheux d'Anot (ici la voie du fameux petit « train des pignes » fait un crochet désopilant pour contourner un énorme bloc de granit qu'on dirait tombé du ciel). Là encore, des spécialistes réputés vous feront lire « sur le terrain » histoire, ethnologie, botanique, architecture de montagne, cuisine locale. Précision d'importance pour le temps des vacances : l'heure est donnée, de-ci, de-là, par des cadrans solaires.

Les deux invitations sont lancées par le mouvement Alpes de lumière (Salagon 04300 Mane, tél. : 92-75-19-93), sis en son merveilleux prieuré roman de Salagon, réhabilité par ses soins afin d'y loger, en particulier, les conservateurs ethnologiques de Haute-Provence. S'y renouvellent en permanence des expositions vivantes. Actuellement : « L'invention rurale », qui illustre la créativité des populations locales de jadis confrontées à la pauvreté des ressources, et aussi « Plantes et jardins du Moyen Age », tels qu'ils furent cultivés par les bénédictins. A la Boutique des plantes on peut faire provision odorante de plantes aromatiques et médicinales, tout en sirotant de surprenants rafraîchissements à base de sarriette, de romarin, de mélisse et autre hysope.

Les naufrageurs de Karachi



(Suite de la page 15.)

Et pourtant, dans ce paysage naufragé, s'est levé il y a quelques mois un espoir aussi inattendu que puissant, très pur, hors de toute souillure comme l'image de sa religion que chaque vrai musulman a au fond de lui. Cet espoir, plus que partout ailleurs au Pakistan, est porté à Karachi par une jeune femme du cru, à la beauté glacée et au cœur de feu : Benazir Bhutto. Plus les congrès de vieux turbans se déchaînent contre son sexe, plus les Karachiites sentent croître leur confiance dans le chef du gouvernement central.

Quel taxi passant devant le 70, rue Clifton n'a pas ralenti pour vous montrer « la maison de son

père, Ali le Martyr » ? Quel ami automobiliste n'a pas résisté au plaisir de vous emmener voir la banale maison neuve où Benazir et son mari viennent d'emménager ? Toujours à Clifton, mais au milieu d'un terrain vague, sans arbres, proche d'immeubles classes moyennes, dans un site au dénuement presque affecté ?

Soulèvement d'espérance

Et, soudain, la « fête » est là devant vous, dans le hall d'un palace, mince et fraîche, en contrepoint d'un essaim de hideuses bégües grasses, en soie violette, turquoise, jonquille ; et

elle en simple mousseline transparente sur les cheveux, pantalons bouffants et chemise flottante blanche, et jeté sur les épaules, un châle de coton simple, lie-de-vin et noir, frappé aux initiales de son mouvement : PPP (Parti du peuple pakistanais) en lettres latines et en lettres arabes. C'est la même étoffe, même pas ourlée qu'hommes et femmes *benaziriens* portent en turban, voile, cache-nez ou cape un peu partout dans le Sind, la province de Karachi, donjon des Bhuttos.

Oui, Benazir Bhutto la veuve d'azam (premier ministre) est consciente du soulèvement d'espérance qu'elle a provoqué, des vagues d'amour quasi charnel, disons le mot, qu'elle a suscitées.

Oui, elle se rend bien compte que Karachi le Monstre sera un test décisif, sinon « le » test de sa gestion socio-économique, et cela ne lui « fait pas peur ». Au contraire, on dirait que l'ampleur de la tâche la met en appétit. Il y a de la Margaret Thatcher dans cette jeune femme qui déclare pourtant : « Mon modèle, c'est John Kennedy ! »

Un maire de trente ans

Autour d'elle on est lucide, parfois pessimiste, toujours actif : « Benazir en tant que personne est un roc, mais on ne peut pas en dire autant, hélas, de la base politique de son pouvoir. Les militaires la tolèrent, car sa seule présence au gouvernement décourage le séparatisme sindi, mais songez qu'elle n'ose même pas faire revenir son frère (1) au Pakistan de peur que des officiers n'en fassent un drama. »

Elle a quand même osé braver la haute pègre — avec laquelle certains gradés passent pour avoir partie liée depuis le régime précédent — en créant de nouveaux organismes, dont un ministère et un commando, chargés de la lutte antiterroriste, sans compter un conseiller personnel qui ne s'occupe que de ce combat-là. Afin de ne rien brusquer, elle a laissé subsister l'Office des narcotiques hérité de l'administration précédente et qu'un membre d'Interpol comparait à « telle institution brésilienne qui, sous couvert de protéger les Indiens, les dépouillait de leurs terres ». A Defence Society, au creux des villas-fortins et des voitures blindées attribuées au tra-

fio de l'héroïne, on doit commencer à réfléchir.

Dans cette entreprise de sauvetage de Karachi — « si elle réussit là, elle sauvera tout le Pakistan », — Benazir a trouvé un allié en la personne du maire de moins de trente ans que s'est donné la métropole. Le docteur Farouk Satar, *mouhajir*, c'est-à-dire musulman originaire d'Inde, comme une bonne partie de la population karachite, dispose de son propre parti et n'est pas, loin de là, l'allié automatique du premier ministre dans les affaires nationales. Mais, à Karachi, Farouk et Benazir n'ont pas d'autre issue que de s'appuyer s'ils veulent arracher leur ville à la déchéance complète. S'il en est encore temps...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Monstazur Bhatta est l'objet d'une instruction judiciaire — déclenchée par le général Zia, tombé d'Ali Bhutto — à la suite d'une tentative de détournement d'avion que le frère de Benazir est accusé d'avoir inspirée. Monstazur vit en exil en Syrie, en France.

MARRAKECH EN CONCORDE 10-12 nov. 1989

Documentation et inscription : **AIRCOM** 93, rue de Monceau 75008 Paris Tél. : 45-22-86-46 Téléc. : 64-37-80 F

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyages sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 510 F Renseignements : RENFE 1, av. Marceau, 75116 PARIS Tél. : 47-23-52-01

"Des Comtes de Toulouse à Toulouse-Lautrec"

Du 27 Septembre au 1^{er} Octobre, un circuit culturel pour quelques privilégiés, à travers les hauts lieux d'Art et d'Histoire du midi languedocien. Accompagnement et prestations de haute qualité, incluant concert à Toulouse et réception privée dans la demeure de Toulouse-Lautrec à Albi

QUELQUES PLACES DISPONIBLES



TEL. : 48.04.09.58

Culture

MUSIQUES

La tournée européenne de Joao Bosco
Caetano Veloso et Joao Gilberto

Canta Brasil

Les trois plus grands
artistes brésiliens
sont ensemble en tournée.
Ce n'est pas un « coup »,
c'est un pari.

Le poète pur, Joao Gilberto,
rejoint sur scène
l'ironiste de charme,
Caetano Veloso,
et le dribbleur trépidant,
Joao Bosco. Ils disputent
le Tour d'Europe
— mais dans la même équipe.

Première étape, Bruxelles. La tournée d'annonce chaude. Imaginer, en 1980, Brésiliens et Tropicans ensemble sur les routes. Que font les stars en tournée? Elles se chamaillent (egos, chambres d'hôtel, photos, tout est bon). Que font les stars à la veille du premier concert? Elles se soignent, repos, eau minérale, abstinence, chapelote, chasteté. Présenter l'énergie. Que font les trois plus grands artistes brésiliens à la veille du premier spectacle? La fête. Ils chantent toute la nuit et quand ils ne chantent pas, ils rient.

Dans une suite d'hôtel, on a chanté toute la nuit. Même Joao Gilberto? Même Joao, débarrasé avec toute sa (nombreuse) famille, Joao dit on dit qu'il est bizarre, imprévisible, capricieux. La fête était pour lui. On l'attendait. Il venait d'arriver. La tournée se place sous les meilleurs auspices. Signe qui ne trompe pas : tous les jours, Joao Gilberto ouvre ses fenêtres, contemple Bruxelles défigurée par l'hygiène immobilière et murmure de cette voix qui a chaviré le monde (*Desafinado*, *Chega de Saudade*, etc.) : « Beauté, c'est beau, que la Belgique est belle... »

Supériorité
alsacienne

Gilberto déteste la scène. Mais il aime assez chanter pour y grimper. Un chanteur brésilien ne fait pas d'histoires. Il chante. Caetano Veloso est le même, charmeur, fin, délicat, inviolable. Pour une poignée d'années on peut dire mille spectacles. Il se fait rejoindre en toute simplicité par son fils (treize ans) et Carlinhos Brown aux percussions. La scène n'est que le partage agrandi de l'intimité. Pour Bosco aussi, qui supporte mal la foule des studios. Ce qu'il sait créer, ce sont ces rapports directs, exceptionnels, même avec un public étranger.

Supériorité alsacienne dans cette capacité de communication, de transmission immédiate. C'est à voir, à vivre. A côté d'eux, neuf chanteurs de variété sur dix peuvent égarer l'attention. Même la langue ne fait pas obstacle, alors qu'on sait leurs mots choisis, leurs doubles sens vertigineux, leurs associations contrôlées, leurs images dérivées. Leur langue est musique.

Jamais raide, toujours décalé, frotte, caracène. Et le public? Mystère! Que vous aillez à Montreux, à Berne ou à Bruxelles, vous rencontrerez toujours ce fond de public qui sait chanter, qui sait les rythmes et suffit à entraîner les autres.

Un chanteur brésilien ne cesse jamais de chanter. A l'hôtel, Joao Bosco cherche des accords neutres sur un air de Brubeck. Dans sa loge, un peu plus tard, il essaie des mots, des paroles, reprend en samba les derniers traits de la conversation, le regard malicieux, le rire toujours accroché en fin de phrase. Et le Brésil? Le Brésil qui revient à toutes les heures? Le Brésil, c'est un grand carnaval. On ne sait plus quel faire de l'espérance. « La misère est partout, universelle. Le Brésil est mangé par la corruption. L'argent aspire tout. Des fortunes énormes se font en deux jours. Des violences se font en deux jours. Des violences se font en deux jours. On l'a cru, on l'a cru pendant la dictature. Caetano l'a cru, tout le monde l'a cru. La musique ne transforme pas. Elle permet d'agir, de chercher, de rêver. Elle est un forum d'espérance. Plus de la moitié des Brésiliens sont noirs. Le préjugé racial est discret, obscur, caché. Il est plus que temps de revenir en rythme en nous, aux formes noires de notre sensibilité... »

Ouf! On l'a échappé belle. Avec la fin de la dictature, la musique brésilienne s'est enrichie de rock. Bouchées doubles. La rock, c'est comme le baptême. Ça s'attrape tout petit. Plus tard, il n'y a pas de vraie raison. La musique brésilienne avait évidemment attrapé le rock le plus bête. La colonisation soumise. C'est passé. Le Brésil revient à lui. Caetano en a eu assez, Bosco en a eu assez et Bruxelles chancelle. On attend Joao (Gilberto), il chante ce soir, comme on attend Godot. Il reste le plus mystérieux des chanteurs à voix basses.

Chez eux, mille traces d'une esthétique appliquée. Ils se sont transmis l'inquiétude dont ils font un sourire, et la soif de chanter. A la fin, ils embrassent, ils s'embrassent, ils s'embrassent. Nulle esthétique portée comme une croix, nulle souffrance en banquette, rien de la déchirure, du drame des passions et de l'ombre des cornes — tout ce folklore de tragiques tropiques. Vise du taxi, la nuit de béton défilé à vive allure. Joao Gilberto est émerveillé. Que fait un artiste en tournée de scène? Bosco continue de chanter, il fredonne Jean-Pierre. L'air fétiche de Miles Davis, il apprend la comptine française qui l'a inspiré. On le chante en chœur. *Canta Brasil!*

FRANCIS MARMADE.

★ *Canta Brasil* (Joao Bosco, Caetano Veloso, Joao Gilberto). Paris, Grande scène des Tuileries (8 juillet), Montreux (10), Vienne (11), Düsseldorf-Saint-Sébastien (15), Madrid (16), Caracassonne (18), Nîmes (19) et Antibes-Juan-les-Pins (21). Astrud Gilberto sur New Morning, le 10, à 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Art Jonction à Nice

La jeune création

Créée à y a quatre ans par quatre Nicola persuadés qu'il y avait moyen de développer un marché de l'art dans leur région, Art Jonction international, la foire de l'art contemporain de Nice, gagne un peu plus en crédibilité chaque année. Bien gérée, professionnelle, elle paraît, et de mieux en mieux, admise, sinon complètement acceptée par les édiles. A preuve les aides techniques substantielles que la municipalité lui apporte. Cela dit, tous les obstacles ne sont pas vaincus, et les responsables d'Art Jonction ont encore un gros travail à faire pour peser l'image d'une foire de la jeune création, but qu'ils se sont fixés, non sans raison, l'année dernière, en invitant notamment de jeunes galeries européennes à exposer leurs poulains et en distribuant des prix.

Cette année, prenant le prétexte des cent cinquante ans de la photographie, ils ont fait de même, et un peu plus, puisqu'ils ont aussi décidé d'inviter quatre

galeries milanaises censées représenter la création vive, toutes regroupées autour d'une petite place au sein de la foire.

Dire que l'événement est majeur serait un peu fort, mais on trouve tout de même deux ou trois choses assez sympathiques au fil de la centaine de stands installés sous la grande voûte de verre et béton du Palais des expositions. Et même du sérieux, grâce au concours de quelques grands, tels Yvon Lambert ou Léo Castelli (qui, l'été, habite dans le coin), le premier représentant Sol LeWitt et le second des photographies consacrées à l'image de la femme. Deux très beaux stands. Tandis que les bonnes galeries de Nice et de la région — de Catherine Issart à Lola Gassin — continuent leur travail de fourmi pour promouvoir leurs artistes.

G. B.

★ Art Jonction international, Palais des expositions, de 16 h 30 à 23 heures, jusqu'au 9 juillet.

Communication

Epargne automatique ou instrument d'une politique culturelle?

Les professionnels s'inquiètent des dérives de l'aide à la production audiovisuelle

Le compte, en effet, n'est à l'origine qu'un mécanisme d'épargne forcée. Alimenté par un prélèvement de 5,5% sur l'ensemble des recettes des chaînes (rediffusion, publicité, abonnements), il verse une aide aux producteurs dont les projets de fiction ou de documentaire ont été retenus. « Depuis le début, explique un responsable, il est divisé en deux guichets : l'audiovisuel, dans lequel les producteurs viennent puiser les droits qu'ils ont acquis par la diffusion d'œuvres antérieures, et le sélectif, dont les subventions sont attribuées par une commission. Le premier soutient l'activité des professionnels déjà installés, tandis que le second favorise les premiers pas des nouveaux venus sur le marché. Équité, le système a longtemps bien fonctionné. Et a facilité l'essor d'une production indépendante qui lui doit sa naissance et sa survie. »

C'est ce mécanisme — géré par le Centre national de la cinématographie (CNC) — que les producteurs de télévision jugent aujourd'hui en péril face aux coups — surnommés, de bonne foi parfois — portés par les pouvoirs publics. La première querelle concerne la répartition de l'argent entre cinéma et télévision. À l'origine, 65 % des sommes recueillies ont été affectées au compte de soutien audiovisuel, les 35 % restants allant à la production de films. Mais la crise du septième art aidaient, cette répartition initiale — acceptée par tous — s'est vite renversée. En 1988, le partage du gâteau s'ajustait plus que 36 % des sommes à l'audiovisuel et 44 % au cinéma. Cette année, les proportions ont été inversées : 49,5 % allant à la télévision et 50,5 % au grand écran. « Est-ce normal, s'interrogent nombre de producteurs, que l'argent des chaînes soit majoritairement détourné vers un autre mode de diffusion, la salle obscure? » Pas pour les chaînes en tout cas, qui y ont vu un prétexte de plus pour combattre la taxe.

Dans son rapport annuel

Le sénateur Cluzel souhaite un audit des chaînes publiques

Le sénateur Jean Cluzel (Un. Cent. Allier) a regretté, en présentant son traditionnel rapport annuel, mercredi 5 juillet, que l'important effort financier consenti par le gouvernement en faveur de l'audiovisuel public — 800 millions de francs supplémentaires en 1990 — ne soit pas précédé d'un audit interne. Soit, cette méthode, selon lui, « aurait permis de déceler, d'une part, les insuffisances de moyens, d'autre part, les mauvais choix dans la programmation et l'affectation des ressources, enfin les économies nécessaires ». Le sénateur a estimé que les pouvoirs publics s'étaient trompés de démarche en multipliant les groupes de travail, ce qui aboutit à ce qu'« le gouvernement se consulte lui-même par amis interposés ».

EN BREF

« Les dissensions au sein des actionnaires de l'Est républicain ». — David-Er Défenses, assistance, vigilance, indépendance de l'Est républicain, une association qui rassemble deux cent trente salariés actionnaires du journal, a estimé que les mouvements actuels au sein du capital du quotidien « ne sont qu'un conflit d'actionnaires qui se disputent le pouvoir ». Que ce soit l'actuel PDG du journal, M. Gérard Lignac, ou M. Michel Bouriez, qui tente d'acquiescer 22 % du capital de *Le Monde* 7 juillet, « personnes, indique David-Er, ne peut se prévaloir d'une légitimité ». Il n'y a, en la circonstance, que rapports de force, sans des affaires, sans des opportunités à saisir. « Pour les deux cent trente petits porteurs, le danger le plus important aurait été une reprise par le République lorrain, le concurrent du quotidien nancien, basé à Metz. Une

Les producteurs de télévision critiquent de plus en plus ouvertement les « dérapages », l'« arbitraire », la « perversion » même... du compte de soutien aux industries de programmes audiovisuels, un mécanisme d'aide pourtant, spécialement mis en place en 1986 pour favoriser leur développement. Non que les professionnels s'en prennent à l'esprit du compte, mais ils se plaignent de son mode de fonctionnement et du rôle que les pouvoirs publics lui font jouer. Le compte, estiment-ils, favorise de moins en moins l'investissement dans les programmes télévisés, mais se transforme peu à peu en instrument de politique culturelle.

Ainsi, les pouvoirs publics ont-ils cherché à gonfler — au moins temporairement — les effets de ce « dérapage » légal, par des subventions! L'an dernier, sur les 487 millions de francs ayant transité par le compte audiovisuel, 50 provenaient du produit de la privatisation de TF 1. Cette année, sur les 498 millions attendus, 90 (et non pas 100 comme il avait été annoncé) consistent en une dotation budgétaire allouée par l'Etat à un « troisième guichet » créé en faveur des programmes pour enfants diffusés sur les chaînes publiques. Un remède que certains estiment pire que le mal.

L'ère
du soupçon

Evocuer ce troisième guichet, c'est en effet susciter l'agacement des professionnels, chaînes et producteurs réunis. Sur le principe, d'abord. « L'affectation de moyens plus ou moins réservés à certains genres et aux diffuseurs publics, sur des critères de contenu, est un mécanisme radicalement différent de celui qui a régi le compte de soutien jusqu'à aujourd'hui », affirme ainsi une note de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA).

Les producteurs s'inquiètent du retour à un interventionnisme public taillonné qui ferait varier l'activité du compte de soutien en fonction des politiques, des cen-

tres d'intérêt, voire des passions des ministres successifs de la communication. « Catherine Tassot est une mère attentionnée, elle privilégie les programmes pour enfants. Mais qui me dit que son successeur ne sera pas un sportif émérite? », déclare ironiquement un professionnel.

Les producteurs mettent en outre en cause le fonctionnement même des commissions de sélection, celle du troisième guichet en faisant tout particulièrement les frais. Première réunion confidentielle, faiblesse générale des subventions accordées, accusations d'« élitisme » portées contre tel ou tel membre quand ce n'est pas de favoritisme à l'égard de telle ou telle société : tout y passe. C'est l'ère du soupçon. « Autrefois, seule la solidité des montages financiers des projets de fiction était prise en compte. Aujourd'hui, la commission ne peut éviter de juger la maison de production, sa réputation, l'ambition du projet », dit — en le déplorant — un producteur qui fut aussi, membre d'une commission de sélection. « La profession redoute plus que tout les choix faits sur des critères esthétiques, ajoute l'un de ses confrères. C'est la porte ouverte à tous les arbitraires. »

Au CNC, on plaide non coupable. Et on avance comme princi-

pale explication à cette brusque tension l'explosion des demandes d'aide : 96 dossiers seulement avaient été déposés en 1986, dont 70 avaient été retenus : 437 demandes ont été faites l'an dernier (323 retenues). Des chiffres qui devraient encore doubler cette année. « Quand le compte de soutien a été mis en place, la production connaissait une certaine atonie, rappelle-t-on rue de Lübeck. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, alors que les ressources de l'aide sélective stagnent. » Comment, dans ces conditions, éviter que les commissions ne se fassent plus sélectives que les textes ne l'exigent et n'introduisent, peu à peu, des critères faisant jurisprudence?

Tout l'argent disponible est utilisé (les pénalités que le Cinq doit verser au compte ont été réutilisées avant même que d'être perçues), les boules sont serrées. Qu'espérer? Plus d'équité, sans doute, des ministres de tutelle à l'égard de la production audiovisuelle et un partage des ressources du compte plus favorable à cette dernière (quitte à aider le cinéma directement). Plus de transparence et d'information aussi de la part du CNC.

En 1988, pour la première fois, le chiffre d'affaires de la production audiovisuelle (3,6 milliards de francs) a dépassé celui du cinéma (3 milliards environ). « Grâce au compte de soutien, nous sommes devenus une industrie, résume un jeune producteur. Nous devons être traités comme tels. Nous avons besoin de règles claires, connues de tous, où entre le minimum de subjectivité. Faute de quoi, nous ne pourrions jamais lutter à armes égales sur le marché international. »

PIERRE-ANGEL GAY.

Après la décision du CSA
sur les films interdits aux mineurs

Les professionnels du cinéma, après les chaînes de télévision (le *Monde* du 7 juillet), ont protesté, jeudi 6 juillet, contre la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'empêcher la diffusion à la télévision (avant 22 h 30) de films interdits à moins de treize ou dix-huit ans. Estimant qu'il s'agissait d'une « atteinte à la liberté de création » et d'une « discrimination inacceptable » entre œuvres de cinéma et de télévision, le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) et la Chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films (CSPEF) ont demandé au CSA de revenir sur cette décision, qui constitue une

grave censure économique, compte tenu de l'apport des chaînes de télévision au financement de la production française et à son amortissement.

L'association Les pieds dans le PAF estime que « ce n'est pas en se mettant à la traîne des intégristes de la télévision » que l'on peut résoudre les problèmes posés par la programmation des chaînes. Elle demande que le CSA « joue son rôle en organisant une véritable concertation entre les téléspécialistes et les responsables des télévisions afin d'élaborer un code de déontologie acceptable et respecté par les usagers et les professionnels ».

Les censeurs myopes

En maniant avec lourdeur l'arme réglementaire pour moriger le petit écran, le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de commettre sa première erreur. Protéger les sensibilités contre le spectacle inopiné du sexe et de la violence procède d'une louable intention. Encore faut-il le faire avec discernement. Le « vertueux » censé blanc — tant décrié à l'époque — avait l'avantage d'en appeler à la responsabilité des parents sans censurer la liberté des programmeurs et des téléspécialistes. La décision du CSA de repousser au-delà de 22 h 30 les films interdits au moins de treize ans pénalise l'ensemble du public, perturbe gravement l'économie de l'audiovisuel sans apporter de véritables solutions au problème.

Cette censure préalable ne touche que les films cinématographiques, alors que séries ou dessins animés multiplient vols, meurtres et massacres, spectacles aggravés le plus souvent par une absence totale de qualité artistique. Pourquoi faire appel, dans ce dernier cas, à la responsabilité morale des chaînes et leur en refuser l'exercice quand il s'agit de cinéma? Tout simplement parce que le CSA se réfugie derrière l'antique visa de censure des films destinés aux salles de cinéma. Une réglementation à ce point dépassée par l'évolution des mœurs que le ministère de la culture envisage depuis plusieurs mois de la modifier. Qu'on en juge : appliquée aux seuls films diffusés par les chaînes l'an der-

nier, la censure du CSA aurait banni de l'antenne à 20 h 30 : *Histoires d'O* et *L'Amant de Lady Chatterley*, mais aussi les *Oiseaux* et *Les dix printemps pour Marie*, d'Alfred Hitchcock, *Chinatown*, de Roman Polanski, *Les Dammés*, de Luciano Visconti, *Le Vieux Fusil*, de Robert Enrico, *Le Parrain*, de Francis Ford Coppola, *Elle*, de Blake Edwards, *Dupont Lajoie*, d'Yves Boisset, *Le Port du paradis*, de Michael Cimino, *Un dimanche comme les autres*, de John Schlesinger. Au total cent quarante films, dont un bon nombre d'œuvres majeures du septième art.

Quand on sait que le prix payé par une chaîne pour un film diffusé à 20 h 30 est dix à dix fois supérieur à celui d'une programmation plus tardive, le manque de discernement du CSA prend des allures de bavure économique. Une bavure qui touche de plein fouet une création cinématographique dont le financement dépend de plus en plus du petit écran. Les télévisions avaient déjà l'habitude de limiter leurs investissements en coproduction aux valeurs sûres de la production défendues par des stars capables d'attirer une forte audience à 20 h 30. Elles vont désormais restreindre leurs perceptions aux seuls projets incantés et sans danger pour ne pas risquer l'interdiction. La création va y perdre beaucoup de liberté. Le spectateur aussi.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

GALERIE SCHMIT
396, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - (1) 42.60.36.36

MAÎTRES FRANÇAIS
XIX^e - XX^e SIECLÈS

Exposition : 11 mai - 19 juillet

Dimanche 9 juillet

TF 1

TF 1
6.30 *Météo*. 6.35 *Série : Dites d'histoires*. Intrigues : L'audition. 7.00 *Bonjour la France, bonjour l'Europe*. Émission de Jean Offredo. Avec le bulletin météo à 7.00 et 7.43. 7.53 *Météo*. 7.55 *Jardinez* avec Nicolas. 8.10 *Chut*. Dorothee Dinmache. Winnie Fournon. Les Tripods : Cœur ; Jiraiya ; Jen, set et match : Pas de pitié pour les croissants.

Punky

de la vie 2. Les corps organisés : les inventeurs marins. 11.30 Magazine Auto-moto. 12.30 Jeu : Le jeu du prince. Présenté par Patrick Roy et Harold Kay. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.20 Série : Un filic dans la Mafia. Tour sorties les pieds devant. 14.05 Sport Automobile. Grand Prix de formule 1 du Castrol. 16.35 Série : Tension mécanique. L'instinct. 17.25 Dessins animés : Disney parade. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. 18.35 Série : Vivement lundi. Grain de... 19.40. 19.45. 20.00. 20.15. 20.30. 20.45. 21.00. 21.15. 21.30. 21.45. 22.00. 22.15. 22.30. 22.45. 23.00. 23.15. 23.30. 23.45. 24.00. 24.15. 24.30. 24.45. 25.00. 25.15. 25.30. 25.45. 26.00. 26.15. 26.30. 26.45. 27.00. 27.15. 27.30. 27.45. 28.00. 28.15. 28.30. 28.45. 29.00. 29.15. 29.30. 29.45. 30.00. 30.15. 30.30. 30.45. 31.00. 31.15. 31.30. 31.45. 32.00. 32.15. 32.30. 32.45. 33.00. 33.15. 33.30. 33.45. 34.00. 34.15. 34.30. 34.45. 35.00. 35.15. 35.30. 35.45. 36.00. 36.15. 36.30. 36.45. 37.00. 37.15. 37.30. 37.45. 38.00. 38.15. 38.30. 38.45. 39.00. 39.15. 39.30. 39.45. 40.00. 40.15. 40.30. 40.45. 41.00. 41.15. 41.30. 41.45. 42.00. 42.15. 42.30. 42.45. 43.00. 43.15. 43.30. 43.45. 44.00. 44.15. 44.30. 44.45. 45.00. 45.15. 45.30. 45.45. 46.00. 46.15. 46.30. 46.45. 47.00. 47.15. 47.30. 47.45. 48.00. 48.15. 48.30. 48.45. 49.00. 49.15. 49.30. 49.45. 50.00. 50.15. 50.30. 50.45. 51.00. 51.15. 51.30. 51.45. 52.00. 52.15. 52.30. 52.45. 53.00. 53.15. 53.30. 53.45. 54.00. 54.15. 54.30. 54.45. 55.00. 55.15. 55.30. 55.45. 56.00. 56.15. 56.30. 56.45. 57.00. 57.15. 57.30. 57.45. 58.00. 58.15. 58.30. 58.45. 59.00. 59.15. 59.30. 59.45. 60.00. 60.15. 60.30. 60.45. 61.00. 61.15. 61.30. 61.45. 62.00. 62.15. 62.30. 62.45. 63.00. 63.15. 63.30. 63.45. 64.00. 64.15. 64.30. 64.45. 65.00. 65.15. 65.30. 65.45. 66.00. 66.15. 66.30. 66.45. 67.00. 67.15. 67.30. 67.45. 68.00. 68.15. 68.30. 68.45. 69.00. 69.15. 69.30. 69.45. 70.00. 70.15. 70.30. 70.45. 71.00. 71.15. 71.30. 71.45. 72.00. 72.15. 72.30. 72.45. 73.00. 73.15. 73.30. 73.45. 74.00. 74.15. 74.30. 74.45. 75.00. 75.15. 75.30. 75.45. 76.00. 76.15. 76.30. 76.45. 77.00. 77.15. 77.30. 77.45. 78.00. 78.15. 78.30. 78.45. 79.00. 79.15. 79.30. 79.45. 80.00. 80.15. 80.30. 80.45. 81.00. 81.15. 81.30. 81.45. 82.00. 82.15. 82.30. 82.45. 83.00. 83.15. 83.30. 83.45. 84.00. 84.15. 84.30. 84.45. 85.00. 85.15. 85.30. 85.45. 86.00. 86.15. 86.30. 86.45. 87.00. 87.15. 87.30. 87.45. 88.00. 88.15. 88.30. 88.45. 89.00. 89.15. 89.30. 89.45. 90.00. 90.15. 90.30. 90.45. 91.00. 91.15. 91.30. 91.45. 92.00. 92.15. 92.30. 92.45. 93.00. 93.15. 93.30. 93.45. 94.00. 94.15. 94.30. 94.45. 95.00. 95.15. 95.30. 95.45. 96.00. 96.15. 96.30. 96.45. 97.00. 97.15. 97.30. 97.45. 98.00. 98.15. 98.30. 98.45. 99.00. 99.15. 99.30. 99.45. 100.00. 100.15. 100.30. 100.45. 101.00. 101.15. 101.30. 101.45. 102.00. 102.15. 102.30. 102.45. 103.00. 103.15. 103.30. 103.45. 104.00. 104.15. 104.30. 104.45. 105.00. 105.15. 105.30. 105.45. 106.00. 106.15. 106.30. 106.45. 107.00. 107.15. 107.30. 107.45. 108.00. 108.15. 108.30. 108.45. 109.00. 109.15. 109.30. 109.45. 110.00. 110.15. 110.30. 110.45. 111.00. 111.15. 111.30. 111.45. 112.00. 112.15. 112.30. 112.45. 113.00. 113.15. 113.30. 113.45. 114.00. 114.15. 114.30. 114.45. 115.00. 115.15. 115.30. 115.45. 116.00. 116.15. 116.30. 116.45. 117.00. 117.15. 117.30. 117.45. 118.00. 118.15. 118.30. 118.45. 119.00. 119.15. 119.30. 119.45. 120.00. 120.15. 120.30. 120.45. 121.00. 121.15. 121.30. 121.45. 122.00. 122.15. 122.30. 122.45. 123.00. 123.15. 123.30. 123.45. 124.00. 124.15. 124.30. 124.45. 125.00. 125.15. 125.30. 125.45. 126.00. 126.15. 126.30. 126.45. 127.00. 127.15. 127.30. 127.45. 128.00. 128.15. 128.30. 128.45. 129.00. 129.15. 129.30. 129.45. 130.00. 130.15. 130.30. 130.45. 131.00. 131.15. 131.30. 131.45. 132.00. 132.15. 132.30. 132.45. 133.00. 133.15. 133.30. 133.45. 134.00. 134.15. 134.30. 134.45. 135.00. 135.15. 135.30. 135.45. 136.00. 136.15. 136.30. 136.45. 137.00. 137.15. 137.30. 137.45. 138.00. 138.15. 138.30. 138.45. 139.00. 139.15. 139.30. 139.45. 140.00. 140.15. 140.30. 140.45. 141.00. 141.15. 141.30. 141.45. 142.00. 142.15. 142.30. 142.45. 143.00. 143.15. 143.30. 143.45. 144.00. 144.15. 144.30. 144.45. 145.00. 145.15. 145.30. 145.45. 146.00. 146.15. 146.30. 146.45. 147.00. 147.15. 147.30. 147.45. 148.00. 148.15. 148.30. 148.45. 149.00. 149.15. 149.30. 149.45. 150.00. 150.15. 150.30. 150.45. 151.00. 151.15. 151.30. 151.45. 152.00. 15

Sinclair
la soci

ère, président des théâtres de l'Opéra de Paris, 28.00 *Journal*, 28.25 *Mémo* et *Table* vers, 28.35 *Chénier*; *Danton* et *W*
Film franco-polonais d'Andrézej Wajda
(1952), Avec Gérard Depardieu, Wojciech
ciech Frasznicki, Anna Awaro, Roman
Blancie. De novembre 1793 à avril
1794, les derniers mois de la vie de
Danton, tribun populaire qui a voulu
s'opposer à la Terreur instaurée par
Robespierre et la Comité de salut
public, 22.50 *Magnésie*; *Chénier* et
che. Les films dans les salles, 22.50
23.00 *Chénier*; *Albi*, brigade spéciale
Film américain de Blair Edwards
(1961), Avec Glenn Ford, Lee Remick,

Robespierre et le Comité de salut public. 22-50 Maximes : Côté d'homme.

Robespierre et la Comité de salut public, pp. 22-30. Magazine : C'est dimanche... Les films dans les salles : 23,00 Chénier à ARS, répète ses débuts ; 23,00 L'opéra de la Bastille ; 23,00 Le grand Edward (1961), Avec Glenn Ford, Lee Remick, Stefania Povera. Une jeune femme, coïssière dans une banque de San-Francisco, est menacée par un criminel qui veut la forcer à détourner 100.000 dollars. Un inspecteur du FBI le protège secrètement. Suspense particulièrement accrochant. Cette œuvre, peu connue de Blaise Edouard, 1.00 Journal, 1.05 Météo, 1.28 Concert. Fantaisie sur le Traviata, de Verdi, et Suite en ré, de Bach, par le Simple Symphony.

peu connue, est d'un ton insolite dans la carrière de Blake Edwards. 1.06 Journal. 1.05 Métro. 1.28 Concert. Fantaisie sur la Traviata, de Verdi, et Suite en ré, de Bach, par le Simple Symphony.

A2

A 2

8.30 Magazine : Clichés-mots. Présenté par Jean-Louis Trintignant et Bibou. Le monde dans le tricoté ; Bogue ; Mimi cracra ; Alex ; Qui dit Flumpe ! Les fabules d'Europe. 9.00 Comixte l'Italien.

9.15 Émissions françaises. 9.30 Orthodoxie. 10.00 Frontière protestante.

10.15 Journal de la nuit de France.

11.00 Meuse, en la chapelle d'ATD Quart-monde à Nancy-Grand.

12.05 Spectacle : Il était une fois le cinéma. Les meilleurs moments des cinquante années du cinéma (2 parties).

13.00 Journal et météo. 13.30 L'été. Printemps de choc. Boum ! 14.10 Documentaire : La planète des animaux. Dr Simon Trevor. 2. Le triomphe des mangroves. 15.00 Magazine : Sports édités.

16.00 Journal et météo. 17.30 L'été. Marnande-Pun). A chacun son Tour, de Jacques Chancel ; Rugby : Australiens britanniques. 18.10 Story : Papa

France

FRANCIS. 20-36 L'Europe et l'Afrique.
France. 19-38 Sûreté - Les plus
sérieuses. Attention, un fou peut en
tuer un autre. 20-60 Journal de la
Métropole. 20-35 Télévision à l'étranger et la
schématiser 22 De Heinz Schik, avec
de l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark,
la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne,
le Portugal, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie,
la Belgique, la Grèce, la Turquie, etc.
Le professeur raconte l'assassin.
22-65 Magazines : Mosaïque au cœur.
D'Eve Ruggieri. Liberté, égalité, fraternité
des musiques. Émission en direct de
la salle des Congrès du Parlement au
Palais National. 23-35 La nuit de la
Météo. 23-35 Séances secondaires. Beatrix
Rock, coïncide. 23-35 Le journal de la
Tour de France (rediff.).

FFR 3

20-36 La méthode Victor.
De 9.45 à 10.30 Amusez-vous.
De 9.45 à 10.30 Amusez-vous.

roiles de
Motomac

rolles de la liberté à Rouen (1^{re} partie);
Motonautisme : championnat de France
de vitesse à Trévois; Athlétisme : mee-
ting européen de Dijon; Les Jeux de

Audience TV du 6

Audiences instantanées, France entière 1 point =

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1
19 h 22	37,3	Surcouf : 18,1
19 h 46	41,1	Rome 96 : 18,1

22 h 8	50.6	Series w 16.
22 h 44	24.0	And M 8.

Population instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37,3	Santa-Barbara 18,0	Actual. région. 6,2	Actual. région. 7,6	Top 80 0,8	Supercopier 3,1	Pattes croisées 1,6
19 h 46	41,1	Race fortime 19,7	Tour de France 9,5	19-20 Info 6,6	Top 80 2,0	Supercopier 3,2	Cher André III 2,1
20 h 16	50,1	Journal 18,4	Journal 13,9	La Classe 6,9	AIR 1 A 0 1-4	Journal 3,5	M ^{me} est nerve 5,3
20 h 56	54,5	Soirée femmes 15,3	All Stars 20,5	Rapport global 4,9	Football 3,4	Le réseau 9,6	Néonix famille 1,2
22 h 8	50,6	Soirée femmes 16,7	All Stars 13,2	Océaniques 2,0	Football 4,1	Le réseau 12,1	Néonix famille 2,5
22 h 44	24,0	Art Muséum 5,4	Édit. spéciale 5,0	Océaniques 1-3	Punkin rose 1-4	Deux films 6,0	Théâtre 1,9

QUE FAIRE AVE
DU SANS LE BAC

36.15
LE TUD I ANNI

CHERO
CEPTIONNEL
EXFRANCE

1982 - 25
de l'Union

PHILATELIST

DE COMPLET

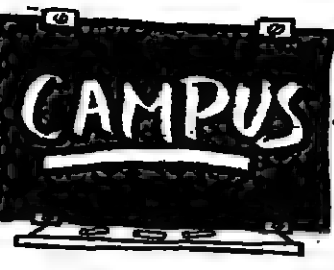
INDEVENT SPEC DE MARIA

DU MONTEUR

VOYAG

خدمات الأخبار

Informations « services »



Sur les traces de Franklin

C'est sous le regard bienveillant d'un grand esprit du XVIII^e siècle, symbole de l'amitié franco-américaine, que vingt-deux étudiants américains et canadiens ont entrepris de se familiariser avec la Communauté européenne. Le programme « Benjamin-Franklin » organisé par l'Institut d'études politiques de Paris, l'Ecole centrale et HEC, est une formation en langue anglaise centrée sur « les enjeux stratégiques européens en l'an 2000 ». Des jeunes provenant de grandes universités nord-américaines sont réunis à Paris jusqu'au 21 juillet pour la première session de ce programme de rapprochement.

« Il s'agit de faire connaître aux étudiants l'économie de l'Europe, son identité et sa culture, en étant le moins hexagonal possible », souligne M^{me} Françoise Sauvage, chargée des relations avec l'étranger à l'IEP. L'opération, soutenue par plusieurs grandes entreprises, parmi lesquelles Arianeespace, IBM ou le Crédit lyonnais, propose aux jeunes gens des cours de méthodes, des études de cas et une initiation aux aspects juridiques des règlements communautaires. Les étudiants suivront des conférences sur les « grandes réussites » européennes en matière d'aérospatiale, d'informatique et de télécommunications. Tous devront rédiger un rapport final et certains resteront en stage plus ou moins prolongé dans une entreprise « marraine ».

L'opération doit permettre aux entreprises de rencontrer les étudiants qui seront les managers ou les spécialistes de la technologie de demain. Elle intéresse aussi les grandes écoles qui en attendent une confirmation de leur notoriété dans les universités nord-américaines. « Cela nous a permis de mettre au point un programme en commun, explique aussi M^{me} Sauvage, et de créer une unité en réfléchissant à nos philosophies respectives. »

Cocteau à Montpellier

Un Fonds Jean-Cocteau vient d'être créé à l'université Paul-Valéry de Montpellier, grâce à une donation effectuée par Edouard Dermot, légataire universel du poète, et par d'autres personnes (Lucien Clergue, Annie Guédras, Pascale Honegger, Jean Marais...).

(Renseignements : Pierre Cabreque, directeur du centre d'études littéraires françaises du XIX^e siècle, université Paul-Valéry, route de Mende, boîte postale 5043, 34032 Montpellier Cedex. Tél. : 07-63-97-10.)

La recherche dans les grandes écoles

Les éditions Mediathor, qui publient déjà l'Annuaire des grandes écoles, fait paraître, sous l'égide de la Conférence des grandes écoles, un Guide de la recherche dans les grandes écoles : formations de troisième cycle, activités des laboratoires, vocation, accords de coopération internationale...

(Editions Mediathor, 7, Impasse des Chevaliers, 75020 Paris. Tél. : 46-36-58-80 ou 46-36-88-88, 317 pages, 1 200 F.)

Anglais commercial

L'université de Valenciennes, qui a créé un diplôme européen de management international (DEMI) avec la Polytechnique de Portsmouth (G-8), organise du 18 au 29 septembre des séminaires intensifs d'anglais ; deux stages sont proposés, d'une durée de 30 heures ou 60 heures. L'université peut également assurer le logement.

(Inscriptions et renseignements : université de Valenciennes (DEMI), Tél. : 27-42-41-00, poste 1158. Télécopie : 27-28-68-88.)

Rendez-vous le 4 septembre

Interrompue pendant les vacances, la rubrique quotidienne « Campus » reprendra le lundi 4 septembre (le Monde du 5 septembre).

PHILATÉLIE

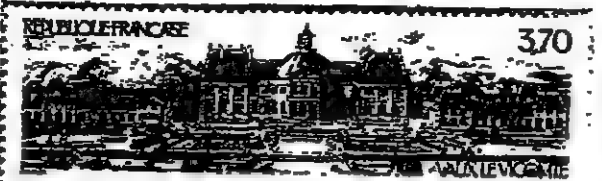
Vaux-le-Vicomte

Le poste mettra en vente générale, le lundi 17 juillet, un timbre à 3,70 F représentant le château de Vaux-le-Vicomte.

Régulièrement, depuis l'émission du timbre *Charleval-Médailles*, en 1983, la poste adopte ce format panoramique dont bénéficie, cette année, le château de Vaux-le-

Le timbre, au format horizontal 80x26 millimètres est dessiné et gravé par Jacques Gauthier et imprimé en taille-douce en feuilles de vingt.

* Vente anticipée les 14, 15 et 16 juillet, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au château de Vaux-le-Vicomte (Seine-et-Marne). Sur place,



Vicomte, construit de 1657 à 1661 grâce à la fortune du surintendant des finances Nicolas Fouquet. Œuvre commune de l'architecte Louis Le Van (honoris par un timbre émis le 14 février 1970, où Vaux-le-Vicomte apparaît en arrière-plan), du peintre Charles Le Brun (une *Etude de femme à genoux* est parue le 28 avril 1973) et du jardinier André Le Nôtre (timbre émis le 16 juin 1959, portrait sur fond de ses jardins de Versailles), le château de Vaux-le-Vicomte marque une date importante dans l'histoire de l'art français. Ces timbres artistiques contribueront à la construction de Versailles.

La Société nationale de philatélie organise une exposition philatéliques. Pour faciliter l'accès au château, un service d'autobus assurera la liaison gare de Melun-Vaux-le-Vicomte toutes les heures. Vente anticipée le 15 juillet, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Melun (Seine-et-Marne).

* Souvenirs philatéliques : M. Sarrag, 30 bis, rue de Général-de-Gaulle, 77000 Melun.

(Lire également, page 14, « Le timbre philatélique au rendez-vous de la Porte de Versailles ».)

Rubrique réalisée par la rédaction de *Monde des philatélistes*, 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 47-47-93-08.

En filigrane

« Le Monde des philatélistes » et *Philatex France* 88. — A l'occasion du Mondial de philatélie, Philatex France 89, qui se déroule à la porte de Versailles, à Paris, jusqu'au lundi 17 juillet, le Monde des philatélistes sort un numéro spécial, véritable guide pratique de l'exposition avec plan, comprenant cent sobriquets-débutants, un record dans l'histoire du mensuel, il comporte un cahier séparé consacré à tous les timbres de France connus sous le nom de « Marianne », une brochure complète, couverture comprise, à faire soi-même sur le Marianne de Cocteau, dont on fête cette année le centenaire de la naissance ; un grand concours de la Poste, qui met en jeu un voyage aux Etats-Unis pour deux personnes ; un jeu d'études révolutionnaires bien sûr (le Monde des philatélistes, en vente en kiosque, 25 F).

* Ventes. — Monaco Collection (2, avenue Henry-Dunant, Monte-Carlo) propose une exceptionnelle vente sur offres d'outre-mer, par pays complets en quarante volumes. Clôture le 16 juillet.

Soluphil (5, rue du Helder, 75009 Paris) a édité quatre catalogues pour ses ventes sur offres de France, Grande-Bretagne, Grèce et Luxembourg.

Sélection de classiques de France, exceptionnelle. Extrait ensemble des deux premiers timbres de Grande-Bretagne seulement (190 lots). Clôture le 17 juillet.

Georges Leroze (Saint-André-le-Château, BP 69, 69700 Givors) met en couverture de son catalogue de vente sur offre un bloc de quatre du *Peynet* à 2,20 F — mais ici sans valeur faciale imprimée — émis en 1985 par erreur. Prix de départ : 500 000 F Clôture le 18 juillet.

Deux ventes à prix nets, enfin. La Poste aux lettres (17, faubourg Montmartre, 75009 Paris) dispense près de mille lots, lettres anciennes classées par départements et Darnest (19, rue Drouot, 75009 Paris) qui propose autographes et documents de bonne tenue. A noter par exemple des lettres signées Napoléon (de 3 000 F à 8 500 F selon nature du document). Plus de mille trois cents lots ayant plus ou moins trait à la Révolution.

Seront présents à Philatex France : Demarest (stand 287-288), Leroze (stand M, allée 3), Monaco Collections (stand 291-292) et Soluphil (stand 155-156).

BIBLIOGRAPHIE

« La France à voie étroite »

Marc Deliström est un fin des trains. Depuis trente ans, il passe son temps à la photographie. Après *Vapeurs SNCF, années 60* et son récent *Vapeurs en Espagne*, il publie, cette fois, *La France à voie étroite*. Comme ses livres précédents, celui-ci est un recueil de courts textes et surtout de trois cent cinquante photos en noir et blanc et soixante-cinq en couleurs prises au cours de ces trente dernières années sur les lignes secondaires françaises à voie étroite.

Féti, il n'en reste plus que quelques centaines de kilomètres en exploitation régulière et, la plupart du temps, précieuse en Provence (Nice-Digne), en Corse, dans la région de Roumoult (Lorient-Cher), dans les Pyrénées et dans les Alpes où existent également trois lignes à crémaillère. C'est dire que ces documents — dont certains ont été prêts par des collectionneurs — sont sur le point de devenir des photos-souvenirs. A ne pas manquer...

J.-C. R.

Dans les années 30, ces réseaux totalisaient plus de 22 000 kilomètres. Aujourd'hui, hormis quelques lignes touristiques qui s'activent pendant

* *La France à voie étroite*, de Marc Deliström, édité par l'auteur, BP 12, 95130 Fismesville, 230 pages, 298 F.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE SAMEDI 8 JUILLET

Corbeil, 14 heures : photographies, livres ; Enghien, 14 heures : mobilier, tableaux ; Rambouillet, 21 heures : tableaux modernes, bronzes.

DIMANCHE 9 JUILLET

La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux, sculptures modernes ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes ; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux modernes ; Sens, 14 h 30 : tableaux modernes.

PLUS LOIN SAMEDI 8 JUILLET

Argentan, 15 heures : véhicules, modèles réduits ; Caudebec, 14 h 30 : livres, gravures ; Lorient, 14 h 30 : livres ; Lyon (rue du Professeur-Painlevé), 14 h 30 : Extrême-Orient ; Marseille (Fond), 9 heures et 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Marseille-Castellane, 14 h 30 : dessins, tableaux ; Pau, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Pau, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

DIMANCHE 9 JUILLET

Ales, 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Arles, 14 heures : tableaux modernes ; Aubagne, 14 h 30 : tableaux modernes ; Avignon, 14 h 30 : art d'Asie ; Carcassonne, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Clermont, 14 heures : objets d'art, mobilier ; Combs-sur-Lignon, 14 h 30 : mobilier, Extrême-Orient ; Dax, 15 heures : tableaux, mobilier ; Fécamp, 14 h 15 : objets d'art, mobilier ; Gien, 14 h 30 : tableaux ; Mayenne, 14 heures : dessins, mobilier ; Montluçon, 14 heures : art nouveau, art déco ; Sainte-Affrique, 14 h 15 : tableaux, mobilier ; Sceaux-en-Auxois, 14 h 30 : tableaux modernes ; Solesmes, 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Sully, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Château-Léon), 14 heures : mobilier, objets d'art ; Versailles-Ramée, 14 heures : tableaux modernes.

FOIRES ET SALONS

Narbonne (11), Evreux (27), Thiers (63), Brie-Comte-Robert (77), Cognac (63), Châtenay-Malabry (92), Saint-Amand-Val (51).

Le Carnet du Monde

Mariages

— Nicole BEAUVILLAIN et Pierre SALINGER

sont très heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, à Londres, le 17 juin 1989.

39 Lennox Gardens, Londres SW 1, 50, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

Décès

— Marc Deschamps, professeur honoraire du lycée Turgot, docteur en sciences, annonce le décès de son épouse,

M^{me} Claudine DESCHAMPS, à l'âge de cinquante-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu le 24 juin 1989, au cimetière de Villenoble.

75, rue de Neuilly, 93250 Villenoble.

— M. et M^{me} Philippe de Lacoste Laroymondie, ses enfants,

Ses petits-enfants, Ses neveux et nièces, Ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} René de LACOSTE LAREYMONDIE, née Jacqueline Bailly,

survenue le 4 juillet 1989, à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 10 juillet 1989, à 8 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7^e, métro Bac.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Jean-Marie Lécuyer, Le Père Jean Lécuyer, Le docteur Bernadette Lécuyer, M. et M^{me} Christian et Christiane Lécuyer,

Les familles Marchand, Pallard, Balvo, Bergeron, Benon, Sloman, Samois, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie LÉCUYER, née Jacqueline Marchand,

survenue dans la paix de Dieu, à son domicile.

domicile, à Bourras-Mérignac (Charente), le 29 juin 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Pierre de Mérignac, le 1^{er} juillet.

Bourras, 16200 Jarnac.

— M^{me} Jean-Henry Sainsard, son épouse, Corinne et Jean-Marc Sainsard, ses enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Henry SAINSARD, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de l'Aéronautique, croix de guerre 1939-1945.

Le service religieux sera célébré le mardi 11 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Ambroise, 71, boulevard Voltaire, Paris-11^e, métro Saint-Ambroise, sa paroisse, où l'on se réunira.

147, rue Oberkampf, 75011 Paris.

— M^{me} Sylvain Ullern, M^{me} Valentine Duramp, M. et M^{me} Stéphane Ullern, M. et M^{me} Francis Boreau, Ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Sylvain ULLERN,

survenue le 5 juillet à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Berville-sur-Mer, le samedi 8 juillet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Il y a trois ans

M. Alain ZERAH nous quitte.

Son épouse, Ses enfants, Sa famille, Ses amis,

se réuniront lundi 10 juillet, à 19 heures, au Centre communautaire, 17, avenue Paul-Langeron, à Fontenay-aux-Roses, pour les prières prononcées en sa mémoire.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HONNEUR : Ministère de la défense. — Est nommé chevalier : M. Raphaël Martinez, chef de bataillon, tué dans l'accomplissement de son devoir le 28 avril 1989.

— LÉGION D'HON

Économie

SOMMAIRE

■ Investissant désormais l'Europe, les Japonais souhaitent faire connaître leur culture (lire page 26).
■ Deux nouveaux mariages sont

annoncés entre sociétés mondiales d'audit et de conseil aux entreprises (lire ci-dessous).
■ Le gouvernement de la RFA a adopté, pour 1990 un budget

expansionniste (lire page 25).
■ Deux sociétés de Bourse françaises sont achetées par des établissements financiers étrangers (lire page 28).

« L'Europe technologique, industrielle et commerciale », selon le X^e Plan

Le rapport Riboud préconise un accroissement de 5 milliards de francs des aides à la recherche industrielle

Baisse des résultats de la poste en 1988

La poste a enregistré en 1988, pour la troisième année consécutive, des bénéfices et a réduit son endettement, mais ses résultats ont été affectés par les mouvements sociaux de la fin de 1988 et par la baisse des profits de la Caisse d'épargne.

Avec un chiffre d'affaires de 63,7 milliards de francs, la poste a réalisé un bénéfice de 1,2 milliard de francs, soit moins élevé que l'année précédente (2,5 milliards), et une marge brute d'autofinancement de 4,1 milliards, ce qui lui a permis de réduire son endettement de 39,3 à 38,1 milliards de francs.

« Une évolution préoccupante »

Si la situation du courrier s'est améliorée, avec une hausse de 4,4 % des recettes due pour l'essentiel au succès des nouveaux services accélérés (Chronopost + 110 % et Posteclair + 80 %), les résultats ont pâti des difficultés de la Caisse d'épargne, dont la marge brute a diminué de 1,1 milliard par rapport à l'an dernier.

Bien que les dépôts sur les livrets A et B aient continué de progresser de 4 %, le taux de rendement du portefeuille géré par la Caisse des dépôts et consignations a sensiblement fléchi.

Une « évolution préoccupante », note la direction générale, car elle devrait s'amplifier au cours des exercices à venir.

■ Le seuil de déclenchement des OPA est maintenu à 30 % en Grande-Bretagne. — La Takeover Panel, office de supervision des prises de contrôle et des fusions à la Bourse de Londres, a annoncé que le seuil de lancement d'une OPA serait maintenu à 30 %. Toute firme acquérant un tel pourcentage ou plus des droits de vote d'une autre société est tenue de lancer une offre de rachat formelle. Cette décision va à l'encontre de la demande du patronat britannique qui souhaitait abaisser ce seuil pour permettre aux firmes opéables de mieux se protéger.

Les rapprochements Touche Ross-Deloitte Haskins et Arthur Andersen-Price Waterhouse

Les concentrations s'accroissent parmi les sociétés d'audit

Les « big eight », ces fameux cabinets mondiaux d'audit et de conseil, pourraient bientôt ne plus être que cinq. Après Ernst and Young et Arthur Andersen, annoncés en mai, a été définitivement acceptée par les associés le 29 juin, c'est aujourd'hui Touche Ross qui se fiance avec Deloitte Haskins and Sells, et Arthur Andersen qui souhaite se rapprocher de Price Waterhouse.

La constitution de Ernst and Young a eu l'effet d'un électrochoc dans ce petit monde des grands de l'audit : « Nous nous sentions assez forts et ne recherchions pas

industriels, les concentrations sont devenues une nécessité pour ces professionnels du service.

Ne serait-ce que pour être à même d'offrir un réseau international à des entreprises qui, elles-mêmes, se mondialisent. Mais aussi pour proposer une palette de services : audit, certes, mais aussi conseil en management, en informatique, en fiscalité. Enfin, pour mettre en commun les efforts d'investissement : qu'il s'agisse de la mise au point d'une nouvelle méthodologie d'audit dont le coût avoisinerait une centaine de millions de dollars (plus de 650 millions de francs), du développement de logiciels d'aide à la décision, ou de banques de données nécessaires pour recenser les législations pro-

Les choses devraient mettre plus de temps à se concrétiser pour Arthur Andersen et Price Waterhouse. Les deux sociétés n'ont en effet pour l'instant signé qu'un accord pour mener des études « exploratoires », en vue d'un éventuel rapprochement. A l'issue de cet examen, qui devrait durer deux mois, les sociétés décideront, ou non, d'aller plus loin, c'est-à-dire de soumettre la décision de fusion aux associés des deux réseaux, ce qui nécessiterait environ deux mois supplémentaires.

La complémentarité entre leurs activités semble avoir plaidé en faveur du rapprochement. Arthur Andersen, qui réalise 40 % de son chiffre d'affaires (2,8 milliards de dollars en 1988) dans le conseil en informatique, est en revanche un « petit » de l'audit. A la différence de Price Waterhouse (2,2 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1988), qui s'est davantage consacré à l'audit pour les grandes entreprises et au conseil fiscal. Cette spécialisation est flagrante en France, où Befec, l'antenne française de Price Waterhouse, est le numéro un de l'audit comptable, mais n'a qu'une activité extrêmement modeste dans le conseil en informatique.

Si ces deux mariages étaient célébrés, Arthur Andersen-Price Waterhouse passerait en tête du classement des sociétés d'audit et de conseil, suivi de Ernst and Young, KPMG, Deloitte-Ross-Touche, Coopers and Lybrand, le dernier célibataire des Big Eight, arrive désormais seul, et loin derrière, en cinquième position.

ANNIE KAHN.

Cinq « poids lourds » pourraient succéder aux « Big Eight »

Eléments 1988 (en millions de dollars)	Effectifs
Arthur Andersen Price Waterhouse	5 038 34 453
Ernst and Young	4 244 68 600
KPMG	3 900 62 500
Deloitte Haskins and Sells Touche Ross	3 761 64 030
Coopers and Lybrand	2 600 47 000

* Source : International Accounting Bulletin.

d'alliance internationale, commente M. Jacques Manard, président de BDA Touche Ross ; mais quand certains ont décidé de changer les règles du jeu et qu'il était clair que d'autres allaient suivre, alors nous avons décidé de faire de même pour rester dans la tranchée des leaders. » Même analyse de la part d'un des partenaires de l'autre nouveau couple, M. Jean Raffegosa, président de Befec, membre de Price Waterhouse : « Cette annonce est une manière de répondre à la formation de Ernst and Young, qui ne pouvait laisser indifférents les autres cabinets. » Tout comme pour leurs clients

pres à chaque type d'entreprise et à chaque pays.

La complémentarité géographique a été l'un des facteurs déterminants du rapprochement entre Touche Ross et Deloitte. Le premier est bien implanté en Europe continentale et au Japon, alors que les pays anglo-saxons constituent le point fort du second. Le nouveau nom choisi pour le cabinet — Deloitte-Ross-Touche, — qui associe le nom du partenaire japonais de Touche Ross, montre aussi la volonté de se donner une image réellement internationale.

Si au plan mondial, les deux partenaires ont une taille pratiquement équivalente (un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de dollars en 1988 réalisé avec trente-trois mille personnes pour Touche Ross, et un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de dollars réalisé avec 33 000 personnes pour son futur partenaire), il n'en est pas de même en France, où BDA Touche Ross emploie 700 personnes contre 330 personnes pour les deux alliés de DHS : Montague Payer et Associés, et Parer. Si les associés des deux groupes se prononçaient pour la fusion, celle-ci devrait être effective avant le 31 août.

L'information des consommateurs

L'assurance plus sûre

Comment bien choisir l'assurance de sa voiture ou sa multirisque habitation ? Un pas vient d'être franchi pour une meilleure information du consommateur. Le Conseil national de la consommation, à l'unanimité (professionnels et consommateurs) a approuvé un « dispositif d'information préalable à la conclusion du contrat ». Une fiche d'information, personnalisée, sera remise au client, et les prix indiqués seront garantis trente jours. Cette fiche sera remise au client qui en fera la demande.

C'est tout à fait satisfaisant pour les consommateurs très attentifs qui prennent la peine de faire une étude comparative des contrats offerts sur le marché. Beaucoup de consommateurs, cependant, vont au plus simple ou au plus pressé : soit ils reconquissent simplement, au moment de l'achat d'une nouvelle voiture ou

d'un déménagement, le contrat qui les fait à leur assureur, soit ils s'informent auprès d'un proche de l'adresse de son assureur. Pourquoi diable les professionnels et les consommateurs n'ont-ils pas opté pour la remise systématique de cette fiche personnalisée au consommateur, sans si celui-ci la jugeait inutile ? Il s'agit là sans doute d'une étape ultérieure dans la volonté de leurs clients de la part des compagnies d'assurance.

En revanche, la nouvelle décision ne sera que de peu d'effet pour le démarchage à domicile, les deux types de contrats visés par l'accord (automobile et multirisque) étant non seulement obligatoires, mais des produits anciens, dont la rentabilité est limitée et qui font donc peu l'objet de démarchage à domicile.

JOSÉE DOYÈRE.

Sécheresse

La FNSEA souhaite une concertation pour gérer la distribution de l'eau

M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a souhaité, jeudi 6 juillet, la tenue d'une « réunion de plus haut niveau pour mettre en place la gestion de l'eau pour l'alimentation humaine et l'activité économique ». Visant une exploitation agricole de Haute-Vienne touchée par la sécheresse, M. Lacombe a déclaré : « Il faut cibler les mesures d'aides dans les prochaines semaines, les

réserves d'hiver pour le bétail sont largement entamées. » Il demande la distribution de céréales communautaires ainsi qu'un allègement des annuités d'emprunt, des charges sociales et des charges fiscales des agriculteurs. « Il faut mettre en place de nouvelles réserves pour assurer un minimum de sécurité à l'irrigation, afin de ne pas subir année après année la catastrophe de la sécheresse », a-t-il conclu.

Les rapports se suivent et se ressemblent. Après celui présenté par M. Roger Faurox, ministre de l'Industrie (le Monde du jeudi 6 juillet), voici celui écrit pour le X^e Plan par M. Antoine Riboud et qui devait être rendu public par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, jeudi. Conclusion identique : à l'horizon de 1993, face à ses concurrents, l'industrie française souffre de nombreux handicaps. M. Riboud les résume : « La détérioration de nos échanges industriels montre que notre spécialisation sectorielle et géographique est peu adaptée et que notre compétitivité hors prix (qualité, innovation, dynamisme commercial...) est insuffisante. Le manque de fonds (...) réside dans l'insuffisance quantitative et souvent qualitative des investissements matériels et immatériels. »

Pourt-on y remédier ? Oui, selon M. Riboud. Le retrait libéral de l'Etat et l'amélioration de l'environnement fiscal et social des entreprises ne suffisent pas : « Les grands pays industriels ont soutenu massivement les mutations de leur industrie. » Et de citer des chiffres : les aides à l'investissement en RFA atteignent 10 milliards de francs, les PME reçoivent des aides qui équivalent à l'augmentation des fonds propres des PMI françaises de 1979 à 1985 ; en Italie, les prêts bonifiés représentent plus de 40 milliards de francs ; aux Etats-Unis, le gouvernement fédéral finance le tiers des dépenses de recherche.

Les entreprises françaises, de leur côté, ont « souffert de dispositifs d'appui trop faibles et trop complexes ». Il faut donc, souligne le rapport, « en finir avec le maquis des aides et dégager une perspective globale à l'horizon de 1992. (...) Les normes budgétaires fixées par les pouvoirs publics, les clivages interministériels, la connaissance parfois incertaine des enjeux réels, combinent aujourd'hui leurs effets

pour que les décisions finales de l'Etat soient rendues au terme d'un processus apparemment peu clair, particulièrement au regard de leurs effets sur le commerce extérieur. » Il faut donc améliorer l'efficacité des aides, en évitant les surpouvoirs et en versant les crédits aux formes réellement dynamiques et non pas toujours aux mêmes abonnées des coloris ministériels, souligne le rapport. Mais il faut aussi, en matière de recherche-développement, « engager un effort quantitatif supplémentaire (...) pour nous ramener au niveau de la RFA », effort évalué « au minimum » à 5 milliards de francs par an.

L'autre volet du rapport s'adresse aux entreprises, en soulignant qu'elles ont besoin d'élargir leur horizon. Il leur faut voir loin pour « aller vers de nouvelles ouvertures » et mettre en place des organisations du travail « qualitatives », pour analyser les marchés et les technologies (à ce propos, un dispositif national de « veille » serait bienvenu) et pour investir mieux. En clair, le Plan leur souligne l'ardente obligation de... planifier.

(Tous ces rapports vont apporter des éléments à M. Roger Faurox dans ses négociations législatives avec les finances. Pour réduire les crédits du ministère de l'Industrie, les fonctionnaires du budget soulignent que l'Etat direct, sectoriel ou industriel, est inefficace et qu'il vaut mieux assouplir l'environnement des entreprises, notamment fiscal : un franc de moins d'impôt pour toutes les entreprises vaut mieux qu'un franc d'aide pour une seule, disent les partisans d'une « politique de l'offre ». Les débats présidentiels ces jours-ci disent le contraire : les autres pays n'ont pas d'aides aussi massives que la France en a données au-dessus du niveau allemand, italien ou même américain. — E. L. B.]

Coup dur pour l'industrie vétérinaire

Bruxelles opposé à la commercialisation de la somatotropine

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne s'apprête à proposer aux Douze de diffuser d'un an ou deux la décision d'autoriser ou, au contraire, d'interdire la commercialisation de la somatotropine bovine (BST), une hormone de croissance qui permet d'accroître de façon significative le rendement des vaches laitières. C'est, en tout cas, le comportement de prudence que l'invite à adopter le rapport des services de M. Ray Marchant, le commissaire chargé des affaires agricoles.

L'industrie pharmaceutique, qui attend le feu vert des autorités communautaires, accueillera, selon toute probabilité, avec mauvaise humeur ce second coup dur, qu'elle estimera sans fondement scientifique. Dans un passé récent, elle a déjà refusé comme injustifiée la décision de la Commission d'interdire la commercialisation des bovins traités aux anabolisants.

De fait, les investigations des experts bruxellois ne les ont pas conduits à découvrir que l'usage de la BST pouvait avoir des conséquences nuisibles sur la santé des consommateurs. Mais il y a des doutes quant aux effets sur la phy-

siologie des animaux, ainsi que sur la qualité du lait et de la viande provenant de bêtes traitées à la BST. Le rapport conclut que, dans ces conditions, il est préférable, avant de se prononcer, d'attendre le résultat d'études scientifiques plus approfondies qui sont en cours et qui devraient être disponibles vers la fin de l'année.

Mais les experts bruxellois prennent également en compte l'aspect socio-politique du dossier. Ils constatent que l'usage d'une hormone favorisant les hauts rendements bénéficierait surtout aux grosses exploitations et, de surcroît, tournerait le dos aux orientations actuelles de la politique agricole commune, l'accent étant mis davantage aujourd'hui que dans le passé sur la qualité, l'extensification et le caractère naturel des produits. Surtout, ils soulignent que les organisations de consommateurs sont franchement hostiles à la commercialisation de la BST et demandent un contraire son interdiction absolue, position qui est appuyée par le commerce de détail.

« Dans ces conditions, l'usage de la BST aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble de l'industrie agro-alimentaire », écrivent les spécialistes bruxellois.

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE PREFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile,
sous-direction de la prévention
Installations classées pour la protection de l'environnement

La société FONCIERE DES CHAMPS-ÉLYSÉES PROMOTION, dont le siège social est à la Tour Montparnasse, 33, avenue du Maine à Paris 15^e, a présenté au préfet de police une demande à l'effet d'obtenir l'autorisation de créer un parc de stationnement de 23 370 m² dans l'enceinte de l'hôpital Cochin à Paris 14^e, boulevard de Port-Royal, rue de la Santé.

Cet ouvrage fait partie du projet de restructuration lancé par l'Assistance publique visant à réaliser un programme de bureaux, logements, ainsi que de résidences hôtelières et médicales.

Cette opération constituera pour l'hôpital Cochin lui-même une étape importante de sa rénovation puisque sa nouvelle entrée principale, commune avec celle du parc projeté, sera édifiée après démolition de divers bâtiments hospitaliers vétustes situés en bordure du boulevard de Port-Royal et de la rue de la Santé.

Le parc de stationnement, sur six niveaux de sous-sol, comportera 891 emplacements répartis de la façon suivante :

— 641 à usage de stationnement privé (employés et résidents) ;

— 250 à usage de stationnement public (visiteurs).

Il sera doté d'une ventilation mécanique.

INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le projet sera soumis à enquête publique du 4 septembre au 3 octobre 1989 inclus.

Toute personne qui souhaite s'informer sur ce projet ou consulter les pièces du dossier peut, pendant toute sa durée, se présenter à la mairie du 14^e arrondissement, 2, place Ferdinand-Brunot, du lundi au vendredi, de 14 à 17 heures, où seront déposés le dossier, les plans et le registre d'enquête.

M. Philippe, commissaire-enquêteur désigné par M. le président du tribunal administratif de Paris, sera chargé d'ouvrir le registre d'enquête, de réunir les observations présentées et de clore le registre à l'expiration du délai indiqué.

Il recevra aux jours et heures suivants à la mairie du 14^e arrondissement :

Lundi 4 septembre 1989 de 15 heures à 18 heures

Mardi 12 septembre 1989 de 15 heures à 18 heures

Mercredi 16 septembre 1989 de 9 heures à 12 heures

Mercredi 20 septembre 1989 de 15 heures à 18 heures

Mercredi 27 septembre 1989 de 15 heures à 18 heures

Mardi 3 octobre 1989 de 15 heures à 18 heures

P. LE PRÉFET DE POLICE
et par délégation,
le directeur de la prévention
et de la protection civile,
Marcel BURLLOT

مكتبة الأمل

Économie

ÉTRANGER

Après l'adoption du projet de budget 1990 par le gouvernement fédéral

Le ministre des finances de la RFA doit faire face à de vives critiques

FRANCFORT
correspondance

La bataille politique pour l'adoption du nouveau budget qui doit être examinée par le Parlement à la rentrée est loin d'être terminée. La perspective des prochaines élections en RFA rendait certes délicate la tâche du nouveau ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU). Mais l'ampleur des critiques, certaines provenant de membres de la coalition gouvernementale, après l'examen, mercredi 5 juillet, du nouveau projet de budget pour 1990 par le cabinet, a quand même dû laisser songer le chef de la CSU.

A l'issue de cette session qui a duré toute la journée, M. Waigel a affirmé que son budget répondait à l'attente du gouvernement et limitait la hausse des dépenses à la croissance du PIB. Il se traduit par un déficit net de 33,7 milliards de DM soit 6 milliards de francs (21 % de plus qu'en 1989). Ce déficit qui devra être financé par des emprunts directs s'explique en partie par la mise en place de la troisième étape de la réforme fiscale à partir de janvier 1990 dont le coût est estimé à 30 milliards de DM. Les revenus de l'impôt, malgré les allègements fiscaux prévus, continueront à progresser plus vite que prévu grâce à une conjoncture favorable et à un taux de croissance soutenu. Cela permettra de réduire progressivement ce déficit d'ici à 1993, affirme M. Waigel, pour revenir à 25,6 milliards de marks.

Mais c'est sur le front des dépenses, en augmentation de 3,4 % par rapport à l'année fiscale en cours, avec plus de 301 milliards de DM soit 10 milliards de plus

qu'en 1989, que le nouveau ministre des finances doit faire face aux plus sévères critiques.

« Pot-pourri électoral »

Après l'accord intervenu récemment entre les partis de la coalition gouvernementale, accord qui prévoyait de contenir ces dépenses dans une marge de 3 % afin de limiter l'endettement de l'Etat, le porte-parole du FDP pour les questions budgétaires, M. Wolfgang Weng, n'a pas hésité à parler d'« irresponsabilité politique ». Les socialistes, démocrates dans l'opposition, ont également vivement critiqué le budget de M. Waigel le qualifiant de « pot-pourri électoral ». Les Verts ont annoncé le dépôt d'une « contre-proposition » lors de la session parlementaire d'automne.

Le fait est qu'à l'exception de quelques postes mineurs qui accusent un léger recul, le nouveau ministre des finances a largement « cédé » aux demandes de ses collègues notamment des secteurs « sociaux », comme l'éducation, la famille ou l'emploi. Le projet de

budget pour 1990 prévoit notamment une augmentation de 44 % des dépenses visant à lutter contre le chômage ou à recycler des chômeurs de longue durée. Avec près de 71 milliards de DM contre 65,5 en 1989, l'emploi et le social représentent ainsi le premier poste budgétaire pour les dépenses, devant le ministère de la défense dirigé aujourd'hui par le prédécesseur de M. Waigel aux finances, M. Gerhard Stoltenberg (CDU). Ce dernier avait dû se retirer à la suite du tollé provoqué par l'instauration d'un impôt sur les revenus de l'épargne en RFA qui a définitivement supprimé à partir du 1^{er} juillet. M. Stoltenberg a donc de quoi se réjouir aujourd'hui aussi bien en ce qui concerne ses propres prévisions budgétaires que celles de son successeur. Avec près de 54,5 milliards de DM, soit une augmentation de 3,3 % par rapport à l'année fiscale en cours, il obtient en effet à peu près tout ce qu'il avait demandé, notamment en ce qui concerne le financement d'un programme visant à rendre la Bundeswehr plus « attrayante ».

CH. HOLZBAUER-MADISON.

Un rapport des Nations unies

Plaidoyer pour une thérapie mieux adaptée à la crise africaine

Sortant des chemins battus, la commission des Nations unies sur l'Afrique met en cause, dans un rapport sur « l'ajustement pour la transformation », du continent, les politiques menées par les gouvernements comme une bonne part des thérapies orthodoxes recommandées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour assainir l'économie.

Le secrétaire général adjoint de l'ONU qui signe ce rapport, M. Adebayo Adedeji, en appelle à une meilleure « démocratie » en Afrique avant de souligner la responsabilité des pouvoirs publics qui ont continué de maintenir leurs crédits de défense alors que les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation diminuaient rapidement, passant en moyenne de 25,2 % à 19 % des dépenses militaires en 1986 à 19 % deux ans plus tard.

Dressant un tableau sans concession de l'Afrique, les auteurs expliquent que le FMI et la Banque mon-

diale ne tiennent pas assez compte des spécificités du continent dans leurs programmes d'ajustement économique. Le rapport dénonce des approches inadéquates : plaider pour la privatisation alors que le secteur privé est faible et vulnérable, pour une hausse des taux d'intérêt dans des Etats où les marchés financiers, rudimentaires, encouragent la spéculation plus que la production, pour la libéralisation du commerce extérieur, redoutable pour des industries embryonnaires, pour des dévaluations successives tenant mal compte d'économies dépendant de la vente de matières premières dont le cours échappe au contrôle des gouvernements. Ce rapport de difficiles réalités prend toute son importance lorsqu'on sait que, déjà faible à la fin des années 70, le revenu par habitant n'a cessé de baisser de quelque 2,6 % par an, entre 1980 et 1987. Et que, chaque jour, meurent 10 000 enfants en Afrique du fait de la malnutrition.

Des appels d'offres contestés pour un pont géant au Danemark

Copenhague menacé d'une action en Cour de justice européenne

Copenhague
de notre correspondante

Le ministre danois de la justice, M. Hans Peter Christensen, s'est rendu d'urgence à Bruxelles jeudi 6 juillet pour tenter d'arrêter à la toute dernière minute le déclenchement de la procédure que la Commission européenne s'apprete à entamer contre le Danemark devant la Cour de justice de la CEE. Il s'agit d'une affaire importante dans laquelle Copenhague a accumulé les imprudences et les maladroites, sans penser à leurs conséquences. La Commission, en effet, lui reproche d'avoir, sans tenir aucun compte de ses remarques antérieures, signé le 27 juin avec le consortium Europan Stæbeelt Group un contrat pour la construction d'une partie de la liaison routière (en l'occurrence un pont de 8 kilomètres) qui doit être établie entre les provinces de Seeland (où se trouve la capitale) et de Fionie — un projet plus que séculaire qui devrait enfin prendre forme.

L'ancien ministre allemand libéral, M. Martin Bangemann, membre de la Commission chargée du secteur des travaux publics, estime notamment que ce contrat viole sur cinq points plusieurs articles du traité de Rome et des directives de la CEE concernant les appels d'offres et les adjudications publiques. C'est en vain que, ces dernières semaines, la Commission avait demandé aux dirigeants danois d'ajourner la signature officielle du document jusqu'à ce que tout soit réglé ou corrigé. Mais le ministre danois des travaux publics, M. Oestergaard, un ancien officier qui appartient au Parti conservateur, comme le premier ministre, avait refusé obstinément, en faisant valoir très haut, devant les médias locaux, qu'il pouvait aller de l'avant : la commission ne dispose pas, disait-il, de moyens de coercition (gendarmes ou autres représentants de l'ordre) pour empêcher de mettre ses plans immédiatement à exécution et, par là, de donner ainsi le feu vert au programme de travaux prévu.

Au ministère des affaires étrangères, dont le titulaire, M. Ellemann-Jensen, est un libéral, on aurait été tout à fait opposé à ce genre d'attitude brutale, car on pense plus judicieusement que, même si la CEE est dans l'impossibilité d'employer la force pour se faire écouter, une telle attitude pourrait avoir des incidences fâcheuses pour l'avenir.

Le premier ministre, M. Schlüter, a écrit une lettre personnelle à M. Bangemann pour essayer de rattrapper la situation mais il semblerait que la Commission soit tentée de faire un exemple.

Au reste, le Danemark n'a pas que cette pénible affaire sur les bras, à Bruxelles. D'autres risquent de le mettre également dans un très grand embarras : ainsi, le gouvernement est en particulier accusé d'avoir manipulé chiffres et statistiques pour dissimuler habilement des subventions versées aux différentes entreprises du royaume pour les rendre plus compétitives.

CAMILLE OLSEN.

REPÈRES

Budget

Le déficit de l'Etat français plus élevé que prévu à la mi-89

L'exécution du budget 1989 fait apparaître début juin un déficit de 71,4 milliards de francs, soit 10,7 milliards de plus qu'il y a un an à la même date. Tels sont les chiffres contenus dans le document transmis par MM. Bérégovoy et Charasse au Parlement. La détérioration des comptes de l'Etat s'explique par une progression des dépenses plus lente que prévu (+ 3,4 % contre + 4,1 % escompté) due notamment à des retards dans les recouvrements, à des versements à la CEE et probablement — aux rentrées de TVA. Les dépenses au contraire augmentent plus vite que prévu, déjà un dixième de milliard — du fait des charges de la dette publique (1 à 2 milliards), de l'allègement de la dette des pays les plus pauvres, de

l'accord salarial de la fonction publique pour 1988-1989. Le déficit retenu fin 1989 pour 1989 est de 100,5 milliards de francs.

Conjoncture

Les Américains restent confiants

Les consommateurs américains restent confiants dans leur économie en dépit des derniers indices tendant à confirmer un ralentissement de la croissance, annonce la Conférence Board, institut patronal de recherche économique. L'indice de confiance que l'organisation publie chaque mois s'est établi en juin à 115,5, sans changement par rapport à mai et à peine en retrait sur les 117,7 d'avril. Dans 28,7 % des cas, les ménages interrogés estiment les conditions économiques « bonnes », 17 % seulement les trouvent « mauvaises ». L'enquête fait malgré tout ressortir une diminution des intentions d'achat : 6,5 % des américains envisagent d'acheter une voiture

dans les six mois à venir contre 8,5 % en mai, et environ 3,2 % comptent acquérir un logement contre 3,4 % un mois plus tôt.

Dette

La France rembourse le Fonds européen de coopération monétaire

A la demande du ministre de l'économie, la Banque de France a remboursé au Fonds européen de coopération monétaire (FECOM) les 2,608 milliards d'ECU (18,25 milliards de francs environ) empruntés en 1987 et au début de 1988 par la France, dans le cadre de la procédure de financement à très court terme offerte par le FECOM. Ces sommes avaient été utilisées pour défendre la position du franc au sein du système monétaire européen, alors attaqué. Selon le ministre de l'économie, « ce remboursement témoigne de la bonne situation du franc et des réserves de change ».

Un contrat avec EDF International

La Guinée va doubler sa production d'électricité

La Guinée a signé avec un groupe français, comprenant EDF International et la société d'ingénierie Coyne et Bellier, un contrat de 45 millions de francs pour l'étude d'un barrage hydroélectrique. Ce barrage sera installé à Garafrin, sur le fleuve Konkoure, et permettra de produire plus de 250 kilowatts-heure par an, ce qui doublera la production d'électricité du pays. Les travaux, estimés à 1 milliard de francs, commenceront au début de 1991 pour une mise en service début 1994.

Ce contrat est l'un des plus importants signés par EDF International, filiale d'EDF chargée de vendre à l'étranger le savoir-faire de l'établissement. Il illustre la volonté d'EDF de France de diversifier ses activités afin de compenser la relative stagnation des ventes de courant en France. En 1988, EDF International a signé plus de 136 contrats, notamment en Chine pour la réalisation d'une station de pompage à Canton, en Egypte, en Tchecoslovaquie, etc. L'International a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 220 millions de francs à l'étranger. Si cette activité demeure encore marginale au sein du groupe — elle ne représente que deux millièmes du chiffre d'affaires total — la présence d'EDF dans quarante-six pays et la signature de nouveaux contrats depuis deux ans laissent présager de nouveaux développements, notamment dans les pays de l'Est (Bulgarie, URSS, etc.) où les problèmes du nucléaire, depuis l'accident de Tchernobyl, entraînent une pénurie d'électricité.

L'examen de la candidature chinoise au GATT reporté sine die

Estimant que la situation en Chine ne permettait pas de faire avancer les discussions, le GATT (1) a remis à une date indéterminée la réunion du groupe de travail prévue du 11 au 13 juillet pour définir précisément les termes du protocole d'adhésion de Pékin à l'organisation de contrôle des règles commerciales internationales. Le porte-parole du GATT, M. David Wood, a souligné qu'il ne fallait pas interpréter cette décision comme une « sanction » contre la répression du printemps de Pékin.

Le groupe de travail devait se pencher sur un document comportant trois grands volets : le champ d'application de l'accord général et le sort du régime préférentiel appliqué entre le Népal et le Tibet ; la compatibilité du régime du commerce extérieur chinois avec les règles du GATT, la compatibilité de l'économie chinoise avec ce même accord général quant au rôle de l'Etat, au fonctionnement des entreprises, au contrôle des prix et à la transparence du régime commercial.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS GÉNÉRALE OCCIDENTALE

Le conseil d'administration de la Générale occidentale, au cours de sa réunion du 5 juillet 1989, a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 mars 1989.

Cet exercice a été marqué par l'achèvement du programme de cession des activités forestières et pétrolières, par le renforcement des activités de communication décollant de la mise en œuvre, dans des conditions très satisfaisantes, des accords conclus en février 1988 avec Havas et la CEP Communication, enfin par le remarquable redressement de la situation du groupe Espres.

Le résultat net consolidé, part du groupe, s'établit à 402,1 millions de francs, après avoir supporté une charge de 67,4 millions de francs pour la reprise de l'écart de conversion sur des actifs cédés, qui contribue, à due concurrence, à l'accroissement des capitaux propres. Ce résultat n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent (506,5 millions de francs) qui avait bénéficié de l'importante plus-value réalisée du fait de la cession des activités de distribution alimentaire américaines et avait supporté, en sous-investie, la charge-différence provisions à caractère exceptionnel.

Le bilan consolidé au 31 mars 1989 reflète la forte situation financière du groupe : 6 milliards de capitaux propres pour 3,8 milliards d'immobilisations, près de 4,1 milliards de francs de disponibilités et valeurs de placement pour 2,1 milliards de dettes financières, obligations convertibles comprises.

Le résultat net de l'exercice s'élève, pour la Générale occidentale-société mère, à 314,3 millions de francs, contre 317,9 millions de francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui doit se tenir le 19 septembre 1989 à 17 heures à l'hôtel George-V à Paris, la distribution d'un dividende de 27 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 13,50 F, soit un revenu global de 40,50 F, contre 37,50 F, au cours de l'exercice précédent.

Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions à rembourser, la distribution totale, précompte inclus, s'élève ainsi à 320,3 millions de francs, contre 287,9 millions de francs au titre de l'exercice 1987/1988.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Il est porté à la connaissance du public que le secrétariat technique du comité ad hoc et le liquidateur de l'entreprise socialiste Mamisoa, lancent un avis d'appel d'offres relatif à cette société en liquidation par arrêté numéro 2813/88 du 9 juin 1988.

L'offre est ouverte à toutes propositions nationales ou internationales : achat, location, location gérance ou toute autre forme de transaction à définir.

L'ensemble est divisé en deux (02) lots :

LOT NUMÉRO 1 :

Le volet industriel de Mamisoa, sis à Antsirabe, consistait en une usine d'extraction d'huile alimentaire à partir de graines de soja et éventuellement d'autres graines oléagineuses (coton, arachide, etc.) d'une capacité nominale de 90 000 tonnes de graines de soja par an et d'une raffinerie d'une capacité de 18 000 tonnes d'huile raffinée par an, ainsi que les installations annexes (stockages, services).

LOT NUMÉRO 2 :

Volet agricole consistant en 3 000 ha de terres aménagées en courbes de niveau avec matériel. Ateliers, magasins et habitations sis à Ankazomiratra et Mandoto dans le Fivondronana de Betafo.

Le cahier des charges peut être retiré à partir du 15 mai 1989, soit au bureau de la société Mamisoa, 11, rue Rainizanabololona, Antananarivo 101, Madagascar ou être adressé directement au soumissionnaire qui en feront la demande, soit auprès de l'ambassade de la RDM à Port-Louis et auprès des consulats moyennant la somme de cinq cent mille francs (500 000 FMG).

LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES EST FIXÉE AU 1^{er} AOÛT 1989 À 12 H

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE PREFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile
sous-direction de la prévention
installations classées pour la protection de l'environnement

La société GALVANOR 2000, dont le siège social est à Paris 3^e, 21, rue Notre-Dame-de-Nazareth, a présenté au préfet de police une demande à l'effet d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de l'atelier de traitements électrolytiques et chimiques des métaux exploités à l'adresse précitée.

L'activité exercée actuellement comporte un volume de bains de 2 750 litres, destinés à la protection et à la décoration des métaux (placage d'or principalement pour article de bijouterie, accessoires de maroquinerie, etc.). Cette installation est soumise à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et est réglementée par arrêté préfectoral du 7 mars 1988.

L'extension projetée portera le volume des bains à 7 500 litres, après restructuration. Les bains de traitement seront en rétention spécifique. L'atelier sera équipé de matériels destinés à traiter les effluents de rinçage et des bains usés exempts de métaux (résines échangeuses d'ions). Les autres bains concentrés en métaux et toxiques seront stockés en rétention pour enlèvement et destruction dans un centre agréé.

INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le projet sera soumis à enquête publique du 7 septembre au 7 octobre 1989 inclus.

Toute personne qui souhaite s'informer sur ce projet ou consulter les pièces du dossier peut, pendant toute sa durée, se présenter à la mairie du 3^e arrondissement, 2, rue Eugène-Spüller, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures, où seront déposés le dossier, les plans et le registre d'enquête.

M. Philippou, commissaire enquêteur désigné par M. le président du tribunal administratif de Paris, sera chargé d'ouvrir le registre d'enquête, de réunir les observations présentées et de clore le registre à l'expiration du délai indiqué.

Il recevra aux jours et heures suivants à la mairie du 3^e arrondissement :

Jeu	7 septembre 1989	de 15 heures à 18 heures
Jeu	14 septembre 1989	de 15 heures à 18 heures
Lun	18 septembre 1989	de 15 heures à 12 heures
Lun	25 septembre 1989	de 15 heures à 18 heures
Sam	7 octobre 1989	de 9 heures à 12 heures

P. LE PRÉFET DE POLICE
et par délégation,
le directeur de la prévention
et de la protection civile,
Marcel BURLOT

Économie

SOCIAL

La confiance de M. Rocard et de M. Durafour

Le premier ministre croit à « la volonté réformatrice des agents du service public »

Les membres du gouvernement n'en sont pas revenus. A l'issue du conseil des ministres du 5 juillet, où M. Michel Durafour a présenté une communication sur le renouveau de la fonction publique, plusieurs d'entre eux se sont précipités sur leur collègue pour en savoir plus sur l'expérience de Bordeaux. Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique avait raconté que, à la préfecture de Bordeaux, le même nombre d'agents met quinze minutes pour distribuer des cartes grises alors qu'il leur fallait auparavant trois heures... Ce résultat, a-t-il précisé le 6 juillet à la presse, a été obtenu par « une simple réflexion méthodologique ». C'est cela le renouveau.

A la fin de l'été, les ministres pourront évoquer d'autres exemples concrets de modernisation puisque M. Michel Rocard a convoqué un séminaire gouvernemental sur le sujet — prévu initialement avant l'été par la circulaire du 22 février — pour le 21 septembre. « Si nous

poursuivons dans la voie que nous avons tracée », a indiqué M. Durafour, « même si les résultats ne sont pas immédiatement spectaculaires, le renouveau fera bientôt sentir ses effets ». M. Durafour n'est pas chasseur, mais il sait que désormais les formalités d'obtention du permis de chasse se font toutes au même endroit dans de nombreux départements timbre fiscal compris. Cela ne relève plus du « parcours du combattant ». Dans la fonction publique les points ruisseaux font les grandes rivières.

Dans une conférence de presse commune avec son ministre, le 6 juillet, M. Rocard l'a vivement soutenu et encouragé. « La volonté réformatrice des agents du service public est considérable », a affirmé le premier ministre. Mais il pense que sa pédagogie doit être accentuée : la circulaire du 22 février va être rediffusée, les mesures de « déconcentration » vont être accélérées. Et tous les six mois il se rendra sur le terrain « encourager les

plongeurs du changement ». De son côté, M. Durafour attend pour le 1^{er} septembre les « plans de modernisation » demandés à tous les ministères. Bref, le renouveau est sur les rails.

Pour l'heure, ce renouveau a été marqué par la signature d'un accord-cadre — le premier du genre — sur la formation continue par cinq fédérations. Une « étape historique », a dit M. Rocard décidément louangeur pour l'« obstination » de son ministre. Mais le plus dur reste à entreprendre. Il ne suffit pas d'organiser, avec un apparent succès d'audience des rencontres entre les différentes administrations ou de « sensibiliser » les cadres A pour que la modernisation soit au bout du chemin. Acquiescer à des discours est toujours plus facile que de changer dans les actes la pratique du management ou arriver à une réelle décentralisation du pouvoir. La modification du programme de scolarité des instituts régionaux d'administration est plus prometteuse, mais

à terme. Dans l'immédiat, M. Durafour va engager avec les syndicats une nouvelle négociation sur la mobilité en souhaitant « élargir le consensus ». Sans trop y croire.

MICHEL NOBLECOURT.

● Pour suite de la grève au BRGM à Orléans. — Le personnel du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a décidé, le 6 juillet, le poursuite de son mouvement de grève commencé le 3 juillet pour protester contre cent trente suppressions d'emplois. L'intersyndicale CGT-CFDT-FO avait suspendu le mouvement de grève et l'occupation des locaux dans la journée du 6 juillet et avait soutenu la reprise définitive du travail à l'acceptation par la direction de reporter le conseil d'administration du 11 juillet prochain et de le remplacer par une table ronde. Selon la direction, la réduction du nombre d'emplois est « le prix à payer pour le BRGM pour restaurer sa compétitivité et se placer sur les nouveaux marchés internationaux ».

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Les engagements pour la formation se multiplient

Des secteurs d'activités confirment actuellement leur intérêt pour la formation professionnelle en signant des « engagements de développement » avec M. André Laignel, secrétaire d'Etat. Après l'UIMM, pour la métallurgie, qui a renouvelé sa convention, les vingt-trois organisations syndicales patronales des industries agro-alimentaires se sont lancées à leur tour.

Dans ce secteur, qui représente 10 % des emplois industriels et qui doit faire face à une évolution des qualifications, la place de la formation était jusqu'à présent modeste. Un effort va être accompli avec le soutien de plans pluri-annuels et l'Etat participera au financement des opérations pour 18 millions de francs la première année.

Dans le même esprit, l'Union patronale des industries de la transformation des matières plastiques vient elle aussi de renouveler, pour trois ans, sa convention. Le secteur de la « plasturgie », s'est fixé pour objectif de former les salariés les moins qualifiés. Il s'agit déjà signalé, à l'automne, par un accord sur la formation en alternance des jeunes et sur celle des tuteurs.

● Intéressement chez IBM-France. — Un accord d'intéressement aux performances a été signé chez IBM-France avec trois syndicats, SNA (autonome), CGC et CFDT, qui, ensemble, ont recueilli près de 57 % aux dernières élections. L'accord prévoit le versement d'une prime égale à 12 % du salaire mensuel si le rapport entre les dépenses d'administration et le chiffre d'affaires (exportations exclues) diminue de 0,5 point. Si la baisse dépasse 1,5 point, la prime augmente progressivement, jusqu'à 30 % du salaire mensuel si la baisse atteint (ou dépasse) 2,4 points.

● Les préoccupations des entreprises. — Selon une enquête réalisée par le cabinet KPMG-Fidal auprès de sept cent cinquante entreprises, les préoccupations sociales pour l'année varient selon la taille, malgré des constantes. Le coût salarial est le premier souci des entreprises de moins de cinquante salariés mais davantage encore celles de cinquante à cent salariés. En revanche, les entreprises de plus de cent salariés placent toujours la diminution en nombre de leur personnel en tête de leurs objectifs avant le recrutement et le coût salarial.

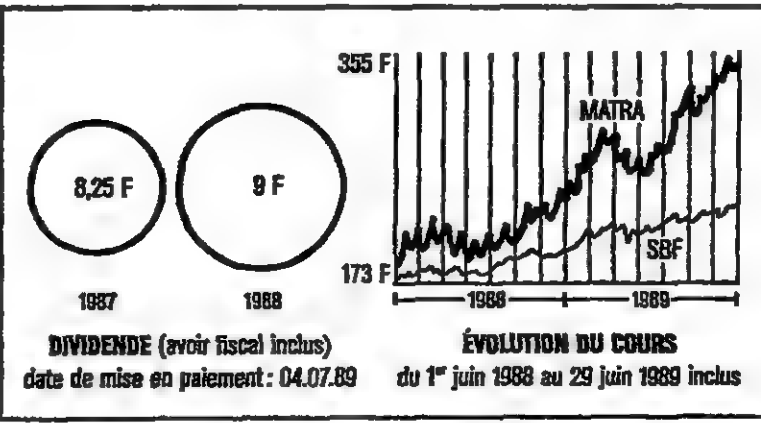
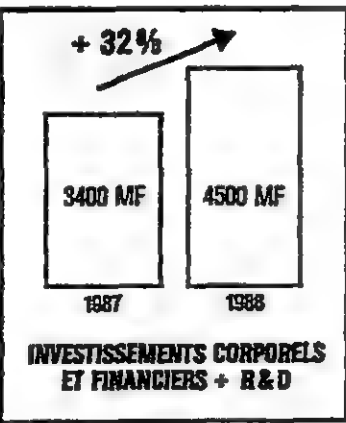
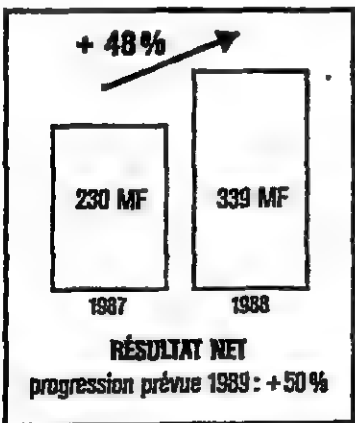
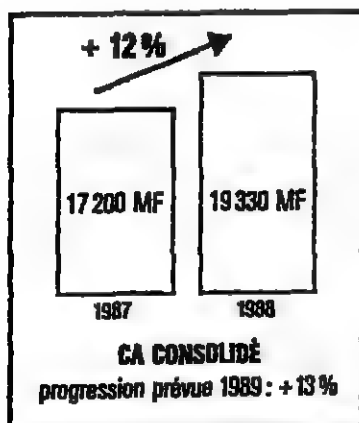
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires de MATRA, compte-rendu de votre Assemblée Générale du 26 juin 1989.

... "MATRA en 1988, une société de forte croissance"...

"Depuis qu'a été engagée la première diversification du Groupe — le total de l'actif du bilan, la capitalisation boursière, les résultats nets de Matra ont été multipliés par plus de 100 (soit un taux de croissance annuel de près de 25 %). Matra est, sans aucun doute, une société de forte croissance. Matra continuera donc sa route, maître de son destin, affirmant sans cesse

son indépendance. Pour cela, il est indispensable de disposer d'une capacité financière en harmonie avec nos ambitions. En 1988, nous avons accru considérablement nos fonds propres qui sont passés de 1,8 milliard à 4,3 milliards (soit multipliés par 2,4), sous l'effet d'une augmentation de capital et d'une émission de T.S.D.I. (Titres subordonnés à durée indéterminée)."



... "MATRA demain, Européens en Europe, Américains en Amérique"...

"Je souhaite engager — au cours de cette année — le processus juridique et social conduisant à la filialisation de Matra Défense et Espace, comme cela a été fait dans le passé pour l'Automobile, les Transports, les Télécoms, etc.; toutes les activités opérationnelles du Groupe seront exercées dans des sociétés regroupant chacune des secteurs homogènes et bien définis. Nous avons l'intention de faire rentrer dans le capital de ces sociétés et par des positions minoritaires les groupes industriels avec lesquels se dégage une véritable synergie ou complémentarité. Matra prendra en échange des participations dans leurs sociétés correspondantes.

Nous privilégierons les associations européennes, apportant ainsi notre force à la construction de l'Europe.

Bien entendu, cette décentralisation vers des filiales des responsabilités opérationnelles de Matra n'a pas pour but de diminuer le poids et l'impact du Groupe. Nous voulons au contraire que le rayonnement de Matra — technologique, économique, social, politique — s'affirme en Europe, dans le Monde."

Jean-Luc Lagardère

RELATIONS ET INFORMATIONS ACTIONNAIRES :
Service Minitel 36.16 code MATRA
bureau d'accueil permanent 5, rue Beaujon, 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 68 03 06

MATRA

Marchés financiers

BOURSE DU 7 JUILLET

VALEURS						Réglement mensuel						VALEURS						Réglement mensuel						VALEURS					
Compte	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compte	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
3806	C.A.E. 3K *	2810	3806	3798	- 0.02	1670	Lafarge-Coppée	1815	1823	1815	- 0.04	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
1110	B.A.P. T.P.	1210	1210	1210	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
1210	C.C.F. T.P.	1210	1210	1210	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
1137	Chât. Lyon T.P.	1136	1136	1136	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
1376	Lyons T.P.	1376	1376	1376	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
1291	Thomson T.P.	1290	1290	1290	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
1347	Thomson T.P.	1340	1340	1340	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
720	Alcatel *	2280	2280	2280	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
620	Alcatel *	2280	2280	2280	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
2140	Al. Superna *	2080	2080	2100	+ 0.48	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
300	A.L.S.P. *	382	382	382	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
2870	Alcatel *	2280	2280	2280	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
400	Amersbach-Rheya	885	885	885	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
1000	Am. Export *	885	885	885	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
700	Am. Export *	885	885	885	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
400	BAF *	885	885	885	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
310	Bell-Telephone *	318	318	318	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
310	Bell-Telephone *	318	318	318	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
385	Bell-Telephone *	318	318	318	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
385	Bell-Telephone *	318	318	318	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89	1110	De Beers	95.20	97.00	97.00	+ 1.89
610	Ch. Brasseur & Co	630	630	630	0.00	1670	Lafarge *	1823	1823	1823	0.00	1380	St-Louis *	1330	1310	1310	- 1.50	108	De Beers	95.20	97.00	9							

Comptant (selection)

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS 1998		COURS DES BALÉTS	
	préc.	7/7	Achat	Vente
Euro-Unité (5)	6 410	6 404	8 250	8 650
ESQ	7 022	7 027	8 800	9 200
Aluminium 1900 SHB	388 150	387 015	384 000	384 000
Aluminium 1900 SHB	15 201	15 201	15 650	16 650
Papier (100 L)	300 900	300 900	302	312
Diamond (100 car)	87 240	87 300	83 800	87 600
Wanqing (100 L)	92 440	92 300	90 100	91 600
Chaque-diamond (5 L)	10 100	10 100	10	10 800
Chaque-diamond (10 L)	1 351	1 329	1 350	1 400
Unité (1 000 L)	4 682	4 676	4 400	4 800
Suisse (100 g.)	395 150	394 410	382 000	400 000
Canada (100 g.)	92 250	92 200	90 000	104
Canada (100 g.)	48 190	48 175	46 750	49 700
Espagne (100 g.)	5 376	5 388	5 150	5 700
Portugal (100 g.)	4 050	4 049	3 900	4 400
Canada (25 cm.)	4 384	4 382	4 200	4 650

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par	COURS 17P
Or fin (le kilo en barre)	79850	79800
Or fin (au gramme)	79400	79350
Platin (le gramme)	457	452
Palladium (le 100 g)	389	389
Plomb massif (200 lb)	457	445
Plomb lustré (200 lb)	459	458
Soufre	576	576
Argent massif (le 100 g)	2465	2465
Plomb de 10 dollars	1930	1950
Plomb de 5 dollars	910	910
Plomb de 50 pesos	2846	2980
Plomb de 10 livres	476	476
Or Londres
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

100	100	100
60 50	55 50	
180		
100	100	100

334	327 90	F
96	99	
545		
270		
257		
240		
980		
362		
240 10		
183 40	183	
368		
Vol.	65 30	
800		
de la Mairie	552	550
380		
144	121 90	8
1470		

coupon détaché - à offrir

gas-Comp.	736 02	730
gas-Contro.	7054 08	7054
gas-Flare	7363 04	7363

de l'Inde	1.980 00	1.300
de l'Indonésie	464 96	422
de l'Irak	1.187 48	1.176
de la Jordanie	1.108 18	1.072
de la Malaisie	1.233 80	1.183
de la Thaïlande	1.485 27	1.182
de la Turquie (par 10)	20.023 28	19.020
de l'Union soviétique	288 38	288
de l'URSS (par 10)	1 08	1
de l'URSS (par 10)	8612 22	8412
de l'URSS (par 10)	284 49	284
de l'URSS (par 10)	107 73	104
de l'URSS (par 10)	434 86	418
de l'URSS (par 10)	463 80	448

Obit: World	1206 02
Obit: Region	1128 24
Obit: State	1173 04

Chaq. total emig.	120 81
Chécos.	106 89
Chiliens(es)	12 652 62
Chinois	2 296 22
Danois	8 324 11
Port. du Canada	829 31
Port. Espagne	28 032 85
Port. d'Alsace
Port. d'Alsace	126 50
Port. d'Alsace	548 30
Port. d'Alsace	82 05
Port. d'Alsace	174 28
Port. d'Alsace	871 28
Port. d'Alsace	348 44

mandé — ♦ : prix précédent

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

A C D E F G H

Ils sont déterminés, exigeants, pas tendres avec leurs banques. Ils ne supportent plus qu'on leur propose le même produit qu'aux autres. Seuls des services taillés à leur mesure les intéressent. Ils sont responsables d'entreprises, directeurs financiers, trésoriers.

Ils sont déterminés, exigeants, pas tendres avec leurs banques. Ils ne supportent plus qu'on leur propose le même produit qu'aux autres. Seuls des services taillés à leur mesure les intéressent. Ils sont responsables d'entreprises, directeurs financiers, trésoriers.

Toujours en quête de l'oiseau rare, ils recherchent le banquier prêt à partager la gestion de leurs risques, rompu au montage immédiat de toute forme de crédits ou de garanties, en France et dans le monde, capable d'optimiser, au bon moment, le placement de leurs excédents de trésorerie. Friands d'économies, ils aiment la simplicité dans le traitement et le mode de facturation de leurs opérations.

Comme nous, ils sont rapides, toujours en éveil. Le monde est leur territoire. Ils nous ressemblent. Ils sont nos clients.

Eux savent pourquoi.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

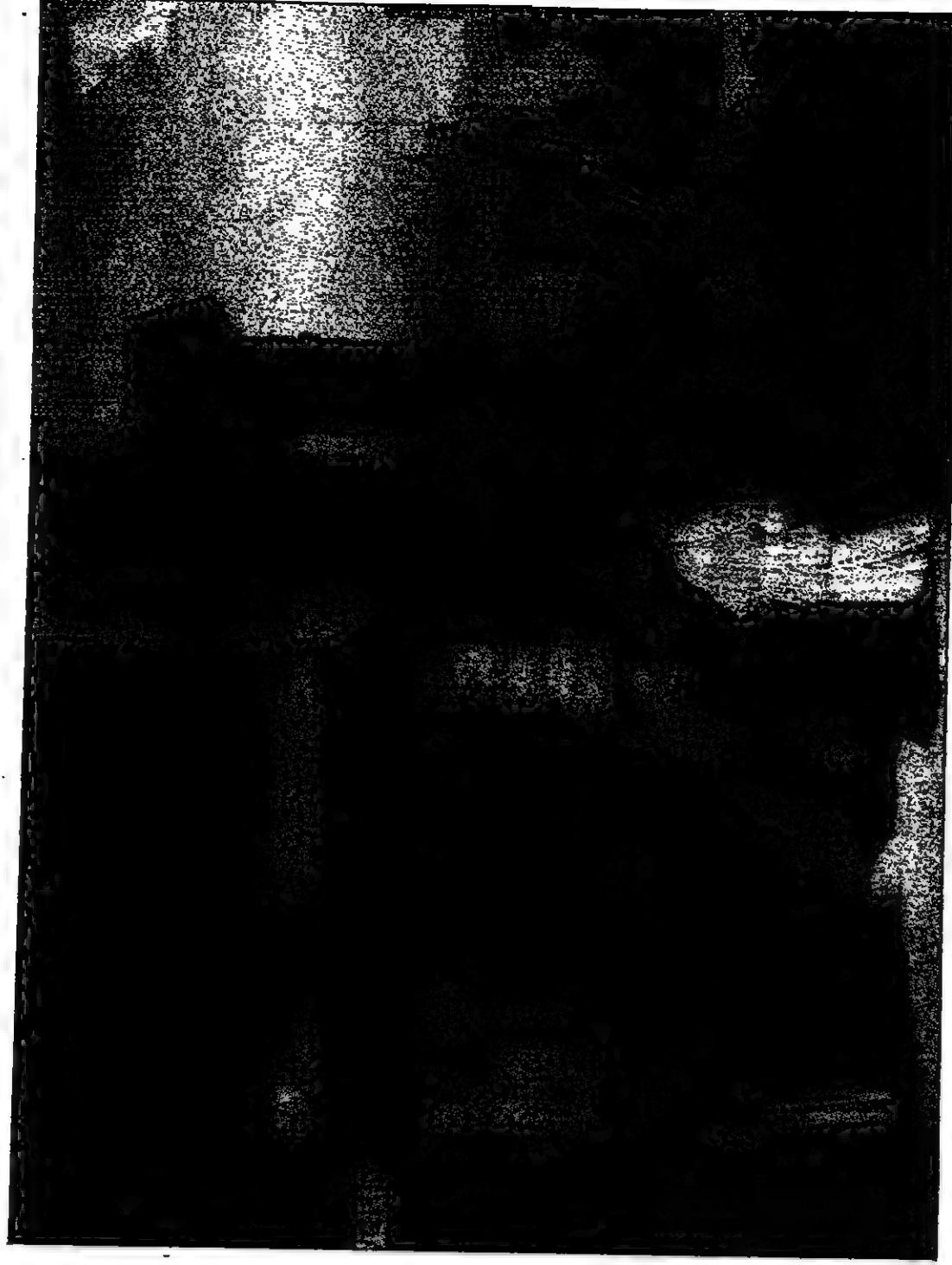
PROFESSION BANQUIERS D'ENTREPRISES

Le Monde

des AFFAIRES

en Révolution

Au cours de cette période troublée, marquée par une économie de guerre dont certains ont su profiter, le pays a continué à fabriquer, à innover et à commercer. Mais la persistance d'une crise financière aiguë et la perte des colonies ont pénalisé pour longtemps une France de propriétaires accrochée à sa terre.



Fabricants
Les entrepreneurs
de l'an II

Négociants
La fin du paradis
bordelais

Financiers
Les aléas
de l'assignat

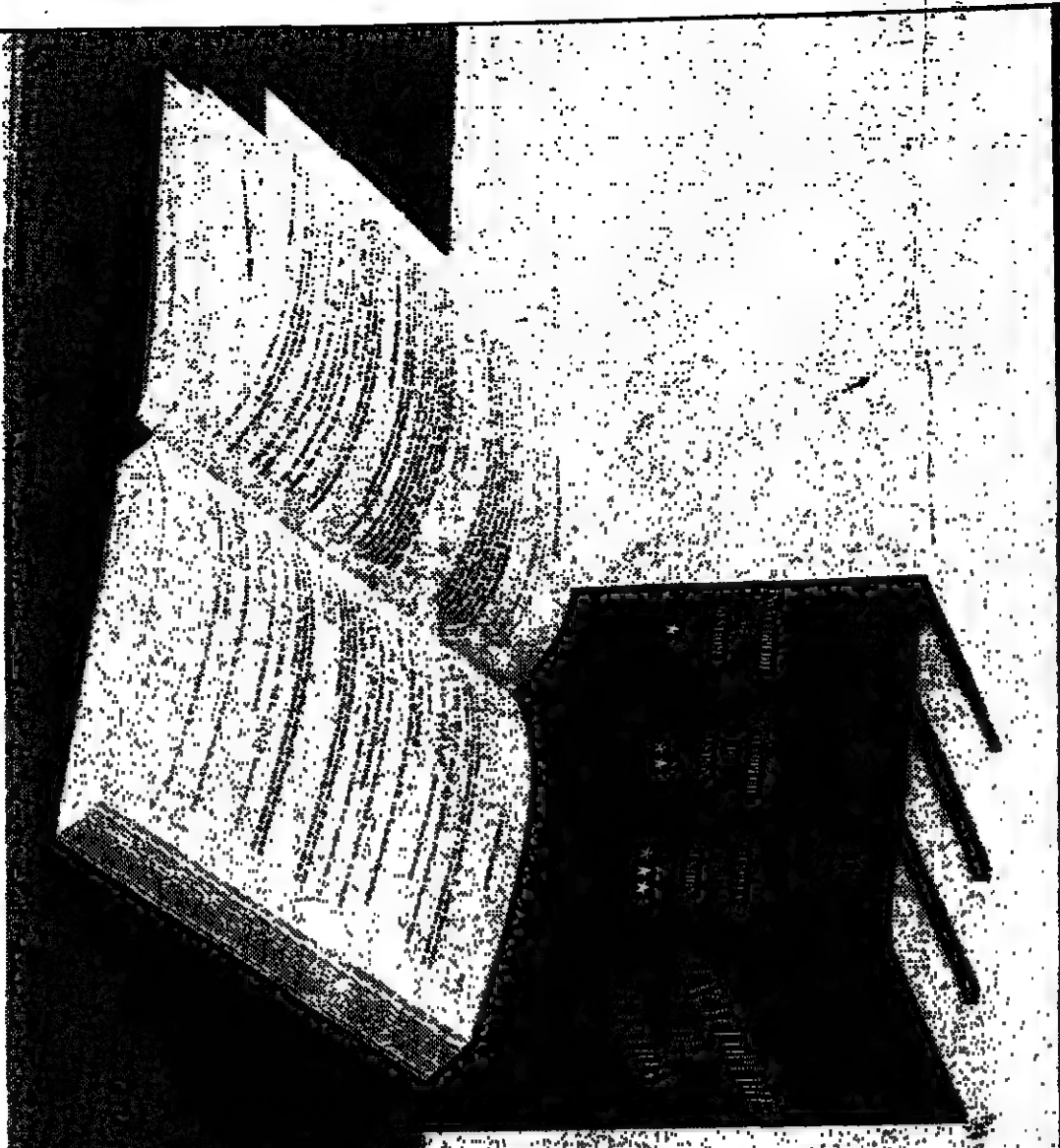
Supplément au N° 13 823 - Ne peut-être vendu séparément - Samedi 8 juillet 1989

هكدامن الأجل



SAVOIR-FAIRE
et savoir-faire
6817 1700

ENCYCLOPÉDIE DE GESTION



Sous la direction de
Patrick JOFFRE et Yves SIMON

123 auteurs (dirigeants d'entreprises et d'institutions financières, universitaires, professeurs de Grandes Ecoles, animateurs de grands établissements d'enseignement, consultants et chercheurs) ont rédigé les 146 articles de cet ouvrage de référence qui veut témoigner de la diversité des sources du savoir en gestion. Tous ont été guidés par une ambition commune : faire de cette *Encyclopédie* une réflexion méthodique sur le champ de la gestion et un instrument efficace pour tout responsable économique : dirigeant d'entreprise, haut fonctionnaire, consultant, ainsi que pour tout étudiant, à l'Université ou dans les Grandes Ecoles, désireux de s'initier et de connaître les Sciences de gestion, ou d'approfondir et de compléter ses connaissances.

3 volumes reliés, 3 190 pages, 1 000 F / 3 volumes brochés, 3 190 pages, 480 F.

ECONOMICA

49 rue Hergart 75015 PARIS
Tél. 45 78 12 92 ou 45 79 93 56

merve existeur. En 1789, cet équ-
libre n'est possible que grâce à
Saint-Domingue et à ses esclaves.

Dans quelle mesure l'abolition
de la propriété coloniale
a-t-elle permis à certains de se
constituer un capital ? Les
tenants de ce réseau commercial
ont-ils pu influer sur les débats
révolutionnaires ?

□ Dans quelle mesure les
939 esclaves, les 2 367 colons, les
3 350 indigènes et les
500 000 nègres de Saint-Domingue
auraient-ils permis à leurs propé-
taires la constitution d'un capital
qui aurait été essentiel aux débuts
de l'industrialisation en France ?
Les historiens répondent de façon
différente à la question. Mais il est
incontestable que le développement
de la façade atlantique de la France
au dix-huitième siècle repose prin-
cipalement sur le commerce trian-
gulaire et l'exploitation des propriétés
de Saint-Domingue.

Les représentants du Harve, de
Katon, de Boudier, de Nemes, de
La Rochelle et de Marseille, qui ont
tenu dans les assemblées révolution-
naires la place que l'on sait, ont
défendu avec ferveur le maintien de
la traite et de l'esclavage. Exemple :

Beguen-Deumaux, député du tiers
état du Harve et président du
comité colonial de la Constituante.

Comment la Révolution a-t-elle
résolu le problème de l'escla-
vage ?

□ La Révolution a hérité avec
l'esclavage d'un dossier dont j'ai
tenté de montrer l'extrême com-
plexité dans le *Troisième de Saint-
Domingue*. Elle a essayé de gérer la
situation et de laisser au temps le
soin de régler la question. Les
grands constituants de la Déclara-
tion des droits de l'homme ont
affirmé la nécessité du maintien de
l'esclavage et même de l'ensemble
du système colonial qui compor-
tait l'illégalité des hommes libres
de couleur.

Deux ans après l'ouverture des
Etats généraux de Versailles, les
nègres se révoltent, et la Conven-
tion, au début de 1794, abolit
l'esclavage, sans doute dans un cer-
tain élan idéologique et politique,
mais surtout pour obtenir l'alliance
des esclaves face aux Anglais, qui
ont envahi la quasi-totalité de Saint-
Domingue.

A-t-il existé entre le club Mas-
sieu et les abolitionnistes une

tendance qu'on pourrait qualifier
de « caritative » envers la terre
et produisant qu'on se débarrasse
des colonies ?

□ Les physiocrates ont été les pre-
miers « caritatifs ». Ils ont pensé
que les colonies étaient une source
de dépenses et d'inflation. Le sys-
tème de monopoles et d'exclusif qui
faussait que le commerce des colo-
nies ne pouvait se faire qu'avec la
France leur apparaissait comme
nouveau à l'économie. Turgot, un des
premiers, avait défendu l'argumen-
tation. Du Pont de Nemours ne
devait jamais cesser de la répéter.
C'était aussi le raisonnement de
Malthus.

L'influence certaine de l'esprit phy-
siocratique parmi les 1 200 consti-
tuants de 1789 aurait dû normale-
ment entraîner la Constituante à
accepter de gâcher de cour des
réformes conformes aux droits de
l'homme, mais qui auraient mis en
danger la colonie coloniale.

Il n'a rien été parce que les élites
de la France de 1789, même si elles
étaient imprégnées d'esprit physio-
cratique, savaient l'importance
incontestable du commerce trian-
gulaire dans le développement de la
France. La fin du temps de Saint-

Domingue posait d'ailleurs à notre
légende atlantique des problèmes
redoutables. Nos grands ports de
l'océan se retrouvaient, jamais dans
la société française la place qu'ils
leur au moment du commerce
triangulaire, c'est-à-dire au Siècle
des Lumières, auquel ils ont tant
participé !

Qui porte la plus grosse part de
la responsabilité dans la traite
des noirs : les Français, les Hol-
landais, les Anglais ou d'autres ?

□ La plupart des nations de
l'Europe occidentale partagent la
responsabilité de la traite des Noirs.
Les Portugais et les Espagnols l'ont
initiée. Les Français, les Hollandais
et les Anglais l'ont continuée, et les
Américains achevée. On peut dire
de façon plus précise qu'il y a eu
trois grandes « réussites » du sys-
tème esclavagiste atlantique : le
Brésil, du seizième au dix-
neuvième siècle, Saint-Domingue
au dix-huitième siècle et la Colombie
Belle des Etats-Unis d'Amérique de
1790 à 1860. »

Propos recueillis par
OLIVIER SALVATOURI

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

LYONNE 13, rue de Béziers, 16 41-30-91-11 Vente de produits, plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	VERMOREL 44-36-45-41 44, rue de la République, 20 F/Lev. Spécialité de plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	CAPIE RUTZ 42-36-46-46 14, rue de la République, 20 F/Lev. Spécialité de plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	COPIERAGE 41-30-91-11 13, rue de Béziers, 16 F/Lev. Vente de produits, plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	LA VINGT TROIS 41-30-91-11 13, rue de Béziers, 16 F/Lev. Vente de produits, plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	LA PETITE CHAISE 42-36-46-46 14, rue de la République, 20 F/Lev. Spécialité de plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	LA VINGT TROIS 41-30-91-11 13, rue de Béziers, 16 F/Lev. Vente de produits, plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	LA PETITE CHAISE 42-36-46-46 14, rue de la République, 20 F/Lev. Spécialité de plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	LA VINGT TROIS 41-30-91-11 13, rue de Béziers, 16 F/Lev. Vente de produits, plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.	LA PETITE CHAISE 42-36-46-46 14, rue de la République, 20 F/Lev. Spécialité de plats préparés, plats et boissons au détail. Ouvert de 10h à 18h, 19h à 21h, 22h à 24h.
---	---	---	---	--	---	--	---	--	---

FORTUNES



Oberkamp et ses associés devant la manufacture de Jouy. Sur la page de droite, un atelier de cette manufacture, vers 1760.

Guillaume Ternaux, la « Princesse Mathilde » de la France d'après la, employée jusqu'à 18000 ouvriers.

Les entrepreneurs

Quelques-uns prirent le chemin de l'exil. D'autres, celui de la prison. Mais la Révolution vit aussi la naissance de nombreux capitalistes d'industrie. Christophe Oberkamp, Abraham de Neufville ou, encore, Guillaume Ternaux surent ainsi composer avec une époque troublée.

« OBERKAMP de Jouy, au cours de l'histoire récente, a été un des plus illustres pour avoir accueilli, à des centaines de milliers près, le cycle destructeur critique-contraire-métallurgique-terreux, industriel ou non de nobles idéaux de liberté, de propriété et de justice sociale », déclare l'historien Florent Allouin (1).

Ce langage est familier aux entrepreneurs. Ils se souviennent d'ailleurs depuis 1789, des « nobles idéaux » en question. Pourtant, la Révolution ne fut pas l'éclatante déroute par Hippolyte Taine, selon lequel les « bourgeois jacobins » auraient abattu la « faulx » des élites françaises. Il y eut, bien sûr, des condamnations pour des motifs économiques; en l'an II, le crime d'« accaparement » ou d'« espionnage » mène à la prison préventive, mais, notamment, en l'an III, le crime d'« espionnage », comme le célèbre biographe de l'abbé de Saint-André, Antoine-Joseph Sarrasin, mais, dans l'ensemble, les révolutions de l'an II sont nombreuses à être un court-circuit volontaire ou forcé, reviennent ou sortent de leur cauchemar et représentent les affaires. Les foyers qui avaient pu être un

elles n'ont pas figuré parmi les victimes de la répression.

Il demeure que l'an II, et la suspension générale des ventes des nobles, fut un moment difficile. Certains entrepreneurs, comme le manufacturier toulonnais Guillaume Ternaux, ou le négociant de Vendôme, et de nombreux « banquiers », d'autres furent retirés à la campagne, et convertirent leur capital en terres. Par prudence, ce retrait temporaire des activités manufacturières au profit du foncier ou de l'immobilier tient du repli en bon ordre vers des valeurs-refuges, mais de plus avait un caractère définitif. L'an II, mais la n'est pas la seule raison: la tentation était forte de profiter de l'absence des biens nationaux. Ainsi, les nobles de terres et d'usages agricoles ont pu devenir propriétaires en achetant les terres de leurs anciens bailleurs nobles dépossédés. Pour les industriels, la vente des biens du clergé était une chance exceptionnelle. Les bâtiments conventuels et monastiques se prêtent en effet à l'activité manufacturière: de vastes halls, situés en ville ou pas loin, avec une réserve d'énergie (les anciens jardins) pour échauffer les fours à brique ou à bois, pour servir de locaux à la fabrication, à la construction, à la vente de produits finis, à la réception des clients, à la livraison des commandes.

Quelques-uns virent trop grand et s'y ruinèrent, comme le célèbre biographe de l'abbé de Saint-André, Antoine-Joseph Sarrasin, mais, dans l'ensemble, les révolutions de l'an II sont nombreuses à être un court-circuit volontaire ou forcé, reviennent ou sortent de leur cauchemar et représentent les affaires. Les foyers qui avaient pu être un

Oberkamp fait le gros dos

Au total, mille hectares ne lui « gèrent pas des capitaux », mais une grande fortune. Parmi les 208 plus gros actionnaires de la Banque de France en 1808, sur 113 dont la profession a été retenue par Louis Bergeron, les deux tiers étaient déjà dans les affaires avant 1789. A Lille, Jean-Pierre Hurel a identifié qu'un tiers d'hommes nouveaux entre 1789 et 1830, contre deux tiers entre 1740 et 1789. La Révolution n'a pas décapité les dynasties d'entrepreneurs.

Excoeur faillit-il que ceux-ci aient assez de génie commercial pour s'adapter aux événements de la conjonction. Tel fut le cas de Christophe Oberkamp. Jusqu'en 1792, le cours des affaires, dans le textile, ne faillit pas, au contraire, et l'entreprise de toiles imprimées Oberkamp, en



Roger-Viollet

Le commerce de la guerre

L'effort de guerre absorbe 70 % des revenus de l'Etat. Il suscite aussi des vocations... C'est le cas de Gabriel Julien Ouvrard, fils de papeter polierin, devenu marchand d'armes. Et d'influence.

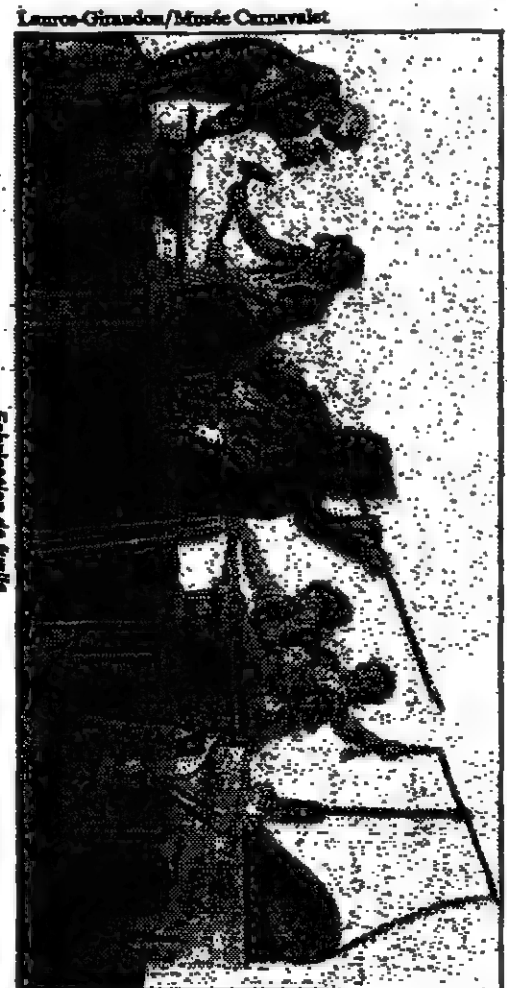
A déclaration de guerre, en avril 1792, la bourgeoisie se sentit en danger et vit devenir une véritable force révolutionnaire: qu'il s'agisse de défendre la patrie en danger ou d'exporter la Révolution, la situation militaire joue désormais un rôle déterminant dans le déroulement des événements politiques.

Mais la guerre implique également l'entretien d'une énorme machine économique. Le budget de la France s'en ressent et les dépenses militaires s'élèvent à 60 à 70 % des revenus de l'Etat. Plus directement encore, l'entretien de près de huit cent mille soldats met à contribution toute la société française. La cavalerie et le train des équipages réclament près de cent cinquante mille chevaux; on préleve, pour la subsistance des hommes, sans doute plus de 15 % de toute récolte annuelle. Une logistique, somme toute assez performante, se met alors en place. Les guerres de la Révolution, comme plus tard celles de l'Empire, n'ont pas été gagnées uniquement sur les champs de bataille, mais aussi dans les règles et dans les magasins militaires.

Si l'administration de la guerre reste une affaire d'Etat, son commerce devient celui d'un ensemble d'entreprises dotées de gros capitaux, employant une main-d'œuvre abondante travaillant à l'écoule, à la maintenance et au transport des denrées et fournitures. Avant 1792, l'armée a défilé quelques fournisseurs particuliers. Certains continuent à profiter de ce marché en plein développement, mais l'énormité même de la demande nouvelle vient perturber considérablement les circuits traditionnels d'approvisionnement. De jeunes entrepreneurs agiles ont tenté d'occuper un marché extrêmement rentable mais toujours défilé par ceux qui s'attachent à la politique révolutionnaire. Hurel, calculeur et opportuniste sans égal, Gabriel Julien Ouvrard incarne parfaitement une certaine forme de cet esprit d'entreprise propre à la Révolution, basé sur l'habile combinaison de la spéculation et du jeu d'influence politique.

Dans ce domaine, on doit convenir qu'Ouvrard a du génie, et qu'il est précis: fils d'un riche papeter polierin, c'est à dire un fils qui réalise son premier coup. Au début de 1789, il achète par avance la production de papier de toutes les manufactures de sa région, puis la revend bientôt. Entre-temps, l'agitation des esprits, la libre politique et la démagogie des écrivains a fait fructifier son bien: les brochures et les écrits de toute espèce se sont multipliés à folie durant quelques mois. Le bénéfice est intéressant: 300 000 livres au bas mot. Dès cet instant, la force d'Ouvrard est faite. Il consacrera durant toute sa carrière, malgré certaines hésitations, qu'il opposera à Napoléon et l'empereur en prison, cette vision claire de la scène politique et cette sensibilité aigüe aux bénéfices à en tirer.

CONFLITS



L'usine Ouvrard/Musée Carnavalet

Ouvrard se tourne ensuite vers le marché colonial, installé à Nantes, il se à bon port. Les premières années de la Révolution, alors que les politiques naissent de remettre en cause la propriété du patrimoine, ont été des années en changeant le statut des esclaves, marquant en ce domaine une conjonction favorable. Jamais sans doute les liaisons avec les îles n'ont été si nombreuses. Le commerce du sucre, du coton, du café et de l'indigo le rend millionnaire.

Mais le contexte évolue vite en période révolutionnaire. Le millionnaire de la veille peut devenir le suspect du jour. Ouvrard le comprend et le suspect du jour. Ouvrard le comprend et le suspect du jour.

« s'engage résolument du côté républicain. A Nantes, la République compte sur Jean-Baptiste Carrier pour établir son ordre. Ouvrard connaît très bien la réputation du « moyen de la Loire » (1) mais n'hésite pas à se faire ambassadeur dans les bureaux de commandement de la place. Il présente plus tard avoir profité de sa fonction pour obtenir l'acquiescement de plusieurs suspects. Il en sera surtout pour gagner un certificat de civisme et mener d'utiles contacts. Barras et Tallien sont ainsi de ses relations à Paris. Montgénéry puis l'empereur de Robespierre, le protégé de Montgénéry, ont été contre les vents variables de la politique.

Des projets fous

Toujours plus près du pouvoir, le financier s'installe dans le Paris. C'est à ce moment qu'il se présente directement sur les fournitures de guerre. Avec les campagnes du Directoire, une carrière de chef d'entreprise se dessine. Lorsque Barras devient directeur en 1795, Ouvrard obtient le monopole de certains marchés militaires.

C'est surtout à la Marine qu'il étend son empire. Très lié à l'amiral Brueys, il passe en juin 1798 l'expédition sur la livraison des fournitures maritimes. Un marché de plus de 60 millions

Le succès atteint, vient l'heure un peu mégalomane du projet immense et fou. Ouvrard s'ouvre à l'ouverture de l'or d'Amérique. Exploiter l'alliance franco-espagnole et irriguer le commerce continental des plastiques d'Amérique latine, tel est l'esprit du nouveau Charles-Quint de la finance. « Le succès d'un tel plan aurait peut-être été », écrit Michel Boghe (2). Mais Bonaparte a pris le pouvoir. Le premier conseil approuvé l'argent d'Ouvrard beaucoup moins ses velléités de contrôler la politique par la finance. Toutefois, arrêté une première fois en janvier 1800, Ouvrard refait surface ensuite. Mais le rôle du jeu est désormais posé: ses services ne seront utilisés qu'en cas de nécessité absolue. C'est alors le début d'une longue alternance d'entraînements fatals, de succès et d'échecs, sous l'Empire, les Cent Jours, la Restauration. Le fournisseur aux armées du Directoire finit d'ailleurs sa carrière aux côtés de Bonaparte, en 1806, il rejoint la, et définitivement, le paradis des entrepreneurs, après avoir quitté les passions politiques françaises.

ANTHONY DE MARECQUE

(1) Nomme au ministère de la Marine au moment de la Terreur.
(2) *Guillaume Ternaux, la « Princesse Mathilde » de la France d'après la, employée jusqu'à 18000 ouvriers.*

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Avec 22.000 personnes dans le monde dont 8.000 ingénieurs et techniciens CGEE ALSTHOM est le 1^{er} Français en Contrôle Industriel, Entretien, Production d'Énergie, Assistance Technique.

Notre Division "PRODUCTION D'ÉNERGIE" leader à l'échelle mondiale des systèmes de contrôle-commande de centrales électriques, recrute pour participer à ses importants projets en cours, des ingénieurs : ESE - INPG - ENSCM - A & M - INSA - ESME - ESIEE.

INGENIEURS D'AFFAIRES

INGENIEURS AUTOMATISME

chargés de la définition des systèmes de contrôle-commande : Analyse procédé, configuration système, spécification, essais. Débutants ou première expérience.

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

chargés de développer les logiciels d'application de système de supervision et de contrôle, ils traitent toutes les étapes d'un projet : spécifications, analyses, intégration, tests, dans un environnement VME - 88000 / C ou UNIX. Débutants ou confirmés.

INGENIEURS INSTALLATION GENERALE

chargés des études d'ingénierie d'installation de centrales : Equipement et matériels électromécaniques. Débutants ou première expérience.

Pour ces postes, pratique de l'anglais nécessaire ; déplacements à l'étranger de courte durée.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à :

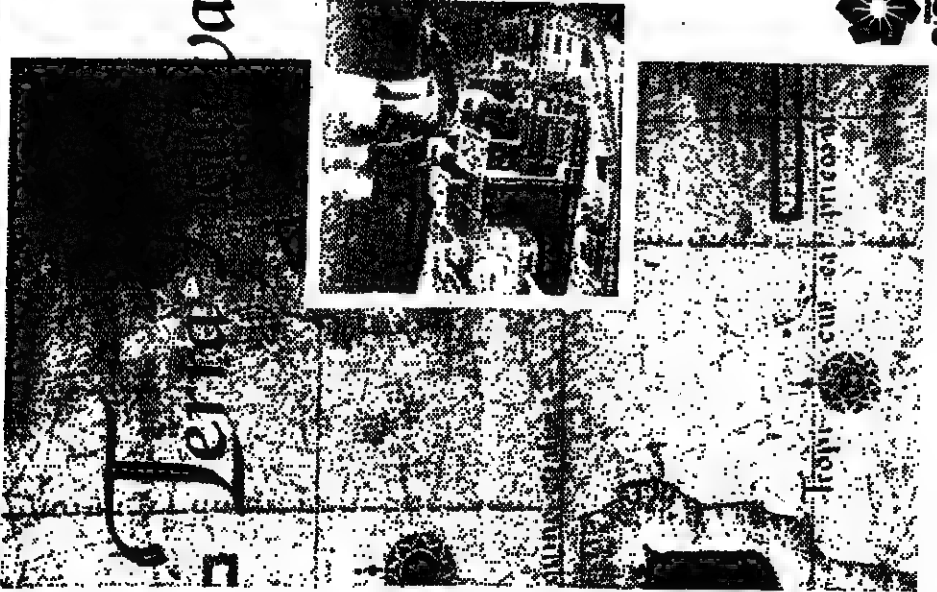
Ph. BRILLAC - CGEE ALSTHOM

35, rue d'Alsace - 92531

LEVALLOIS-PERRET CEDEX



CGEE ALSTHOM
Les moyens pour gagner



CHEF COMPTABLE

Importante Société High-Tech (500 M\$) située en banlieue ouest de Paris, recherche :

- Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il prendra en charge :
- l'élaboration de la comptabilité générale ;
- l'établissement des déclarations sociales et fiscales ;
- le reporting mensuel (anglais-français) ;
- l'élaboration des budgets ;
- la tenue de la trésorerie ;
- la conduite de projets de gestion (procédures et mises en place) ;
- l'animation d'une équipe de 5 personnes.

Le candidat, d'expérience des septennaires, âgé de 30-45 ans, de formation DEC, possède d'une expérience similaire d'au moins 5 ans dans un environnement très international.

La pratique de l'anglais est un atout appréciable.

Mantenez à fort potentiel, vos grandes aptitudes, sans verser de l'écume et sa rigueur intellectuelle, vos principales qualités requises pour réussir au sein de cette entreprise jeune et performante.

Vous vous reconnaitrez dans l'adresse de votre dossier de candidature, à notre Société High-Tech sous référence M.T.

SECOR - Ressources Humaines
113, Avenue Victor Hugo - 91120 - Evry
01 69 45 11 41 - 01 69 45 11 42

SECOR

RESSOURCES HUMAINES

Hewitt Associates

Une des deux premières sociétés informatiques de conseil dans le management des ressources humaines (300 consultants et associés dans 22 pays) recherche pour son unité étude et enquête de rémunération en France un

CONSULTANT

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce) ;
- Vous avez deux à trois années d'expérience professionnelle, de préférence dans une société de conseil, et possédez couramment l'anglais ;
- Vous aimez le marketing et la vente ;
- Vous êtes créatif et vous êtes capable de concevoir et faire aboutir vos idées ;
- Vous savez être à l'écoute des clients et comprendre leurs besoins.

Nous vous confierons la responsabilité de vendre et coordonner la réalisation d'enquêtes de rémunération qui constitueront le support commercial et informatique de notre unité.

Vous serez amené à évoluer soit à la recherche de la rapidité de développement de notre activité en France et en Europe.

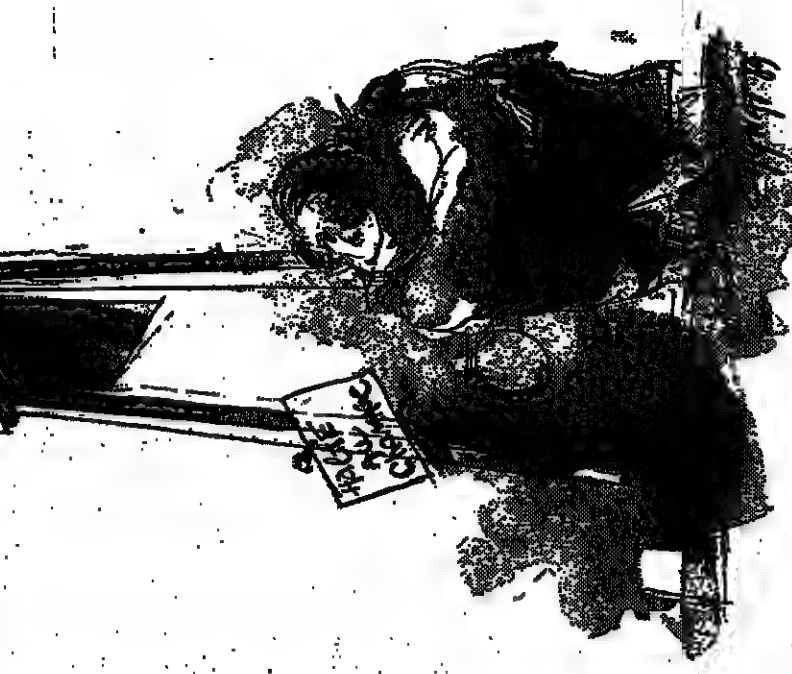
Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec en pièce jointe votre niveau de rémunération actuel à : Anne-Laure CHAILLAVILLE, Hewitt Associates 5 rue Viala 75017 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Sam 8 juillet 1989

LE MONDE DE NEULISE

Affaire de mots



Héritiers de Rousseau, les hommes de la Révolution ont été avant tout préoccupés de philosophie politique, pour ne pas dire idéologique. Dans les trois assemblées successives de 1789 à 1795, on trouve difficilement un chef d'entreprise, un négociant ou simplement un comptable, pour cent avocats ou hommes de justice. Les commissions et les bureaux de ce que l'on commence alors à nommer les *affaires économiques* sont mieux garnis en experts, en particulier en négociants, à vrai dire plus affaiblis qu'administrateurs.

Il fallut cependant dès le premier jour faire tourner la machine sur des bases nouvelles, et pour cela créer un vocabulaire. La première urgence était celle du déficit du budget, en notant que le mot, mentionné vers 1768 (1) dans des contextes angais et employés épiquement pendant la Révolution, n'entre dans la pratique française qu'après 1800. L'Assemblée nationale remplaça dans le *glossaire* (septembre 1789) les *impôts* « payés par un peuple esclave », dit le *Dictionnaire de la Constitution* de 1791, par des *contributions* « acquittées par un peuple libre » et individuellement par des *contribuables* (1789), puis par des *contribuables* (1791), pour en arriver aux *contribuables* actuels, relevant d'un percepteur (1789, inconnu ou rare auparavant) et bénéficiant à l'occasion d'un *dégrèvement* (1790). Parallèlement était affirmé le principe de l'*égalité* des contributions, et par voie de conséquence du budget. La contrepartie de cette réforme et de quelques autres fut la prolifération des *bureaux* (1792) et du *système bureaucratique* (1798).

L'insupportable arrive. On s'habitue à écrire (1790) sans renvoyer les *provisions* assignées, et *l'émancipation dévotie du signe* (Saint-Just, 29 novembre 1792) le rendit sans valeur. Car, les gouvernements révolutionnaires continuent à nationaliser (février 1792) les émigrés et les terres, ceux des émigrés entre autres, qui servent de gage à l'assignat. Mais ces *nationalisations* (1794) retardent à peine le moment où il faut démentir (1790) l'assignat et consolider (1790) la dette publique, c'est-à-dire se résigner à une banqueroute des deux tiers.

Régulation et rationnement

Durant ce temps, le peuple souffre car tout manque, et d'abord le pain. La faute en est, explique Marat à partir de l'hiver 1789-1790, aux *accapareurs* (ou même aux *accaparementiers*) qui sont par là même des *affameurs* ou des *affameurs*.

A partir de 1792, Saint-Just lui-même se rend à l'évidence : la disette des grains, constatée-il en novembre, ne vient pas des manœuvres supposées des aristocrates, mais de ce que « le laboureur, qui ne veut point mettre de papier dans son trésor, vend à la déconfiture de Law, en 1720,

Encore faut-il, pour payer ce qu'on a, avoir de l'ouvrage, et il manque cruellement. Cependant, ni le *changement* ni le *changement* ne font partie du vocabulaire de l'époque révolutionnaire. Le premier, ancien, est absent des textes ; le second ne sera créé qu'en 1816. Le haut du verbe *chômer* est encore incertain : on *chôme* un saint et, à l'étranger, en 1690, note que « chômer signifie aussi manquer de besogne, de travail, de propriété », le mot ne s'applique qu'à un non-emploi épisodique ou conjoncturel. Le *chômage* et le *chômage* au sens actuel n'apparaissent

tront qu'avec la société industrielle post-révolutionnaire. Inconnus ou inconnus de l'Ancien Régime, ils ne sont pas davantage reconnus du mouvement.

Certes la crise et l'émigration créent, de 1789 à 1792, un sous-emploi important. Mais, par la suite, l'économie de guerre, les enrôlements, le recrutement de *fonctionnaires publics* et l'indemnité de 40 sous par jour versée aux *patriotes désemparés* font qu'à défaut d'un travail productif les sans-emploi survivent aussi mal que les autres.

Les prolétaires et la grève

Ces autres sont le *parti prolétaire* (1789) puis les *prolétaires* (Babouf, 1795), au sens moderne et marxiste du mot. Ils constituent la classe des *ouvriers* (1789), puis la classe *laborieuse* (1791), enfin la classe *ouvrière* (1795), pour laquelle le *parti plébien* veut (Babouf 1794-95) « la suffisance légitime garantie de tous (...) les avantages sociaux ».

Bizarrement, emboucher à son honneur le sens disparu de « pousser un ouvrier à cesser le travail » ou un soldat à la désobéissance, il bien qu'une loi de 1794 punît « le crime d'embouchage ». Mais le sens moderne est déjà venu. Et la grève fait son apparition. Un rapport de police de juillet 1802 signale que « les tailleurs de pierre ont décidé entre eux de faire demain lundi ce qu'ils appellent grève [c'est-à-dire de quitter l'ouvrage] pour demander de l'augmentation ».

En face, l'industriel exploitateur n'émerge, dans le vocabulaire qu'en 1820. L'ennemi, c'est le *capitaliste*. Le mot, constaté un dictionnaire de 1790, « n'est encore connu qu'à Paris et dans quelques villes de France ». Il désigne le possesseur d'une grosse fortune rapidement acquise dans l'agriculture ou la spéculation, qui ne s'investit ni dans la terre, ni dans les usines. D'où la mention, au lendemain du 18 Brumaire (novembre 1799), de la *haine des capitalistes* provoquée par les troubles populaires.

C'était aligner à la fois l'acte de décadence de la révolution prolétaire et l'acte de naissance de la révolution capitaliste.

JACQUES CELLARD

(1) Les dates indiquées ici ne concernent que les mots ou les questions et non les événements eux-mêmes.

كدام النحل

Le Monde

CADRES

Notre établissement bancaire et financier s'inscrit activement dans les modifications et le renouveau du monde bancaire. Notre premier développement sera d'abord celui de l'ensemble du personnel. Si c'est aussi votre conviction, vous êtes le DRH que nous recherchons.

DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES

Membre du Comité de Direction, outre votre participation aux choix stratégiques de l'entreprise, vous aurez, assurés d'une équipe de plus de vingt personnes et d'un budget supérieur à 300 millions de francs la responsabilité complète des Ressources Humaines d'un établissement de 1 500 personnes.

Au-delà de la gestion et de l'animation nous recherchons un véritable professionnel qui soit une personne d'écoute et de négociation, de rigueur et d'imagination.

Agé d'une quarantaine d'années, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez un parcours en entreprise industrielle ou de services qui vous permettra d'être immédiatement opérationnel.

Poste basé dans la région Provence - Alpes - Côte d'Azur.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2004 C/M ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre mobile.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE



Les chiffres : un moyen La gestion : une fin

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Provence

Notre Groupe (600 personnes, 800 MF) fortement diversifié : promotion immobilière, capital risque, agro-alimentaire, textile, papier... recherche pour toutes les entreprises (110 MF, 90 personnes) qui fabriquent des produits haut de gamme, son Directeur Administratif et Financier.

Rattaché au Directeur Général du Groupe, vous assurerez, avec l'appui de deux Compagnies de Gestion, la comptabilité générale (détail comptable) et analytique, les relations avec les administrations (fiscales, sociales, fiscales) et l'ensemble des tâches administratives : personnel, juridiques, financières à la fonction. Votre objectif est d'amener l'entreprise au niveau de performance du Groupe.

Ce poste s'adresse à un gestionnaire de 30 - 35 ans, diplômé d'une Sup de Gestion ou d'une école d'ingénieurs, ayant une expérience en gestion financière et comptable, capable de produire un grand nombre de documents et de participer à la prise de décision et à son suivi.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 21/2223 A à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Sarrailh - 69431 LYON CEDEX 03
Rue de la République - 69001 LYON
Région Rhône-Alpes - France

Une importante Banque Régionale recherche en région Centre Est ses Exploitants Seniors

Rattachés aux Directeurs d'Agences, ils auront pour responsabilité la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises.

De formation Bac + 2 minimum, âgés de 25/30 ans, vous avez une première expérience dans le domaine bancaire comme Exploitant d'agences, expériences pendant lesquelles vous avez fait preuve de réelles qualités de gestionnaire et de développeur.

Tout ces missions qui vous permettent de réaliser et d'accompagner les fonctions d'agences au sein de la Banque.

contactez Philippe Béraud au 78.23.16.04 ou adressez CV + photo + 3000 francs + rémunération sous réf. à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, pour référence 2022MO.

Michael Page Rhône-Alpes
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New York, Sydney
Spécialiste en recrutement Financier



« Les quatre heures de la journée : les Vêpres », de Louis-Joseph Watteau (un homonyme d'Antoine Watteau).

La masse des paysans se satisfait, finalement, d'une stabilisation qui écarte le double danger d'un retour au régime seigneurial et d'un égalitarisme attentatoire au droit de propriété. C'est que la conjoncture plaide favorablement. Malgré les réquisitions, les incertitudes, voire le danger du moment, le paysan a profité de l'inflation ; s'il n'y a eu ni révolution agricole ni véritable redistribution des terres, en revanche, l'allègement des préférences, le relatif accroissement de la production de communs, le fait que le paysan a pu intensifier son travail agricole, l'essor de l'élevage comme celui de la culture de la pomme de terre, et aussi des défrichements : ce fut la grande attaque contre les forêts et les bois, récemment mises en lumière (1). Sur tous ces plans, assurément, la Révolution déverrouille, tout comme elle débloque l'univers agricole en intégrant les paysans à l'économie marchande (2).

Inversement, leur résistance à une modernisation à l'anglaise, qui aurait fait de beaucoup d'entre eux des salariés, a abouti à une consolidation de la petite et moyenne propriété : la conséquence en fut le freinage de l'exode rural au dix-neuvième siècle.

L'inflation profite aux paysans

Tiraillée entre deux exigences contradictoires, la Révolution, après Thermidor, accoutée d'un compromis comme toute assez conservateur, au plan agricole comme au plan politique. Les lois de 1796-1797 mettent fin au partage des communaux et laissent aux municipalités le pouvoir de réglementer l'exercice des droits d'usage, tout en maintenant le principe de la liberté économique du propriétaire.

exploitations sont les moins efficaces et les moins productives, car rien ne garantit que le grand propriétaire investisse, et les petits ont au moins, aussi bien que les grands, saisi l'opportunité d'une orientation pionnière vers l'élevage.

On peut cependant parler d'un inachèvement du capitalisme agricole en France. D'aucuns y voyaient le prix à payer pour l'ancrage des paysans dans une démocratie qui cougus heureusement les aspirations à la liberté et à l'égalité. Faut-il regretter qu'il ait été épargné au peuple paysan la sauvagerie d'un capitalisme débridé à l'anglaise (dont on ne voit pas pourquoi il faudrait l'éviter en modèle incontournable) ?

En tout cas, comme le souligne François Huet, la faute n'en incombe pas à la Révolution. Le prestige maintenu de la rente foncière, qui paraît détourner les élites bourgeoises de l'investissement industriel ou commercial, tient plus aux continuités et à la persistance des mentalités rentières calquées sur l'Ancien Régime qu'à la rupture révolutionnaire elle-même. La France de Balzac, plus propriétaire que capitaliste, ira à son rythme. Elle n'a pas pour autant démenti de la croissance.

PHILIPPE MINARD.

(1) Denis Woonoff et G.H.F.F., *Révolution et espaces forestiers*, Paris, 1989, L'Harmattan.
(2) Colloque « La Révolution et le monde rural », Paris, 1989, I.N.R.A. et C.T.H.S.
(3) Jean Bouvier, in *Le Capitalisme français, blocages et débloquages*, Paris, 1987, Fayard.

**Abraham Poupart de Neuville :
un rétablissement spectaculaire**

A l'été 1795, «voilà à quel point se trouvait réduite, à l'avoir primitif et la succession que m'a, et *Mme* de Neufville venant de recueillir, rapporté leur fils André (!) : ni marchandises ni malades premières, toutes requêtes; des créances et une succession en assignats & sans valeur ».

[illegible]

«Cependant, ni M. ni Mme de Niverville ne se désolent. Ils ont des occupations, ils font, les belles dames, de la couture, de la tapisserie, de la broderie, de la dentelle, de la lingerie, de la lingerie d'enfants; ils se mettent à travailler avec amour dans l'espoir que le Providence viendra à leur aide, et là ne se trompent pas; car, en peu de temps, l'insuccès leur est venu, et ils se sont perdus, et en quatre années ils acquittent par leur travail et par leur économie une fortune telle, que peu de gens et leur indolence une fortune semblable et somme n'en avait possédé une semblable et somme n'en avait alors très peu de personnes. Sedon, et que même alors très peu de personnes.

en avait en France; et ces résultats furent obtenus avec la faible secours de leurs plus modestes aptitudes, les meilleurs étant morts, et d'en l'emporter, la fabrication qui, certes et si grande, était peu importante. Les anciens outils et les ateliers étaient là. Tout était, les vides et les machines de la maison dans l'été de 1788, quand M. de Neufville fut d'abord reconcomencé à travailler. Les 14.000 francs, s'ajoutant à acheter aux comptants, une partie de l'usine d'Espagne à Bayona. Une fois les craps établies, on fit passer, à un bon compte, il fut trouvé que la manufacture d'armes, et vendit, cependant, toutes les autres machines étaient encore brisées, il avait donc fait, de concurrence, il vendit tout cela, et des marchandises payèrent de suite en raison de leur valeur commerciale; de cette manière le roulement commercial s'établit promptement et la maison se trouva ramontée, alors encore en mesure, au moins en activité, et l'un venait à l'autre.

André de Neufville, le entrepreneur familial.

M. de Neufville imagine d'employer des coccardes bleues idéiques et latines, mêlées avec du jaune blanchâtre pour faire la trame de draps communs. Il en résulterait une couleur gris de fer, couleur qui se vendrait aux Chinois au même prix que les autres uniformes. Ces draps ne coûtent pas presque rien et se vendraient à dix pils exorbitants. Discrettement, Abbeïem s'approprierait en laine à Madrid, et doublerait concurrentiellement à M. de Neufville ses concepts plus que jargonnés.

L'Espresso

[illegible]

➡ **brûlé. Il divorce en mai 1795, il renouvelle le contrat de société en juillet avec son frère, et il bout toujours d'impatience.**

[illegible]

Ternaux ne s'en tient pas aux seules manœuvres de Livourne. A Saint-Gall, il fréquente le Gonzenbach, une grande famille de l'industrie d'lin dont il épouse une fille en 1800 : divorcé d'une catholique, remarié à une réformée, Gubelbaum emprunte les nouveaux chemins de

Pour en savoir plus

— Un ouvrage : *l'Etat de la France pendant la Révolution, 1789-1799*, par Michel Vovelle, 1988, éditions La Découverte.

— Une synthèse : *la Révolution française et l'économie, décollage ou catastrophe ?*, par François Hincker, 1989, Nathan.

— Un colloque : « La Révolution française et le développement du capitalisme », par Gérard Gayot et Jean-Pierre Hirsch, éditeurs, numéros hors-série de la *Revue du Nord*, octobre 1989.

- Des études prélevées :

Banquiers, négociants et marins-acteurs par
siens du Directoire à l'Empire, par Louis Bergeron
1878, Mouton.

Guillaume Ternaux, 1763-1833, créateur de l'Aubier.

première intégration industrielle française, par Louis Commler, 1978, La Cabro d'or.

L'industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire, par Denis Woronoff, 1984. EHESS.

jais la guerre à l'étranger ? » Quel empereur fanfaronnerait-il aujourd'hui en commençant son rapport par : « Et moi aussi, je fais la guerre au Japon ! »...

6 Le Monde Affaires

Samuel S. J. 1984

Signed 8 July 1988

DECLARATION OF INTEREST

CONFIDENTIAL

INGENIEURS GRANDES ECOLES

3615

**En avant-première, Le Monde ouvre
à ses lecteurs son futur service
télématique emploi**

En septembre prochain, Le Monde lance un grand service téléphonique pour l'emploi des cadres. Mais dès aujourd'hui, vous êtes invités à découvrir et à utiliser quelques-unes des possibilités exceptionnelles de ce nouveau service. Il vous suffit de taper sur votre minitel 3615 code LMI

Maintenant, quelques minutes suffisent pour choisir parmi un mois d'offres d'emplois.

Maintenant, les plus intéressants sont personnellement communiqués.

3615 LM vous fait gagner un temps précieux en vous permettant de consulter rapidement un mois d'annonces du Monde.

Avec 3615 LM vous faites une demande vraiment personnalisée et vous des annonces sélection

Maintenant, toutes les annonces correspondant à votre CV sont automatiquement sélectionnées.

**Maintenant, des p
tes auxquels vous
pensez pas vous s
proposés.**

3615 L.M., le service sélectionne et stocke en mémoire pour vous toutes les offres d'emplois correspondant à votre profil.

recherche et vous comm-
d'emplois que vous
jamais remarquées.

Maintenant, vous ne pouvez plus manquer l'offre d'emploi de votre vie.

Malintenant, vous pouvez savoir si votre profil est très demandé.

3615 LM, c'est la sécurité de ne plus laisser passer un poste important pour votre carrière.

**évaluer à tout moment
demande correspondante**

Signed 8 July 1988

ACKNOWLEDGMENTS

2010 RELEASE UNDER E.O. 14176

هكذا من الأصل:

Un lopin pour chacun

En supplantant le régime seigneurial, la Révolution n'a pas pour autant abouti les campagnes : la bourgeoisie a rattrapé l'essentiel, et la paysannerie se trouve en partie dévolue. Mais une bonne conjoncture pousse favorablement pour tous.

A France agricole de 1789 et terre de partages et de contrastes. L'aristocratie économique : la bourgeoisie agricole a pu le dire, l'essor démographique tout au long du siècle, sans révolution verte cependant, et les blocages apparaissent : depuis 1775, la croissance peine, puis fait place à la crise en 1787-1788.

Contraste social autour, qui oppose les seigneurs rentiers du sol (le plus souvent nobles ou clercs, mais quelques bourgeois) à la masse des paysans assujettis à des redevances seigneuriales qu'ils ont dû. Quelques vingt millions de paysans se partagent 40 à 45 % des terres du pays, réparties en une poignée de petites propriétés, ou bien tout en une exploitation en fermage et - plus souvent - en métayage.

Proportions parcelaires ou petits moyens, nombre d'entre eux ne dépassent pas de 3 ou 5 hectares qui sont souvent, selon les régions, pour faire vivre une famille avec trois enfants. Ils cultivent leur lopin, débent des vachilles, une vache ou quelques brebis sur les terres communales, et complètent leur revenu par le tissage artisanal ou des travaux agricoles à la journée, se mêlant alors aux manœuvres et journaliers (20 % des paysans) qui, eux, ne vivent que de cela, n'ayant que leur cabane pour tout bien.

Toujours menacés par la misère, le peuple des micro-exploitants et des salariés agricoles ne nait, qu'au prix d'un labeur acharné et du soutien communautaire : les terres communales et les usages collectifs tels que le droit de « vaine pâture » sur les champs après la moisson, le gavage, fournissent un complément indispensable.

Tout au contraire, la frange supérieure de la paysannerie, les gros fermiers « coqs de village » et « laboureurs », ces 10 % de paysans aisés qui possèdent champs et atterages, voudraient suivre l'exemple des seigneurs féodaux et aboutir les pratiques communales, l'éclosion du progrès et de l'initiative individuelle, ces « entrepreneurs de culture » cherchent à étendre leurs champs pour les soustraire à la rotation collective des cultures et remplacer la jachère par des prairies artificielles. L'argent est là, mais pour l'heure, culture, bétail et plantes fourragères demeurent un investissement inaccessible au petit paysan : le progrès des campagnes n'a pas les moyens d'être libéral.

A la veille de 1789, le système agricole paraît donc bloqué : le morcellement des terres et le poids des sujétions seigneuriales empêchent la grande masse des paysans de rompre le cercle

vicieux de la jachère : sans bétail, la jachère est indispensable ; il n'y a pas d'espèces pour le pâturage ; donc pas de bétail... Mais les paysans veulent s'émanciper collectivement au principal obstacle : des cahiers de doléances s'élèvent unanime contre les droits féodaux.

Quatre ans plus tard ! Après le 14 juillet et l'insurrection parisienne, une révolution paysanne s'annonce et s'attaque au pouvoir seigneurial et crée ses redevances abolies, dans le mouvement de panique et de vengeance collective de cet été 1789.

Le droit de culture est proclamé

Insurrection de la misère et produit des rancœurs accumulées, la mobilisation rurale contraind l'Assemblée à voter la suppression de la dîme et l'abolition - contre achat - des droits dont le seigneur peut fournir le titre, lors de la nuit du 4 août. De nombreux titres valent brülés, certes, mais comment racheter les droits qui demeurent ? En réalité, la pression active et contrainte du mouvement paysan aboutit en juillet 1793 à l'abolition pure et simple de toutes les anciennes redevances. Parallèlement, les anciens impôts sont supprimés, et les nouveaux tendent à se mettre en place. De coup, les « préjudices obligatoires », qui théoriquement suppriment à deux décimes du revenu agricole, se trouvent réduits à presque

rien, et c'est autant qui demeure entre les mains de l'exploitant et du propriétaire directs » (cf. François Huet, op. cit., p. 7).

Enfin, dans le même temps que les tenants, débarrassés des droits seigneuriaux, deviennent propriétaires de leur droit, la mise en vente des terres nationales fait entrer au monde paysan l'espoir d'accéder à la propriété ou d'agrandir son lopin.

Propriété : le mot est libérateur. En vérité, la bourgeoisie rattrape l'essentiel de la mise, et le paysan se trouve en partie floué (voir encadré). Mais, surtout, la voile prise au piège de la conception individualiste et libérale qui prévaut rapidement. En 1791, le code rural proclame le droit de culture et abolit la contrainte d'assolement. Mais la liberté de culture rendra la réalité des plus pauvres : n'ayant rien, ou trop peu, le droit à l'extinction passe pour eux par le maintien des droits traditionnels et par la répartition des biens communaux « usurpés » par les déshérités seigneurs avant 1789. Ainsi réapparaît la vieille fracture qui disperse durablement la collectivité villageoise entre gros fermiers et propriétaires, plébeux libérés, d'une part, et paysans sans terre et petits exploitants, souvent métayers, d'autre part, perdant d'une propriété limitée par des droits d'usage.

La politique agricole de la Convention, en fin II, tente de décanter le conflit et d'établir un lien entre les logiques de l'individualisme ou du

Le grand marché des biens nationaux

Les possessions des privilégiés, clergé et noblesse, représentaient entre la tiers et le quart des terres du pays. C'est dire l'ampleur de ce gigantesque transfert de propriété que constitue leur mise en vente, en deux vagues (1789 puis 1793). Avec une répartition régionale très inégale, les biens nationaux forment, par exemple, le quart de la superficie dans le département du Nord, mais seulement 8 % dans l'Hérault.

Le grand succès de ces ventes est assez l'appât fonder des ambitions de terres et d'immenses (les forêts sont exclues). De plus, la modération des prix fait de l'opération une véritable bonne affaire. C'est entre 1791 et 1793 qu'ont lieu les ventes les plus massives. Qui achète ? Tout le monde, en fait, mais dans des proportions bien différentes. Des déshérités privés de recours par la loi, des hommes de paille, mais la majorité des acquéreurs se trouvent dans la bourgeoisie et dans le paysan riche. Au sein de la première catégorie, l'effort est fait de la bourgeoisie, ceux qui seignent à mener la belle vie de rentier, mais aussi les industriels et les négociants.

L'heure est aux « propriétaires », et, en ces temps incertains pour le commerce, il n'est pas indifférent de disposer d'un capital sûr, voire d'une base régulière de rentes monétaires annuelles. Ainsi, les banquiers parisiens se ruent sur les grosses terres cédées de l'Inde-France et sur les châteaux et parcs.

Les bourgeois urbains, tout comme les « laboureurs », cette frange supérieure de la

Le monde des CADRES

Une grande entreprise internationale
(CA France 1988 > 5 Mds F), leader sur son marché, recherche un **Juriste d'Affaires**
A fort potentiel

Paris
300 KF+

En position d'adjoint du Directeur Juridique et en prise directe avec l'opérationnel, vous serez responsable de l'activité juridique de la société et de ses filiales avec la perspective d'élaborer une équipe de collaborateurs.

Intervenant en Droit Commercial sur les contrats clients et fournisseurs, les accords de partenariat et joint-ventures négociés et conclus par les entités du Groupe, vous pourrez traiter également des questions de Droit des Sociétés, Droit Social, (connaissances indispensables), Droit Immobilier, etc...

A 35 ans environ, doté d'une solide formation juridique complétée éventuellement par Sciences Po ou un diplôme anglo-saxon, et muni d'une expérience juridique réussie d'au moins 7 ans, vous souhaitez développer vos compétences techniques et vos qualités de contact dans un environnement professionnel de tout premier plan, Anglais indispensable.

Contacteur Frédéric Foucard au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV 4-10° tel + photo + rémunération annuelle à MICHAEL Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. PTLA22MAO.

Michael Page Tax & Legal
FTF
Paul J. Linder, Amsterdam, Bruxelles, New York, Sydney
Spécialistes en recrutement Juridique et Fiscal

2 MEDICINS DU TRAVAIL
PLEIN TEMPS

Intégrant service de Médecine du Travail Intérimaires du bâtiment et TP du Nord-Est (Alsace, Aubes, Meuse, Haute-Marne) recherche

Rémunération mensuelle : 835.000 à 950.000 F
Amplitude selon l'âge à la convention
Cotisation des A.C. de salariat à 100 %
Envoyez votre dossier de motivation, CV et photo à :
GROUPEMENT D'ACTION SOCIALE du Bâtiment et TP du Nord-Est
1, rue Edme Ozier - 51100 REIMS - Tél. : 26.08.40.40

CONTESTE

UNE EQUIPE QUI GAGNE :
RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE

Fille d'un grand groupe de construction, nous recherchons (300 personnes), l'un des plus modernes d'Europe, recherche :

De formation, maîtrise DCE, vous avez une solide expérience dans un poste similaire. Vous maîtrisez l'anglais, vous connaissez la Comptabilité Anglaise. Vous êtes capable d'assurer une équipe qui assure la santé de la comptabilité. Vous êtes capable de travailler sous pression. Vous êtes capable de travailler en équipe. Vous êtes capable de travailler en équipe. Vous êtes capable de travailler en équipe.

ACSOR - 11, rue de la Sologne - 45100 MONTAUBAN - 0238 410000

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de la Brie
La Banque de l'Est Parisien (1200 personnes)

UN RESPONSABLE ASSURANCES

Recherche dans le cadre de l'expansion des activités de son unité Assurances et Diversification.

Intégré à la Direction du Marché des particuliers et des professionnels, ses missions seront essentiellement les suivantes :

- Développer la vente de produits d'assurance ou de diversification.
- Proposer et concevoir des actions commerciales spécifiques qui intégreront les besoins des clients et les objectifs de la Direction.
- Contribuer à la formation des agents du siège et du réseau sur les produits relevant de son activité.

Pour ce poste allié à MEAUX (77), une formation supérieure et une réelle expérience du secteur assurances sont recommandées.

Le candidat devra s'insérer dans des équipes pluridisciplinaires, avoir la capacité de développer des actions commerciales spécifiques, être capable de travailler en équipe de spécialistes amenés à moyen terme à évoluer et assurer le lien avec les services organisation et informatique pour les projets le concernant.

Les candidatures, C.V. photo et présentation sont à adresser sous réf. CAGRH au Service Gestion des Ressources Humaines - Recrutement - Crédit Agricole de la Brie - BP 205 - 77101 MEAUX

Le Monde
RECRUTEMENT-VOUS ENVOYONS

Lundi daté Mardi :
Le Monde Dirigeants
Le Monde Cadres
Université de Gestion

Mardi daté Mercredi :
Le Monde Dirigeants
Le Monde Cadres
Le Monde Carrières

Mercredi daté Jeudi :
Carrières Européennes
en Entreprises
Le Monde International
Le Monde Carrières

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES ANNONCES

Le paradis perdu

Avant la Révolution, Bordeaux resplendissait grâce au commerce avec Saint-Domingue. La révolution des esclaves et la guerre avec l'Angleterre ont mis fin à ce beau rêve.

Saint-Domingue a pu nourrir quelque ressemblance à l'égard de la Révolution, c'est que la ville était travaillée par la nostalgie du paradis perdu. Car la Révolution et ses guerres ont brisé l'élan séculaire, la formidable onde de prospérité qui avait porté la ville au rang de premier port français, avec un trafic de 200 000 tonneaux.

Tout le fortune bordelaise était fondée sur le commerce avec les « îles » antillaises, principalement Saint-Domingue. Commerce exotique, interdit aux étrangers, qui, dans le cadre du « pacte colonial », assurait le monopole des denrées exotiques, sucre, café, colorants, échangeés par les planteurs contre des textiles (vêtements de coton, toiles de chanvre), du vin, des céramiques.

et autres produits alimentaires. Commerce direct, en droiture, sans passer par l'Afrique, car Bordeaux insistait à Nantes la pratique de la traite négrière.

En un siècle, ce trafic avait rien de moins que dépeuplé, mais l'exportation de produits français n'avait que triplé. La déséquilibre était compensé par la réexportation des denrées coloniales vers Amsterdam, Hambourg, Danzig, toute l'Europe du Nord et la Baltique. Ainsi Bordeaux était-il devenu un grand entrepôt international, dont l'activité et la prospérité croissantes avaient fait doubler la population, par une immigration importante, entre 1750 et 1789 (110 000 habitants).

Le « siècle d'or » bordelais était celui des armateurs et des grands négociants qui investaient ostensiblement leur réussite dans la pierre, par de somptueuses constructions urbanistiques qui avaient changé le visage de la ville. Pour le voyageur anglais Arthur Young, de passage en 1787, Bordeaux était Liverpool et Versailles réunis.

Tout cela s'effondra sous le coup d'une double catastrophe : la révolution des esclaves de Saint-Domingue, conduite par Toussaint-Louverture, à



partir de 1791, et, d'autre part, la guerre avec l'Angleterre, à partir de 1793. Plus de plantations, plus de commerce. Un monde s'écroula. Après ces catastrophes, Bordeaux perd son grand rôle de redistribution internationale ; ses clients nordiques s'émancipent et vont eux-mêmes chercher les précieuses denrées. On lui se fournissent auprès de l'Angleterre, métropole incontestée des mers. L'ancienne cité portuaire, antérieurement, son commerce vivotait. Réduite au marécage, elle ne pouvait que se résigner à la décadence, à la décadence.

Avec la perte de Saint-Domingue, en 1804, la domination maritime anglaise et la réorientation continentale du commerce extérieur français, Bordeaux et son arrière-pensée gironnaises entrèrent dans un sommeil léthargique. Le temps de la splendeur est bien passé, l'heure est à la mélancolie.

Un historien, Joël Cornette, a consacré sa thèse : « Voyage au pays des intellus privés. La correspondance de Benoît Lacombe ». Propriétaire et négociant à Galliac, 1783-1819, (1) à étudier la vie d'un des acteurs économiques de cette région. Il raconte l'itinéraire de Benoît Lacombe.

PHILIPPE MINARD.

Benoît Lacombe, citoyen de Galliac, fait des affaires

« Comment êtes-vous devenu le « père » de Benoît Lacombe ?

— Par hasard. Cette aventure a commencé lorsque j'ai appris qu'un médecin d'Alsie défendait trois registres de correspondance d'un négociant. Il cherchait un historien qui lui fournisse à cette période pour dénouer trois mille huit cent quatre-vingt-dix lettres écrites entre 1783 et 1789, et arrivées de 1799 à 1817. J'ai vu la occasion de rechercher et de décrire l'itinéraire d'un bourgeois du dix-huitième siècle et de vérifier dans une aventure individuelle ce que l'on connaît de l'histoire économique et sociale de cette époque. L'histoire de la famille Lacombe montre assez bien comment et sur quelle durée se constitue une fortune à cette époque, ainsi que le développement et les limites d'une ambition dans la France des Lumières.

— Quel est Benoît Lacombe ?

— Il est né en 1759 à Galliac, une ville de six mille habitants, dans le sud-ouest de la France, où son grand-père est arrivé en 1730. En réalité, sa famille est originaire de Penn, un village alpin de quatre cents habitants, où elle exerçait le métier de tonnelier. Dès son installation à Galliac, Jean-Pierre Lacombe, l'arrière-grand-père de Benoît, qui se fait un nom d'écrire, investit ses premiers petits bénéfices dans des achats de terre. De parcelles microscopiques on parvient à acquiescer des dizaines de hectares, chaque fois quelques dizaines de livres, il entreprend une palatine conquise du sol : commence ainsi un lent travail d'accumulation de litres, de terres et de pouvoirs qui se poursuivra sur trois générations.

La deuxième étape de la fortune des Lacombe se fonde sur le prêt : la « rente constituée », consiste à prêter de l'argent au « denier 20 », c'est-à-dire à 5 %. Si le prêt ne se fait dans à un taux variable, il est en revanche accordé à la condition d'une hypothèque, généralement une ferme, une courte ou une

parcelle de terre. Dans les années de crises 1775-1780, quand le vin, notamment, se vend mal, on constate que beaucoup de vigneron viennent emprunter de l'argent aux Lacombe. La plus-value ainsi réalisée permet à François — le père de Benoît — de s'offrir en 1784 une charge substantielle de « secrétaire du roi Melon et Couronne de France » et d'acquiescer une part de la cour patrimoniale.

La troisième étape de la fortune des Lacombe : celle de la réussite politique qui conduit le chef de famille à devenir conseiller, c'est-à-dire à devenir une partie du pouvoir dans la ville. Cet accès aux responsabilités politiques s'accompagne d'une investissements dans les finances du roi. Sous l'Ancien Régime, les bourgeois pouvaient en quelque sorte le rôle de banquiers non institutionnels de la monarchie. Ils prêtent ainsi de l'argent aux villes qui sont souvent très endettées. Faut-il rentrer dans leurs fonds, les prêteurs y gagnent en tout cas une plus-value honorifique. L'exemple de François Lacombe, le père de Benoît, est à cet égard révélateur : deux ans après avoir prêté de l'argent à la ville de Galliac, il en devient conseiller et c'est ainsi que la filie d'un tonnelier s'insère dans le monde des affaires et des pouvoirs.

— Pourquoi Benoît Lacombe, lui, quitte-t-il Galliac pour s'installer à Bordeaux ?

— Ce départ correspond à un phénomène très important dans les familles du sud de la France, où c'est l'aîné seul qui assure la continuité de la parcelle. Le cadet doit trouver d'autres moyens et d'autres lieux pour continuer sa vie. Avec François Lacombe, il s'agit de la famille. C'est exactement ce qui arrive à Benoît Lacombe qui, dans une certaine mesure, se fait « épauler » de Galliac. Mais, malheureusement, lorsqu'en 1783, à vingt-trois ans, il part pour Bordeaux, c'est un homme qui ne peut que bénéficier du soutien financier de son père et qui peut

s'appuyer sur un réseau d'aides et de solidarité lié à Galliac.

— Quelle place occupe Benoît Lacombe dans le commerce à Bordeaux ?

— D'abord, il faut noter que, au cours du dix-huitième siècle, Bordeaux connaît une croissance qui va qualifier aujourd'hui de « japonaise ». Dans ce siècle à l'économie encore archaïque où le commerce colonial est le secteur en pleine croissance, il n'y a pas de spécialité et il n'est manifestement pas parvenu à trouver ce qu'on appellerait maintenant un « créneau porteur ». Sans doute parce qu'il est arrivé un peu tard et que les places étaient déjà prises. Dans un premier temps, il commercialise les produits de la région, le vin de Galliac notamment. Il semble qu'il ait à ce propos des rapports difficiles avec certains membres de sa famille : sa correspondance avec son frère aîné de ses remontrances sur le détail de la livraison et de paiement, la qualité de l'emballage, etc.

Pour échapper à cette pression familiale, il essaie de diversifier le réseau de ses fournisseurs vers Montauban et Toulouse. Par ailleurs, il n'a de cesse d'obtenir les signes extérieurs du succès. Et lorsqu'il peut enfin louer un appartement plus royal, il se fait ériger et écrit à un de ses correspondants marseillais et conseiller au Parlement : « Je pourrais enfin vous recevoir chez moi ». A vingt-trois ans, en effet, il peut se prétendre de quelques-uns des attributs du négociant qui a réussi : outre son appartenance, il

possède un « cabriolet avec une porte qui ferme à clef » et un cheval qualifié de Chantreaux. Mais il y a un seul que Benoît Lacombe ne pourra pas franchir et qui est à la fois l'instrument et le symbole de l'indépendance : la possession d'un navire. En réalité, la conception trop française que sa famille a du patrimoine constitue l'obstacle majeur aux ambitions de Benoît Lacombe. Ainsi dans la correspondance des années 1788-1789, on note de fortes divergences à propos de l'achat d'une « belle terre en justice ».

« Non, je ne veux pas d'un grand terrain », écrit Benoît Lacombe, qui rêve de son bateau préféré vers les « îles sous le vent » et pour qui l'argent doit circuler et non être immobilisé dans la terre, fillette séculaire. Cette querelle écorchée les divergences entre deux conceptions de la fortune : celle fondée sur le commerce et une autre, plus traditionnellement, reposant sur la terre et les biens immobiliers.

— Comment Benoît Lacombe se sort-il de la crise économique ?

— Entre 1783 et 1789, au fur et à mesure que s'aggrave la mévente du vin, Benoît Lacombe se reconstruit dans le commerce du blé. A la veille de la Révolution, il devient spéculateur de grains. D'ailleurs, ses lettres décrivent assez bien les modalités et le processus de cette spéculation. Après un premier temps pour et les mauvaises récoltes de 1786-1788, les années d'un « grand hiver », en janvier 1789 le blé manque dans le Sud-Ouest, et il faut en faire venir de Bretagne et de Nouvelle-Angleterre. Lorsque les bateaux arrivent à Bordeaux, les négociants emportent la vente immédiate. Pour « entretenir la diète en grains », ils organisent un écoulement régulier et à bas prix. Mais dès que les récoltes sont meilleures, les prix montent et les spéculateurs doivent être inévitablement. Les prix peuvent se relever comme les opinions », écrit Necker (2). Et il est vrai que par la simple transmission de nouvelles

sur les prix, les marchands ont contribué à diffuser une image plus grave que la réalité. Ils ont d'une certaine façon eux-mêmes emballé la machine. Les prix ne tiennent pas le vent et je ne puis plus rien acheter pour vous », écrit en avril 1789 Gantier, ancien commis devenu l'associé de Benoît Lacombe.

— Comment Benoît Lacombe devient-il républicain ?

Il faut d'abord rappeler que Benoît Lacombe revient à Galliac en août 1788, après le décès de son frère Jean-Pierre, qui exerçait la fonction de « premier commis » au sein de la Société des Amis de la Constitution, créée par cinquante-cinq Galliciens. Jusqu'en octobre 1793, il apparaît au tout premier rang des motivations gallicoises, celle des notables (1790-1792), puis celle des anti-clochers. Il faut noter que Galliac est une des seules villes du Sud-Ouest à se ranger aux côtés de Robespierre après la chute des Girondins (juin 1793).

Son engagement révolutionnaire ne mène pas à l'écroulement de sa fortune. Au contraire. Pour cette génération des trente-quarante ans, la Révolution représente un moyen d'accéder au pouvoir. A Galliac, Benoît Lacombe est un des principaux acteurs de la vente nationale. Grâce en particulier aux plus-values qu'il a réalisées à Bordeaux, il offre l'abbaye de Galliac pour 41 300 livres payés en grande partie en assignats dévalués. Mais, cependant, il se sentiment que Benoît Lacombe ne peut être allé trop loin dans son engagement révolutionnaire et qu'il a traité ce qu'on pourrait appeler le

pacte des nobles. D'ailleurs, lors des élections municipales de 1798 et 1799, il se recueille qu'une seule voix. La réputation ? C'est un signe que les responsables de la ville ne le comptent plus parmi les leurs, désormais il n'occupe plus dans la ville que des postes de second rang. Comme il l'écrit lui-même, Galliac est devenu le « l'oubli des gens à talents ».

— Que deviennent ses affaires après la Révolution ?

— D'abord, on constate que les engagements anciens sont respectés. Ainsi les petits-fils de tonneliers et négociants viennent payer à Benoît Lacombe les dettes contractées auprès de leur grand-père. Mais là où Lacombe échoue, c'est lorsqu'il veut renouer les fils avec Bordeaux. Car la prospérité de cette ville est irrémédiablement cassée. Décrédité, c'est la France du Nord qui est celle de l'exportation et c'est à Paris qu'il faut aller pour faire fortune et carrière. Tout cela, Benoît Lacombe ne le comprend pas, et les dernières années de sa vie ne sont, à le lire, que lamentations et anxiété. Cependant, ses fils réalisent plus tard ses ambitions. L'aîné, Benjamin, devient député en 1838. L'autre, Justin, restera propriétaire à Galliac. Tous deux représentent les nobles types du dix-neuvième siècle, collectionneurs de terres et dévoués à tous les régimes : « très riche, très influent et jouissant de la considération publique, il donne appui à l'administration et est fort dévoué au gouvernement » (note confidentielle du préfet sur Justin Lacombe en 1839).

Propos recueillis par FRANKOISE CHARTOT.

(1) Ce livre a été publié par Joël Cornette sous le titre *Un révolutionnaire ordinaire*, chez Champollion, collection « Espaces ».

(2) Necker, sur la spéculation et le commerce des grains, Paris 1793, rééd. 1966.

مكتبة الناصر